

M. Sanford semble avoir retrouvé son siège de député de Polynésie dès le premier tour

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 \$; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce, 16 dr. ; Hongrie, 100 H. ; Italie, 100 L. ; Japon, 125 y. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. S.A. ; 65 esc. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 10

5, rue des Écoles

75007 PARIS - CEDEX 05

C.C.P. 4204-25 Paris

Tél. Paris 06 69 67 23

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Confiance des syndicats britanniques en M. Callaghan

Le cent huitième congrès annuel de la Confédération des syndicats britanniques, qui vient de s'achever à Brighton, a entériné une nouvelle fois la politique de redressement économique de M. Callaghan et les sacrifices qu'elle implique. Non sans peine. On attendait un congrès un peu ternes, avec quelques commodes des déclarations les plus militantes contre la politique gouvernementale de limitation à 4 % des augmentations annuelles de salaires. Or, on a failli assister à une rupture. La grève des trente-huit mille membres du syndicat de la machine marchande, qui réclamait tout de suite des augmentations supérieures au plafond prévu, n'a été écartée — provisoirement — que de justesse, après une interminable négociation entre les dirigeants du TUC et ceux de la fédération rebelle.

La menace avait suffi à provoquer des embouteillages massifs dans les ports du Royaume-Uni et à faire souffler un vent de panique sur les touristes qui, venus en foule cet été, ont largement contribué à redresser la balance des paiements. Sur la perspective d'un conflit avait provoqué la plus spectaculaire recrudescence de la livre depuis l'annonce, en mai dernier, du renouvellement de l'accord entre le gouvernement et les syndicats.

Les Anglais se souviennent, il est vrai, de la grève de quarante-cinq jours observée par les gens de mer en 1966, qui avait entraîné le glas de la politique de stabilisation économique du cabinet Wilson de l'époque.

L'arrêt de travail de la marine marchande n'est certes reporté que de quinze jours. Mais il est les dirigeants du TUC et du Labour tiendront la grande conférence annuelle qui précède la congrès du Labour, et on peut espérer qu'ils trouveront le moyen de convaincre les marins de modifier leurs revendications.

Le reste du congrès de Brighton est évidemment passé un peu au second plan. Pourtant, au milieu des revendications devenues traditionnelles ces dernières années — limitation de certaines importations, augmentation des dépenses publiques, réduction de la semaine de travail, amélioration des retraites, nationalisation des banques, — une préoccupation, sinon nouvelle du moins plus vive, s'est fait jour parmi les délégués : la lutte contre le racisme.

Après les émeutes qui ont ensablées plusieurs quartiers de Londres habillés par les images de la télévision, le TUC a voté à l'unanimité deux motions : l'une demande l'interdiction de deux organisations d'extrême droite, le Front national et le Parti national ; l'autre s'inspire de la montée des activités racistes et fascistes dans le Royaume-Uni.

Dans la foule, les syndicalistes, qui envisagent d'organiser prochainement à Londres, avec le parti travailliste, une manifestation de masse contre le racisme, ont demandé un embargo total des livraisons d'armes à l'Afrique du Sud et la cessation immédiate des investissements britanniques au pays de l'apartheid.

Il reste que deux menaces ont lourdement pesé sur la fin du congrès : les retombées encore mal évanouies de la sécheresse et le million et demi de chômeurs décomptés le mois dernier, chiffre le plus élevé atteint depuis la dernière guerre.

L'une des principales motions approuvées par le congrès prévoit un retour progressif à la libre négociation des salaires dès l'année prochaine. S'agit-il là d'une manière de faire pression sur M. Callaghan ? Ou les syndicats sont-ils vraiment décidés à marchander encore plus durement de leur accord avec le gouvernement ?

En tout, c'est tout de même un nouveau contrat de confiance que le TUC a signé à Brighton avec le gouvernement de M. Callaghan. Cela ne signifie pas qu'il lui a tiré un chèque en blanc.

M. Kissinger commence une difficile mission en Afrique australe

M. Henry Kissinger quitte Washington ce lundi 13 septembre pour une mission de médiation en Afrique australe. Après une escale à Zurich, il est attendu mardi en Tanzanie, puis se rendra en Zambie et en Afrique du Sud.

Les dirigeants américains se montrent très circonspects quant aux chances de succès immédiat de cette nouvelle « navette diplomatique ». Le secrétaire d'État a déclaré qu'il ne fallait pas s'attendre à des « résultats spectaculaires et décisifs ». Il n'a cependant pas exclu le principe d'une rencontre avec le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith.

● A Soweto, principal faubourg noir de Johannesburg, un nouveau mouvement de grève a commencé lundi matin. Selon les premières estimations, plus de 70 % des travailleurs y participent.

De notre correspondant

Nairobi. — La visite de M. Kissinger à Dar-es-Salaam constitue la première étape de sa dernière tournée africaine, qui devrait le conduire ensuite à Lusaka et à Pretoria. Des rencontres sont prévues, dans ces trois capitales, avec les présidents Nyerere (Tanzanie) et Kenia (Zambie), et qu'avec M. Vorster. Le discours que celui-ci devait prononcer lundi devant la branche du « Front national » du parti nationaliste sud-africain, était attendu avec beaucoup d'intérêt.

La nouvelle série d'entretiens, du 17 au 19 septembre, entre le secrétaire d'État américain et le premier ministre sud-africain doit être précédée d'une rencontre — vraisemblablement mardi — entre M. Vorster et son homologue rhodésien, M. Smith. Celui-ci doit, en principe, regagner le 15 septembre, Salisbury, pour y assister au congrès de son propre parti, le Front rhodésien. Ainsi, ce qui pourrait être la dernière « navette » de la diplomatie de M. Kissinger se déroule en Afrique australe. Le négociateur américain a déjà visité, au printemps dernier, les capitales d'Afrique noire (Nairobi, Dar-es-Salaam, Lusaka, Kinshasa, Monrovia et Dakar). Il a, depuis, remontré à deux reprises M. Vorster, une première fois en Allentown, capitale fédérale et, tout récemment, à Zurich.

Ces démarches, que Washington s'est efforcé de coordonner avec Londres et Pékin, ont eu pour objet de convaincre les uns et les autres que la diplomatie américaine a les moyens de relancer, dans un esprit toutefois différent, la « détente » inaugurée par Pretoria fin 1974, époque qui, à l'époque, avait été accueillie favorablement par certains dirigeants d'Afrique noire, comme le président Kérékou. Mais qui a reçu un coup d'arrêt, un peu plus tard, avec l'intervention militaire sud-africaine dans le conflit angolais.

Les dossiers, faut-il le rappeler, sont particulièrement délicats. Un règlement en Namibie semble désormais passer par une négociation directe entre Pretoria et la SWAPO, Organisation du peuple du Sud-Ouest africain, le seul mouvement nationaliste reconnu par l'ONU et l'O.U.A. M. Kissinger souhaite que les deux parties s'engagent, mais M. Vorster a réitéré, à son retour de Zurich, qu'il n'en était toujours pas question.

Le chef de la diplomatie américaine a lui-même reconnu qu'il serait encore plus difficile d'assurer une « transition pacifique » au Zimbabwe (Rhodésie). Le plan anglo-américain — qui prévoit l'accession de la majorité africaine au pouvoir dans un délai de deux ans et le versement d'indemnités d'un montant de 1,5 à

2 milliards de dollars à la minorité européenne — a été rejeté par M. Smith, et suscité de nombreuses réserves en Afrique noire. Réunis à Dar-es-Salaam, la semaine dernière, les chefs d'État des cinq pays africains dits de « première ligne » (Mozambique, Botswana, Tanzanie, Zambie et Angola) ont décidé d'intensifier la lutte armée en Rhodésie, en accord avec les représentants des mouvements de libération de cette partie du continent. L'approche « cas par cas » de M. Kissinger, qui souhaite régler d'abord les conflits namibien, rhodésien, avant d'aborder le problème de la « discrimination institutionnalisée » en Afrique du Sud, fait naître également des soupçons, surtout dans les capitales qui sont plus proches de Moscou et de Pékin que de Washington.

En dépit des décisions prises à la conférence de Dar-es-Salaam, le secrétaire d'État américain n'a pas cru devoir renoncer à son entreprise. Si le porte-parole des « Cinq », M. Julius Nyerere, a tenu à faire savoir qu'il n'avait pas invité M. Kissinger, il n'a pas non plus refusé de le recevoir. De son côté, M. Vorster n'a pas caché les divergences entre la position de son gouvernement, celle de Washington, et celle de l'Afrique du Sud. « Nous avons un objectif commun — « préserver la paix », — et que M. Kissinger sera le bienvenu à Pretoria.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire nos informations page 2.)

M. Marcel Dassault réfute les accusations de fraude fiscale portées par M. Hervé de Vathaire

« Je m'expliquerai le moment venu », a-t-il indiqué

M. Marcel Dassault a formellement réfuté les accusations portées contre lui par son collaborateur, M. Hervé de Vathaire — incarcéré le 8 septembre pour abus de confiance, — accusations publiées dans l'hebdomadaire « le Point » et selon lesquelles M. Dassault aurait fraudé le fisc dans des proportions très importantes, avec la complicité de fonctionnaires.

M. Dassault a ajouté : « J'ai dit que dans ce dossier il y avait certainement des choses qui n'avaient rien à faire avec l'aviation et que, sur ce qu'il y avait, je m'expliquerai le moment venu. Or, pour le moment, on ne m'a rien demandé. »

Sur une seconde accusation, celle d'avoir financé un journal d'extrême droite, Jacques Chirac, « l'Essor du Limousin », M. Dassault s'est borné à affirmer qu'il avait simplement subventionné une agence de presse soutenant des candidats U.D.R.

(Lire page 23 l'article de Francis CORNU.)

LE TEMPS DU SOUPÇON

Alors que M. Raymond Barre va « entrer en ligne » pour mettre au point son plan de redressement de l'économie française et faire appel à la confiance, l'affaire Dassault-Vathaire, à l'odeur de scandales politico-financiers, n'arrange rien du côté de la majorité.

Il fallait être bien naïf pour penser que M. Dassault ne faisait pas bénéficier son parti de ses largesses, qu'elles soient canalisées vers une « agence de presse » intéressante, plus spécialement M. Chirac, ou vers d'autres destinataires. Sur une éventuelle fraude fiscale, après avoir affirmé qu'il n'y en avait aucune à l'horizon, M. Dassault a ajouté : « Je m'expliquerai le moment venu. »

Le public reste sur sa faim surtout lorsqu'il se rappelle la manière dont il a été informé de l'origine puis du déroulement de l'affaire, comme s'il y avait, du côté des pouvoirs publics, un moment pour lever la voile et un autre pour le camoufler.

Depuis les scandales Lockheed et le déferlement des pots-de-vin sur

des têtes illustres, un malaise a gagné les nations occidentales à qui l'on démontre pièces à l'appui que non seulement les monopoles ou les oligopoles faussent la concurrence, ce que l'on savait depuis belle lurette, mais que la corruption — après l'espionnage industriel — devient une arme efficace de conquête des marchés. Par chance, la France ne figurait pas sur la carte du badchich, mais l'ambiance est telle aujourd'hui, notamment dans les milieux de l'aéronautique, qu'il s'en faudrait de peu pour que de dangereux amalgames soient faits et que le ministre « Tous pourris », des démagogues soit à nouveau lancé.

Alors de sortir au plus vite de l'ère du soupçon, qui n'est vraiment pas de saison, le ministre le plus cruel doit être porté sur les réalités du complexe politico-industriel Dassault. Le principal intéressé à l'air de le souhaiter lui-même. Pourquoi attendrait-il le « moment venu » pour s'expliquer ? Pourquoi ne lui a-t-on « pour l'instant rien demandé » ?

PIERRE DROUIN.

PROPOS SUR LA SÉCHERESSE

Un révélateur

par
CHRISTIAN BONNET (*)

Ils ont tout juste observé que la campagne était moins verdoyante qu'à l'accoutumée, et ils ignorent l'angoisse poignante des exploitants, dont les prairies brûlées ne peuvent plus nourrir les troupeaux.

Insensibles au fait que huit sur dix roulent en 4-L, leur attention se polarise sur la Mercedes que possèdent 1 % d'entre eux et sur l'attention privilégiée apportée par les pouvoirs publics au monde agricole.

Force est, dès lors, de leur remettre en mémoire un certain nombre d'éléments objectifs.

(*) Ministre de l'Agriculture.

Victimes de l'inflation — les prix des produits industriels qui leur sont nécessaires ont augmenté de 24 % en 1974 — et ne contribuant à la transmission que par le mécanisme de formation des prix alimentaires, les agriculteurs ont vu leur revenu baisser de 10 % il y a deux ans, et tout juste se maintenir en 1975, alors que le pouvoir d'achat des autres groupes sociaux, nonobstant une conjoncture défavorable, continuait de progresser.

(Lire la suite page 37.)

A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Les Aztèques et leur histoire en images

L'Europe ne se lasse sans doute jamais d'avoir découvert l'Amérique, et l'exposition « Aztèques, terre des Aztèques », que présente la Bibliothèque nationale, s'annonce à bon droit comme un très grand succès.

Il s'agit d'y découvrir des « images d'un nouveau monde » grâce au prestigieux fonds mexicain de la maison, l'un des plus riches qui soient avec ses quatre cent soixante-neuf manuscrits, dont quarante-six sont peints ou calligraphiés et cent trente consignés en caractères figuratifs.

Pour la première fois, on pourra voir là, entièrement déplié, le fameux Persepolis du treizième siècle, si fragile en raison de la couche de craie soutenant les pigments et les entraînant éventuellement, au moindre choc, dans sa chute, qui n'est plus jamais communiquée, même aux lecteurs spécialisés. Bien d'autres documents, moins connus, plus rares et précieux les uns que les autres, et aussi nombreux qu'à Mexico,

l'entourent dans un ensemble de plus de cent pièces. Ensemble de grande classe, cohérent, savamment et soigneusement monté où entrent assez peu de prétextes, insignes comme celui du Codex Borbonicus du Palais-Bourbon, ou éloquentes sans bavardage comme ceux du Musée de l'Homme. Ces images — car images il y a puisque les manuscrits pictographiques, les cartes, les calendriers, les titres de propriété, même chez ce peuple procédurier, sont enrichis de représentations souvent précises et presque toujours très colorées de costumes, porcelaines, d'écailles, d'ornements, d'architecture, etc. — permettent la restitution de trésors détruits. Du reste le leçon de l'exposition ne réside-t-elle pas dans le fait que cette restitution a commencé très vite à la conquête : le Nouveau Monde avait un passé et les premiers américains furent des moines espagnols et des Indiens.

PAULE-MARIE GRAND.

(Lire la suite page 25.)

ROBERT LAFFONT

Au cœur du conflit qui divise le Grand Orient

FRED ZELLER

Trois points c'est tout

Les mémoires d'un combattant de la liberté.

AU JOUR LE JOUR

TECHNIQUES

Il y a trois ans, au Chili, le gouvernement de Salvador Allende était mis en minorité technique. Une minorité technique de coup d'État. Le général Augusto Pinochet vient de fêter cet anniversaire en annonçant aux Chiliens que l'état de siège serait prolongé de six mois. C'est normal : à défaut de siège électoral, on se contente d'un état de siège.

Par ailleurs, la junte militaire a décrété un deuxième état de trois jours en hommage au président Mao. C'est également normal : il aurait été techniquement impossible d'obtenir une minute de silence sur tout le territoire du Chili du fait des cris de ceux qu'on interroge dans les cachots.

BERNARD CHAPUIS.

croates détournent
interieures américaines
antage à la bombe

lision de deux
Yougoslavie
l'Union soviétique
des équipages

BÈGUE

150

EUROPE

magne
CHANCELLERIE
la politique
sentiments

Yugoslavie

L'agence Tanyoug annonce que le président Tito a une maladie aiguë du foie

Belgrade. — Une certaine confusion était apparue, vendredi 10 septembre, lorsque Paris avait annoncé le report de la visite de M. Valéry Giscard d'Estaing en Yougoslavie, en raison d'une maladie du président Tito, alors que Belgrade observait un silence complet à ce sujet. Cette confusion a été dissipée samedi 11 septembre, lorsque, vers midi, l'agence de presse yougoslave Tanyoug publia deux communiqués. Le premier précisait que les médecins avaient constaté chez le président Tito les signes d'une maladie aiguë du foie exigeant plusieurs semaines de repos; le second que la visite du chef de l'Etat français était « ajournée provisoirement » d'un commun accord et que la nouvelle date serait fixée ultérieurement par voie diplomatique.

Ce sont les seules informations officielles publiées ici jusqu'à présent. Mais, avec un supplément d'information publié à bonne source, on peut, semble-t-il, reconstituer la chronologie des événements. C'est le 8 septembre dernier, lors d'un examen médical régulier du président Tito, que les médecins ont constaté la maladie et ont prescrit un traitement approprié et un repos prolongé. C'est le 10 septembre, quelques heures seulement après cet examen, que devait arriver à Ljubljana le président Giscard d'Estaing. Il était donc impossible d'envisager l'ajournement de cette visite. Le président Tito, qui a accueilli son hôte comme prévu, a cependant, déclare-t-on, limité au maximum ses obligations officielles de la visite, et a consacré la majeure partie de la journée à la chasse qui fut organisée en Slovénie. Il fut plutôt observateur que chasseur. Lui-même déclare d'ailleurs que la commande Giscard d'Estaing a eu, au cours de la chasse, beaucoup plus de succès que moi...

De notre correspondant

Le 10 septembre, dans la matinée, le maréchal Tito, accompagné du président Cernosek, était rentré à Belgrade. Des milliers de personnes qui l'avaient vu n'ont absolument rien remarqué laissant supposer qu'il était souffrant. Tout la grande surprise des correspondants de presse étrangers et des diplomates lorsque, quelques heures plus tard, Paris avait annoncé sa maladie. En réalité, déclare-t-on ici, ce ne fut qu'apparence, tout ignorant à ce moment-là, à l'exception de son entourage le plus proche, la situation réelle.

La décision de décaler à Paris la secrétaire fédérale aux affaires étrangères, M. Milos Mitich, pour mettre le chef de l'Etat français au courant de ce qui se passait, fut prise dans l'après-midi du 9 septembre, c'est-à-dire une journée et demi environ après les recommandations des médecins. Ce délai fut imposé, croit-on savoir, par le président yougoslave lui-même, qui avait pensé pouvoir, après le départ de M. Cernosek, remplir également sans trop de peine les obligations découlant pour lui de la visite de M. Giscard d'Estaing. Or, les médecins s'y sont résolument opposés. C'est alors seulement que M. Mitich a pris vendredi l'avion pour Paris, où il fut accueilli, ainsi bien à l'Élysée qu'au Quai d'Orsay, avec la plus grande compréhension. D'ailleurs les entretiens qu'il a eus avec M. Giscard d'Estaing et M. de Giscard d'Estaing ont prouvé, selon les milieux politiques, que les relations franco-yougoslaves « n'ont jamais été meilleures et n'ont jamais été meilleures ». Il fut constaté à cette occasion que le projet de communiqué qui aurait dû être publié à l'issue de la visite du président français re-

cevait l'« entière approbation » des deux parties et il fut convenu d'une rencontre entre MM. de Giscard d'Estaing et Mitich à la prochaine session de l'ONU.

Quant à la visite du président français, on est convaincu qu'elle se fera dès que l'état de santé du président Tito se sera amélioré. Le programme initial prévoyait une chasse au cerf. On espère ici que le nouveau programme comportera une chasse au sanglier, dont la saison approche.

PAUL YANKOVITCH.

Une longue « déclaration commune », signée samedi 11 septembre par les présidents Tito et Cernosek, était le fruit d'un haut degré de confiance et de respect mutuel. Elle a été lue à la Yougoslavie et à la Roumanie. Les deux présidents constatent qu'il existe des différences entre les partis communistes et préconisent « un dialogue sans attaques » entre eux. Ils soulignent que les gouvernements se doivent de respecter l'intégrité territoriale des autres pays. Ils doivent s'abstenir de toute action militaire, politique, économique, et de toute autre forme de coercition ou de menace contre d'autres pays. Les États sont tenus de « s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures ou extérieures d'autres États, quels qu'ils puissent être les présidents et les circonstances ». Les deux dirigeants expriment leur préoccupation de maintenir la paix et la poursuite de politiques de force et d'indépendance et les tentatives de déstabiliser les relations entre les deux pays. De plus, les présidents et leurs collaborateurs ont signé sept accords de caractère économique, concernant notamment la coopération énergétique à partir d'ouvrages communs sur le Danube. (Reuter.)

Le détournement par des nationalistes croates du boeing-727 américain

Ne soyez pas surpris s'il y a d'autres attentats a déclaré à Roissy l'un des pirates de l'avion New-York-Chicago

Après un périple d'environ 10 000 kilomètres et près de vingt-sept heures d'une odyssée où la piraterie aérienne a été mise au service de la propagande nationaliste croate, les autorités françaises ont mis fin au détournement d'avion opéré par cinq « oustachis » sur la ligne New-York-Chicago. Les six membres du commando, Zvonko Bosic, trente ans, et sa femme — prénommée Julienne, de nationalité américaine, — vingt-huit ans, Françoise Pesut, vingt-six ans, Peter Mata, trente et un ans, et Marjan Vlasic, vingt-neuf ans, se sont rendus sans condition aux policiers français sur l'aérodrome de Roissy-en-France, dimanche 12 septembre, vers 8 h. 40 du matin.

Accompagnés par douze policiers, les pirates de l'air ont été renvoyés aux États-Unis à bord d'un DC-8 du G.I.A.M. (Groupe des liaisons aériennes ministérielles). Les cinq « oustachis » sont interrogés par les agents français du R.I. en attendant de désamorcer la bombe qu'ils avaient placée, avant leur équipée, dans une consigne automatique de la gare grand-centrale. Quant aux cinq passagers, ils ont, pour la plupart, regagné les États-Unis, après s'être reposés pendant quelques heures dans un hôtel proche de l'aéroport de Roissy-en-France. Ce nouvel acte de piraterie aérienne avait commencé aux

États-Unis, dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 septembre. Le commando des « Forces de libération de la Croatie » avait contraint le pilote d'un Boeing-727 des lignes intérieures américaines transportant quatre-vingt-cinq passagers et sept membres d'équipage à se poser à Montréal (le Monde daté 11-12 septembre). Deux heures plus tard, l'appareil décollait à nouveau en direction de Terre-Neuve, où trente-trois passagers furent relâchés sur l'aérodrome de Gander.

Les cinq nationalistes exigeaient la publication par la presse américaine de deux proclamations, dont le texte avait été déposé dans un casier d'une gare de New-York, et qui réclamaient le droit à l'autodétermination et à l'indépendance de la nation croate. Un artificier américain a été tué et trois autres blessés par la bombe déposée dans ce casier. Dans la matinée de samedi, le Washington Post, le Chicago Tribune, le Los Angeles Times et le New York Times ont publié ces déclarations.

Après une nouvelle escale sur l'aéroport de Keflavik (Islande) au cours de laquelle des sacs remplis de tracts sont chargés à bord de l'appareil, le Boeing 727 prend la direction de Londres. Les autorités britanniques refusent l'atterrissage. L'avion détourné, un moyen courrier a été suivi au cours de sa traversée de l'Atlantique par un Boeing 707. À 18 h. 30, samedi, les deux appareils parviennent à la verticale de Dieppe. Le premier ministre, M. Raymond Barre, confirme l'opposition des autorités françaises à tout atterrissage des pirates de l'air en France.

Une longue attente

Mais les pirates de l'air exigent des pilotes que le Boeing 727 survole Paris à basse altitude. À 18 h. 40, des tracts intitulés « Déclarations du quartier général des forces nationales pour la libération de la Croatie » sont jetés de l'avion sur la capitale française. À court de carburant, l'appareil détourné est autorisé à se poser sur l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France. Il est un peu plus de 19 heures. L'avion s'immobilise au bout de la piste numéro 2. Le Boeing 707 escorte se pose à son tour peu avant 20 heures. L'aéroport est fermé au trafic pendant soixante-quinze minutes. Une longue attente commence.

M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, donne alors des instructions aux forces de police pour empêcher tout départ de l'avion dont un pneu est crevé. Il exige une reddition sans conditions. En compagnie de l'ambassadeur des États-Unis en France, M. Kenneth Rush, les pourparlers commencent par l'intermédiaire de la tour de contrôle vers 2 h. 20 dimanche matin. Cinq otages seront libérés au cours de

la nuit. Une femme appartenant au groupe des pirates croates les accompagne. Elle est informée que la déclaration des nationalistes a été publiée dans la presse américaine. Les pourparlers continuent; le ministre de l'Intérieur réitère ses exigences aux nationalistes: être exécutés s'ils persistent à la vie des otages ou se rendre aux autorités françaises.

Vers 8 heures du matin, les membres du commando acceptent de se rendre. À 8 h. 30, tous les passagers ont quitté le Boeing 727 de la T.W.A. Les nationalistes croates se rendent peu avant 9 heures. Les explosifs qu'ils détenaient n'étant que des « imita-

M. MICHEL PONIATOWSKI : des conditions irrévocables.

« Seule une attitude de fermeté peut mettre un terme à ces odieux chantages », a déclaré l'agence France-Press. M. Michel Poniatowski, dès que les pirates croates du Boeing 727 de la T.W.A. se furent rendus aux forces de l'ordre.

« Les actes de terrorisme aérien mettent de plus en plus fréquemment en péril la vie des passagers et d'équipages innocents, a ajouté le ministre.

« Dès 20 heures, j'ai donné l'ordre d'immobiliser l'appareil en neutralisant le train d'atterrissage, et j'ai fait communiquer aux pirates le message suivant :

« Votre avion ne peut plus décoller. Vous êtes considérés comme personnellement responsables de la vie des passagers et de l'équipage. Vous avez donc le choix entre deux solutions : être exécutés si vous persistez à la vie des otages ou vous rendre aux autorités françaises pour être immédiatement expulsés. » Ces conditions sont irrévocables.

« M. le président de la République et le premier ministre ont été constamment tenus informés des décisions et des mesures envisagées », a conclu M. Michel Poniatowski.

tions » (pâte à modeler). Ils avaient été fabriqués dans les toilettes de l'avion.

Avant d'être expulsé vers les États-Unis, un des membres du commando a déclaré : « Je suis fier de ce que nous avons fait. Pas de chance. C'est tout. La France, j'étais là en 1969. Ne soyez pas surpris s'il y a d'autres attentats, nous défendons une cause juste et nous voulons menottes aux poings. »

Une déclaration de M^e Bouabid sur le Sahara occidental

- « Le risque de guerre avec l'Algérie est réel et actuel »
- « Le Maroc subit des pertes assez graves »

Rabat (A.F.P.). — « Le risque de guerre entre le Maroc et l'Algérie est réel et actuel », a déclaré M. Bouabid, leader de l'Union socialiste des forces populaires (gauche marocaine), dans une interview à l'hebdomadaire de son parti, Libération.

« Il est certain, a souligné M. Bouabid, que si l'Algérie continue à perpétrer ses agressions contre notre pays, à l'arabiser le Sahara, à disperser et à tuer la population et à dévaster ce qui est relativement facile d'organiser des opérations de commandos, le Maroc ne peut que donner à ses résistants d'autres formes que celles auxquelles il s'est jusqu'à présent limité, tant sur le plan militaire que politique. »

M. Bouabid a ajouté : « Nos garnisons militaires sont partout sur le territoire, mais elles sont exposées à des attaques surprises de plus en plus meurtrières, et le Maroc subit des pertes assez graves. Cela vient du fait que notre stratégie militaire dans la région

n'est pas complètement adaptée aux exigences d'une sécurité totale dans cette région et d'une dissuasion efficace de nos adversaires. Une contre-offensive est absolument nécessaire. Il faudrait barrer la route aux commandos venant d'Algérie en se portant à leur égard à l'arabisation de la région, donc recrutés parmi les populations sahariennes. »

C'est précisément, apprend-on de sources informées, la tactique que les autorités marocaines ont décidée de mettre en œuvre. Le commandement militaire procéderait, depuis peu, à la mise en place, au Sahara, d'unités légères spécialement entraînées ces derniers mois à la tactique de guérilla. Ces groupes mobiles renforceraient les unités classiques en place et pourraient même, dans certains secteurs avancés, se substituer à elles. Ils seraient équipés d'un matériel adapté à leur mission et circulerait à bord de Land Rover.

C'est la première fois depuis plusieurs mois que le silence est rompu au Maroc sur les opérations menées par les commandos du Front Polisario. Bien que les résistants algériens ne soient pas les seuls à mener la lutte, les forces armées royales sont engagées au Sahara occidental, il semble qu'elles ne le contrôlent pas vraiment et qu'elles soient sur la défensive. Les maquisards sahariens multiplient leurs raids et font état chaque semaine d'affrontements meurtriers. Récemment encore, les dirigeants du Front Polisario ont affirmé détenir quelque quatre-vingt prisonniers marocains.

Les autorités de Rabat, pour lesquelles l'affaire du Sahara est définitivement réglée, continuent à observer le maximum sur les fronts sahariens par leurs troupes. Mais il est symptomatique qu'elles se soient abstenues de sauter le numéro de Libération, hebdomadaire de gauche récemment lancé par l'Union socialiste des forces populaires (le Monde daté 5-6 septembre), contenant l'interview de M. Bouabid. Comme tous les autres dirigeants des groupes de résistants algériens, M. Bouabid soutient sans restriction l'action menée par le gouvernement algérien au Sahara occidental. Il est partisan d'une ligne dure à l'égard de l'Algérie, qui aide les guerilleros sahariens. Il a fait partie de la délégation officielle marocaine à la conférence des non-alignés à Colombo, où il n'a pas ménagé ses efforts pour faire échouer à l'action des représentants algériens, qui souhaitent faire condamner l'agression marocaine au Sahara.

La fin de l'été, torride dans

cette région, pourrait être marquée par un accroissement des opérations du Front Polisario. C'est dans cette perspective que le gouvernement algérien, depuis le début de l'année, son potentiel militaire. Selon des informations publiées récemment par le Financial Times, les effectifs totaux de l'armée seraient passés de soixante mille à quatre-vingt-dix mille hommes. Le Maroc aurait fait d'importants achats de matériel lourd, notamment de chars et de camions. Il aurait également acquis aux États-Unis une centaine de chars de combat.

La Cour internationale de justice de La Haye, qui s'était réunie dans la matinée du samedi 11 septembre pour examiner la demande grecque de « mesures conservatoires » dans le différend opposant à la Turquie quant au statut du plateau continental de la mer Égée, a rejeté cette requête par deux voix contre une, estimant que « la violation alléguée des droits de la Grèce » ne constitue pas un préjudice irréparable exigeant des mesures conservatoires.

La Cour internationale de justice a également rejeté la requête de la Turquie pour « tracer l'aire de son rôle » et estime que le problème de sa frontière maritime en mer Égée doit être examiné dans un premier temps, sans rien préjuger quant au fond du différend. Une première décision à ce sujet pourrait être prise dans six ou sept mois. — (A.F.P.)

DIPLOMATIE

RÉUNIS AUX PAYS-BAS Les Neuf ont constaté leur accord sur les grands problèmes internationaux

Les Neuf sont d'accord sur tous les problèmes internationaux importants, a déclaré dimanche 12 septembre M. de Giscard d'Estaing, ministre français des Affaires étrangères, après la réunion « privée » qu'ont tenue samedi et dimanche les ministres de la Communauté à Beestervogel (et non Beestervogel, comme il a été écrit dans le Monde des 12-13 septembre) (Pays-Bas), et qui a été consacrée aux relations extérieures. Les Neuf ont discuté les points suivants :

• AFRIQUE AUSTRALE. — Les Neuf appuient les efforts de M. Rensinger pour amener la Namibie à l'indépendance et pour favoriser une évolution en Rhodésie. Ils ne reconnaîtront pas le Transkei, État fantôme qui doit cesser de 26 octobre le gouvernement de Pretoria.

• LIBAN. — Les Neuf ont pris acte du processus interne en cours et estimé que toute intervention serait inopportune.

• GRECE ET TURQUIE. — Les Neuf ont constaté que, sur tous les points litigieux (Chypre, plateau continental), les positions d'Athènes et d'Ankara restent très éloignées. Ils attendent que les deux pays se réunissent pour discuter de la réunion des ministres des Affaires étrangères des deux pays, le 26 septembre.

• ESPAGNE. — M. Van der Stoep (Pays-Bas) a fait valoir que l'adhésion de l'Espagne à la Communauté ne pourrait être envisagée qu'après des élections libres.

• ONU. — Les Neuf ont approuvé l'intention de M. Giscard d'Estaing de proposer à l'ONU la négociation d'une convention sur l'extradition des présumés auteurs de crimes de guerre et de suggérer la création d'un tribunal international des droits de l'homme.

• UNION EUROPÉENNE. — Les Neuf ont discuté la partie du rapport Tindemans (sur lequel le Conseil européen se prononcera le 20 novembre) concernant la politique extérieure. M. de Giscard d'Estaing et M. Cressat (Grande-Bretagne) se penchent sur la matière les « tendances minoritaires doivent se rallier aux vues de la majorité », comme le suggère le premier ministre belge. En revanche, estimant-ils, ils doivent en toute occasion rechercher un « consensus », une position à laquelle aucun des États de la Communauté ne s'oppose.

Les Neuf n'ont pas rouvert la discussion sur les élections européennes. L'affaire est considérée comme réglée, et tous sont prêts à signer le 20 septembre une « déclaration » à ce sujet. — M. D.

offrez
un vision
Maurice Kotler

Paris - 10 rue la Boétie
ouvert le samedi

Les extrémistes croates

La brève histoire de la Yougoslavie est marquée par une lutte constante — tantôt sourde, tantôt violente — d'une partie des Croates contre la puissance centrale. L'idée yougoslave — fut-elle, au siècle dernier, d'origine croate. Mais le malaise apparut tôt que fut constitué, après la première guerre mondiale, le premier État des Slaves du Sud. Dès ce moment, des hommes qui considéraient la Yougoslavie comme un pays d'émigration, d'autres continuèrent, sur place, à réclamer la formation d'un État croate autonome. Cette revendication était défendue en particulier par un tribun populaire, Raditch. Celui-ci fut victime d'un attentat au Parlement de Belgrade le 22 juin 1928.

Raditch professait le pacifisme. Après sa mort, un avocat, Ante Pavelitch, créa le mouvement oustacha (ce qui signifie insurgé), nationaliste lui aussi, mais qui entendait user de la violence pour s'imposer. Le point 7 du programme de cette organisation se disait : « Le peuple croate a le droit de rétablir sa souveraineté sur la totalité de son territoire historique et ethnique. »

Pavelitch, qui devait prendre le titre de « poglavnik » (Führer), bénéficiait du soutien des puissances fascistes. Il se fit d'ailleurs dans l'Italie mussolinienne. C'est son organisation qui prépara l'attentat dont furent victimes à Marseille, en octobre 1934, le roi Alexandre de Yougoslavie et Louis Barthou, ministre français des Affaires étrangères.

Le 12 avril 1941, au moment de l'entrée de troupes allemandes en Yougoslavie, Pavelitch proclama la naissance d'un « État

croate libre » (mais évidemment lié aux nazis), dont il prit la tête. Le nouvel État annexa d'ailleurs une partie de la Serbie et de la Bosnie. Les troupes de Pavelitch menèrent une action féroce non seulement contre les partisans de Tito, mais contre la population serbe en général. Après la défaite de l'Axe, Pavelitch réussit à s'enfuir. Il séjourna en Autriche, en Argentine, au Paraguay et finalement en Espagne, où il mourut en 1959.

Le gouvernement actuel attribue aux oustachis toutes les actions violentes qui furent, depuis une vingtaine d'années, le fait d'extrémistes croates. Ainsi en 1968 une explosion dans un cinéma de Belgrade fit un mort et soixante blessés. En 1971, l'ambassadeur de Yougoslavie en Suède, Vladimir Popovitch, fut assassiné. En janvier 1972, vingt-sept personnes trouvant le mort dans l'explosion d'un avion de la compagnie yougoslave YAT au-dessus de la Tchecoslovaquie. En juillet de la même année, dix-neuf membres d'un commando résistèrent pendant un mois aux forces de l'ordre en Bosnie. Il y eut aussi un certain nombre d'attentats contre des fonctionnaires yougoslaves à l'étranger, notamment les vice-consuls à Lyon et à Düsseldorf.

Pourtant, les nationalistes croates, même extrémistes, ne se réclament pas tous, loin de là, du mouvement oustacha. Il convient au moins d'établir une distinction entre les éléments qui ont gardé la nostalgie d'une période où des Croates avaient la force — et ceux qui jugent insuffisant le fédéralisme de la Yougoslavie titoïste. — B. F.

EUROPE

Irlande du Nord

Nouvelles manifestations des « Femmes pour la paix »

De notre correspondant

Belfast. — Six marches, organisées par « Les femmes pour la paix », ont eu lieu samedi 11 septembre dans des petites villes d'Irlande du Nord. La plus importante manifestation s'est déroulée à Antrim, à 29 kilomètres de Belfast, où quelque huit mille catholiques et protestants se sont rassemblés pour prier, chanter et écouter le message de paix de Mlle Mairead Corrigan et de Mlle Betty Williams. La plupart des femmes présentes étaient soit âgées, soit très jeunes, et accompagnées de leurs enfants. Peu d'hommes s'étaient dérangés. Si les deux leaders féminines du groupe pour la paix gardent leur spontanéité — aucun discours n'est écrit à l'avance, — une coordination a été mise sur pied par des volontaires. Un hebdomadaire entièrement consacré au mouvement doit paraître prochainement.

Après le remplacement de M. Mason par M. Mason aux fonctions de secrétaire d'Etat à l'Ir-

lande du Nord (le Monde daté 12-13 septembre), la violence qui sévit dans toute la province reste le problème majeur : de plus, la situation dans les prisons est toujours tendue. Les membres d'organisations paramilitaires catholiques ou protestantes qui seront condamnés les prochains jours ne bénéficieront plus du statut de prisonniers politiques, qui n'est plus accordé par le gouvernement britannique depuis le 1^{er} mars dernier. Mais un engagement des tribunaux avait retardé l'application de cette décision. Cette perte de privilège est vivement dénoncée par les activistes des deux camps, qui ont annoncé de violentes manifestations si ce statut n'était pas rétabli.

Depuis la récente parution du rapport de la Commission européenne des droits de l'homme, qui accuse la Grande-Bretagne d'avoir pratiqué certaines formes de tortures en Ulster à l'automne de 1971, six catholiques ont affirmé avoir été torturés au cours d'in-

terrogatoires. Ils avaient été arrêtés entre février 1975 et juin 1976. La MICRA (l'association des droits civiques d'Ulster) a fait savoir que ces six hommes allaient déposer une plainte auprès de la Commission européenne des droits de l'homme. Dans un communiqué, les autorités britanniques à Belfast ont déclaré que « les mauvais traitements physiques » avaient cessé il y a plus de quatre ans.

Enfin, M. Mason devra faire face au chômage endémique de la province (10,4 %). Paradoxalement, une des récentes mesures qu'il a prises, lorsqu'il était secrétaire d'Etat, à la défense, aura été, dans le cadre de restrictions budgétaires, d'autoriser la fermeture de trois ateliers d'entretien de la R.A.F. en Irlande du Nord. Cette coupe claire, qui laissera sans emploi plus de deux mille personnes, avait été fort mal accueillie.

RICHARD DEUTSCH.

Espagne

La loi électorale fera l'objet de conversations avec l'opposition

Le gouvernement espagnol a rendu public, le 11 septembre, le projet de réforme politique annoncé la veille par M. Adolfo Suarez, président du conseil des ministres. Ce texte préside la composition du futur Parlement, dispose que cet organisme devra approuver les nouvelles lois constitutionnelles, et prévoit que le roi pourra largement recourir au référendum.

De notre correspondant

Madrid. — Le projet de loi de réforme politique, annoncé par le chef du gouvernement, a été présenté le 11 septembre par M. Andres Reguera, ministre de l'Information. Comme M. Adolfo Suarez l'avait indiqué, l'initiative en matière de réformes constitutionnelles appartiendra non seulement au gouvernement, mais aussi au futur Congrès des députés. Avec les élections libres pour une Assemblée constituante, c'est pratiquement la « rupture » démocratique, demandée par l'opposition, qui est en vue.

Le court texte proposé par le gouvernement aux actuelles Cortes contient, pour l'essentiel, quatre nouveautés :

1) La création d'un Parlement

au suffrage universel, direct et secret, divisé en deux Chambres : le Congrès des députés (Chambre basse), composé de trois cent cinquante membres qui seront élus selon le système de la représentation proportionnelle, et le Sénat (Chambre haute), dont les deux cent quatre membres seront élus selon le système de scrutin majoritaire (quatre par province, plus deux pour chacune des enclaves de Ceuta et de Melilla). Les deux Chambres réunies formeront les Cortes, dont le président sera désigné par le roi. Celui-ci peut nommer, pour chaque législature — aux côtés des deux cent quatre sénateurs élus au suffrage universel, quarante et un sénateurs. Le mandat des députés et des sénateurs sera de quatre ans.

2) La consécration du suffrage universel direct et secret, ce qui implique l'abolition du suffrage « organique » (indirect), qui était la base de la représentation dans les institutions franquistes.

3) L'établissement d'une procédure de réformes constitutionnelles, pour laquelle la fois le gouvernement et le Congrès des députés auront l'initiative. Il appartiendra, en tout cas, au Congrès d'élaborer les nouvelles lois constitutionnelles, qui devront être approuvées à la majorité absolue par les deux Chambres réunies en Cortes.

4) L'institution de deux sortes de référendums, l'un pour les questions constitutionnelles et l'autre (qui n'existe pas dans la Constitution franquiste), de type « prospectif », pour « toutes questions d'intérêt national ». Dans les deux cas, le référendum pourra être décidé directement par le roi, sans le cas d'un référendum sur un projet de loi, ou indirectement, si les résultats ne correspondent pas aux décisions des Cortes les Chambres seront dissoutes, et de nouvelles élections seront convoquées.

La principale lacune du projet de loi est qu'il ne prévoit rien sur les rapports entre le gouvernement et les Cortes. Actuellement, le gouvernement n'est responsable, politiquement, que devant le roi. Bien que le président Suarez, dans son allocution du 10 septembre, ait annoncé que cette question devra être résolue par les nouvelles Cortes constituantes, cette lacune peut poser des problèmes pendant la période d'élaboration de la nouvelle Constitution, lorsque la décision suprême restera entre les mains du roi et du gouvernement.

Le projet de loi présente, en outre, deux inconvénients. Il s'agit, comme dans le cas du projet abandonné du cabinet Arias, d'une réforme « concédée » : l'opposition n'a pas participé à sa rédaction. D'autre part, c'est le gouvernement actuel qui organisera les prochaines élections. A ce sujet, le ministre de l'Information a déclaré le 11 septembre : « Fût-ce dans l'esprit dans lequel le président Suarez et le gouvernement ont agi jusqu'à maintenant, il est permis de penser que la loi électorale fera l'objet, sinon d'un pacte avec l'opposition, du moins de nouvelles conversations avec elle, et son contenu lui sera communiqué ».

Pour leur part, les principaux dirigeants de l'opposition préfèrent qu'un gouvernement provisoire de coalition nationale soit responsable du processus électoral. Un problème immédiat se pose au gouvernement : le projet de loi va-t-il être approuvé, comme l'exige la Constitution franquiste par les deux tiers des Cortes actuelles, dont les membres, pour la majorité d'entre eux, ont été désignés par Franco ? Les milieux se montrent très optimistes à cet égard.

JOSÉ-ANTONIO NOVALS.

Suisse

LES AUTONOMISTES JURASSIENS SONT RÉSOLUS A OBTENIR L'UNIFICATION DU VINGT-TROISIÈME CANTON

(De notre correspondant.)

Berne. — Bien que la constitution d'un nouveau canton du Jura soit en bonne voie, les autonomistes francophones sont fermement décidés à poursuivre la lutte pour obtenir la « libération » des trois districts méridionaux de leur région demeurés attachés au canton de Berne. C'est ce qui ressort de la vingt-neuvième fête du peuple jurassien qui s'est déroulée le dimanche 12 septembre à Delémont en présence d'environ cinquante mille personnes, selon les organisateurs.

Le principe de la création d'un vingt-troisième canton au sein de la Confédération helvétique avait été acquis à la majorité des habitants des six districts francophones du canton de Berne par un référendum d'autodétermination le 23 juin 1974. Mais, revenant sur cette décision lors de consultations ultérieures, les trois districts du sud du Jura avaient opté pour leur maintien dans le canton de Berne. Les autonomistes estiment cependant que les résultats de ces scrutins ont été faussés par la présence dans la partie méridionale d'une forte proportion de ressortissants bernois de langue allemande. Depuis lors les incidents se sont multipliés dans la région contestée entre partisans du canton du Jura et anti-séparatistes.

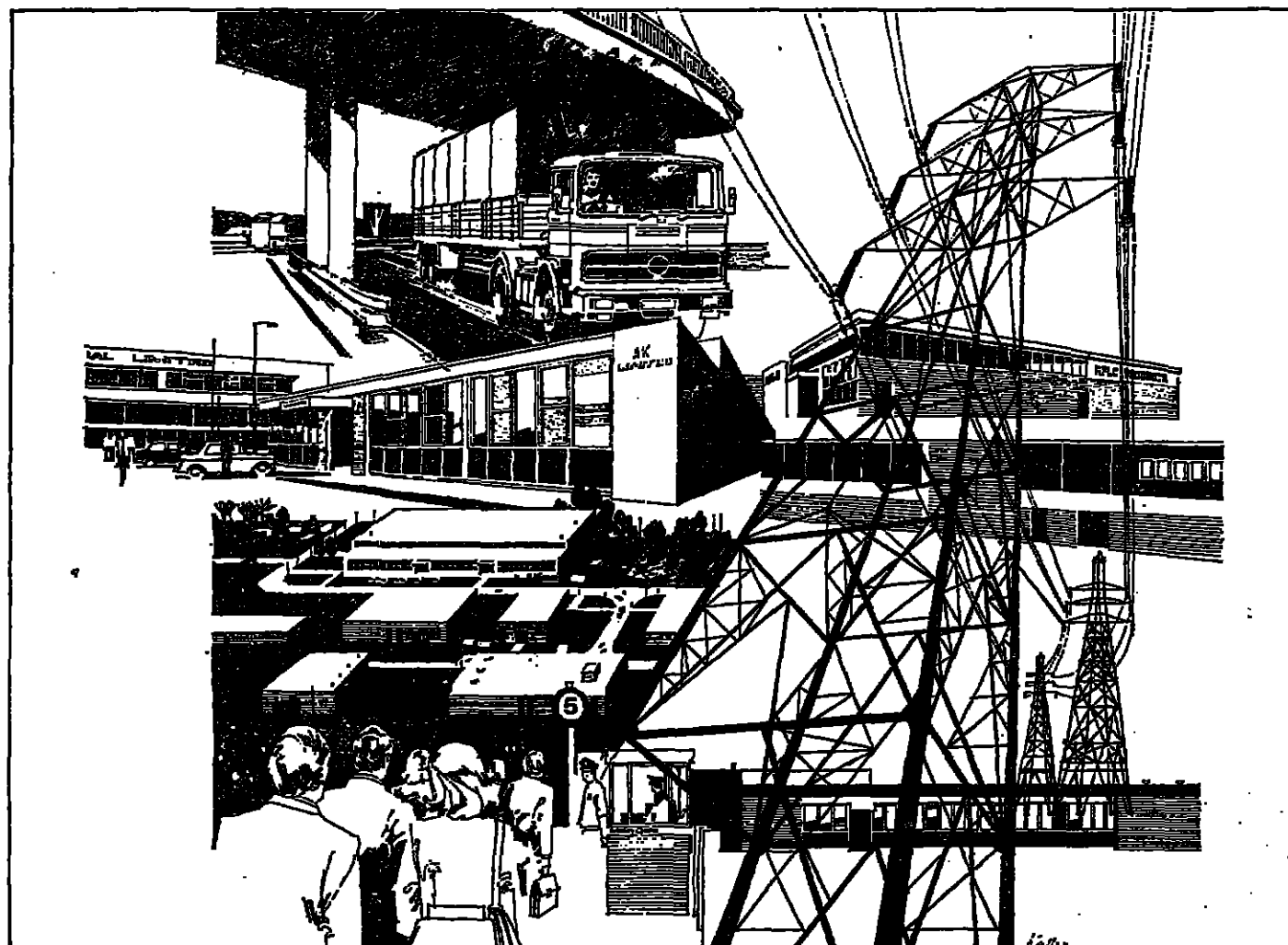
Dans une résolution adoptée dimanche à Delémont, les autonomistes réaffirment que « le combat pour l'unité du peuple jurassien est un droit imprescriptible ». Ils demandent aussi aux autorités suisses « d'ouvrir les voies constitutionnelles permettant la modification des limites cantonales par l'autodisposition ». Comme l'ont déclaré les dirigeants autonomistes, « l'œuvre de réunification » va de pair avec la création du nouveau canton. D'ailleurs, la Constituante est en passe d'achever ses travaux et son projet de charte fondamentale devrait être soumis à l'approbation des Juraïens au début de l'année prochaine. Ensuite, il appartiendra à l'ensemble des citoyens helvétiques de ratifier l'entrée du nouveau canton dans la Confédération. D'après un récent sondage, 59 % des Suisses y seraient actuellement favorables.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Pays-Bas

SEPT MILLE PERSONNES ONT MANIFESTÉ samedi 11 septembre à La Haye contre la légalisation de l'avortement, dont les députés néerlandais sont appelés à débattre mardi. — (A.F.P.)

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
PCEM
Expérience pédagogique depuis 24 ans
- Préparation de vacances :
- Recyclage pour bacheliers (math, physique, chimie) par petits groupes
- Mise à niveau pour redoublants (matières au choix)
- Recyclage de Pré-Français
- Année complète de formation méthodologique (année 0)
- à raison de 14 heures hebdo de Cours et Exercices
- Préparation Annuelle soutenue par petits groupes de 10 à 12 étudiants et par CHU pour toutes matières enseignées.
AUTEUIL 5, Av. Léon Heuzey
75016 Paris - Tél. 288.92.09
TOLBIAC 59, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 586.63.91



GAGNEZ 12 MOIS DE PRODUCTION GRACE A NOS USINES "CLES EN MAINS"

L'Irlande peut vous faire gagner douze mois dans la mise en route de votre nouvelle usine. Une usine neuve, située sur un emplacement industriel de premier choix et prête à recevoir immédiatement vos machines peut résoudre votre problème.

Une expansion continue
L'Irlande bénéficie depuis vingt ans d'un des taux de croissance industrielle les plus élevés du Marché Commun.
L'attitude favorable à la libre entreprise manifestée tant par le gouvernement que par les partis représentés au Parlement, en est la principale raison.

Un régime fiscal exceptionnel
Votre société sera exonérée de tout impôt sur les bénéfices réalisés à l'exportation jusqu'en 1980. Vous demeurerez entièrement libre de répartir vos bénéfices et votre capital à tout moment.

Des subventions d'investissement
L'Etat irlandais vous offrira jusqu'à 50 % du montant de vos investissements en terrains, constructions, machines et autres immobilisations. Vous n'aurez rien à rembourser, vous ne devrez aucun intérêt et le gouvernement vous laissera le contrôle absolu de votre entreprise.

Un marché monétaire abordable
Notre marché monétaire vous permettra de bénéficier d'un financement bon marché. Cet avantage appréciable réduira d'autant la part de la mise de fonds initiale dans votre investissement total.

Une banque de terrain
Notre banque de terrain peut vous proposer une sélection d'emplacements industriels de

premier plan ou même d'usines livrables clés-en-mains et prêtes à accueillir immédiatement votre entreprise.

Un personnel qualifié
Vous trouverez sur place le personnel compétent à tous les niveaux de qualification dont vous pourrez avoir besoin : ouvriers spécialisés, techniciens et cadres. Les Irlandais bénéficient d'un niveau élevé de formation et souhaitent vivement contribuer au développement de leur économie.

Des salaires raisonnables
Nos salaires et nos charges sociales comparativement plus faibles, abaisseront vos coûts de production et accroîtront d'autant la compétitivité de vos produits à l'exportation.

Des syndicats qui vous considèrent comme un partenaire
Nos syndicats sont particulièrement concernés par les créations d'emplois et leurs représentants sont extrêmement « fair-play » dans les négociations.

Une infrastructure industrielle
Bien que notre économie se soit développée à un rythme extrêmement rapide, nous pensons qu'il nous reste encore du chemin à parcourir. C'est la raison pour laquelle notre puissance industrielle est résolument orientée vers l'exportation. La majorité des emplois est assurée par le secteur industriel qui fournit par ailleurs, la

plus grande part du Revenu National. L'Irlande constitue à ce jour une structure d'accueil efficace pour plus de 60 entreprises provenant de 19 pays et opérant ainsi sur de nombreux marchés mondiaux à partir de leurs usines irlandaises.

Un style de vie agréable
L'Irlande est un pays non pollué, parsemé de magnifiques paysages dans lesquels se pratique de nombreux sports de plein-air. Vos cadres apprécieront l'accueil chaleureux du peuple irlandais qui saura leur faire partager sa joie de vivre.

REPUBLIQUE D'IRLANDE UNE TERRE D'ACCUEIL POUR VOTRE ENTREPRISE

Une procédure accélérée et des formalités simplifiées vous garantiront la réduction des délais d'implantation d'une usine en Irlande. Votre société n'a à s'affaire qu'à un seul interlocuteur.

L'I.D.A. - Irlande (Office du Développement Industriel) qui prend en charge l'ensemble des problèmes que pose votre installation. Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter l'I.D.A. Irlande, 45, rue Pierre-Charon, 75008 Paris - Téléphone 339.77.67 Téléc : 6604 16.

LENTILLES DE CONTACT :
parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

Handwritten note: 1520

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Les combats font rage près de Tripoli

A dix jours de l'entrée en fonctions du président élu, M. Elias Sarkis, les combats se poursuivent sur tous les fronts libanais. Pour la seule journée de samedi, le bilan officiel des victimes s'élève à 142 tués et 198 blessés.

La situation dans la région de Jezzine, au Sud-Liban, s'est brusquement dégradée dans la nuit de samedi à dimanche. Les forces syriennes stationnées dans ce secteur et les milices palestino-progressistes ont échangé de violents tirs d'artillerie lourde, dont l'écho était entendu à Saïda, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Jezzine. Celle-ci est contrôlée par les forces de droite soutenues par des unités syriennes, tandis que les milices palestino-progressistes tiennent les villages situés en contrebas.

Dans la montagne, des bombardements ont eu lieu dans les secteurs du Metn (à l'est de Beyrouth) et du Chouf (au sud de la capitale), mais les positions sont demeurées inchangées. Il en a été de même sur le front de Tripoli (principale ville du Nord-Liban). Un témoin situé à Beyrouth a affirmé que les combats dans ce secteur avaient atteint « un degré de folie pure », et que les obus pleuvaient littéralement autour de Tripoli, encerclée par les phalangistes et les forces syriennes.

Sur le plan politique, une rencontre a réuni samedi, selon Damas, M. Abou Ayad, membre du comité central du Path, et le gé-

néral Najj Jamil, commandant en chef des forces aériennes syriennes, à Sofar, à une trentaine de kilomètres à l'est de Beyrouth. M. Abou Ayad, pour sa part, a déclaré avoir rencontré le général Jamil.

Damas demeure toujours le principal centre des négociations. Parmi les personnalités qui se trouvent déjà dans la capitale libanaise, on peut citer le ministre, et Hassan Sabri El Kholi, ambassadeur de la Ligue arabe. Ce dernier, qui devait être de retour lundi à Beyrouth, estime que ses contacts avec les dirigeants syriens ont été « positifs et rassurants ».

Les chefs de la diplomatie de plusieurs pays arabes, comme la Tunisie, l'Arabie Saoudite et le Koweït, sont également allés s'entretenir avec les dirigeants syriens en vue de mettre en œuvre le plan de paix de la Ligue arabe.

La gauche libanaise, tenue à l'écart de ces entretiens, a fait savoir lundi par la bouche de son chef de file, M. Kamal Joumblatt, qu'elle était hostile à la désignation d'une « personnalité politique traditionnelle » comme premier ministre, après l'entrée en fonctions de M. Elias Sarkis. « Nous

estimons, a souligné M. Joumblatt, que seul le mouvement national libanais a le droit de choisir un premier ministre capable de réaliser les réformes préconisées par la gauche. » En ce qui concerne le règlement de la crise, M. Joumblatt a dit : « Notre position demeure inchangée. Nous réclamons d'abord l'adoption du programme de réformes de la gauche. D'ici là, nous continuerons à nous défendre par tous les moyens. Nous maintiendrons nos positions dans la montagne sans bouger d'un seul pouce, car nous sommes convaincus que si nous nous retirons, les isolationnistes (la droite chrétienne) n'en continueraient pas moins la guerre. » (A.F.P.)

● L'Association médicale franco-palestinienne vient de publier un recueil de dessins d'enfants du camp de Tel-Ez-Zitar faits durant l'été 1975. Le produit de la vente de ce recueil servira à l'achat de médicaments et au financement d'actions d'aide sanitaire et médicale aux réfugiés palestiniens.

● Association médicale franco-palestinienne, 21, rue de la République, Paris (20^e), C.C.P. 3432183, La Source.

Irak

Le gouvernement s'emploierait à déplacer des populations en vue d'arabiser le Kurdistan

La rébellion kurde qui avait pris fin après l'accord irako-iranien du 6 mars 1975 serait-elle en train de reprendre ? Des informations faisant état de nouveaux troubles dans le nord de l'Irak parviennent en Europe. Deux organisations, le P.D.K. (parti démocratique kurde), restructuré après l'effacement de Mollab Monstapha Barzani, et l'U.P.K. (Union patriotique du Kurdistan), qui se situe également à gauche, revendiquent, chacune pour son compte, la relance de la guérilla contre le gouvernement de Bagdad, et notamment des opérations contre des postes de l'armée et de la police.

Selon l'U.P.K., le gouvernement irakien se serait fixé pour objectif de déplacer un million de Kurdes du nord de l'Irak vers les régions du sud peuplées d'Arabes et de les remplacer par une population de souche arabe. Toujours

selon l'U.P.K., il aurait déjà procédé au déplacement de trois cent mille Kurdes, alors que, selon d'autres évaluations, le nombre de ceux-ci serait sensiblement inférieur.

Cette politique d'« arabisation » a été dénoncée le 19 août devant la sous-commission de lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités par le colonel Patrick Montgomery, secrétaire général de la société anti-esclavagiste de Londres.

Les autorités irakiennes affirment pour leur part que tout est normal dans la « région autonome kurde », au nord de l'Irak. Elles ont récemment autorisé un groupe de journalistes étrangers à visiter le cœur même du pays, qui fut pendant près de dix ans le refuge des autonomistes du général Barzani.

Dans l'ancien repaire de la rébellion

Chaklaous (région autonome kurde). — On arrive à Chaklaous par une route en lacet qui serpente au flanc de montagnes pelées et rocailleuses. L'apparition de cette oasis de verdure logée au fond d'une vallée n'en est que plus frappante.

Une foule d'estivants venus de toutes les régions d'Irak, et aussi de certains Emirats du Koweït, de Bahrein, se pressent dans la rue principale de la petite ville. Les échoppes ornées de lampes multicolores vendent des produits savoureux de la région, notamment le raisin noir.

Ces montagnes aux pics élevés, dont certains, proches de la frontière iranienne, sont couronnées de neige éternelle, ont été, pendant de longues années, le repaire de ces rudes montagnards rebelles, aux pantalons bouffants et aux ceintures multicolores, que l'on voit aujourd'hui déambuler pacifiquement dans les rues de Chaklaous.

Nous sommes en plein pays kurde. Les traces de la guerre n'ont pas encore disparu. A mesure que l'on s'approche de Chaklaous par la route venant de Kirkouk et Erbil, les postes de police se multiplient. Tous les pions sont garnis de fortins. Certaines localités, comme Khalestan, qui commande la gorge célèbre de Gall-Ali-Berg, abritent des détachements nombreux pourvus d'un matériel moderne. Des canons sont en position. Les soldats font l'exercice.

De notre envoyé spécial

Elle est aujourd'hui de garnison à l'armée irakienne.

Les représentants du gouvernement insistent sur la rapidité avec laquelle sont reconstruits les nombreux villages qui ont été détruits. Souvent, les toits plats caractéristiques des maisons kurdes ont déjà été réparés. Partout les chantiers se multi-

plient. Notre pays, nous a dit un fonctionnaire, a un besoin urgent de stabilité pour se développer, et les rebelles nous ont fait perdre dix années.

Des Kurdes, ralliés, membres des organes prévus par la loi d'autonomie (conseils exécutif et législatif)



La reconstruction

Les officiels guident les journalistes dans la gorge qui fut le théâtre de combats acharnés pendant la rébellion, et où tous les ponts ont été récemment reconstruits. Galala, l'un des quartiers généraux de Barzani. Dans une des résidences de ce dernier, à Dilman, les fonctionnaires font visiter aux journalistes une ville-forteresse pourvue de souterrains, et qui abritait occasionnellement l'insaisissable chef re-

connaissons que l'avenir dépendra pour une large part de l'application loyale par les autorités de Bagdad du statut d'autonomie. Un incident récent — l'attaque en juin d'un poste, à Amadiyah, par des éléments « incontrôlés » pourrait, à cet égard, servir d'avertissement aux autorités.

Les 80 000 rebelles qui ont déposé les armes en mars 1975 ont bénéficié de l'amnistie. 25 000 à 30 000 autres

anciens Peshmergas qui ont regagné récemment l'Irak en auraient profité également, bien qu'ils ne soient pas revenus dans les délais fixés en mars de l'année dernière. Toutefois, selon des informations concordantes, 30 000 à 40 000 Kurdes rentrés en Irak auraient été transférés dans les provinces du sud, notamment dans la région de Bassorah, où ils ont été contraints de travailler aux grands projets économiques en cours.

Le gouvernement de Bagdad a ouvert aussi des crédits importants pour la reconstruction de l'infrastructure locale et la construction de nouvelles usines destinées à faire participer la région autonome kurde au développement général du pays. Les dirigeants kurdes affirment que le chômage n'existe pratiquement pas dans la région autonome.

Six cents écoles ont été construites. Les familles ont le choix entre l'enseignement en arabe ou en kurde pour le primaire. Mais le phénomène d'attraction de la langue arabe, la langue de la majorité, qui donne accès aux universités, aurait déjà joué dans de nombreux cas au détriment de la langue kurde.

Une section spéciale de la radio-diffusion en kurde a été créée, et des magazines sont publiés dans cette langue. C'est dans cette voie que le gouvernement irakien doit poursuivre, estime la plupart des observateurs, s'il veut vraiment rallier la population du nord.

ROLAND DELCOUR.

A travers le monde

Congo

● UN PROTOCOLE D'ACCORD DE COOPERATION a été signé vendredi 10 septembre, à Brazzaville, entre le parti travailliste du régime (P.C.T.) et le parti communiste soviétique. — (A.F.P.)

Etats-Unis

● UNE TENTATIVE D'ASSASSINAT contre le sénateur Edward Kennedy aurait été déjouée par la police, selon un communiqué publié le 12 septembre à Springfield, dans le Massachusetts, ville où le sénateur faisait campagne pour sa réélection. Trois personnes, deux hommes et une femme, ont été arrêtées. Deux d'entre elles ont été remises en liberté. — (A.F.P., A.P.)

Ghana

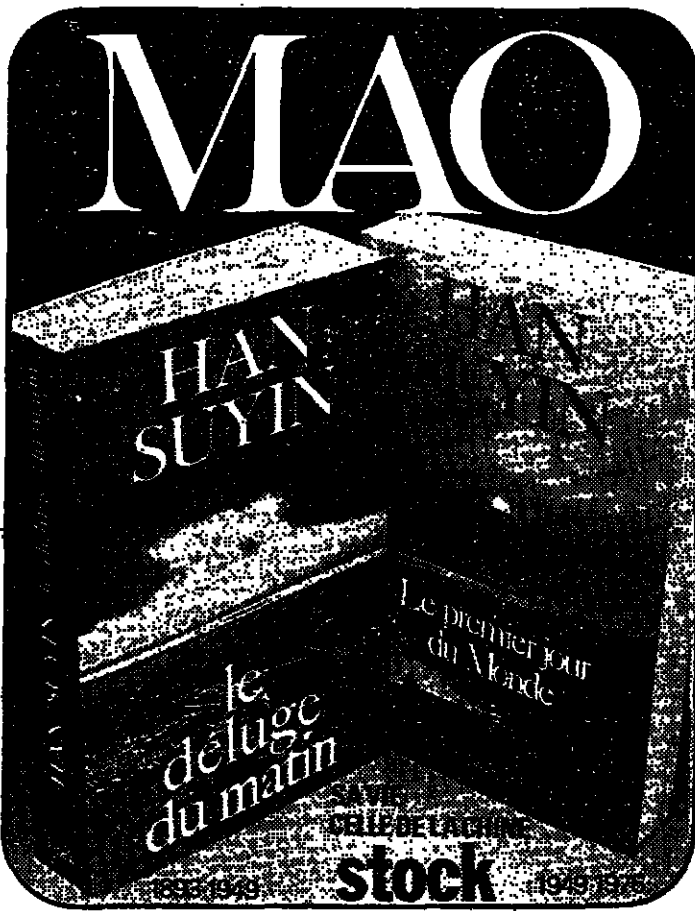
● LES FONCTIONNAIRES GHANAÏENS devront désormais apprendre le français. Une directive gouvernementale publiée vendredi 10 septembre précise que cette mesure doit permettre une plus rapide intégration culturelle et sociale au sein de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (C.E.D.A.O.). — (Reuter.)

Japon

● LE MINISTRE DE LA DEFENSE JAPONAIS devait solliciter, lundi 13 septembre, l'aide d'experts américains pour démonter et examiner le MIG-25 qui a atterri, il y a une semaine, à Hakodate. Cette coopération a été demandée « officiellement », au cas où le Japon indiquerait l'origine soviétique. — (A.F.P., Reuter.)

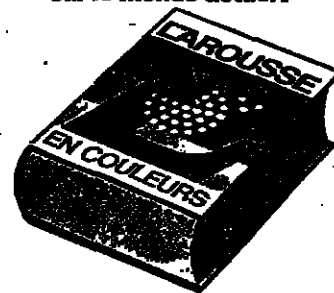
Union soviétique

● M. JEAN-CHRISTIAN TIRAT, touriste français de vingt-trois ans, a été arrêté le 1^{er} septembre à Moscou. Les autorités soviétiques lui reprochent d'avoir distribué ce jour-là des « tracts anti-soviétiques » devant une station de métro de la capitale. Il risque une peine de prison de six mois à sept ans, selon l'article 70 du code pénal de la R.S.S.R. Le consulat français, averti le 3 septembre, a pu voir M. Tirat en prison le 10 septembre. — (A.F.P.)



Ekofisk?
Huambo?
Terre-Natale?
Val-Thorens?

c'est aujourd'hui que vous vivez !
... alors, il vous faut un dictionnaire qui vous documente aussi sur le monde actuel !



les mots nouveaux, les techniques et les idées récentes, l'évolution des hommes et des pays, on trouve toujours tout dans le **PETIT LAROUSSE EN COULEURS** OU DANS LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ mise à jour, comme chaque année, l'édition 1977 vient de paraître. CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelus pour se développer, et les rebelles nous ont fait perdre dix années.

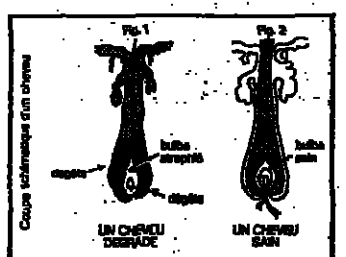
DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper-sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette santé capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE



L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer la réussite des méthodes de l'INSTITUT CAPILAIRE EUROCAP sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux sur les



possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement. A votre traitement sont préparés pour les clients habitant en Bretagne ou en province. L'INSTITUT CAPILAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h. à 20 h. et le samedi de 10 h. à 17 h.

EUROCAP INSTITUTS CAPILAIRES
4, rue de Castiglione
Paris-1^{er} Tél. 260-38-84
LILLE 15, rue Pasteur
Tél. 31-24-18
BORDEAUX 24, pl. Gambetta
Tél. 49-08-34
TOULOUSE 42, r. de la Pomme
Tél. 23-28-24

Pour parler une langue. Et pas seulement pour vous débrouiller.

Al Laboratoire de Langues Pigier, vous parlerez vraiment l'Anglais ou l'Allemand. Et cela dans des conditions particulièrement agréables. En effet, vous suivrez les cours de votre choix en compagnie de stagiaires poursuivant le même objectif que vous et avec un professeur natif du pays de la langue enseignée.

Les cours commencent en septembre et octobre. Renseignez-vous. Nous trouverons ensemble le programme qui correspond le mieux à vos possibilités, à vos besoins, à votre emploi du temps.

Préparation à l'examen de la Chambre de Commerce Franco-Britannique.

Laboratoire de Langues Pigier Rive Gauche
22, rue Tiphaine, 75015 Paris. Tél. : 567.81.56
25, quai Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 033.88.02

Suisse
ES AUTONOMISTES JUMES
SONT RESOLUS
A OBTENIR L'UNIFORME
DU VINGT-TROISIEME

ASTH
UTEUIL - TOLBIAC
PCEM

ONTACT
ux myopes
plus beaux

ROGER PIC la chine de mao

Une rétrospective des principales étapes de la vie de Mao et de l'avènement de la nouvelle Chine.

Album illustré
de plus de
120 photographies

PRESSES DE LA CITE



天 理 Parlez donc JAPONAIS !

Cours du soir - Tous niveaux - Professeurs japonais
Audio-visuelle - Cours de calligraphie - Nouveaux
cours pour débutants en octobre - Inscrits, immédiats

COURS DE JAPONAIS DE TENRI
ENSEIGNEMENT PRIVÉ

9, rue Victor-Considérant, Paris-14^e. T. 633-11-85.

AMÉRIQUES

TROIS ANS APRÈS LE COUP D'ÉTAT

Il y a trois ans, le 11 septembre 1973, une junte militaire, composée des commandants en chef des quatre armes et dirigée par le général Augusto Pinochet, renversait le président de la République élu, Salvador Allende. Des manifestations ont eu lieu ici et là dans le monde pour commémorer l'événement.

Le général Pinochet a, dans un discours prononcé pour la circonstance, annoncé la prolongation de six mois de l'état d'urgence. Il a également annoncé que de nouvelles restrictions seraient imposées aux activités des partis politiques suspendus, c'est-à-dire, pour l'essentiel, de la démocratie-chrétienne. Trois actes constitutionnels ont, d'autre part, été publiés. L'un d'eux, portant sur les droits et les devoirs des citoyens, garantit la liberté d'expression, l'inviolabilité des foyers, la liberté de culte, de travail et d'association syndicale et garantit le droit de propriété. Il proclame également l'interdiction du droit de grève dans les services essentiels du pays. Enfin, deux cent cinq prisonniers politiques ont été libérés le 4 septembre.

Le 4 septembre dernier, nombre de Chiliens se sont sans doute souvenus qu'ils auraient dû, ce jour-là, être le successeur à la présidence de la République de Salvador Allende. Mais ce pays, naguère réputé un des plus « légalistes » de l'Amérique latine, a changé de calendrier. Il ne s'est rien passé le 4 septembre, et les quatre officiers généraux qui ont pris le pouvoir il y a trois ans institutionnalisent leur prépotence.

Un premier « acte » constitutionnel avait été promulgué en décembre dernier. Il portait création d'un Conseil d'Etat composé des anciens présidents de la République et de personnalités représentant divers secteurs nationaux. Cet organisme, uniquement consultatif, est entré en fonctions le 14 juillet dernier. L'ancien chef d'Etat conservateur, M. Jorge Alessandri en est le président.

Le chef de l'Etat a promulgué.

Les militaires chiliens cherchent

affirmer la nécessité de « garantir la survie de la nation », menacée par le « danger d'hégémonie mondiale d'une super-puissance qui cherche à « exporter une idéologie intrinsèquement perverses » : le « marxisme matérialiste ». Pour que les valeurs « occidentales et chrétiennes » dont se réclame le Chili du général Pinochet puissent survivre, il importe de bâtir un Etat fort, appuyé sur les armes.

La « démocratie nouvelle »

Si le général Pinochet peut prendre cette attitude offensive, c'est qu'il se sent plus assuré de son pouvoir que naguère. Il a dominé la crise de l'hiver dernier : une offensive conjuguée de militaires qui exigeaient un changement de cap et de la démocratie chrétienne, dont le leader, M. Eduardo Frei, pensait compter sur l'appui de certains milieux américains et sur le soutien implicite d'une majorité de Chiliens. Depuis l'élimination, en janvier dernier, du général Arellano Stark, le général Pinochet ne semble plus avoir eu de difficultés à contrôler l'appareil militaire. Les officiers susceptibles de lui porter ombrage sont impitoyablement poussés à la retraite. Il a le contrôle de la DINA, la police politique du régime, dont les enquêteurs entrent même dans les casernes.

Enfin, le général peut se targuer de quelques succès. La réunion à Santiago, en juin dernier, de l'Organisation des Etats américains a été un bon point pour le régime. Même si le débat sur les violations des droits de l'homme au Chili a été le temps

détruire l'ancien ordre des choses — non seulement le socialisme de l'Unité populaire, mais même le cadre démocratique qui avait permis sa victoire — n'est plus l'unique préoccupation des militaires de Santiago. La tension elle-même a pu diminuer en quantité au fur et à mesure qu'elle devenait plus efficace, plus sélective (1). Il s'agit, désormais, de construire la « démocratie nouvelle ».

for de la réunion, il s'est terminé par le vote d'une résolution relativement modérée.

Comment, il est vrai, en aurait-il été autrement, puisque les régimes militaires, peu scrupuleux dans l'ensemble, sur le chapitre des libertés, sont de plus en plus nombreux à l'O.R.A. ? Dans cet aréopage, les généraux chiliens sont de moins en moins isolés. Ils rentrent, en quelque sorte, dans le rang. Aussi ont-ils accueilli avec enthousiasme le coup d'Etat militaire du 24 mars dernier en Argentine, et proposé rapidement au général Videla un renforcement de la coopération entre les deux pays.

Plus important encore, le département d'Etat américain paraît s'être convaincu, depuis l'échec de la tentative de M. Frei, que le général Pinochet est, pour le Chili, sinon un excellent chef d'Etat, du moins le seul possible. Les visites successives, au printemps dernier, de M. William Simon, secrétaire au Trésor, et Henry Kissinger, l'ont manifesté avec un certain éclat. L'un et l'autre ont conclu que, à condition qu'elle fasse quelques concessions dans le domaine des droits de l'homme, l'équipe actuelle méritait une aide économique croissante de Washington. Dans ce contexte, quatre cent six prisonniers politiques ont été libérés en mai dernier.

Dans le domaine économique, la réussite du général Pinochet est beaucoup plus contestable. Certes l'inflation, qui s'était élevée, en 1975, à 345 %, diminuera sans doute sensiblement cette année. Le Chili, d'autre part, paie ses dettes. Il obtient des crédits des organismes internationaux. Enfin, les investisseurs étrangers recommencent à larguer du côté de Santiago. En revanche, l'activité économique reste extrêmement pauvre. Le chômage atteint toujours officiellement 18 % dans la zone de la capitale. Et le pouvoir d'achat des Chiliens a décliné vertigineusement.

(1) Dans un bulletin bimestriel qu'il fait paraître depuis peu, M. Jose Zalaquett, avocat, maintenant exilé, ancien responsable du Comité de coopération pour la paix — organisme cumulant d'entraide aux détenus, d'écoute à la demande du général Pinochet — estime qu'il y a environ quatre mille prisonniers politiques, et de mille à mille cinq cents « disparus ». Le rythme des arrestations s'est ralenti ces derniers temps : cent vingt personnes par mois environ. Mais la torture continue d'être pratiquée dans les centres de la DINA.

Argentine

DIX POLICIERS SONT TUÉS DANS DES ATTENTATS

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Un attentat à la dynamite perpétré le 12 septembre contre un car de police à Rosario a coûté la vie à deux agents des forces de l'ordre et à deux civils. Plusieurs personnes ont été blessées. L'explosion aurait été télécommandée d'une automobile en stationnement. La charge était composée de billes d'acier et de bouts de métal.

D'autre part, un commissaire de la police fédérale argentine, M. Carlos Maria Bardovino a été assassiné le 12 septembre à Buenos-Aires par des inconnus. M. Bardovino avait, récemment, mené une enquête sur les « infiltrations marxistes » à l'université de Bazzia-Bianca.

Enfin, l'association de psychiatres argentins a annoncé la disparition de huit de ses membres. Elle craint qu'ils n'aient été enlevés par un mouvement extrémiste de droite.

Pérou

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission a déformé la conclusion d'un article consacré par notre envoyé spécial à Lima à « La vague d'agitation sociale » au Pérou (le Monde du 9 septembre). Il fallait lire : « En revanche, l'influence « marxiste » au sein de l'armée ne semble pas préoccuper outre mesure le général Morales Bermudez après la sortie, le 16 juillet dernier, du général Fernandez Maldonado et des derniers généraux « progressistes ». Notre information donnait à entendre que le général Fernandez Maldonado avait été arrêté.

Brummell Haussmann et Rosny 2,
Printemps Nation/Party 2/Vélizy 2/Créteil.

Brummell

Quinzaine du costume

Costume shetland pure laine:
500F

Woolmark:
la laine vraie.

La rentrée en costume du 10 au 23 Septembre.

150 000 000

Je m'abonne 1.50

AMÉRIQUES

à institutionnaliser le régime

La confiance manifestée par le général Pinochet ne tient évidemment pas compte d'un élément important. Si, contrairement à ce qu'il paraît, les secteurs de plus en plus larges de la population s'éloignent de son régime. Ainsi, à la fin du mois de juin, dix dirigeants syndicaux, qui avaient au début appuyé le régime militaire,

ont rendu publique une sévère analyse de la politique de la junte dans le domaine des relations du travail. Ils ont également critiqué les conséquences sociales de sa politique économique.

D'autre part, le conflit entre l'Eglise catholique et l'Etat, qui n'a cessé de s'aggraver depuis le putsch du 11 septembre 1973, est entré récemment dans une phase

aiguë. L'épiscopat a excommunié plusieurs membres de la police politique qui avaient participé à une manifestation d'hostilité à trois évêques retrouvés de l'extérieur, d'où ils avaient été expulsés « à la demande, ont déclaré les autorités de Quito, de gouvernements amis ». La hiérarchie catholique, d'autre part, est de plus en plus préoccupée par l'évolution du régime vers une forme de totalitarisme organisé. En particulier, le concept de « sécurité nationale » lui paraît incompatible avec les principes du christianisme, dont se réclament pourtant les militaires de Santiago. Les évêques ont annoncé la prochaine publication d'un document résumant cette idéologie.

Cette attitude de l'Eglise est préoccupante pour le régime dans un pays traditionnellement catholique, et où, de surcroît, les épreuves vécues par la population semblent avoir fait reverdir la foi. Elle peut obliger les militaires à jeter le masque : comment se réclamer encore du christianisme lorsqu'on est en rupture avec l'Eglise ? Le régime en est au stade des traverses et des menaces contre certains membres du clergé.

Cette attitude de plus en plus ferme de l'épiscopat n'est pas d'ores et déjà, sans conséquences politiques. Elle a facilité le passage de l'ensemble du parti démocratique chrétien dans l'opposition à la junte. Naguère, l'alle droite de cette formation hésitait encore à franchir le pas. C'est désormais accompli. Eduardo Frei, lors de la crise de l'hiver dernier, a trahi ses vassaux. Les autorités ont expulsé, en juillet dernier, M. Jaime Castillo, considéré comme l'idéologue de la droite et numéro deux du parti, et Eugenio Velasco, ancien doyen de la faculté de droit. Ils étaient au nombre des deux personnalités qui avaient présenté aux ministres des affaires étrangères participant à la réunion de l'O.A.E. un document dénonçant la situation des droits de l'homme au Chili. Les quelques personnalités démocrates-chrétiennes qui ont pris du service pour le nouveau régime ont été expulsées du parti. A la mi-août, M. Frei a encore signé un document qui a dû passablement irriter les militaires : une lettre à la Cour suprême dénonçant l'insécurité des citoyens.

La difficile union de la gauche

Cette hostilité, désormais sans nuances, du nouveau régime au coup d'Etat du 11 septembre 1973 débouche-t-elle sur un rapprochement avec l'ancienne unité populaire ? Des représentants de l'aile gauche de la D.C. continuent de rencontrer des leaders de la gauche chilienne. Une nouvelle réunion de ce genre a encore eu lieu il y a quelques jours à New-York. Elle paraît avoir provoqué beaucoup moins de remous au sein de la formation de M. Frei que la rencontre de Caracas, en janvier dernier. Mais, si progressif il y a, il est très lent. La démocratie chrétienne semble toujours très réticente à accepter le projet de front antifasciste que lui propose la gauche.

Celle-ci elle-même, progressivement dans sa recherche de l'unité et d'une organisation efficace. Elle a subi, à l'intérieur du pays, de grands coups, avec en particulier l'arrestation, en mai dernier, de quinze personnalités communistes. Un élément positif, toutefois, a été la désignation, en mai dernier à Mexico, de M. Clodomiro Almeyda comme secrétaire général de l'Unité populaire. L'extérieur, M. Almeyda, ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, et qui avait, à ce titre, présidé la dernière Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, en 1972, est une personnalité dotée d'un réel charisme, respectée très au-delà de l'Unité populaire.

En revanche, les six petits qui composent l'U.P. ne sont toujours pas parvenus à se mettre totalement d'accord sur un certain nombre d'options fondamentales. La nécessité de proposer une claire alliance antifasciste à la démocratie chrétienne est admise à peu près unanimement. Un petit parti, cependant, le MAPU — né d'une scission de gauche de la démocratie chrétienne, mais dont les orientations sont devenues nettement gauchistes, — s'obstine à faire cavalier seul. Trois ans après la chute de Salvador Allende et l'arrivée au pouvoir des militaires, le débat sur la « ligne » qui paralyse le gouvernement de l'Unité populaire, n'est pas tranché.

JEAN-PIERRE CLERC.

Un témoignage de « l'intérieur »

Après avoir, à nouveau, passé quelques mois clandestinement au Chili, M. Jaime Gazmuri, secrétaire général du MAPU-O.C. — l'un des six partis de l'Unité populaire, — est, comme l'année dernière à la même époque, sorti du pays, « pour plus longtemps que la fois précédente », admet-il. Nous l'avons interrogé à l'occasion de son passage à Paris.

● Quelles sont les conséquences de la tentative de renverser le général Pinochet, menée l'hiver dernier par certains militaires, en liaison avec M. Eduardo Frei ?

— Cette première crise politique du régime issu du coup d'Etat a été surmontée facilement par le général Pinochet. C'était, pour l'essentiel, une conspiration militaire, une affaire de palais. Or, sur ce terrain, le général Pinochet, qui dispose de la DINA, est le plus fort. Quant à Eduardo Frei, il s'imaginait qu'il était possible de renverser ce régime sans l'intervention des masses, fussent-elles démocrates-chrétiennes. C'était, à tout le moins, ingénu.

● L'échec a-t-il laissé les protagonistes dans l'amertume. Ils ont pris conscience de la force militaire et policière de Pinochet. A la base de la D.C., pourtant, cette affaire a-t-elle créé le désir d'une très large unité contre le fascisme. Quant aux militaires hostiles à Pinochet, ils savent désormais qu'il leur faut l'appui des masses.

● Y a-t-il eu des manifestations concrètes d'un désir d'unité de la D.C. ?

— Non. Simplement, nous pensons que la D.C. est désormais acquise à l'idée d'une démocratisation, sans autre exclusive que l'extrémisme. En janvier, Eduardo Frei déclarait que seul le socialisme qu'il qualifiait de « démocratique » (ce qui excluait, dans son esprit, le P.C.) aurait sa place dans le Chili de l'avenir.

● Il y avait deux problèmes à résoudre. Les démocrates, qui n'étaient pas dans le camp de la gauche, devaient, dans leur totalité, se convaincre que la junte est fasciste. C'est fait ! Et, d'autre part, il fallait définir le front anti-fasciste à lui opposer. Ce n'est pas résolu. En effet, il y a une résistance, au sein de la D.C., à s'unir avec la gauche. D'autre part, il fallait vaincre l'hostilité d'une partie de la gauche à une convergence avec la démocratie chrétienne. Ce problème n'est pas entièrement réglé. Pourtant, la question a avancé. Aujourd'hui, on ne se demande plus : faut-il faire ou non un accord avec la D.C., mais : faut-il conclure avec cette formation un accord simplement tactique, ou plus ample ?

● Croyez-vous que le régime peut réussir à s'institutionnaliser ?

— Certains secteurs du régime manifestent un grand intérêt pour cela. Il s'agit de créer une perspective de stabilité, indépendamment de la personne de Pinochet et de son équipe. Mais cette entreprise leur pose des problèmes. Il y a une lutte entre deux tendances. L'une souhaite la création d'un régime corporatiste. L'autre préférerait un schéma institutionnel à la brésilienne, avec deux partis officiels. Mais les deux hypothèses pèchent par la même insuffisance : le régime n'a pas de base politique et sociale. Seule la vieille droite traditionnelle et des groupes fascistes très marginaux se compromettent aujourd'hui avec lui. Peut-on faire du corporatisme sans corporations, un bipartisme sans partis ? Au sein même des forces armées, Pinochet n'a pas la parole facile. Tout le discours contre Allende était fondé sur le thème : non au totalitarisme ! Or, aujourd'hui, le régime se définit de plus en plus comme totalitaire.

● Y a-t-il une résistance aujourd'hui au Chili ? Comment se manifeste-t-elle ?

— Il s'est développé dans le pays un mouvement de masse indépendant du fascisme. Sa forme n'est pas directement politique, mais son contenu est évidemment démocratique. C'est un défi à la répression. Il se manifeste surtout par le syndicalisme. Les syndicats n'ont pas été défaits par le régime. Mais tous les dirigeants de gauche avaient été arrêtés, tués ou renvoyés. Aujourd'hui, la gauche a déjà reconquis certaines positions.

● Les syndicats ont commencé par avoir des activités dans les domaines social, sportif, culturel. De façon croissante, ils ont ensuite mené une action revendicative. Au coup par coup, d'abord. Puis ils ont formulé une plate-forme. Enfin, ils ont commencé à s'exprimer publiquement, dans la presse. On n'en est pas encore à la grève, mais on est très au-delà des tracts clandestins du début.

● Il y a d'autre part, une vaste activité, à visage découvert, en faveur des droits de l'homme et des prisonniers politiques. Elle a lieu dans les milieux professionnels, intellectuels, dans les paroisses. Il y a aussi un important mouvement de solidarité étudiante.

● Enfin, il existe un vaste mouvement à contenu culturel : concours de chansons, festivals de théâtre, ateliers littéraires, poétiques. Ce sont autant d'occasions de mobiliser des masses importantes. Cela permet de rompre l'isolement, l'atomisation sociale qu'impose le fascisme. (Propos recueillis par J.-P. C.)

Collection « Les droits des travailleurs »
(Economie et Humanisme)

François HORDERN

LES DROITS DES TRAVAILLEURS

Un résumé clair et facilement accessible, une vue d'ensemble sur le Droit du Travail.
Un volume de 240 pages 13 x 18..... 30 F

Jean-Pierre MAINDIVE

LE DROIT DES TRAVAILLEURS

A LA FORMATION PERMANENTE

Chaque travailleur est concerné par les dispositions légales concernant la formation continue.
Un volume de 296 pages 13 x 18..... 34 F

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Secur-Rouffe - 75621 PARIS CEDEX 13.

L'EXPRESS

L'INFLATION C'EST LES AUTRES

Comment se développe l'inflation en France ? Pourquoi tant de Français s'en accommodent-ils ? Ces mêmes Français, pourtant, sont maintenant très inquiets. Et sceptiques sur l'avenir. Un sondage révèle une redoutable apathie devant l'action possible des gouvernements — quels qu'ils soient.

MAO OU L'AUTO-SUCCESSION

Voici donc qu'en une seule année les trois chefs historiques de la Chine communiste sont morts : Chou En-lai, Chu Teh, enfin Mao. Tremblement de terre politique qui refaçonne le paysage chinois. Vers quel avenir ? Le fabuleux pari de Mao de continuer à diriger la Chine — par « sa pensée » — après sa mort sera-t-il tenu ?

L'EXPRESS

est en vente dès ce lundi
chez votre marchand de journaux

NOTRE
Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétypons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous les télétypons.
ébranle
SERVICE TÉLEX
945.23.23-1-945.01.23
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

POLITIQUE

DÉSIREUX D'EXPLOITER LES DIFFICULTÉS DE LA MAJORITÉ

Socialistes et communistes serrent les rangs

Quand dimanche 12 septembre en fin de matinée la délégation du parti socialiste (M.M. Bérégovoy, Estier et Saint-Martin) s'est rendue à la fête de « l'Humanité », elle a été surprise par la chaleur de l'accueil que lui ont réservé MM. Leroy, Fiterman et Paul Laurent. Les socialistes pouvaient craindre en effet que leurs alliés communistes n'aient que médiocrement apprécié les déclarations faites la veille devant le comité directeur du P.S. par M. François Mitterrand, réaffirmant que son parti devait s'efforcer d'être le premier, car

de sa progression dépend le succès de l'union de la gauche. Les déclarations ont souvent irrité le P.C.F. — la section communiste de Neuville (Dordogne) vient, par exemple, de déplorer que le P.S. ait développé de tels thèmes lors de l'élection cantonale du 29 août, qui a vu l'élection du candidat socialiste, mais ces accrochages locaux vont tendre à disparaître. Au niveau national, l'approche des échéances électorales et les difficultés de la majorité incitent les responsables de la gauche à serrer les rangs.

M. Georges Marchais a été catégorique dimanche à la fête de « l'Humanité ». Il n'y aura pas de polémique, et le P.C.F. se présentera plus que jamais comme le champion de l'unité au moment où ses partenaires socialistes insistent sur leur originalité. Cette amélioration du climat au sein de l'union de la gauche va permettre de nouvelles réunions communes et sans doute la mise au point d'actions mobilisant l'ensemble de la gauche. Le comité directeur du P.S. a en effet répondu favorablement à la proposition communiste de réunir prochainement le comité de

liaison de la gauche. Dimanche, à La Courneuve, MM. Bérégovoy et Fiterman ont décidé de se rencontrer pour préparer cette réunion. Les socialistes et les communistes sont également d'accord sur le principe d'actions communes. Comme l'a expliqué M. Marchais lors de la dernière réunion du comité central de son parti, « il ne s'agit pas d'attendre l'arme au pied les élections de 1978 ». Sur ce plan toutefois la concurrence entre les deux formations rend délicat le choix des thèmes, mais surtout des formes de la mobilisation commune. — T.P.

M. Mitterrand : il faut que le P.S. s'affirme comme premier parti de l'union de la gauche

Devant le comité directeur du parti socialiste, qui a siégé samedi 11 septembre, M. François Mitterrand a évoqué le changement de gouvernement. Selon lui, ce remaniement « a été marqué par une série de manœuvres politiques dont la principale souligne la volonté du président de la République de poursuivre la liquidation de l'O.D.R. ». D'après le premier secrétaire du P.S., la nomination de M. Barre « marque une nouvelle étape dans le cheminement vers le pouvoir absolu et la dépolitisation de la fonction de premier ministre, l'absence de décisions faisant partie d'un dispositif visant à gagner les élections ».

« Le chef de l'Etat, a ajouté M. Mitterrand, essaie de créer des illusions quand il parle d'ouverture à gauche, laquelle ne s'est traduite que par la prise d'un petit poisson, M. Pierre Brousse ».

En ce qui concerne les prochaines élections municipales, M. Mitterrand s'est félicité que toutes les fédérations du parti socialiste aient établi des contacts avec les autres organisations de gauche sur la base de l'accord intervenu le 28 juin entre les partis signataires du programme commun. Il a insisté sur le fait que les négociations ne se passent pas dans le cadre de la disparition du parti socialiste en tant que tel ».

« Il importe, a-t-il souligné, de maintenir la présence et la primauté du parti socialiste, condition sine qua non du succès de la gauche ».

« Pendant les dix-huit mois qui viennent, il faut que le parti socialiste s'affirme en tant que tel et comme premier parti de l'union de la gauche ».

« L'humanité, le comité directeur socialiste a adopté une déclaration, présentée par M. Claude Estier, qui indique notamment :

« Le changement de gouvernement intervenu le 25 août dernier constitue un aveu d'échec de la politique menée par le pouvoir depuis l'élection présidentielle de 1974. Parce qu'elle n'est pas fonction des hommes et qu'elle conserve le soutien des mêmes forces politiques, économiques et sociales, l'orientation générale de ce pouvoir n'est pas modifiée par le remplacement de Jacques Chirac par Raymond Barre. Tout au plus, les conditions du départ de l'ancien premier ministre ont-elles fait apparaître clairement la crise de la majorité. Celle-ci demeure profondément divisée sur les moyens à mettre en œuvre pour tenter d'assurer sa survie ».

En ce qui concerne le futur combat électoral, le P.S. estime qu'en dépit des prophéties répétées et des bulletins de victoire périodiques, le pouvoir ne peut présenter qu'un bilan négatif. « A propos de la sécheresse, le P.S. souligne que ses conséquences sont utilisées « pour tenter de justifier une politique d'austérité qui aboutirait à faire payer aux travailleurs la nécessaire indemnisation des agriculteurs victimes d'une calamité naturelle ».

« L'effort de développement économique et d'effort de solidarité, il conviendrait de le demander d'abord aux plus favorisés, ajoute le P.S. à ceux qui ont bénéficié de la sécheresse, à ceux qui réalisent des superprofits, à ceux qui disposent de hauts revenus d'un important patrimoine et sont les privilégiés du système fiscal français ».

Le comité directeur conclut : « Face à la politique du pouvoir, qui demeure et demeurera inébranlable sur le fond, il ne s'agit pas d'ajouter des mécontentements, mais de dégager clairement les causes profondes de la crise et de convaincre les citoyens d'apporter leur concours aux solutions que propose la gauche et, en premier lieu, aux réformes de structure définies dans le programme commun. Face à un gouvernement qui cherche à dissimuler la vérité aux Français, le devoir du parti socialiste est de la dire ».

(Publié)

COURS D'ARABE LITTÉRAIRE MODERNE

Le Centre français pour le développement de la recherche et de l'enseignement de l'Arabe organise des stages intensifs d'Arabe pour tous les niveaux. Début des cours : 20 septembre et 4 octobre 1976. Pour tous renseignements s'adresser au C.F.A.-France. Téléphone : 548-87-71 548-15-44 et 544-87-85

Dans cet esprit, il souhaite que l'ensemble des forces de gauche, politiques et syndicales, prennent des initiatives communes qui permettront de développer rapidement une action massive et unitaire. (...) Devenu déjà le premier parti de France, le P.S. mettra tout en œuvre pour assurer sa progression, qui est la condition première de la victoire de la gauche unie ».

Les négociations pour les élections municipales

Le comité directeur a également adopté un manifeste municipal, qui sera rendu public à la fin de la semaine. Dimanche, une première réunion des secrétaires fédéraux du P.S. a été consacrée à l'analyse des situations locales. Une seconde réunion de cette nature a été prévue avant la convention nationale des 20 et 21 novembre, qui devra arbitrer les éventuels cas litigieux. D'ores et déjà, la majorité du comité directeur du P.S. a adopté un texte, proposé par M. Mitterrand, concernant le déroulement des négociations avec le P.C.F. et les radicaux de gauche. Cette résolution précise que « la notion de recherche du meilleur accord possible exclut tout automatisme et interdit toute décision préalable à la consultation de la base, c'est-à-dire des sections locales ».

Le comité directeur « s'étonne que deux fédérations, celles des Hautes-Alpes et de Meurthe-et-Moselle, se soient substituées aux sections en décrétant a priori que des listes communes seraient constituées dans toutes les communes de leur département des premières élections municipales ». Il rappelle qu'il s'agit d'une intervention fautive de l'accord national intervenu à Paris le 28 juin, et dénonce publiquement ces initiatives contraires aux décisions du congrès national et à la pratique démocratique du parti socialiste ».

La minorité du P.S. — le CERES — a également critiqué la fédération de Meurthe-et-Moselle, n'a pas voté ce texte. Elle avait proposé une autre résolution, qui ne dénonçait pas les deux fédérations départementales.

UNE MISE AU POINT DE M. EDOUARD BONNEFOUS

M. Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines (gauche démocratique), président de la commission des finances du Sénat, nous apporte les précisions suivantes sur les déclarations qu'il a faites, le 8 septembre, devant le bureau politique du Centre des démocrates sociaux (le Monde du 10 septembre) : « Au cours d'une très brève intervention, j'ai dit — j'ai insisté — que la nomination de M. Raymond Barre à la tête du gouvernement — que ces choix me paraissent excellent. J'ai ajouté que « l'examen par le Parlement des projets financiers ne manquerait pas de soulever certaines difficultés et que, le vote des sénateurs centristes devant être déterminant, le gouvernement sera amené à tenir compte de leurs suffrages ».

« Le Comité d'action pour une démocratie sociale, que préside M. Henri Caillaud, sénateur (gauche démocratique de Lote-et-Garonne, a approuvé, samedi 11 septembre, le refus opposé par l'ancien vice-président du Mouvement des radicaux de gauche à l'offre d'un portefeuille ministériel lors de la constitution du gouvernement de M. Barre (le Monde du 28 août). Le Comité redonne, d'autre part, que le plan contre l'inflation, qui sera présenté le 22 septembre, « soit inopérant, faute de véritables réformes des structures et de la fiscalité ».

« L'Internationale socialiste tiendra son troisième congrès mondial du 26 au 28 novembre à Genève. Les précédentes assemblées s'étaient déroulées en juin 1973 à Vienne. Cinquante-six partis seront représentés à Genève. Ils devront notamment élire le premier président de l'Internationale. Le poste pourrait revenir soit à M. Willy Brandt, ancien chancelier d'Allemagne fédérale, soit à M. Harold Wilson, ancien premier ministre britannique.

M. Marchais : les communistes doivent avoir dans la main le drapeau de l'unité

A l'occasion de la fête de l'Humanité, M. Georges Marchais a déclaré lors d'un débat avec des journalistes dimanche 12 septembre :

« A propos de nos rapports avec nos alliés, nous voulons la politique, nous ne l'avons pas. Nous avons l'habitude de dire que les communistes doivent toujours avoir dans la main le drapeau de l'unité. Devant la crise, les difficultés, la nécessité de changer les choses, la volonté avouée du pouvoir de briser l'union de la gauche, nous disons, ce n'est pas un drap, mais un faisceau de drap, nous devons avoir dans la main le drapeau de l'unité que les communistes doivent avoir dans la main !

Cela dit, il faut organiser l'action sans attendre. Nous ne pouvons avoir ni entretenir aucune illusion sur ce pouvoir. Nous n'avons rien à attendre de bon de celui-ci. Les travailleurs n'attendront que ce qu'ils seront capables d'imposer par la lutte unie. Les communistes prendront toute leur place dans cette lutte. (...)

« Le dernier dépend de l'intervention, de l'action, de la vigilance des masses populaires unies. C'est pour cela que, devant elles, nous avons, quand il le fallait, posé des questions. C'est une chose que la politique trahit, nuisible qui servirait les intérêts de nos adversaires. Si nos alliés sont d'accord pour des actions communes, nous voulons l'application de l'accord national, nous pourrions aller de l'avant. (...)

« Nous ne voulons pas seulement faire un rassemblement des communistes, nous voulons l'union du peuple de France dans la diversité et sur des bases claires ; celle de la lutte pour des objectifs immédiats, celle du programme commun de la gauche. (...)

Samedi 11 septembre, dans le cadre du journal de 13 heures de TF 1, M. Georges Marchais est revenu sur le décès de Mao Tse-toung. Pour justifier l'hommage que lui a rendu le P.C.F. — une avenue Mao-Tse-toung avait été créée dans le cadre de la fête de l'Humanité — le secrétaire général a noté : « Nous

considérons que la Chine fait partie du monde communiste et que le parti communiste chinois fait partie du monde communiste ».

M. PUISSENIER : la majorité s'est encore rétrécie

M. Gaston Puisseiner, membre du secrétariat du P.C.F., a prononcé, dimanche 12 septembre, le discours du meeting qui marque chaque année la fête de l'Humanité. Après avoir invité la foule à observer une minute de silence en hommage à Mao Tse-toung, il a notamment déclaré :

« Giscard d'Estaing avait tout promis. Il n'a rien tenu. Voilà pourquoi le mécontentement s'est développé, la majorité s'est encore rétrécie, le mouvement populaire a consolidé ses forces et son union. L'opposition au changement n'est que la réaction d'une minorité. En procédant à une nouvelle répartition des cartes à l'intérieur de la majorité, les dirigeants réactionnaires espèrent empêcher la gauche d'acquiescer à ce changement d'orientation. (...)

« Les Français ne peuvent se laisser prendre à ce tour de passe-passe. Les problèmes sont si pressants, il ne saurait être question d'attendre passivement les élections législatives de 1978. Dès maintenant, il faut s'attaquer à ce pouvoir réactionnaire tout ce qui peut lui être arraché, tout ce qui peut alléger la peine des simples gens ».

Six mille adhésions

Dimanche soir, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., responsable à l'organisation, a indiqué que la fête de l'Humanité avait connu un record, car plus de six mille personnes ont adhéré au P.C.F. au cours du week-end.

DEUX ÉLECTIONS CANTONALES...

VAUCLUSE : Avignon-Nord. Inscr. : 13 285 ; vot. : 6 165 ; suffr. : 6 056.

MM. Derhouille, mod. maj., 3 264 voix ; Bousquet, P.S., 1 819 ; M. Dora, P.C., 871 ; M. Bouyol, P.S.U. et Ligue comm., 98.

Il y a ballottage.

M. Derhouille, bien qu'il ait obtenu plus de 54 % des suffrages, n'atteint pas le quorum légal du quart des inscrits.

L'élection du 7 mars 1976 avait été invalidée par le tribunal administratif de Marseille en raison d'un différend portant sur un vote : le compte des bulletins, déduction faite des blancs ou nuls, avait fait apparaître qu'il y avait eu suffrages de trop en faveur de M. Derhouille par rapport au nombre des votants. Les résultats avaient été les suivants :

MM. Derhouille, 3 285 voix ; Bousquet, 1 947 ; Mme David, 1 634 ; M. Bouyol, 254.

VAR : Brignoles.

Inscr. : 9 964 ; vot. : 5 995 ; suffr. : 5 749.

MM. Jean Marcel, P.S., 2 072 voix ; Pierre Maréchal, ind. maj., maire du Val, 1 911 ; Marius Barbier, P.C., 1 786.

Il y a ballottage.

(L'élection de M. Marcel, en septembre 1973, avait été annulée par le conseil d'Etat, en raison d'un bœuf électoral n'étant pas passé par l'isoloir. Les résultats avaient été les suivants : MM. Maréchal, 2 023 voix ; Marcel, 1 689 ; M. Barbier, 1 255. Au second tour, M. Marcel l'avait emporté avec 2 793 voix contre 2 734 à M. Maréchal.)

... ET DEUX MUNICIPALES

LOIRE : Fraissines. Inscr. : 2 984 ; vot. : 1 627 ; suffr. : 1 598.

Défense des intérêts communaux (mod. maj.) : M. Claude-Jean Vernay, 891 voix ; M. Elu, Mme Marie-Joséphine Michel, 885, Elus.

Union de la gauche : MM. André Barlet, P.C., 706 ; Dominique Albou, P.S., 704.

Les deux candidats élus étaient soutenus par l'actuelle municipalité.

Il s'agissait de compléter le conseil municipal après la mort, le 12 juillet dernier, de M. Paul Constant (maire de tendance radicale) et celle d'un second conseiller municipal, sans étiquette, M. Claude Dignout, décédé il y a deux ans. En 1971, la liste, dite « politique », de M. Constant, avait obtenu les 22 sièges des 25 sièges au total avec 75,75 % des suffrages exprimés ; le restant des voix s'étaient portées sur la liste conduite par M. Chevalier, P.C.

HAUTE-GARONNE : Auterive (1^{er} tour). Inscr. : 3 319 ; vot. : 2 163 ; suffr. : 2 093.

MM. Gérard Palondier (P.S.), conseiller général, 814 ; Michel Simonet (défense des intérêts communaux), 515 ; Georges Clamagran (sans étiqu.), 480 ; Roger Rieu (P.C.), 370 ; Jean-Pierre Bastiani (maj. prés.), 114 voix. Il y a ballottage.

(Il s'agissait de remplacer le maire, M. Jean Pouchon (P.S.), décédé le 16 juillet. M. Palondier avait été élu au deuxième tour des dernières élections cantonales sous l'étiquette « socialiste indépendant », enlevant ainsi le siège devenu par un radical de gauche, M. Henri Gaudé, distant d'un millier de voix. Le mouvement des radicaux de gauche et le journal « le Drapeau du Midi » ont apporté leur soutien au candidat communiste.)

« M. Jean-Marie Gabellat, quarante-neuf ans, docteur en médecine, premier adjoint depuis mars 1971, a été élu au premier tour, le vendredi 10 septembre, maire (sans étiquette) de Saint-Savin (Vienne). Il succède à Jean Bordenon (U.D.R.), décédé le 26 juillet dernier. Le conseil municipal a été complété le 5 septembre.

« On m'avait prévenue, mais aussi vaste je ne l'aurais jamais pensé ! »

Ils ont coupé à travers champs pour rejoindre les bus, les voitures, la gare de La Courneuve. Des ombres défilent les uns, s'éloignent dans un champ de maïs, plaignant, poètes, sur leur « côté félin ». Ailleurs la foule dispute la chaussée aux voitures, aux cars, et se presse de part et d'autre des barrières, sur des kilomètres. Dans les bus qui vont vers La Villette, c'est comme un retour de vacances. Les yeux se ferment, quelques notes chantent en sourdine l'Internationale, on compare les chaussures, c'est à qui aura le plus de boue, le chauffeur dit à trois jeunes qui blottissent dans des cendres que, dans le socialisme, « il y a des choses, d'accord », mais d'autres à laisser. Il est presque minuit, la fête de l'Humanité est finie. Quelques manèges tournent encore, les stands ne seront démontés que le lundi, ceux qui repartent, ce sont, méditant, sympathisant ou simples curieux, les visiteurs.

Plusieurs centaines de milliers de personnes auront assisté cette année à la fête organisée par et pour l'Humanité. Quatre ou cinq stands plus de 50 hectares couverts. Ces chiffres-là impressionnent toujours. « Tout de même, on m'avait prévenue que c'était grand mais aussi vaste je ne l'aurais jamais pensé », cette dame ne reviendra pas l'année prochaine car, si elle a aimé l'ambiance (« On sentait que tout le monde était d'accord »), elle trouve que ce n'est pas la peine de « faire des kilomètres et des kilomètres pour une fête foraine ». Il faut dire qu'elle avait assisté à l'achat de l'Humanité-Dimanche à l'entrée. Donc, ni plan ni programme : elle n'a rien trouvé, rien vu, à part, évidemment, le feu d'artifice qui a couronné la fête, aux deux sens du terme : « Ça c'était merveilleux ».

Cette dans qui venait à par syncope n'a pas pu être restée seule ; ou bien elle aurait dû faire comme beaucoup de solitaires à la fête de l'Humanité : discuter avec un vendeur de journaux, regarder sa vie à celui qui faisait l'aura abordable pour qu'elle s'inscrive au parti. Si l'on a vu tout le monde, c'est que l'on a peu de dispositions pour ce genre de festivités. On s'y perd, c'est certain, mais on ne trouvera le débat annoncé, jamais on ne rencontrera les amis qu'on attendait, mais ce sera des échanges de stands de l'Arrière et d'autres amis que l'on aura surpris au détour d'une allée d'une avenue.

Il est toujours souhaitable de se rendre à La Courneuve avec quelqu'un qui n'y était jamais venu. Sans cela, habitué, on oubliera de s'étonner ; on ira droit aux endroits prévus, à la recherche d'un

spectacle, d'un stand. Les premières réactions sont parfois négatives (« Ce n'est rien de plus qu'une foire » ou bien « Je suis allé directement à la Cité du livre, le reste est insupportable », mais c'est la surprise qui prime tout autre sentiment. On commencent par lire tout ce qui tombe sous les yeux : on est surpris, comme ce Québécois, de voir écrit partout le mot « communiste » et de voir juxtaposés dans des graphismes identiques les slogans politiques et les offres de consommation. Contre l'austérité, pour la démocratie et l'indépendance nationale ; chanter la société, construire une France socialiste ne peut être l'œuvre démocratique de la majorité des Français ; restaurant, buvette ; liberté, progrès social, fraternité, vérité, bonheur, socialisme ; crêpes au sucre et à la confiture club Diderot, l'œuvre poétique d'Aragon, soupe à l'oignon. Je veux montrer la foule et l'homme en détail avec ce qui l'anime et qui le désespère, loterie de solidarité.

Chaque année ramène les mêmes militants et les amis qui les retrouvent devant les stands des sections et des fédérations. Ce sont toujours les familles pour la cité commerciale, où l'on achètera beaucoup de réfrigérateurs, de cuisinières, l'on joue au tiercé pour gagner des paires de chaussures, les enfants qui s'amusent comme des fous, et ceux qui montent la foule et l'homme en détail avec ce qui l'anime et qui le désespère, loterie de solidarité.

Chaque année ramène les mêmes militants et les amis qui les retrouvent devant les stands des sections et des fédérations. Ce sont toujours les familles pour la cité commerciale, où l'on achètera beaucoup de réfrigérateurs, de cuisinières, l'on joue au tiercé pour gagner des paires de chaussures, les enfants qui s'amusent comme des fous, et ceux qui montent la foule et l'homme en détail avec ce qui l'anime et qui le désespère, loterie de solidarité.

Chaque année ramène les mêmes militants et les amis qui les retrouvent devant les stands des sections et des fédérations. Ce sont toujours les familles pour la cité commerciale, où l'on achètera beaucoup de réfrigérateurs, de cuisinières, l'on joue au tiercé pour gagner des paires de chaussures, les enfants qui s'amusent comme des fous, et ceux qui montent la foule et l'homme en détail avec ce qui l'anime et qui le désespère, loterie de solidarité.

Chaque année ramène les mêmes militants et les amis qui les retrouvent devant les stands des sections et des fédérations. Ce sont toujours les familles pour la cité commerciale, où l'on achètera beaucoup de réfrigérateurs, de cuisinières, l'on joue au tiercé pour gagner des paires de chaussures, les enfants qui s'amusent comme des fous, et ceux qui montent la foule et l'homme en détail avec ce qui l'anime et qui le désespère, loterie de solidarité.

CLAIRE DEVARRIEU.

Lire page 12, en rubrique sportive, l'article de Fr. SIMON : « Sortir des contradictions ».

aura lieu dans ce département le 14 septembre à Rochefort ».

« La section du P.C.F. de Neuville (Dordogne) déplore que, à l'occasion de l'élection cantonale du 29 août, qui a vu le succès du candidat socialiste (le Monde du 31 août), le P.S. « ait développé le thème de la plus grande efficacité de son candidat en vue du rassemblement pour le deuxième tour ». « Cette attitude, souligne le P.C.F., vise à affaiblir le parti communiste, et elle rejoint objectivement en cela le but poursuivi par Giscard d'Estaing et consorts. Elle n'est en aucune manière conforme à la réalité (...) Cette campagne, ces positions répétées, n'ont rien à voir avec la saine émulation entre les formations signataires du programme commun, avec le combat résolu contre le pouvoir du grand capital. Tout cela est éminemment dommageable pour la solidarité et le renforcement de l'union et, donc, pour les perspectives de changement démocratique ». — (Corresp.)

1976-1980

POLITIQUE

A l'hôtel Matignon

M. Raymond Barre s'est entouré d'une trentaine de collaborateurs

Le cabinet de M. Raymond Barre, premier ministre, est à peu près définitivement constitué. Quelques charges de mission doivent encore être nommées, notamment celle qui sera chargée des relations avec le Parlement.

L'équipe qui s'est installée à l'hôtel Matignon est ainsi composée :

● **Directeur du cabinet** : M. Daniel Doudin, préfet (le Monde du 31 août).

● **Directeur adjoint** : M. Francis Gavois, inspecteur des finances (affaires économiques).

(Né en 1933, ancien ENA, M. Gavois a appartenu aux cabinets de MM. Debré, Couve de Murville et Cressat, puis, en 1972, à celui de M. Chaban-Delmas et à celui de M. Jospin, ministre des affaires étrangères en 1973. Il était depuis janvier 1975, directeur du cabinet de M. Barre, ministre du commerce extérieur.)

● **Conseiller technique** : M. Hervé de Gouyon de Colpey, inspecteur des finances (budget, fiscalité).

● **Chargé de mission** : M. Bruno Durlieux, administrateur de l'INSEE (conjuncture).

AFFAIRES INTERNATIONALES

● **Conseiller pour les affaires internationales** : M. Jean-Claude Paye, conseiller des affaires étrangères.

(Né en 1934, ancien ENA, M. Paye a appartenu en 1963 au cabinet de M. Bourges, secrétaire d'Etat à la recherche scientifique, puis à celui de M. Jeanneney, ministre des affaires sociales, et est devenu chef du cabinet de M. Barre, alors qu'il était vice-président de la commission des Communautés européennes à Bruxelles. Depuis 1974, il était directeur adjoint du cabinet de M. Sauvage, ministre des affaires étrangères.)

● **Chargés de mission** : MM. Michel de Bonnecoeur, conseiller des affaires étrangères (questions internationales et coopération) ; Jacques Elie, attaché commercial (affaires bilatérales et européennes) ; Patrick Gautrat, secrétaire des affaires étrangères (affaires bilatérales et européennes).

AFFAIRES SOCIALES ET CULTURELLES

● **Conseiller pour les affaires sociales et culturelles** : M. Raymond Soube, administrateur civil.

(Né en 1938, ancien ENA, chef de mission auprès du préfet de la région Rhône-Alpes, M. Soube entre en 1969 au cabinet de M. Fontanet, ministre du travail, où il est chargé des questions d'emploi, et il demeure auprès de lui au ministère de l'éducation nationale. Il était ensuite de M. Chirac, depuis juin 1974, conseiller pour les affaires sociales et culturelles et conserve avec lui les mêmes collaborateurs.)

● **Conseiller technique** : M. Raphaël Hadas-Lebel, maître des requêtes au Conseil d'Etat (justice, salaires publics et privés, problèmes de l'entreprise, conditions de travail).

● **Chargés de mission** : MM. Jean-Pierre Badt, conseiller référendaire à la cour des comptes (culture, fonction publique), Michel Lagrave, inspecteur des affaires sociales (santé publique, sécurité sociale, emploi, handicapés), Mlle Anne Castex (problèmes d'immigration).

EDUCATION ET RECHERCHE

● **Conseiller pour l'éducation, les universités et la recherche scientifique** : M. Jean-Claude Casanova, professeur agrégé des facultés de droit.

(Né en 1934 à Ajaccio, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, chargé de mission auprès de M. Jeanneney de 1968 à 1969, professeur de droit à Nancy, puis à Nanterre, M. Casanova a été, de 1972, conseiller technique au cabinet de M. Fontanet, ministre de l'éducation nationale.)

● **Chargé de mission** : M. Jean-Yves Helmer, ingénieur des mines (recherche scientifique et aussi problèmes industriels et P.T.T.).

AFFAIRES ECONOMIQUES

● **Conseiller pour les affaires économiques** : M. Albert Costa de Beauregard, ingénieur en chef des mines.

(Né en 1942, ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole des Mines, ingénieur au bassin de Lorraine, puis à Marseille, chargé de mission auprès du préfet de la région Provence-Côte d'Azur, conseiller auprès de M. de Guiringaud pour la préparation de la conférence sur la coopération économique internationale en 1974, M. Costa de Beauregard est entré en février 1975 au cabinet de M. Barre, alors ministre du commerce extérieur.)

● **Chargés de mission** : MM. Philippe Brogniat, administrateur civil (équipement, logement, transports), Lucien Chaban-Delmas.

● **M. Valéry Giscard d'Estaing** a reçu, lundi matin 13 septembre, M. Jean-François Deniau, ambassadeur de France à Madrid, puis M. Georges Galichon, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège. Dans l'après-midi, il devait donner successivement audience à MM. Arnaldo Forlani, ministre italien des affaires étrangères, Edem Kodjo, ministre togolais des affaires étrangères, et Raymond Barre, premier ministre.

son, administrateur civil (qualité de la vie, environnement, jeunesse et sports, tourisme), André Chavarot, administrateur civil (agriculture), Jean-Yves Roulier, conseiller commercial (politique agricole extérieure, aménagement du territoire, commerce, artisanat).

● **Chargé de mission auprès du directeur du cabinet** : M. Pierre-Louis Chaumel, inspecteur général de l'aviation civile.

(Né en 1929, diplômé de l'Ecole de la France d'outre-mer, M. Chaumel occupe de nombreux postes outre-mer avant de devenir en 1965 sous-préfet de Bédouin et de Fougères, et d'entrer, en 1971, au cabinet de M. Coustaut, ministre de l'agriculture dans le gouvernement Chaban-Delmas. Il est ensuite au cabinet de M. Bourges, ministre du commerce, puis de M. Achille Fould, secrétaire d'Etat aux armées puis aux transports. Il y demeure auprès de M. Cavallé jusqu'en novembre 1974.)

● **Conseiller technique** : M. Jean-Pierre Rontex, sous-préfet (questions politiques et électorales).

(Né en 1938, sous-préfet, M. Rontex a appartenu en 1966 au cabinet de M. Bismont, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Il était de-

puis juillet 1975 sous-préfet de Mantes-la-Jolie.)

● **Chargés de mission** : MM. Michel Boudnard-Rouelle, sous-préfet (intérieur, rapatriés, voyages du premier ministre), Maurice Courage, conseiller des affaires étrangères (DOM-TOM).

● **Chef de cabinet** : M. Pierre-André Wiltzer, sous-préfet (information, presse, Parlement).

(Né en 1940 à Agen, fils de préfet, ancien ENA, M. Wiltzer a été chargé de mission au cabinet de M. Le Theule, ministre des DOM-TOM en 1968, puis ministre de l'information, et en 1969 chargé de mission au cabinet de M. Chaban-Delmas, premier ministre. Il était, depuis 1975, sous-préfet de Dreux.)

● **Chargé de mission** : M. Alain Chastagnol, agrégé de l'Université.

● **Conseiller technique pour l'information** (radio-télévision, problèmes techniques et juridiques) : M. Antoine de Clermont-Tonnerre, administrateur civil (le Monde daté 5-6 septembre).

● **Conseiller technique, chef du service de presse** : M. Jacques Alexandre, journaliste (le Monde du 8 septembre).

● **Chargé de mission** : Mme Marie-Hélène Grafmeyer.

● **Chef du cabinet militaire** : contre-amiral Jean-Paul Orsco.

● **Chef du secrétariat particulier du ministre** : Mme Nicolas.

La structure du cabinet de M. Raymond Barre n'est pas très différente de celle du cabinet de M. Jacques Chirac, et l'effectif de ses membres est comparable. Il n'y a toutefois plus de « conseiller auprès du premier ministre », poste qu'occupait M. Pierre Juillet, auprès de M. Chirac. En revanche, M. Barre a conservé dans son cabinet plusieurs collaborateurs de son prédécesseur, notamment M. Soube, conseiller pour les affaires sociales et culturelles, accompagné de son équipe de chargés de mission. De même, trois collaborateurs du conseiller pour les affaires économiques, MM. Brogniat, Chaban-Delmas et Chavarot appartiennent à l'ancien cabinet, tout comme MM. de Bonnecoeur, Boudnard-Rouelle et Courage. On peut noter que, en plus des membres du cabinet qui collaboraient déjà avec M. Barre au commerce extérieur, plusieurs ont appartenu aux cabinets de ministres du gouvernement Chaban-Delmas.

Deux convents maçonniques

MM. SERGE BEHAR (Grand-Orient) ET RICHARD DUPUY (Grande Loge de France) SONT REELUS GRANDS MAITRES

A l'issue du convent du Grand-Orient de France, M. Serge Behar a été réélu grand maître par le conseil de l'Ordre de son obédience. Seul candidat à ce poste, il a obtenu vingt-huit voix contre cinq. Un communiqué du G.O.D.F. précise que le docteur Serge Behar « poursuivra sans nul doute, avec le conseil de l'Ordre et toutes les loges du Grand-Orient de France, la démarche progressive qui a toujours été celle de cette obédience, la plus importante en nombre et en influence maçonnique sur le continent européen ».

De son côté, la Grande Loge de France a réélu son grand maître sortant, M. Richard Dupuy.

M. Pierre Simon, ancien grand maître, qui ne pouvait être candidat cette année, a toutefois renoué sa position au sein du conseil de l'Ordre de la G.L.D.F. en faisant élire plusieurs de ses partisans.

En Guadeloupe

M. VIVIEN (P.S.) FAVORABLE A UNE REPRISE PARTIELLE DES ACTIVITES DANS LA ZONE EVACUEE

M. Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne et responsable des départements et territoires d'outre-mer au sein du P.S., a tenu une conférence de presse dimanche 12 septembre à Pointe-à-Pitre, au terme d'une visite de quatre jours en Guadeloupe.

Il a regretté qu'une politique de soutien aux collectivités locales guadeloupéennes n'ait pas été décidée par l'Etat malgré les charges très lourdes que fait peser sur elles la présence de dizaines de milliers de réfugiés venus de la zone du volcan de la Soufrière.

M. Vivien a estimé : « Donner du travail aux personnes touchées doit devenir une des priorités d'action des autorités. (...) C'est un problème de dignité, car le travail est préférable à une allocation d'aide. » Le député socialiste s'est déclaré favorable à une certaine reprise de l'activité dans le « triangle » menacé afin de « ne pas rayer de la carte une région actuellement désertique en raison des circonstances ».

Ces 6 articles vous montrent comment La Vie Française peut vous aider à mieux gérer vous-même votre patrimoine

Offre spéciale :
abonnez-vous à La Vie Française pendant 1 an pour 145 F seulement au lieu de 260 F et recevez un cadeau

Préserver ou faire croître un patrimoine par des investissements judicieux est une satisfaction fondamentale ainsi qu'une responsabilité importante. Vous êtes mieux placé que quiconque pour gérer votre patrimoine et défendre vos intérêts à une condition : il vous faut être utilement informé. Pour cela, chaque semaine, La Vie Française suit deux idées directrices :

Idee n° 1 : traiter chaque lundi l'actualité économique de votre point de vue d'épargnant, de contribuable, d'investisseur.

Idee n° 2 : vous aider à faire fructifier votre épargne en vous conseillant la meilleure façon de rentabiliser vos placements et vos investissements.

Dans la Vie Française, pas de grandes dissertations sur l'économie mais une analyse des conséquences qu'auront sur votre vie quotidienne, votre entreprise et votre patrimoine, l'actualité économique et sociale dans le monde. A travers un choix d'événements significatifs qui se rapportent à des secteurs clés de l'économie, les spécialistes de La Vie Française dégagent pour vous des conclusions et des directives qui vous permettent toujours de prendre les bonnes décisions avant qu'il ne soit trop tard.

L'environnement économique qui affecte votre vie personnelle et professionnelle est sujet à des changements rapides. Notre objectif est de vous tenir informé chaque semaine de son évolution et des conséquences prévisibles afin de vous donner les moyens d'agir.

Mais La Vie Française va plus loin dans l'assistance de vos intérêts, elle vous pilote dans le maquis des investissements privés.

La Bourse : comment vous placer et gagner ?

Il vous sera facile de constituer et de gérer un portefeuille boursier en tenant compte des conseils précis donnés chaque semaine dans nos « analyses de valeurs » ingénieuses et claires : vendez, conservez, achetez.

Vous profiterez des recommandations précieuses sur les SICAV, les SICOMI ou les obligations.

Chaque semaine, vous retrouverez une cote de valeurs boursières, la plus complète et la plus documentée. C'est la première cote lisible et sans erreur.

Placements privilégiés : comment faire le choix des plus rentables ?

La Vie Française vous conseille concrètement : elle vous dit si il est temps de vendre vos pièces d'or, d'acheter de la terre, ou de vous spécialiser dans la pierre ou les objets d'art.

EN CADEAU
avec votre abonnement
les 10 dossiers spéciaux de La Vie Française.

Ils répondent à dix grandes questions que vous devez vous poser à propos de la gestion de votre patrimoine, notamment : l'assurance auto, les charges locatives, les grandes règles de l'assurance-vie, le « Hit-Parade » des placements, etc.

TAXATION DES PLUS-VALUES Beaucoup de bruit pour rien	
IMPOT Fraudeurs, le fisc vous a à l'œil	
LA TERRE Les prix d'un très bon placement	
SICAV Comment trouver la bonne	
IMMOBILIER L'Espagne, c'est fini	

Chaque semaine, vous découvrirez les placements privilégiés du moment avec leurs cours récents.

La section "Immobilier" vous dit pourquoi se méfier de certaines bonnes affaires et comment découvrir les vraies ; l'intérêt de la multipropriété, des immeubles anciens, comment évaluer un appartement...

L'enquête sur "les prix de la terre" est attendue chaque année par tous ceux que le Foncier intéresse.

La rubrique Vie Pratique

Elle vous apporte les conseils de nos experts. Comment payer moins d'impôts sans frauder le fisc, comment bien emprunter en calculant un taux réel d'intérêt, comment optimiser votre assurance-vie, comment éviter les pièges des plans d'épargne-logement.

Notre service Conseil est à votre disposition pour vos problèmes particuliers.

Pour un faible investissement, La Vie Française deviendra votre instrument opérationnel indispensable pour prendre les décisions importantes concernant votre patrimoine. Chaque lundi ses experts vous apportent l'essentiel de ce qu'il faut savoir de l'actualité de l'économie et des placements. Pour le vérifier, nous vous proposons de vous abonner pendant 1 an au tarif préférentiel de 145 F (au lieu de 260 F prix de vente au numéro). Vous constaterez par vous-même que La Vie Française vous aide à mieux gérer vos affaires notamment en déjouant les pièges tendus aux épargnants et aux investisseurs.

LA VIE FRANÇAISE-OPINION 2 rue du Pont-Neuf - 75001 Paris

OUI, envoyez-moi les 12 prochains numéros de La Vie Française au tarif préférentiel de 145 F au lieu de 260 F prix de vente au numéro, soit 115 F de réduction. De plus, je recevrai en cadeau les 10 dossiers spéciaux de La Vie Française. Je ne vous envoie pas de paiement maintenant, la facture me parviendra plus tard.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Signature _____

Cette offre est exclusivement réservée aux nouveaux abonnés afin de leur faciliter l'essai de La Vie Française.

LM3

RELIGION

Les divergences entre les traditionalistes et l'Église postconciliaire

AU COURS DE L'AUDIENCE QU'IL A ACCORDÉE À L'ÉVÊQUE CONTESTATAIRE
Paul VI a invité Mgr Lefebvre à réfléchir sur ses responsabilités

Cité du Vatican. — Mgr Marcel Lefebvre a quitté Rome dans l'après-midi du samedi 11 septembre, quelques heures après avoir été reçu par Paul VI à Castelgandolfo. Cette audience inattendue, à laquelle assistait Mgr Agostino Benelli, substitut de la secrétairerie d'État du Vatican, aura duré quarante minutes. Elle ne semble nullement avoir réglé le conflit qui oppose le Saint-Siège au fondateur du séminaire d'Écône, suspendu d'office pour sa désobéissance au pape et son opposition à l'Église postconciliaire. Les propos échangés au prélat après l'audience ne suffisent pas à effacer la schizophrasie du communiqué officiel, rendu public par la salle de presse du Vatican : Mgr Lefebvre a été fermement rappelé à l'ordre et mis en face de ses responsabilités. Toutefois, il est dit qu'il a pu s'expliquer de vive voix avec le pape — ce que beaucoup de ses partisans n'espèrent plus — et que les points ne sont pas coupés.

« C'est un premier contact en vue d'une reprise possible du dialogue », a dit lui-même l'évêque contestataire avant de quitter la capitale italienne.

« J'ai regretté... »

Le Saint-Siège s'est contenté, pour sa part, de publier samedi 11 septembre sans commentaire le communiqué suivant : « Son Excellence Mgr Marcel Lefebvre est venu hier à Castelgandolfo pour demander une audience au Saint-Père. Il a été reçu ce matin à 10 h. 30. Sa Sainteté, après avoir souligné que les problèmes examinés ont toujours été et sont toujours par le pape avec la plus vive et constante attention pastorale, l'a invité, avec des expressions de paternité et de sollicitude, à réfléchir sur la situation créée par lui-même, et à réfléchir sur la situation dommageable pour l'Église, ainsi que sur ses responsabilités personnelles face au groupe des fidèles qui le suivent, face à l'entière communauté ecclésiale et à Dieu. »

Rien n'a été conclu au cours de cette rencontre et aucun rendez-vous ultérieur n'a été pris, dit le communiqué. Mgr Lefebvre, qui s'est prêté volontiers aux questions des journalistes. Que le pape lui ait « parlé comme un père à son fils » n'écarterait pas

De notre correspondant

beaucoup la teneur de l'entretien, ni même le climat dans lequel il s'est déroulé, car, du dialogue à la menace, il y a évidemment cent façons « paternelles » de se comporter.

Cela est une ouverture de dialogue, a dit au Corriere della Sera le supérieur d'Écône. Restent beaucoup de questions à résoudre. Mais je suis sûr qu'elles pourront être résolues. Les responsables du Saint-Père. Nous devons nous

déclarer : « Peut-être ont-ils compris que j'étais pas seul ? Je ne suis pas seul, car 92 % des catholiques français partagent mes points de vue (1). Peut-être ont-ils vu les conséquences de l'union d'une fraction. » Au journaliste du Corriere, qui lui demandait s'il avait fait l'acte de contrition exigé par le Saint-Siège, le prélat a habilement répondu : « J'ai regretté, et j'ai dit, d'avoir causé tant de peine au pape. »

On a néanmoins appris que

NI CANOSSA NI DAMAS

En se rendant chez Paul VI à Castelgandolfo, Mgr Lefebvre n'a pris ni le chemin de Canossa ni celui de Damas. A l'issue de l'audience, le prélat français a déclaré que rien n'avait été conclu au cours de l'entretien.

« J'espère que le dialogue pourra continuer », a-t-il ajouté. Il faut réfléchir maintenant à ce que nous nous sommes dit. »

Avec des paroles « d'une intensité paternelle particulière », précise le communiqué officiel, le pape a invité Mgr Lefebvre à réfléchir sur la situation préjudiciable créée par lui dans l'Église et sur ses propres responsabilités à l'égard des fidèles qui le suivent.

Alors, rien de changé ? Sur le fond, on ne semble guère prêt à transiger. Pas de soumission

semble-t-il, et encore moins de conversion de la part du fondateur d'Écône ; aucun fléchissement de la part du Saint-Siège. La volonté de dialogue et de réconciliation manifestée de part et d'autre continue et seul élément positif nouveau.

On avance la thèse, dans certains milieux traditionalistes, que les choses pourraient encore s'arranger si le pape autorisait le rite de saint Pie V dans des cas exceptionnels et en privé et si, de son côté, Mgr Lefebvre acceptait que ses séminaristes reçoivent une formation complémentaire dans un séminaire « orthodoxe ».

Avec tel compromis paraît peu probable, et certainement acceptable par les deux parties en présence. Il faudrait bien, cependant, arriver à des concessions si on veut éviter la rupture définitive. Après l'initiative pastorale inattendue de Paul VI, Mgr Lefebvre ne pourra plus prétendre qu'il est incompris ou que le pape est mal informé. Mais il faudra plus que ce geste pour convaincre le prélat intégriste que le concile est l'œuvre du Saint-Esprit ou faire croire à ses nombreux partisans que le pluralisme tant vanté dans l'Église est plus qu'un vain mot.

ALAIN WOODROW.

L'audience de Castelgandolfo avait été précédée et rendue possible par la lettre de Mgr Lefebvre au pape. Cette lettre lui aurait été adressée avec insistance, puis presque arrachée par un prêtre italien, Don Domenico La Bellara, évêque de Modène, chargé de curé de Valenza, dans les Pouilles, ce prêtre de cinquante-cinq ans, qui refuse la qualification de traditionaliste. Mgr Lefebvre avait écrit de sa propre initiative. C'est l'évêque de Chieti, Mgr Vincenzo Fagnolo, qui serait à l'origine de la mission de conciliation.

Avant rencontré le pape et constaté la peine que lui causait l'affaire Lefebvre, l'évêque aurait fait appel à Don La Bellara, fondateur d'une « fraternité » — sans rapport avec celle d'Écône — qui accueille en stage des séminaristes d'Italie et de France. Le cardinal présentait apparemment toutes les conditions requises pour être accepté par les deux parties. Il se serait rendu en France, où il a rencontré l'évêque de Chieti, Mgr Vincenzo Fagnolo, qui serait à l'origine de la mission de conciliation.

Robert Solé.

(1) Selon un premier sondage publié par l'IFOP le 17 août 1976, 92 % des catholiques français approuvent « les prises de position de Mgr Lefebvre face aux applications du concile Vatican II ». Un deuxième sondage IFOP, publié par Paris-Match (19 septembre), indique que 18 % des catholiques et 5 % des pratiquants seraient tentés de suivre Mgr Lefebvre s'il y avait « rupture définitive entre lui et le pape ».

Le Vatican vient de retirer la qualification d'Organisation internationale catholique (O.I.C.) au Mouvement international de la jeunesse catholique rurale (M.I.J.C.R.), dont la France est membre. Cette mesure a, semble-t-il, été prise en raison des nouvelles formes d'action, de plus en plus engagées dans le domaine temporel, adoptées par le M.I.J.C.R. Ce dernier avait, d'autre part, pris de plus en plus de distance à l'égard du Saint-Siège et de la hiérarchie, négligeant les règles en vigueur, notamment pour la nomination des aumôniers.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
à tout numéro
ÉCOLE PRÉPARATOIRE
D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique
du « R.E.S. »
4, rue des Petites-Champs
75000 PARIS — CEDEX 03

ÉDUCATION

A LA VEILLE DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

Des actions revendicatives seraient « injustifiées »
estime M. René Haby

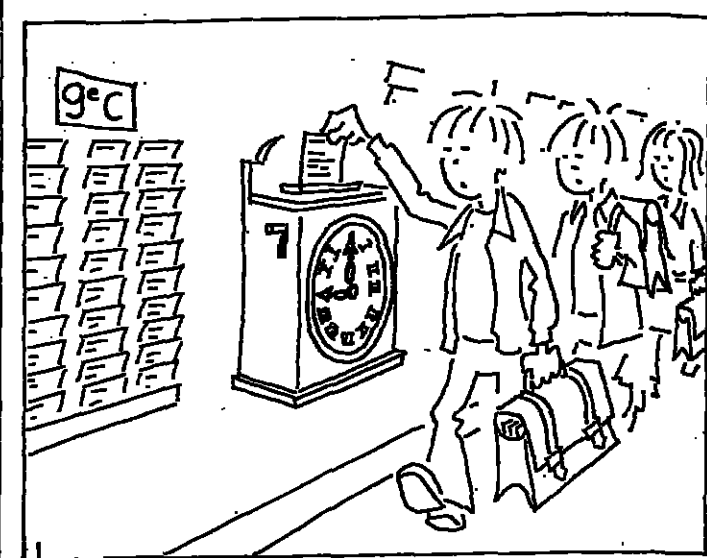
Les enseignants ont fait leur rentrée dans les écoles, collèges et lycées ce lundi 13 septembre, précédant les élèves d'une journée. Cette rentrée, fixée à la rentrée de 1970 — était destinée à organiser l'accueil des élèves et à mettre en place une équipe éducative. Sous la pression des enseignants, la durée de la pré-rentrée a été réduite d'année en année.

Avant l'arrivée des personnels dans les établissements, les syn-

que de la gêne, l'espère que la raison prévaudra. »

Interrogé sur le même sujet, ce lundi 13 septembre, sur Europe 1, M. Haby a insisté sur « l'importance constante » qui existe sur le plan national, et il a ajouté : « Les déclarations qui précèdent le combat étaient bien connues des Grecs. Ce qui ne veut pas dire que les combats grecs étaient plus difficiles que les autres. »

Parlant du problème des congés de maladie des maîtres — qui s'est parfois posé avec acuité lors de la précédente année sco-



(Dessin de KONK.)

dicats d'enseignants ont annoncé des actions revendicatives pour protester contre « l'autoritarisme dans l'enseignement » (le Monde date 12-13 septembre). Estimant celles-ci injustifiées, M. René Haby, ministre de l'éducation, a déclaré, le samedi 11 septembre, à France-Inter : « Ce genre de manifestation, dont les raisons sont peu claires et ne justifient pas le trouble qu'elles apportent, n'est pas sérieux. Cela n'apportera rien

laire — le ministre a précisé qu'il avait en permanence un représentant pour vingt instituts, mais, a-t-il ajouté, « dans certains départements de la banlieue parisienne il y avait, l'an dernier, en permanence un instituteur sur dix en congé ». Ce phénomène s'explique moins, selon le ministre, par la féminisation de cette catégorie de personnel que par un « problème d'absentéisme régulier et marginal ».

« Un service « spécial rentrée » est organisé jusqu'au 18 septembre dans les académies de Créteil et de Versailles pour répondre aux questions des élèves, des parents et des enseignants.

Les élèves et les familles peuvent téléphoner au 898-12-60 à Créteil et au 951-04-14 à Versailles. Les enseignants, au 898-13-81 à Créteil et au 951-05-36, 951-08-01 et 951-06-33 à Versailles.

« L'Union syndicale nationale des enseignants de France (U.S.N.E.F., affiliée à la C.G.C.) ne partage pas l'optimisme du ministère de l'éducation » à propos des conditions de la rentrée scolaire. Le bureau national de l'U.S.N.E.F. estime insuffisante la concertation avec les organisations professionnelles, en particulier à l'égard de la réforme du premier cycle, et constate le retard pris par le ministère dans l'importation des données, notamment la formation des maîtres. « C'est pourquoi il appelle les enseignants à la vigilance pour une éventuelle action ».

Grâce du personnel académique à Draguignan (Var). — Après le licenciement, notifié vendredi 10 septembre, oralement et sans préavis, par l'inspection académique du Var, à deux jeunes femmes auxiliaires en poste à Draguignan, leurs collègues — collègues titulaires et auxiliaires ont déclenché un mouvement de grève illimitée à l'appel du Syndicat national de l'administration universitaire (S.N.A.U.-F.N.S.). Selon les délégués syndicaux, ces licenciements auraient été prononcés en raison du refus des deux auxiliaires de rejoindre l'inspection académique à Toulon, où a récemment été transférée la préfecture du Var. — (Corresp.)

« L'Union des femmes françaises (U.F.F.) appelle les femmes à signer des pétitions réclamant le maintien, pour 1977, de la prime accordée l'an dernier aux familles pour compenser une partie des frais de scolarité de rentrée. Elle propose que cette prime, qui était de 250 F par enfant en 1976, soit portée à 300 F.

« Polémique entre le recteur de Strasbourg et un principal du C.E.S. — Le demandeur de M. Weber n'est pas acceptée pour l'instant, déclare dans un communiqué M. Jacques Béguin, recteur de l'académie de Strasbourg. Le principal du C.E.S. de Niederbrunn, dans le Bas-Rhin, qui est aussi conseiller général socialiste dans le Haut-Rhin (le Monde du 11 septembre), avait déposé les « pressions extérieures » qui l'empêchaient d'accepter pleinement son mandat électif. « Les demandes de mutation ne sont examinées favorablement que dans la mesure où l'intéressé a exercé ses fonctions pendant deux ans ; or M. Weber n'est en poste que depuis la rentrée de 1975 », souligne le recteur, qui ajoute que la demande de M. Weber « fera l'objet d'un nouvel examen quand il remplira les conditions requises pour prétendre à une mutation ».

Libres opinions

« Le Visiteur », une imposture

par JEAN-FRANÇOIS SIX (*)

LES Dossiers de l'écran ont choisi, pour parler des problèmes actuels de l'Église, un film dont le titre anglais des *Catholiques* est devenu, en français, le *Visiteur*. L'histoire se passe en 1990, après Vatican II, qui a aboli la messe en latin, la confession privée, et qui a fait des dogmes de simples symboles ; à cette époque, l'Église travaille essentiellement à améliorer le sort des hommes. Or, dans un petit village irlandais, une abbaye draine de tous les coins du monde des fidèles traditionalistes qui viennent y entendre la messe en latin. Le supérieur romain de l'ordre monastique, dont dépend l'abbaye, y envoie un émissaire, un « visiteur », pour faire appliquer les décisions du concile Vatican II. Le « visiteur », jeune prêtre américain, en pantalon et blouson noir, est conquis par la communauté insulaire.

Bien que critiques ont été émis par les images de ce film, images somptueuses de carte postale : d'autres ont été frappées par les personnages ; il faut dire que les acteurs y accomplissent de bonnes performances, qu'ils représentent des âmes pleines d'humanité comme le Père abbé, ou des caricatures comme le « visiteur » et son supérieur. Mais ce ne sont que des performances : les personnages, de la même manière que les paysages chromo, manquent d'intériorité ; et c'est vraiment étonnant de voir un critique oser parler, à propos de ce film, de Bernanos.

—

Un plutôt si, parlons de Bernanos. Pour appliquer au film le titre de l'un des livres : *L'imposture*. M. Faivre d'Arlier, dans *Présence et Dialogue*, la revue des diocèses de la région parisienne, a eu raison de parler, au sujet du film, de « véritable malhonnêteté intellectuelle ». M. Pierre Debray, président du mouvement des enseignants de l'Église, s'appuyant sur « notre ami Maurice Clavel », s'attaquait, le 7 septembre, à FR3, à ce qui lui paraissait la plate de l'Église d'aujourd'hui : l'évolutionnisme. Or la thèse sous-jacente de ce film est bien la même : à Vatican II, l'Église avait commencé à délaisser les vraies valeurs chrétiennes et à se vendre au monde ; voyez où elle en est en 1990 : elle ne croit plus à l'Eucharistie, ou corps du Christ ressuscité. C'est bien Vatican II qui en est la cause, ce Vatican II qui est le « Munich de l'Église », comme dit encore M. Clavel. La logique est impitoyable : commencez par abandonner la soutane et, irès vite, vous abandonnez l'essentiel, l'Eucharistie elle-même.

Le comble de l'imposture de ce film, c'est que le Père abbé, présenté comme le défenseur de la vraie tradition, nous est dévoilé, mais seulement à la fin, comme quelqu'un qui n'a plus la foi. Loin d'être semblable à Thérèse de Lisieux, qui, à la fin de sa vie, a connu une réelle nuit de la foi, le Père abbé a littéralement quitté la foi. Mais pour l'auteur du film, ce n'est là qu'un détail ; car, attendu que ce Père abbé incarne le respect du principe de non-changement et du principe d'autorité, peu importe s'il n'est plus qu'une façade de foi, du moment qu'il représente l'immuable tradition. On est en pleine doctrine de Maurras, pour qui l'Église est le roc d'ordre à maintenir, structure intangible ; avec ou sans la foi, cela est secondaire. Mardi soir, on fera admirer — ou adorer — la Force de conservation, nouvelle Église, qu'on présentera comme l'Église de toujours ; et on fera s'apitoyer les toulous sur « un martyr sans la foi ». Le tour est joué.

Une dernière question : mais qui donc a programmé ce film pour présenter le débat des Dossiers de l'écran ? Est-ce le directeur d'Antenne 2 ? Armand Jamot lui-même ? Le conseiller ecclésiastique d'Antenne 2, qui sera d'ailleurs participant au débat ? Mgr Lefebvre ou l'un de ses disciples ? En tout cas, ce film est une gifle à Vatican II et, tout simplement, à la foi chrétienne.

(*) Prêtre et écrivain.

UNE SUPPLIQUE À L'ÉPISCOPAT ET AU FONDATEUR D'ÉCÔNE

« Un manque profond de charité »

M. Gérard Soulaire, secrétaire du groupe Fidélité et Conviction, a adressé, à titre personnel, une supplique à l'épiscopat français et à Mgr Marcel Lefebvre. En voici quelques extraits :

« Mgr Lefebvre s'est mis dans son tort et il échouera. Il est persuadé que le concile ouvre la voie au libéralisme doctrinal : il se trompe. Il n'aurait pas dû ordonner des prêtres contre la volonté de Rome. Mais Mgr Lefebvre ne se trompe pas lorsqu'il constate qu'après le concile, le libéralisme doctrinal s'est répandu largement dans les milieux catholiques. Plus je réfléchis à ce problème, plus je suis sûr que dans un manque profond de charité, la foi personnelle de chaque chrétien, même théologien, est ce qu'elle est, maladroite et blessée par des limites. Elle ne devient catholique que si elle se nourrit de la circulation des dons reçus, donc de la foi personnelle d'autres chrétiens, qui nous contraignent parfois, ce qui nous renvoie à la foi d'autrui. Mgr Lefebvre et son enseignement. Après le concile, on a méprisé les chrétiens traditionalistes et on les a exclus, à tous les niveaux, des sphères ecclésiales. On est allé jusqu'à dénigrer les cardinaux Daniélou et Journé, et d'autres que je ne puis nommer. Résultats : on a vu se répandre des positions parisiennes, même des points de vue dogmatiques. Progressistes et traditionalistes sont ce qu'ils sont, aussi différents que Paul VI l'est de Pie X, ou Dom Camara de curé d'Ars, ou bien Robb Pierre du Père de Foucauld. Mais que deviendrait une Église catholique qui oublierait le Père de Foucauld, le curé d'Ars, Pie X ? Que deviendrait-elle si elle rejetait dans le schisme les traditionalistes ? (...)

« Le schisme est là, à notre porte — et il est une accusation. Le peuple français est troublé et cherche de nouveaux dirigeants. Déjà, les Témoins de Jéhovah s'installent un peu partout sur nos ruines. Nous devons tous faire pénitence : laïcs, prêtres, évêques, et par une attitude nouvelle, soucieuse de pitié et de charité, il faut rendre impossible ce schisme, donc travailler à la réconciliation dans la foi de tous les chrétiens chrétiens. »

7^e Plan



RAPPORTS DE PRÉPARATION DU 7^{ème} PLAN

Comité de l'habitat	16 x 24, 208 pages 33 F
Commission de la recherche	16 x 24, 346 pages 45 F
Comité du bâtiment et des travaux publics	16 x 24, 224 pages 33 F
Commission énergie	16 x 24, 80 pages 15 F
Lai portant approbation du 7 ^e Plan	16 x 24, 160 pages 20 F

La liste complète des 19 rapports du 7^e Plan est envoyée gratuitement sur simple demande.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31 quai Voltaire 75340 Paris — CEDEX 07

Le Monde de l'éducation

numéro de septembre

LE RÉVEIL DES LANGUES RÉGIONALES

ÉCOLE NOUVELLE DE GESTION

BAC G2

Techniques quantitatives de gestion
Recyclage des candidats.
B. C. D. G. 3.

APTITUDE PROBATOIRE

Cours du jour ou du soir.
Bacheliers ou non.
Filière professionnelle de l'expertise comptable.

BTS

Brevet de technicien supérieur de comptabilité et de gestion
Deux ans d'étude.
Diplôme d'état.

RENSEIGNEMENTS SUR SIMPLE DEMANDE À

ÉCOLE COMMERCIALE PRIVÉE "STRASBOURG"

35, Boulevard de Strasbourg 523.01.98
75010 PARIS 246.16.38
523.05.41

Handwritten text in Arabic script.

Un plan de l'ISO

ÉDUCATION

DES « MAISONS DE L'ENFANCE » AUX UNIVERSITÉS

Un plan socialiste pour « réconcilier l'école avec ses usagers et avec la nation »

Le parti socialiste a présenté, ce lundi 13 septembre, à la presse, un plan pour l'éducation nationale, adopté par le comité directeur. Celui-ci a un double but : répondre à la réforme de M. René Haby et affirmer la présence et l'originalité du P.S. face aux communistes et aux organisations d'enseignants ; offrir un programme de gouvernement en cas de victoire de la gauche aux élections législatives de 1978.

Le plan a été approuvé par tous les courants du P.S. Il a incorporé le programme de 1972 (« Changer la vie »), mais aussi certaines propositions d'un avant-projet de 1974, où les membres du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) avaient

joué un rôle déterminant (« Le Monde » du 28 janvier 1975).

Malgré leur ambition de « réconcilier l'école avec ses usagers et avec la nation », les socialistes se sont efforcés de faire preuve de réalisme et de dégager des priorités pour une législation (ainsi l'abaissement des effectifs d'élèves à vingt-cinq par classe n'est retenu que pour les écoles maternelles). Le programme cependant comporte encore des vœux pieux (notamment en matière de formation professionnelle) et reste évasif sur des points délicats, comme l'accès à l'enseignement supérieur et les obligations de service des professeurs. Le coût de ce programme est évalué par le P.S. à 20 milliards de francs 1976 en quatre ans (en plus de la progression « normale » actuelle du budget).

Prudence ou conviction, le plan du P.S. présente peu d'innovations en matière d'organisation générale de l'enseignement. Au départ, des « maisons de l'enfance » où sont associés centres d'orthographe, crèches et écoles maternelles ; puis une « école de base » caractérisée par un « tronc commun » à neuf « niveaux », correspondant à la scolarité obligatoire et recouvrant donc école primaire et premier cycle secondaire. Ensuite un « cycle polytechnique » donnant une formation professionnelle en deux ans (dans des lycées professionnels) ou en trois ans (dans des lycées polyvalents). La formation « longue » mène aussi à l'enseignement supérieur. Les universités absorberont les grandes écoles et les classes préparatoires, mais fonctionneront à peu de chose près selon la loi d'orientation « démocratique », notamment par la suppression du quota pour l'admission des étudiants et la parité entre les représentants des enseignants.

La plupart de ces propositions figurent déjà dans le programme socialiste de 1972 (« Changer la vie »). L'école de base correspond à l'évolution de l'enseignement dans de nombreux pays. Si le « cycle polytechnique » évoque le système de la République démocratique allemande, l'organisation des établissements n'est pas sans analogie avec le système de référence des projets de M. René Haby. Toutefois, au lieu d'une classe terminale entièrement « optionnelle », les socialistes proposent un système où les options prennent une place de plus en plus large : 20 % en seconde, 40 % en première, etc.

Est confirmé, d'autre part, le désir de faire jouer les initiatives locales, déjà manifesté dans l'avant-projet de 1974. Pour l'école de base comme pour les « diplômes nationaux » des universités, seuls seront définis sur le plan national des objectifs à atteindre ; les programmes sont laissés à l'initiative des établissements. Le ministre se contentant d'un contrôle a posteriori et les inspecteurs devenant des « conseillers pédagogiques ». Cette orientation est conforme à la politique autogestionnaire, mais elle ne sera pas facile à concilier avec l'interventionnisme accru qu'implique toute réforme.

Quatre priorités

L'originalité du plan (par rapport, notamment, au programme commun) est d'annoncer clairement des priorités. Certaines sont réaffirmées ou précisées :

● L'ÉDUCATION CONTINUE : tout travailleur doit bénéficier d'un « crédit d'éducation » correspondant à deux années de temps plein, financé notamment par un fonds national pour l'éducation continue.

● LA PETITE ENFANCE : les crèches, notamment, doivent bénéficier d'un « effort prioritaire ». Mais l'objectif maximum des classes maternelles doit être ramené à vingt-cinq élèves (contre trente-cinq pour la réforme Haby).

D'autres présentent davantage de complexité :

● L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE : l'enseignement de la technologie doit jouer un rôle important dès le début du premier cycle secondaire. Dans le second cycle, tous les élèves suivent une formation « longue » (en trois ans) doivent suivre au moins une option à caractère technique, même ceux qui se destinent à l'université. Sur tout, personne ne doit entrer dans la vie active sans avoir reçu une formation professionnelle ou l'école : l'apprentissage ne doit

être maintenu que pour quelques métiers artisanaux où une formation de type scolaire paraît irrisorable. Ces deux derniers principes s'appuient sur la conviction qu'un gouvernement de gauche pourra quasiment supprimer les emplois non qualifiés. Mais cette transformation des emplois, tenue pour acquise, reste un vœu pieux.

Le P.S. prend aussi nettement position en faveur d'une « professionnalisation » des études supérieures, en affirmant que toute formation universitaire doit combiner enseignements « fondamentaux » et professionnels et comporter des stages. Cette position, venant après les protestations contre la réforme du deuxième cycle universitaire, qui allait dans le même sens, suscite peut-être quelques remous.

La controverse majeure

● LA FORMATION ET LE RÔLE DES ENSEIGNANTS

Selon le plan du P.S., tous les enseignants, de la maternelle à l'université, devraient, à l'avenir, être réunis dans un « corps unique » avec une rémunération correspondant à celle des autres (certifiés). Ils seraient formés à l'université, en quatre ans, après le baccalauréat au minimum (ultérieurement cinq ans). Mais ils occuperaient des fonctions différenciées : les premiers années d'école (correspondant à l'enseignement élémentaire à l'école élémentaire), bivalets dans le premier cycle et spécialisés dans le second ; ils pourraient passer de l'un à l'autre en cours de carrière grâce à un « crédit de formation » d'une durée totale de dix-huit mois. Les enseignants en exercice seraient intégrés progressivement moyennant le cas échéant, une formation complémentaire, dans ce corps unique : dans un premier temps, les instituteurs seraient déjà intégrés au corps des professeurs de collège.

Ce programme semble surtout marqué par le souci de surmonter la querelle entre le Syndicat national des instituteurs (partisan d'un corps d'enseignants pour la scolarité obligatoire) et le Syndicat national des enseignants de second degré (qui veut d'abord l'unification dans le secondaire), et de donner des satisfactions à tous (mais les instituteurs sont gagnants dans la première phase). Le système retenu pour la formation des enseignants — entrée dans les centres après un, deux ou trois ans d'études et maintien d'un pré-recrutement parallèle aussi dicté à la fois par le désir de permettre des reconversions en cours d'études et par celui de ne heurter ni les enseignants des universités ni les étudiants. De même, si le P.S. choisit de former tous les enseignants à l'université, il entend que les futurs maîtres soient affectés dès leur entrée au centre de formation, d'une « année » de formation initiale dotée de classes d'application qui ressemble fort à une école normale primaire.

Ce programme serait d'autant plus coûteux que l'on prévoit l'intégration de tous les auxiliaires et un abaissement de l'âge de la retraite des enseignants.

Une école « inégalitaire »

Le plan se donne aussi des principes « politiques ». Le plus peut-être la décision de faire une école « inégalitaire » pour « donner la priorité aux enfants scolarisés du système éducatif », car « une école formalisera toujours privilèges aux favorisés ». Ce principe sera appliqué de plusieurs façons : en utilisant la formation continue comme « compensation » du sys-

GUY HERZLICH.

SOCIÉTÉ

AUX JOURNÉES DE SEXOLOGIE A NICE

« Les Français ont moins de relations sexuelles que par le passé »

déclare le professeur Netter

De notre correspondant

Nice. — Organisées par la Société française de sexologie clinique et le Centre italien de sexologie, les premières « Journées méditerranéennes de sexologie » ont réuni, les 10 et 11 septembre, à Nice, cent cinquante spécialistes français et étrangers.

Au fil des communications, il est vite apparu que la sexologie, si elle n'est pas encore une spécialité médicale reconnue comme telle, est sortie de la discrétion feutrée qui entourait sa pratique. La participation dynamique à ces journées de nombreux praticiens issus de disciplines aussi diverses que la cardiologie, l'endocrinologie ou la diététique, l'a confirmé.

Paradoxalement, à une époque fondée au moins autant sur le sexe que sur l'argent, le Français souffre-t-il d'une « misère sexuelle » ? C'est la conviction du professeur A. Netter, gynécologue et endocrinologue : « Nos contemporains ont moins de relations sexuelles que par le passé, et l'examen de leur spermogramme révèle une infertilité inconnue il y a quarante ans », affirme-t-il. Pour le président du comité scientifique de ces journées, la

« Parmi les secteurs professionnels auxquels prépare le Département Relations Publiques de l'université Paris-Nord, il convient de citer celui de « loisirs-tourisme » (et non loisir-marketing).

L'IFAG

Institut privé d'enseignement supérieur du GROUPE IFG-ICG prépare

BACHELIERS et ÉTUDIANTS

aux carrières de CADRES DE GESTION

Trois années d'études dont

- 14 mois d'enseignement intensif suivis de
- 22 mois RÉMUNÉRÉS en entreprise avec sessions mensuelles de 3 jours à l'Institut.

Tests de sélection : 28 septembre 1976. Date limite d'inscription : 21 septembre 1976.

37 Quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15 578 61 52

Médecine

PHARMACIE

- Encadrement annuel de soutien parallèle à la Fac. par C.H.U.
- Année préparatoire de recyclage pour Bacheliers A et B.

4 CENTRES

Maillet - Saint-Pères - Nation - Créteil

CEPES

Groupe de Professeurs 57, rue Charles-Lafitte, 92-NEUILLY. 722-94-94 ou 745-09-19

Livres rares et précieux

réservés aux seuls souscripteurs amateurs de beaux livres comme autrui

1472-1772. Pour le 500^e anniversaire de la première édition de La Divine Comédie — le plus grand chef-d'œuvre de toutes les littératures — Jean de Bonnot, maître-artisan du livre, a réalisé pour quelques amateurs et avec les soins extrêmes que

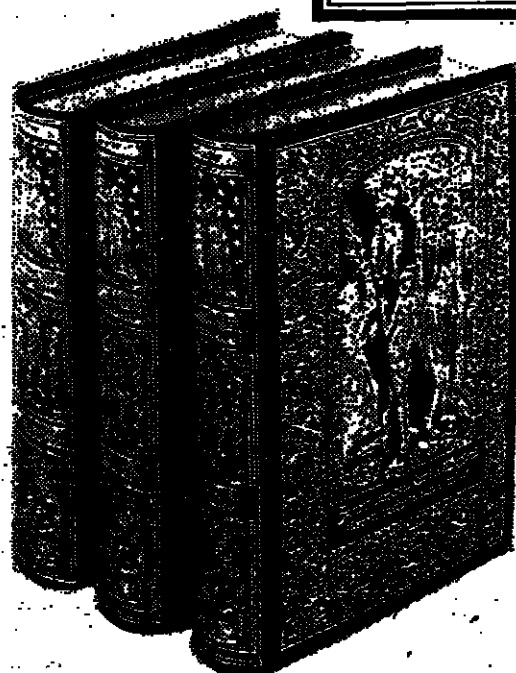
vous savez, un très ancien projet de Lorenzo Pierfrancesco de Médici. Voici donc, pour la première fois, La Divine Comédie illustrée par le maître florentin Sandro Botticelli à la demande des Médici.

Edition monumentale dans les deux langues, italienne et française. Texte italien établi par Marina Zorzi K. de K. Docteur ès lettres de l'Université de Rome. Traduction poétique d'André Pératé, Agrégé de Lettres, ancien Conservateur du Musée de Versailles. 3 volumes in-octavo

LA DIVINE COMEDIE

de DANTE ALIGHIERI avec pour la première fois la suite intégrale des dessins retrouvés de SANDRO BOTTICELLI

(14 x 21) 150 dessins à la pointe d'argent et de plomb par Botticelli, 1536 pages. Texte en Garamond 2 corps imprimé sur un très beau vergé teinté et filigrané. Reliure « Antico » pleine peau de mouton jaspée à l'ancienne, décorée avec des fers du Quattrocento, dorée à la feuille d'or 22 carats.



vente exclusive par Jean de Bonnot

Imprimeur de livres rares, 7, rue du Faubourg St-Hippolyte - Paris 8^e. Il vaut mieux avoir moins de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent pas être vendus à vil prix mais ils donnent à l'acheteur plaisir et satisfaction intellectuelle. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails.

La Divine Comédie est ici magistralement traduite par Pératé dans une langue vigoureuse, pleine de verve et de poésie. L'Enfer, qui aurait pu être insupportable par un mauvais de Sade ayant la tête enfoncée, Le Purgatoire et le Ciel sont magnifiquement évoqués par Botticelli. Ces illustrations eurent un destin tragique. Pourvu de 1490 à 1496, elles ne furent pourtant jamais achevées. Exécutées à la pointe de plomb et d'argent, elles devaient être aquarellées. Seul le dessin fut en partie mené à bien. Mais quel dessin ! La dernière guerre leur fut presque fatale. Dispersées, perdues, il n'en subsiste que quelques feuillets originaux qui, ajoutés aux planches retrouvées au Vatican, constituent cependant une suite admirable reproduite intégralement et pour la première fois dans cette édition : trois très beaux volumes réalisés de façon artisanale et avec grande conscience par Jean de Bonnot.

Bon d'examen gratuit

(à adresser à : Jean de Bonnot, 7, rue du Faubourg St-Hippolyte, Paris 8^e) Sans engagement de ma part, envoyez-moi le premier des trois volumes de La Divine Comédie illustrée par Botticelli. Livre en mains, j'examinerai la qualité de cette édition et si je ne suis pas convaincu de sa valeur et de son intérêt exceptionnel je vous le retournerai avec son emballage et à vos frais, dans les 10 jours suivant sa réception. Si, par contre, il me plaît, je vous en réglerai le montant soit 58 francs (+ 4,50 francs de participation aux frais de port). Je recevrai les tomes 2 et 3 par la suite à la cadence d'un par mois, au même prix, et sans avoir à les réclamer.

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
N° Département _____ Ville _____
Signature nécessaire _____

École Ménagère du Quartier Latin

Enseignement privé mixte

ORGANISATION ET GESTION DE LA MAISON - COUPE ET COUTURE
PUERICULTURE - CUISINE ET DIÉTÉTIQUE
DÉCORATION - AMÉUBLEMENT

Sessions intensives ou programmes sur simple scolarité
Cours matin, après-midi ou soir (sauf samedi)

Prochaines Sessions : 15 SEPTEMBRE

66, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève - 75005 PARIS - Tél. 033-13-44



DIRECTEUR DES OPÉRATIONS

Paris

ICCH (International Commodities Clearing House Limited), groupe en pleine expansion, basé à Londres, met un service de compensation et de garantie à la disposition de ses adhérents opérant sur le plan mondial, dans les marchés à terme de matières premières. La gestion de ce groupe est assurée par le système informatisé le plus perfectionné sur le plan international pour les marchés à terme. Afin de renforcer les échanges commerciaux déjà existants dans ce domaine entre les places de Londres et de Paris, ICCH et la Banque Centrale de Compensation, son homologue français, ont décidé d'ouvrir entre eux des comptes, pour leurs propres adhérents, qui auront pour but de simplifier l'administration, le contrôle des changes, etc. entre les deux pays, ICCH ayant pris, par ailleurs, une participation dans le capital de la BCC. Le succès de cette nouvelle entreprise repose sur l'engagement d'un Directeur des Opérations qui devra représenter les intérêts de ICCH et de ses membres. Basé à Paris, dans les bureaux de la BCC, il sera responsable de la mise en place, du développement et de la commercialisation des nouveaux services, assurera la liaison avec les adhérents opérant sur les marchés parisiens, et résoudra tous les problèmes posés. D'autre part, il devra tenir informé ICCH Londres, d'une manière détaillée et constante, de toutes les affaires relatives aux opérations effectuées sur la place de Paris. A cet effet, un stage de formation de 3 à 6 mois est prévu à Londres. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 30 ans, particulièrement bilingue français-anglais, possédant un sens aigu des affaires ainsi qu'une expérience approfondie des services bancaires ou financiers. L'habitude des pratiques du commerce international des matières premières et/ou une certaine connaissance du contrôle des changes français et anglais seraient des atouts supplémentaires. Une bonne compréhension des méthodes de travail informatiques serait appréciée. Il devra être capable de mener à bien des négociations à très haut niveau et d'opérer dans un contexte social. Au salaire négociable, s'ajoutera une voiture de fonction. Écrire à Paris.

Réf. B/5569M

CONCEPTION ET RÉALISATION D'ÉQUIPEMENTS

Une société française (chiffre d'affaires 120 millions de francs — 1.000 personnes), spécialisée dans la conception et la réalisation d'équipements mécaniques, électro-mécaniques et électroniques, destinés aux industries de haut niveau technologique telles que l'aéronautique et l'armement, recherche :

Responsable de Développement

Paris

Rattaché au Directeur Général, sa mission sera de rechercher de nouveaux « créneaux » d'activités correspondant aux capacités techniques existantes. Il devra travailler en liaison étroite avec le bureau d'études et les services commerciaux. Ses responsabilités commenceront par la prospection de clients potentiels (transport, énergie nucléaire, industries de haut niveau technologique) et se poursuivront par une participation à la réalisation des avant-projets (définition du produit, études de rentabilité). Ce poste conviendrait à un diplômé d'une grande école, âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une solide expérience professionnelle dans des secteurs industriels analogues à ceux indiqués où il devra pouvoir entretenir et créer de nombreux contacts commerciaux. Aux qualités d'imagination créative, d'ouverture d'esprit et d'adaptabilité à une technique particulière devront s'ajouter un indiscutable réalisme industriel et le goût du travail en équipe. De bonnes connaissances de la langue anglaise sont indispensables. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences acquises. Écrire à Paris.

Réf. B/5570M

Méthodes de Fabrication

Paris

Rattaché au Directeur de Production, ce responsable aura à animer une équipe composée d'une dizaine de préparateurs, dessinateurs et agents de méthodes. Il aura pour mission de créer ou d'actualiser les nomenclatures, gammes opératoires et devis et enfin d'améliorer l'organisation actuelle du travail. Son action l'amènera à animer des groupes (d'analyse de la valeur par exemple), ce qui impliquera de sa part un intérêt réel pour de telles techniques modernes de travail. Ce poste conviendrait à un ingénieur âgé de 30 ans minimum et ayant acquis une formation aux méthodes dans des entreprises industrielles d'activités comparables (fabrication de petite et moyenne série en particulier). La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences acquises. Écrire à Paris.

Réf. B/5571M

Contrôle Qualité Aéronautique

Paris

Rattaché au Directeur Général, sa mission sera d'appliquer et de définir par la suite les méthodes et procédures de contrôle, des spécifications et niveaux de qualité, pour l'ensemble des produits entrant et sortant. Il aura pour ce faire, à animer une équipe importante de personnels spécialisés et à entretenir de fréquents contacts, soit avec les fournisseurs, soit avec les services correspondants des sociétés clientes. Ce poste exige souplesse et rapidité d'exécution ainsi que de bonnes qualités de gestionnaire et d'animateur. Il conviendrait à un ingénieur diplômé âgé de 30 ans minimum et ayant impérativement travaillé dans un service équivalent du secteur aéronautique. La connaissance des procédés de contrôle devra être suffisamment étendue sur l'ensemble des types de fabrication mentionnés. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences acquises. Écrire à Paris.

Réf. B/5572M

RECRUTEMENT - RESSOURCES HUMAINES

100.000 F

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale du groupe mondial PA International Management (1.000 consultants) recherche pour son département « Personnel » à Paris plusieurs consultants. Ils rejoindront une équipe comportant déjà 15 consultants (Paris, Lyon et Lille) et se verront confier, après une formation approfondie, des responsabilités complètes dans le domaine de la gestion des cadres (recrutement, formation, structures, rémunérations, etc.). Les candidats retenus, âgés de 28 ans minimum, seront diplômés d'enseignement supérieur et auront une expérience en recrutement et gestion des ressources humaines acquise dans une société de conseil ou en entreprise. Des qualités de contact et d'autonomie sont indispensables. La rémunération annuelle de départ, liée au niveau d'expérience atteint, est de l'ordre de 100.000 francs. Écrire à R. BOUGEARD à Paris.

Réf. A/1062HM

CHEF SERVICES COMPTABLES

100.000 F

Un important groupe régional de distribution par hypermarchés et supermarchés, rayonnant sur le Nord de la France grâce à une bonne implantation et à une forte progression, renforce ses structures et recherche le Chef de ses Services Comptables. Rendant compte à la Direction Générale, il supervisera l'ensemble de la comptabilité générale ainsi que le service trésorerie-fournisseurs et aura toute initiative pour proposer et mettre en place de nouvelles procédures. Il conseillera et prendra les dispositions nécessaires en toute matière législative et juridique. Il aura une large délégation de pouvoir envers les banques et tous les organismes adhérents. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 35 ans ou plus, possédant au minimum le DEC, mais surtout une longue et solide expérience de la comptabilité et désireux de collaborer efficacement avec une Direction Générale tout en n'hésitant pas à contrôler lui-même sur le terrain la fiabilité des éléments fournis. Des qualités d'animateur sont nécessaires pour diriger une équipe de 25 personnes environ ainsi qu'une bonne pratique de travail avec un service informatique. Le salaire de départ, de l'ordre de 100.000 francs, pourra être supérieur en fonction des compétences acquises. Les possibilités de réalisation et de création rendent ce poste particulièrement attractif. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix.

Réf. A/4299BM

ACHETEUR TEXTILE

90.000 F

Cette même société (cf. réf. A/4299B) crée également le poste de Chef du Département « Textile ». Il fera partie de la Centrale d'Achats propre à cette société et dépendra de la Direction Commerciale. Sa mission sera de mener l'établissement des collections pour l'ensemble des rayons (Homme - Dame - Enfant - Blanc...) dont il définira les objectifs de vente, la politique de marge et les actions promotionnelles. Pour cela, il organisera le travail d'une petite équipe d'acheteurs et supervisera l'ensemble des services de ce département (approvisionnement, entrepôt et gestion des commandes). Ce poste convient à un candidat âgé de 28 ans au minimum, possédant une solide connaissance des produits et du marché fournisseurs. Il nécessite des qualités d'organisateur, de gestionnaire et le sens des affaires. La rémunération de départ, fonction du niveau de compétence acquis, sera de l'ordre de 90.000 francs. Ce poste doit offrir un candidat désireux d'entreprendre dans une large autonomie. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix.

Réf. A/4308BM

ATTACHÉ D'ADMINISTRATION

70.000 F

Un organisme à vocation régionale recherche un Attaché Administratif pour la métropole Nord. Il rendra compte à la Direction et sera chargé de l'ensemble des problèmes administratifs. Sa mission comportera une part de gestion budgétaire, comptable et financière, la coordination des dossiers en cours et l'harmonisation des travaux de secrétariat. Il assumera ses responsabilités en liaison étroite avec les responsables opérationnels. Ce poste peut convenir, soit à un Attaché d'Administration (Préfecture, Ministère, etc.), soit à un diplômé d'enseignement supérieur (Sciences Po., Sciences Écon., Droit), occupant un poste similaire au sein d'une Direction Administrative dans l'industrie privée. La connaissance de l'allemand serait fortement appréciée. La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience acquise, pourra atteindre 70.000 francs pour un candidat le justifiant. La nature des travaux effectués par cet organisme confère au poste un intérêt certain. Écrire à D. GRENON à Croix.

Réf. A/4321M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être couvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Munich - New York - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

DIRECTEUR MARKETING-VENTES

140.000 F

Produits pour le jardin — Une moyenne entreprise du Nord de la France particulièrement performante et possédant une excellente position sur son marché touchant le domaine du jardin, recherche son Directeur du Marketing et des Ventes. Rattaché au Directeur Général, il aura à étudier ce marché particulièrement évolutif et à établir le plan de développement des ventes. Il en déterminera les objectifs et en calculera les moyens tant sur le plan des hommes, des budgets, que des produits. Il aura à faire appliquer la politique commerciale qui en découlera en supervisant une équipe d'une trentaine de vendeurs animés par deux Directeurs Régionaux des Ventes. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 35 ans au moins, de formation commerciale supérieure (ESG, ESSEC...), possédant une expérience marketing acquise par exemple dans les produits de grande consommation et ayant déjà eu la responsabilité d'une équipe de vente. Il faut vouloir s'intégrer dans une PME et allier la responsabilité d'un travail d'étude et de conception à celle de la réalisation sur le terrain. Le salaire de départ, de l'ordre de 140.000 francs, sera composé d'un fixe élevé et d'un intéressement aux résultats. L'importance de ce poste au sein de la société lui confère un attrait particulier. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix.

Réf. A/4320M

INGÉNIEUR CONSEIL

100.000 F

H.B. CONSEIL, société de Conseillers de Direction intervenant auprès des cinquante premières entreprises françaises, recherche pour son Département « Produits », un Ingénieur, responsable du développement de contrats à partir d'un portefeuille de 2-3 importants clients. Après une période d'adaptation, il aura à constituer et à animer, chez ses clients, une équipe chargée d'atteindre des objectifs centrés sur la valorisation des gammes existantes ou la conception de nouveaux produits ou services. Il devra très vite s'imposer comme ingénieur Principal par ses qualités d'animateur et de gestionnaire de projets. Ce poste, qui exige une large autonomie d'action, convient à un jeune ingénieur diplômé d'une grande école, ayant acquis une expérience au sein d'une grande entreprise industrielle. Il aura à se déplacer fréquemment sur tout le territoire français. L'intérêt et l'aptitude à traiter des problèmes humains constituent un atout supplémentaire de réussite. La pratique de l'allemand est indispensable. La rémunération annuelle, de l'ordre de 100.000 francs au départ, sera liée au niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris.

Réf. A/2395CM

DIRECTEUR DE PRODUCTION

100.000 F

Mécanique - Chaudronnerie — Une moyenne entreprise de la région du Nord spécialisée dans la réalisation de contrats « clé en main » en mécanique, chaudronnerie et charpente métallique, recherche un Directeur de Production pour l'ensemble de ses ateliers. Dépendant de la Direction Générale, sa mission sera de prévoir, d'organiser et de suivre la fabrication des matériels dans les temps, qualités et coûts prévus. Pour cela, il travaillera en étroite liaison avec le bureau d'études et les responsables d'ateliers. Il animera quatre responsables d'ateliers employant plus d'une centaine de personnes et organisera l'ensemble de la sous-traitance. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 32 ans au moins, de formation ingénieur ou ayant acquis ce niveau, et possédant obligatoirement une expérience de production en mécanique ou chaudronnerie. Il nécessite en premier lieu des qualités prouvées d'animateur et d'organisateur. Le salaire de départ, selon les compétences acquises, pourra atteindre 100.000 francs. Cette fonction doit intéresser un homme de production attiré par la fabrication de matériels très divers et non répétitifs s'adressant à une gamme très large d'industries. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix.

Réf. A/4312M

GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE

90.000 F

La filiale française (chiffre d'affaires 45 millions de francs - 50 personnes) d'un important groupe européen, spécialisée dans la distribution de biens durables de grande consommation, recherche pour son siège situé en banlieue Nord de Paris, le Chef de ses Services Administratifs et Comptables. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera responsable de la comptabilité générale, de l'administration du personnel et de la paye, et aura pour mission de réorganiser la comptabilité clients et la facturation en veillant à l'utilisation optimale de l'ordinateur. Il sera assisté de 8 personnes. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, âgé d'au moins 28 ans, justifiant d'une bonne expérience comptable et administrative et possédant de bonnes connaissances en informatique. Une assez bonne pratique de la langue allemande est souhaitable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Écrire à J. MOUNIER à Paris.

Réf. A/2457M

MÉTHODES ET INDUSTRIALISATION

Centre

Une importante entreprise du secteur électromécanique, filiale d'un très puissant groupe industriel, recherche pour l'un de ses départements situé dans le Centre de la France, un Ingénieur capable de prendre à court terme la responsabilité d'un service Méthodes et Industrialisation représentant une douzaine de personnes. Sous l'autorité du Directeur des Fabrications, il aura pour mission d'organiser la production et d'améliorer la productivité (études de postes, étude rationnelle des gammes, définition des moyens et des temps) et veillera à l'évolution des fabrications et à l'industrialisation des nouveaux produits (études d'investissement, réalisation des implantations, gestion des équipements...). Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 28 ans, ayant acquis une expérience des méthodes et de l'industrialisation, de préférence dans le cadre de fabrications de série mécaniques ou électromécaniques. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience acquise. Intéressantes perspectives d'évolution. Écrire à J. MOUNIER à Paris.

Réf. A/2456M

RESPONSABLE TRAVAUX NEUFS

85.000 F

Un groupe alimentaire français, leader dans sa spécialité, recherche le Responsable de son secteur « Travaux Neufs » pour son siège situé en métropole Nord. Rendant compte au Chef du Service Entretien-Travaux Neufs, il aura la responsabilité de la réalisation des programmes d'investissements avec une autonomie variable suivant leur importance. Il veillera à optimiser l'installation des matériels et participera aux différentes phases : pré-études, chiffrage, achats, conduite de la réalisation et mise en service. Il animera un petit bureau d'études et travaillera en liaison étroite avec les autres services de production. Ce poste convient à un candidat titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent et ayant acquis au minimum quelques années d'expérience en réalisation ou entretien d'usines, de préférence dans l'industrie alimentaire. Des connaissances en électro-technique, automatismes et régulation sont indispensables. La pratique de l'allemand sera appréciée. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises, sera de l'ordre de 85.000 francs. Écrire à D. GRENON à Croix.

Réf. A/4318M

ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

Grenoble

Filiale de TEFAL, ANDRÉ JAMET S.A. (chiffre d'affaires : 95 millions de francs), fortement implantée sur le marché du camping-caravanning et des vêtements de sport, connaissant un développement important, renforce ses structures et recherche un jeune Assistant Chef de Produits. En liaison étroite avec le responsable du marketing, il collaborera à l'analyse des différents produits ainsi qu'à l'élaboration de la politique marketing de l'entreprise. Il assurera en outre le développement d'une famille de produits (approche des marchés, suivi des ventes, études de rentabilité, gestion des budgets publicitaires). Son action l'amènera à développer les relations internes, renforcer ainsi l'esprit marketing de l'entreprise. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation commerciale supérieure de préférence. Son expérience de 3 ans minimum en tant qu'Assistant Chef de Produits dans le marketing de biens de consommation, le conduira à exercer à terme, les responsabilités de Chef de Produits confirmé. La connaissance de la langue anglaise est souhaitée. La rémunération annuelle reposera sur le niveau d'expérience du candidat retenu. Écrire à G. ANDRIEU à Lyon.

Réf. A/3396M

RESPONSABLE RECRUTEMENT FORMATION

80.000 F

La filiale française d'un groupe chimique multinational de tout premier plan recherche, pour son usine en région Nord, le Responsable de la formation, de l'embauche du personnel ouvrier et employé et de l'information. Rendant compte au Chef du Personnel, il préparera le plan de formation, le présentera à la commission du comité d'entreprise, le mettra en œuvre et en assurera le suivi. Ceci dans le cadre d'un budget précis qu'il gèrera. Il aura la charge de toutes les procédures d'embauche d'ouvriers et d'employés. Enfin, il assurera la promotion de l'information générale et réalisera le journal d'entreprise. Ce poste aux responsabilités diversifiées convient à un candidat diplômé d'enseignement supérieur (Sciences Humaines, Lettres, Droit, etc.) ayant acquis une première expérience du recrutement et de la formation, de préférence dans l'industrie. De bonnes notions d'anglais sont nécessaires. La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 80.000 francs. Ce poste peut déboucher sur une promotion intéressante pour un candidat ayant du potentiel. Écrire à D. GRENON à Croix.

Réf. A/4319M

La région parisienne

La bataille du péage

DANS la banlieue de Paris, de Strasbourg, de Lyon, les habitants manifestent, maires et élus en tête, pour protester contre l'installation de postes de péage sur les autoroutes qui desservent ces métropoles.

Faut-il ou non taxer les automobilistes qui empruntent les autoroutes urbaines et à quelle distance du centre de la ville percevoir leur péage ? Ce qui n'était qu'une querelle de doctrine tend à devenir aujourd'hui une bataille politique, dont on tire rarement toutes les conséquences.

Au départ, c'est-à-dire il y a encore quatre ou cinq ans, la doctrine des services et des responsables de l'équipement paraît claire : les autoroutes urbaines sont une infrastructure tellement nécessaire au développement des grandes villes qu'il serait injuste et dangereux de ne pas les mettre gratuitement à la disposition des automobilistes. C'est à l'Etat de les financer et de les exploiter. En 1972, M. Albin Chalandon, alors ministre de l'équipement, fait, en ce sens, des promesses formelles aux futurs usagers de l'autoroute de l'Est à sa sortie de Paris.

Au printemps dernier, brusquement : un conseil interministériel décide que les futures autoroutes urbaines seront à péage. Nouvelle doctrine ou circonstance nouvelle ? Le ministère de l'équipement explique : la construction à proximité des villes coûte dix fois plus cher qu'en zone campagne. Le budget ne suffira pas à financer la réalisation des voies nouvelles : on devra les faire payer aux automobilistes ou s'en passer.

Quelles priorités ?

Le débat rebondit, et il est d'abord technique et économique : les autoroutes doivent-elles être financées par le contribuable ou par l'usager ; et ce dernier doit être taxé, doit-il l'être par le péage ou par l'intermédiaire, par exemple, d'une modulation du prix de l'essence, etc.

Très vite, cependant, lorsqu'on commence à poser les fondations des premiers postes de péage, le débat devient politique. Dans le Val-de-Marne, ce sont les élus communistes, M. Marchais en tête, qui promettent l'opposition à une mesure éminemment impopulaire et politiquement délicate à la veille des élections municipales. Le péage, c'est le retour à l'impôt, c'est un impôt nouveau inefficace et injuste qui frappe des banlieusards déjà largement taxés et défavorisés. Bon gré, mal gré, la plupart des élus ou des candidats doivent emboucher la même trompette. Finalement, le 3 août dernier, le président de la République fait

annoncer qu'il a demandé d'interrompre la construction du poste de péage que l'on édifie à Saint-Maurice sous la protection de la police.

Les choses en sont là. Mais on a pu, à l'occasion de cette passe d'armes, apercevoir l'importance des pesanteurs politiques que, dans ce genre de débat, les pouvoirs publics doivent surmonter. Deux au moins sont évidentes. Préférer le financement par le budget, c'est renoncer à la facilité de l'impôt sans douleur. Il faut beaucoup de courage pour le faire accepter. Décider de suspendre la construction d'un poste de péage dans la région parisienne, c'est se condamner à adopter la même mesure dans toutes les banlieues des grandes villes. La force du précédent est dans ce cas insurmontable.

Politique, économique, la controverse devrait déboucher sur un débat plus large concernant la politique économique de l'Etat dans ce secteur de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Il est vrai que les choses ont beaucoup changé depuis dix ou vingt ans. Le développement urbain n'a plus ni dans les intentions ni dans les actes la même priorité. En revanche, la préservation ou la promotion du monde rural est devenue d'une évidence urgente. Serait-il paradoxal d'affirmer que contrairement à la doctrine ancienne l'automobile est plus indispensable aux campagnes — qui sans elle ne peuvent rompre leur isolement — qu'aux citadins auxquels des moyens de transports en commun, moins encombrants, plus économiques et finalement plus confortables pourraient être offerts ? Ne devrait-on pas dans ces conditions supprimer le péage sur les autoroutes de zone campagne et l'installer sur les autoroutes urbaines ?

Où trouver l'argent pour les autoroutes ? C'est la question qui « engage » le débat sur le péage et à laquelle apparemment on est incapable de répondre de façon claire et définitive. Peut-on éviter de l'accompagner d'une seconde interrogation : combien faut-il consacrer d'argent aux autoroutes et à l'automobile ?

Depuis la mise au point, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, du premier plan de modernisation et d'équipement la priorité donnée à la construction et à l'utilisation de l'automobile n'a jamais été si peu que ce soit discutée. On trouve jusqu'à dans le débat limité qui agite aujourd'hui les banlieues des grandes villes les conséquences de ce choix ou de ce refus de choisir. Les Français sont condamnés pour longtemps encore à payer le péage de l'automobile.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

Le ministre dans sa mairie

SAINT-CLOUD REMIS EN ORDRE

M. JEAN-PIERRE FOURCADE est depuis cinq ans déjà ministre de l'équipement. A Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). De son action dans cette ville, il est peut-être possible de tirer quelques indications sur la politique qu'il mènera à son nouveau poste. Portée à la mairie en 1971 par une vague d'indignation contre des projets et des réalisations très contestés, l'équipe de M. Fourcade ne peut, jusqu'à présent, qu'apparaître meilleure que ses prédécesseurs.

Qu'on se souvienne. Avec plusieurs affaires tracassantes, Saint-Cloud a plusieurs fois, vers 1970, détrayé la chronique : construction de la résidence du parc de Béarn et des bureaux de la colline de Saint-Cloud ; projet d'urbanisation de l'hippodrome et doublement de l'autoroute de l'Ouest dans le parc.

Inaugurée par la Caisse des dépôts avant la guerre, l'urbanisation « sauvage » des grandes propriétés bâties, trouva son accomplissement avec l'affaire du parc de Béarn : construction de douze immeubles de luxe dans le domaine de 4 hectares et demi où l'on pouvait encore voir les ruines de la résidence de l'Electeur palatin, incendiée pendant la guerre de 1870. Quand le permis de construire, attaqué par les riverains, fut finalement accordé par le Conseil d'Etat en 1972, les immeubles étaient déjà construits et habités, notamment par l'actuel maire de Saint-Cloud. La situation a été régulée, depuis.

Densités réduites

Au moment de la campagne électorale, deux autres menaces planaient sur la ville : M. Marcel Bouscassat voulait vendre les 77 hectares de l'hippodrome de Saint-Cloud, « pour un vert » au nord-ouest de la cité, pour y construire six mille logements. De l'autre côté, c'était le projet de viaduc dans le parc de Saint-Cloud pour le doublement de l'autoroute de l'Ouest qui inquiétait les riverains.

Les deux dossiers ont été réglés : le premier, par la vente de l'hippodrome à la Société sportive d'encouragement et son inscription comme « espace de loisirs » dans le plan d'occupation des sols (POS) ; le second, par la construction des voies nouvelles de l'autoroute en tranchée couverte à la sortie du tunnel.

Mais les préoccupations de la nouvelle équipe ne se limitaient pas à ces deux dossiers épineux et spectaculaires. « *Shit émis, une de nos premières tâches*, explique

M. Fourcade, a été de voter un règlement d'urbanisme précis. Nous ne voulions pas du POS préparé par nos prédécesseurs, et nous avons réduit les densités à 0,7 pour les ensembles collectifs (le parc de Béarn « cote » 1,3) et à 0,4 pour les maisons avec jardins. » La mise au point du POS a été menée tambour battant. Prescrit dès le 21 mai 1971, il a été rendu public — donc applicable — le 7 septembre 1973 et approuvé le 11 mars 1976.

Saint-Cloud se trouve aujourd'hui dotée de ce qui lui manquait le plus et encourageait le laxisme des édiles tout en nourrissant les espoirs spéculatifs des propriétaires : un document d'urbanisme clair et précis qui s'applique à tous. Cela ne veut pas dire que les associations ont déposé les armes ou qu'il n'y a aucun litige. L'attitude du docteur Debat, animateur de l'association de sauvegarde de Saint-Cloud, fondée en 1963 « pour s'opposer aux abus », est significative. « Les gros dégrès ont été faits avant l'arrivée de M. Fourcade. Notre rôle est mineur maintenant. » « Mais nous sommes vigilants », assure-t-il.

« Cette rénovation, il serait certainement plus facile de toujours en parler et de ne jamais la faire », déclarait M. Fourcade au conseil municipal au moment du choix de l'aménagement. Mais ce n'est pas dans la nature de ces hommes que de se contenter d'afficher l'efficacité — il était à l'époque directeur adjoint du Crédit industriel et commercial — ni de son second, chargé de l'urbanisme, M. Bertrand Cuny, directeur de la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR). « Nous nous étions fixés plusieurs objectifs », explique M. Fourcade. Ne pas déloger la population des vieux quartiers ; recréer un pôle d'attraction culturelle ; respecter l'histoire architecturale du centre ; ne pas engager du tout les finances communales.

Pour cela, une procédure originale a été mise en place : non seulement l'aménagement est entièrement privé (1), mais les garanties de bonne fin de l'opération sont apportées par un autre organisme financier, privé lui aussi, alors que ce sont les collectivités locales qui prennent habituellement ce risque, même quand la rénovation est confiée au secteur privé.

Les promoteurs privés trouveront bien sûr leur compte dans

(1) L'aménagement est la SARL « *SAINT-Cloud* » créée par une association de l'Union française immobilière (UFI) du groupe Farbas, et de l'Union française pour la construction (UFCV), du groupe Gué.

cette affaire en construisant quatre cents logements de grand standing (ils se vendent actuellement à Saint-Cloud de 5 000 à 7 000 francs le mètre carré). Mais ils devront aussi édifier deux cent quatre-vingts logements sociaux (ELIM, ILIN et PIC) et restaurer près de quatre cents logements.

Les contraintes imposées à l'aménageur ont découragé trente-trois des quarante sociétés qui avaient retiré le cahier des charges lors du « concours » organisé par la ville en 1972. Elles sont de nature diverse :

Contraintes sociales : les habitants déplacés doivent être relogés dans le quartier ou maintenus dans leur immeuble restauré, avec des loyers réglementés. Tout en se dégageant financièrement la Ville veut garder le contrôle de l'opération : c'est elle qui affectera les logements sociaux où seront installés en priorité les habitants des maisons à démolir. Aux personnes âgées dont les revenus sont insuffisants, une aide spéciale sera accordée par le bureau d'aide sociale.

Contraintes urbanistiques : plutôt que de raser entièrement le vieux centre — quelques rues étroites autour de l'église et de la mairie — il a été décidé de conserver autant que possible les maisons, au moins sur la moitié du secteur rénové. Bien que leur architecture n'ait aucune valeur particulière — Saint-Cloud a peu de maisons plus que centennaires, car la ville a été entièrement détruite pendant la guerre de 1870 — les services du secrétariat d'Etat à la culture avaient insisté pour qu'on ne les rase pas. Et ils ont eu raison : dans cette cité de 30 000 habitants, le centre aux autres provinciales peut devenir attrayant s'il est remis en état. Enfin, l'idée de réaliser tout un réseau de voies piétonnes, à la faveur de la rénovation et grâce à la construction de parcs de stationnement et d'une voie souterraine, est excellente.

Mêler la construction neuve et la restauration des maisons anciennes dans les centres urbains est l'une des idées neuves qui sont dans l'air.

Les projets d'immeubles neufs sont eux-mêmes assez classiques. Conçus par les architectes Maurice Novarina et Guy Le Garrec, les immeubles auront des toitures un peu chaumières, « pour évoquer l'aspect d'un village ». Mais les ensembles seront assez massifs et certains assez hauts.

Après une longue mise au point

avec la population, qui a été largement informée des projets, la convention de ZAC a été approuvée par le ministre de l'équipement et de l'intérieur en avril dernier. Et M. Fourcade pose ces jours-ci deux « premières pierres » : celle de l'immeuble qui accueillera les premiers délogés-relogés et celle de la première maison à restaurer.

MICHELE CHAMPENOIS.

UNE « ZAC » DE CIRCONSTANCE

RIEN n'est parfait à Saint-Cloud comme ailleurs. Ainsi, le tribunal administratif de Paris, saisi par propriétaires riverains, a-t-il décidé de surseoir à l'exécution d'un permis de construire délivré en juillet 1975 pour un centre commercial dans le quartier de Montreuil. Les plaignants ont soutenu avec succès que le projet (un Monoprix et une trentaine de boutiques) ne respectait pas le plan d'occupation des sols : densité trop élevée dans un quartier de pavillons, abattage d'arbres, construction en limite de parcelle, etc.

Après avoir fait modifier le projet, notamment en réduisant de cinq à deux niveaux le parc de stationnement, le conseil municipal a décidé, en avril dernier, la création, à cet endroit, d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), ce qui permet de modifier localement le POS.

Cette astuce de procédure bien connue — la ZAC est en quelque sorte une dérogation légale — provoque l'indignation de ceux qui avaient obtenu le permis de construire. « C'est une ZAC de circonstance », déclare Mme Guillon, l'une des requérantes. Est-il normal d'utiliser cette procédure après coup pour déloger le POS, alors qu'elle est normalement destinée à fournir des équipements publics à la collectivité en contrepartie de constructions privées ? Ici, la seule compensation sur un terrain de 6 000 mètres carrés est un local social de 100 mètres carrés.

« C'est vrai », reconnaît M. Fourcade. Il aurait été préférable de prévoir cet aménagement dès la préparation du POS. Mais l'ajout de locaux sociaux à la ZAC de Saint-Cloud de leur fournir des structures commerciales modernes. Et je dois le faire. »

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE S'INSTALLE A PALAISEAU

MALGRÉ l'opposition déterminée de l'association de ses anciens élèves, l'Ecole polytechnique transférée du quartier Latin à Palaiseau (Essonne) commencera à fonctionner, le 15 septembre, avec le premier cours dispensé à la promotion 1975. La promotion 1976 a été incorporée le 27 août et

rejoindra les nouveaux locaux à l'issue de son stage militaire.

Tout se passe donc selon l'échéancier fixé au cours d'un conseil interministériel présidé le 25 octobre 1974 par M. Giscard d'Estaing. Les protestations des anciens de l'X qui assimilaient ce transfert sur un plateau venteux à une

perte de prestige — voire de substance — n'ont pas été retenues par le président de la République.

Dans la « Libre opinion » qu'on lira ci-dessous, un ancien polytechnicien exprime la confiance que lui inspire l'installation en banlieue de la plus prestigieuse des grandes écoles françaises.

POINT DE VUE

La tradition retrouvée

par FRANCIS BOURCIER

LES polytechniciens ne veulent pas que leur école soit transférée à Palaiseau, nous dit-on. Malgré les avantages indéniables d'une installation dans des locaux modernes et confortables, permettant la pratique des sports, les inconvénients d'un éloignement, même faible, de Paris seraient néfastes à la formation des X.

Ainsi, l'environnement offert par la cité serait indigne à l'Ecole polytechnique : ce serait à l'extérieur que se situerait le plus important, surtout pour les milieux provinciaux, vous direz-vous. Aussi faut-il expliquer pourquoi la ville, loin d'être néfaste, est néfaste à l'école et donc pourquoi Palaiseau, qui l'en éloigne un peu (trop peu), est une chance pour elle.

Il faut d'abord faire une observation historique. Si l'école depuis l'origine est sur la montagne Sainte-Geneviève, elle n'était pas pour autant ouverte à toutes les influences, soit-disant bénéfiques, du quartier Latin. Elle était, au contraire, soigneusement enfermée dans ses murs, faisant vivre ses traditions comme dans une serre chaude.

Ce n'est que depuis une époque récente (entre 1960 et 1970) que les élèves ont une telle liberté de sortie, qu'ils sont pratiquement externes. Auparavant, malgré les permissions et la relative facilité à « faire la mur », les élèves, soumis à un régime unique, passaient ensemble plus de 80 % de leur temps et surtout le centre de leurs activités

ne pouvait être ailleurs qu'à l'école.

C'est cette vie commune, restreinte à un espace clos, qui a engendré les traditions polytechniques et ce sont ces traditions, bien plus que l'enseignement dispensé, qui ont formé l'esprit polytechnicien.

Que les X constituent ou non une élite, peu importe ; ce qui compte, c'est que les candidats au concours en soient peu ou prou convaincus. Et c'est le cas. Aussi, lorsqu'ils franchissent pour la première fois le seuil de son enceinte, ont-ils presque tous le sentiment d'avoir prouvé qu'ils étaient des gens vraiment très bien. Mais ce sentiment là s'adresse aux non-polytechniciens.

Or chaque élève est rapidement confronté à une évidence : c'est que les autres en ont fait autant et même, en général, grâce à l'évidence du classement, que d'autres ont fait mieux que lui. Il n'est pas un oiseau rare, il est comme les autres et peut-être moins fort que les autres. C'est cette idée-là qui prévalait avant la durée du passage à l'école, dans la mesure où les élèves seront le plus souvent entre eux. Et l'expérience prouve que cette idée, une fois acquise, le polytechnicien la conservera par la suite. L'X traditionnel est une école de modestie : c'est impossible à prouver, mais j'en suis convaincu.

Mais c'est aussi une école d'originalité. En effet, le régime militaire et l'enseignement unique offrent un modèle uniforme à des jeunes gens qui, comme on l'a vu plus haut, ont voulu prouver quelque chose en entrant à l'X : qu'ils étaient à la fois différents et plus forts. Or on leur apprend à l'école qu'entre eux ils sont pareils et pas plus forts. Comme en général ces jeunes gens, à défaut d'être spécialement intelligents, sont décidés, travailleurs et persévérants, ils ne peuvent accepter totalement ce moule commun qui vient amoindrir inconsciemment la preuve fournie par le succès au concours. Ils sont donc amenés à trouver d'autres preuves, sur d'autres terrains qui leur soient personnels. Ils sont amenés à se distinguer des autres. D'où une fiévreuse activité des élèves dans les domaines les plus divers : sports, études extérieures, activités de bienfaisance, politique, artistiques, etc.

Et Palaiseau dans tout cela ? Nous y arrivons. C'est qu'à notre sens, l'Ecole polytechnique est en train de perdre sa tradition sur la montagne Sainte-Geneviève. Son unité éolée. Unité du concours tout d'abord avec la multiplication des voies d'accès ; unité de l'enseignement ensuite avec la multiplication des options ; unité de vie aussi avec la quasi-absence de vie sociale avec les provinciaux des Parisiens que ne le fera Palaiseau ; unité so-

ciale enfin, avec la quasi-disparition de l'uniforme et de la vie militaire. C'étaient là des facteurs égalitaires irremplaçables.

Sans doute est-il impossible à notre époque de maintenir le « renfermement » de l'école entre ses murs. Mais Palaiseau peut constituer un nouveau renfermement : les militaires le savent bien : quand on ne peut défendre une place forte il faut savoir utiliser l'espace.

Au reste, le défi qui est lancé aux X à Palaiseau est conforme à leur nature. Faire vivre une communauté dans la rigueur (celle de l'esprit bien entendu, car le confort sera largement assuré), la faire se nourrir d'elle-même, c'est-à-dire d'un enseignement unique et unifié et d'un corps de traditions, à la fois véhiculé et nourri, permettre à ses élèves d'exprimer au-delà et au-dessous leurs originalités d'autant plus nécessaires qu'un moule commun s'impose, faire vivre cette communauté vis-à-vis de l'extérieur en tant que telle : voilà des objectifs qui sont à la fois dans la droite ligne de notre tradition et de plus en plus difficiles à atteindre dans une ville où tout est dilué.

Palaiseau est un désert ouvert à tous les vents, nous dit-on. C'est exagéré, mais quand bien même ce serait vrai, aller au désert, cela ne manque pas de grandeur. Le vent y souffle. Quel symbole ! A vingt ans l'on n'a pas froid.

loterie nationale

chaque mois la tranche du

ZODIAQUE

prix du billet 44 F
le 1/10 5 F

GROS LOT DE 1 MILLION ET DEMI DE F
Tirage le 15 septembre

150 000 000

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

Les rumeurs de séparation entre la poste et les télécommunications

Diviser pour régner

Les P.T.T. resteront unis. M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, a déclaré, le 10 septembre, à Douai (Nord), qu'il n'était pas question de toucher à l'unité des postes et télécommunications, ni

au monopole d'Etat dans les domaines essentiels de ce grand et irremplaçable service public. Un message très officiel à destination des syndicats qui s'inquiètent des intentions du gouvernement en la matière.

Des signes concordants prouvent que les télécommunications, administration privilégiée par M. Giscard d'Estaing, supportent de plus en plus mal de devoir suivre le rythme lent de la poste. L'autant que celle-ci leur vole, à l'occasion, les crédits ou les emprunts dont elles ont un besoin urgent pour raccorder, chaque année, plus d'un million de nouveaux abonnés au téléphone. La direction générale des télécommunications prépare donc une séparation qu'elle appelle de ses vœux : cinq cents « boutiques », du téléphone seront installées, en quatre ans, sur tout le territoire pour multiplier les contacts avec les usagers ; l'emblème des P.T.T. — l'oiseau bleu — a disparu des panneaux de chantier et du papier à lettre

des télécommunications ; il a été remplacé par un cadran téléphonique ; une coupure en deux du service du personnel des P.T.T. a été étudiée. Un régime de primes spécial aux techniciens des télécommunications est appliqué.

Au corporatisme de l'administration du téléphone a répondu inévitablement un certain corporatisme syndical. Des militants C.F.D.T. ont occupé, le 7 septembre, la première « boutique » de Lasparré (Gironde) aux cris de « Halte au démantèlement des P.T.T. ». La « sécession » préparée en catimini présente beaucoup d'inconvénients. Les syndicats sont en droit d'insister des procès d'intention à leur ministre. La recherche du contact avec les usagers, souhaitable en elle-même, devient

suspecte d'arrière-pensées. Enfin, le climat se détériore entre la poste mal-aimée et les télécommunications, trop favorisées.

Les déclarations de M. Segard viennent à point nommé pour rassurer son département dans un autre domaine sensible. Les P.T.T. ouvriront, à la fin de l'année 1977, un service public de télé-informatique. Transpac, qui permettra aux petites et moyennes entreprises de dialoguer à distance avec des ordinateurs. Ce service sera-il mieux géré par les P.T.T. que par une société d'économie mixte, comme l'a décidé un conseil interministériel ?

Pour les syndicats ou les ingénieurs des télécommunications, la concession à une société d'économie mixte représenterait

une atteinte à la notion même de service public. En revanche, on voit bien l'intérêt qu'aurait le gouvernement à court-circuiter une administration dans laquelle les agents se montrent plutôt remuants.

M. Segard n'est partisan ni de la scission ni de la privatisation, car toutes deux amoindrieraient l'efficacité de ses attributions. Mais tout laisse à penser qu'au-dessus et au-dessous de lui, on a tiré la leçon de la grève générale des P.T.T. de novembre 1974 : la division entre la poste et les télécommunications ou le développement de la politique de sous-traitance ont pour raison d'être le très vieux principe « diviser pour régner ».

Les usagers y trouveront-ils leurs comptes ?

ALAIN FAUJAS.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le Centre compte sur les petites entreprises pour relancer l'industrialisation

De notre correspondant

Orléans. — « La politique d'aménagement du territoire menée durant les dernières décennies, appuyée dans un premier temps sur la décentralisation et ensuite sur la création de pôles d'industrialisation a été un succès », a affirmé M. Michel d'Ornano devant près de cinq cents industriels de la région Centre invités à un débat avec le ministre de l'Industrie et de la Recherche il y a quelques jours à Orléans. « Ce mouvement se termine », a ajouté le ministre. Il faut maintenant miser sur un développement naturel, irriguer les régions par un maillage industriel. Ce sont les petites et moyennes industries (P.M.I.) qui ont créé des emplois là où sont les Français. »

La décentralisation ? La région Centre détient des records dans ce domaine. Entre 1964 et 1974, elle a reçu 23 % du total national des décentralisations. Six cents entreprises s'y sont installées. Près de quatre-vingt mille emplois nouveaux ont été créés. Dans la seule ville d'Orléans, avec son air de banlieue parisienne (ce qui est une des raisons de son essor), de 1965 à 1975, une bonne cinquantaine d'entreprises sont

arrivées. Une expansion réalisée malgré le handicap de la « zone blanche », c'est-à-dire sans aide financière de l'Etat — mais aussi quelque peu désordonnée puisque la vague de décentralisation a été freinée par l'obstacle naturel de la Loire.

Les petites et moyennes industries ? C'est la caractéristique première du tissu industriel de la région. En 1975, par exemple, 80 % des établissements avaient moins de deux cents salariés, et vingt-trois seulement dépassaient mille salariés.

Aujourd'hui, les industriels du Centre sont inquiets et ne l'ont pas caché à M. d'Ornano. « Malgré le peu de bruit que nous faisons », a déclaré M. Bernard Cheneveau, président de la Chambre régionale de commerce et d'industrie, des problèmes réels existent, qui, avec les mois, sous le poids de la conjoncture nationale, une tourmente inquiétante et parfois angoissante. Il est important que les responsables nationaux élistent quelques pistes, que leur a montrées le Centre à travers ces vingt dernières années, grâce aux effets d'une décentralisation industrielle fournie, et où l'autonomie de l'apport parisien effaçait bien des problèmes, et notamment celui de la moyenne et petite industrie. »

De 1966 à 1970, disent encore les industriels, le nombre des petites et moyennes entreprises s'était accru de 2,5 % ; entre 1970 et 1973, ce taux n'était plus que de 1,6 % ; de 1973 à 1975, il est devenu négatif (-1,1 %). La période euphorique de la décentralisation est aujourd'hui un temps révolu.

RÉGIS GUYOTAT.

CIRCULATION

LE NOMBRE DES TUÉS A AUGMENTÉ DE 5,4 % SUR LES ROUTES AU COURS DU PREMIER SEMESTRE

Au cours du premier semestre de cette année, le nombre des accidents et victimes de la route a augmenté par rapport au premier semestre de 1975 : de 0,69 % pour les accidents, de 0,42 % pour les blessés, de 5,4 % pour les tués. Bien que durant la même période le volume de la circulation se soit accru dans des proportions plus importantes (+9 %), ces résultats ne laissent pas d'être inquiétants.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, vient d'autre part de répondre dans le Journal officiel à la question que lui posait M. Jacques Soustelle, député (réformateur) du Rhône, sur le sujet si controversé de l'efficacité de la ceinture de sécurité.

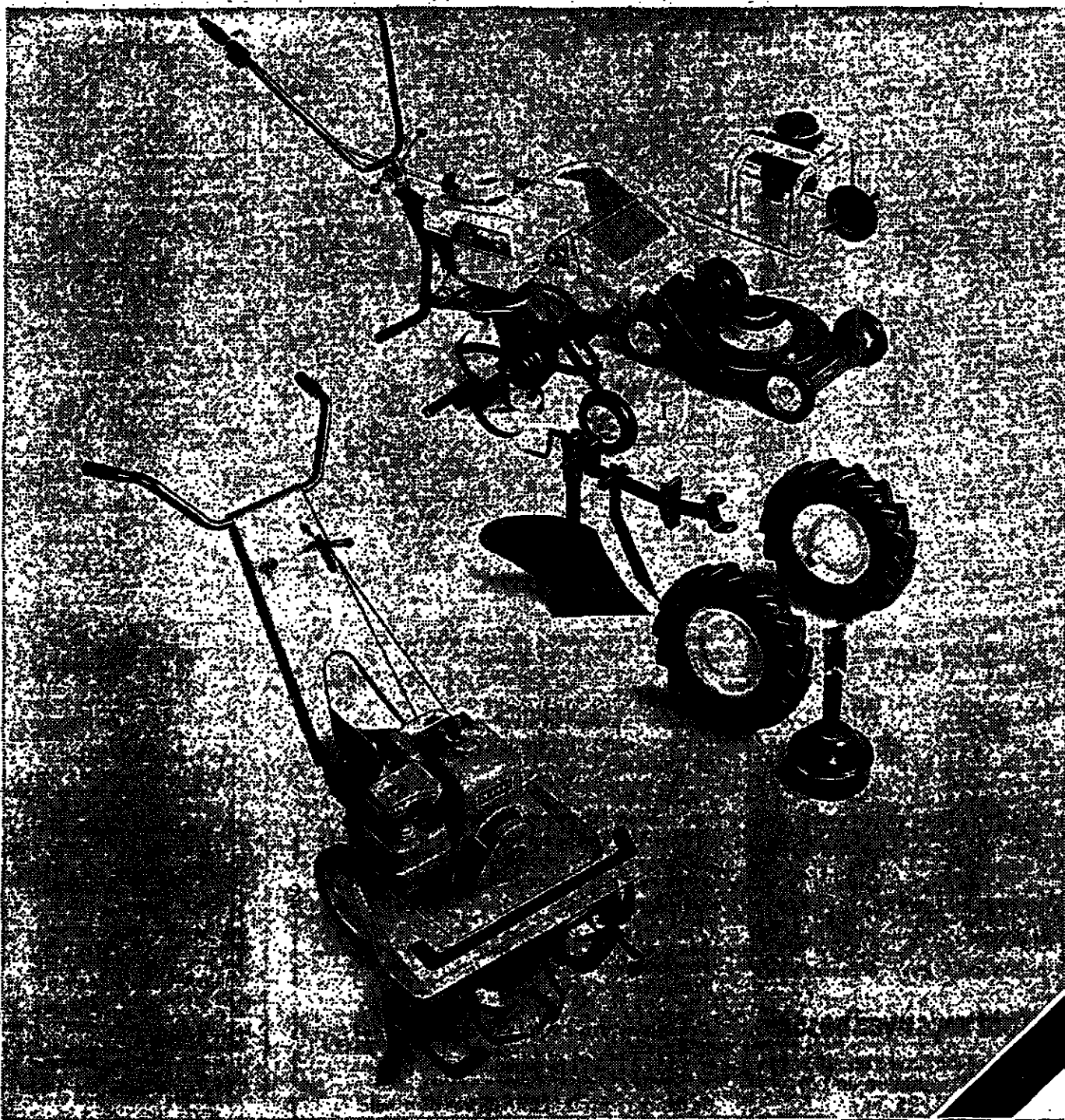
En 1975, sur 44 336 automobilistes porteurs d'une ceinture de sécurité et impliqués dans des accidents de la route, écrit le ministre, 1 666 ont été tués, soit un taux de mortalité de 3,7 %. En revanche, sur les 27 427 automobilistes non porteurs de leur ceinture de sécurité au moment de l'accident, 1 456 ont été tués, soit un taux de mortalité de 5,30 %. Il apparaît donc que, pour 1975, les tués ont été 2,7 fois moins nombreux parmi les utilisateurs de ceintures de sécurité que parmi les automobilistes non ceinturés. Compte tenu de cette proportion, on a pu estimer que, au cours de 1975, le nombre de personnes sauvées parce qu'elles ont respecté l'obligation du port de la ceinture en rase campagne s'élève à plus de deux mille. L'efficacité de la ceinture « ne laisse aucun doute », estime donc le ministre.

Reste le cas des automobilistes qui ont été tués — par noyade ou dans l'incendie de leur véhicule — parce qu'ils n'ont pu déboucler leur ceinture. Le ministre déclare qu'il n'est pas possible de les dénombrer, mais que, compte tenu du nombre important de personnes sauvées par la ceinture, il n'est pas question que l'on revienne sur la mesure qui impose de porter celle-ci. Mesure qui est d'ailleurs progressivement adoptée dans la presque totalité des pays d'Europe.

● LA PROTECTION DES PIÉTONS. — Cinquante-neuf piétons ont été tués en 1975 dans les rues de Paris. M. Pierre Bas, conseiller de Paris (majorité), avait suggéré que, comme cela se pratique dans plusieurs villes étrangères, les passages pour piétons soient surélevés, de façon à former des dos-d'âne obligeant les voitures à ralentir. Le préfet de Paris lui a répondu qu'une expérience dans ce sens avait été faite rue Saint-André-des-Arts ; elle n'a pas été concluante. Les dos-d'âne paralyseraient, selon lui, la circulation, y compris celle des autobus.

Dans les 8 BHV.

Bientôt l'automne!
Pensez à votre jardin, à votre potager, à vos champs.
C'est le moment de choisir votre motoculteur.



Labourer, briser les mottes, faucher, biner, sarcler, préparer les sols... si vous voulez réussir votre motoculture d'automne, c'est le moment de vous équiper.

Dans les 8 BHV, vous trouverez une gamme très complète de motoculteurs, depuis le rotobineur de 3,5 CV jusqu'au motoculteur polyvalent de 7 CV avec accessoires interchangeables adaptables à tous les travaux que vous lui demanderez. De plus nos vendeurs sont des spécialistes particulièrement bien qualifiés pour vous conseiller.

Enfin le BHV met à votre disposition un service après-vente très complet.

1. Motoculteur polyvalent puissance 5 CV, moteur 4 TB 68, embrayage centrifuge 4 vitesses, largeur de travail 60 cm **2250F**

Accessoires adaptables : labour léger, tondeuse, pompe, faucheuse, remorque, etc.

Quelques exemples :

Équipement labour léger **850F**

Tondeuse poussee **700F**

Pompe **900F**

Roue porteuse **110F**

2. Motoculteur Nomenclature MB 15, puissance 5 CV, 4 vitesses, largeur de 4 fruits, largeur de travail 60 cm, roues stabilisatrices arrière, réglage en profondeur, transmission par courroie, marche arrière, réducteur à vis **1850F**

Jusqu'à 40 km/h de vitesse.

Service après-vente complet. Garantie 1 an pièces et main-d'œuvre contre tout vice de fabrication. Prise et livraison domicile (suivant nos conditions).

BHV

Pour être sûr de bien choisir.

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

PRÉHISTOIRE

L'INAUGURATION DU MUSÉE TERRA AMATA

Quand les Nîçois chassaient l'éléphant...

Nîmes. — A l'occasion du neuvième congrès des sciences préhistoriques et protohistoriques, qui s'ouvre, ce lundi, à Nîmes (le Monde du 8 septembre), va être inauguré le musée de Terra Amata (1). Celui-ci présente, sur le site même de sa découverte, un campement de chasseurs d'éléphants d'il y a environ trois cent quatre-vingt-dix mille ans. Le site fut découvert, en 1908, lors du creusement des fondations d'un immeuble. Des fouilles d'urgence furent menées du 28 janvier au 5 juillet 1908, grâce à la coopération de la municipalité de Nîmes, du ministère des affaires culturelles, du Centre national de la recherche scientifique et du promoteur. Trente-cinq mille objets furent ainsi récupérés. Au rez-de-chaussée et au premier étage de l'immeuble, achetés par la ville de Nîmes, a été installé, sous la direction de M. Henry de Lumley, maître de recherche au C.N.R.S., le musée de Terra Amata, qui présente fort clairement la vie de ces très anciens nîçois et explique comment les préhistoriens arrivent à reconstituer, au moins en partie, les conditions d'existence d'un passé lointain.

Un grand moule de 90 mètres carrés reconstitue la surface du sol

où l'on a retrouvé la seule trace humaine du site : l'empreinte d'un pied droit. Cette empreinte, longue de 24 centimètres, permet de penser que son propriétaire (probablement un pitécanthrope ou un *Homo erectus*) avait une taille d'environ 1,55 mètre. Le musée présente aussi une reconstitution d'une cabane de branchages de 7 mètres sur 5 mètres, et dans les vitrines figurent les outils de pierre (bifaces, pointes, hachereaux, etc.). Les modes de débitage des nucléus de silex, la manière de distinguer les pierres taillées intentionnellement des pierres cassées par chocs naturels et les différentes méthodes de datation sont expliqués. Un film montre, enfin, le travail accompli pour dégager le site.

Des moulages, des os d'animaux, éléphants, rhinocéros, rongeurs, etc., accompagnés de dessins représentant ces divers animaux, montrent de quel vif intérêt ces chasseurs.

YVONNE REBEYROL.

(1) Impasse de Terra-Amata, près du parc de Nîmes. Ouvert de 10 heures à 21 heures jusqu'au 13 septembre, et après cette date, tous les jours, sauf le lundi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Entrée : 4 F.

CARNET

Naissances

— M. Philippe Camille et Mme. née Isabelle Delahaye, sont heureux d'annoncer la naissance de Emmanuel. Aries, le 2 septembre 1976. 123 boulevard de la République, 13300 Salon-de-Provence. 2, boulevard Emile-Zola, 13000 Arles.

Fiançailles

— M. François Marnesour et Mme. née Chantal Benzen. M. Jean Louis et Mme. née Christine Orban de Xivry, ont la joie d'annoncer les fiançailles de Benoît et Brigitte. 70, avenue de Villiers, 75017 Paris. 16, rue de Lille, 93100 Reuilly.

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mme Irène Pertus, fille de M. J.-P. Pertus, ingénieur en chef au corps des mines, et de Mme. née Monique Chauv. avec M. J.-Michel Gulland, fils de M. Claude Gulland, juriste, administrateur de sociétés, et de Mme Anne Foulquet.

Mariages

— Mme G. Henry-Amar a le plaisir de faire part du mariage de son fils Michel avec Mme Catherine Hugot, qui a eu lieu dans l'intimité le 10 juin 1976.

— Anne-Marie André et Pierre Jacob sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le vendredi 10 septembre 1976. La Vierge, 54700 Pont-A-Mousson. 72, avenue de Paris, 75008 Paris.

Décès

— Henri et Sabine Gibory font part du décès de leur petite fille. 29 août 1976. 72, rue du Sac, 75017 Paris.

— Mlle Micheline Béchu, M. et Mme Anthony Béchu, M. et Mme Pierre Loup, ses enfants, M. et Mme Anthony-Emanuel Béchu, M. et Mme Bruno Legrand, Dominique Loup, Marion et Alexandre Béchu, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme Anthony Béchu, survenue le 9 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de quatre-vingt-deux ans, après des souffrances de l'égérie.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale à Paris-Joséphine (Lohet). Une messe sera dite ultérieurement à Paris. 123, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. 38, avenue des Sycomores, 75016 Paris. 23, rue de Cilly, 75016 Paris.

— Mme Hervé du Couëdic de Kerant, M. et Mme Olivier du Couëdic de Kerant, leurs enfants Guenola et Hervé, le capitaine de frégate et Mme Michel du Couëdic de Kerant, leurs enfants Anne et Constance, ont la douleur de faire part du décès de M. François DU COUDRIC DE KERANT, leur fils, beau-frère et oncle. La messe d'enterrement aura lieu dans l'intimité, mardi 14 septembre, à 10 h. 30, en la basilique Sainte-Croix.

— Le conseil d'administration et le personnel du G.I.E. Distrabaque, ont la tristesse de faire part du décès de leur directeur, M. François DU COUDRIC DE KERANT, 15, rue des Champs, 92600 Annemasse, 750-14-33.

— Mme Elié Davydoff, M. et Mme Pierre Albert et leur fils, M. et Mme Michel Davydoff et leurs enfants, Les familles Gordon, Goutman et Beidman, ont la douleur de faire part du décès de M. Elié DAVYDOFF, leur époux, père, grand-père et parent. L'inhumation a eu lieu le 10 septembre 1976 dans la plus stricte intimité.

— M. et Mme Jacques Lory, Mme André Sca, Mme Henri Lefebvre, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel André LORY, survenu le 7 septembre dans sa quatre-vingt-troisième année. 40, rue Ribère, 75016 Paris.

— Cognac, Mme Olivier Flornoy, M. et Mme Hubert Louvet, Marie-Christine, Françoise, Allette, M. et Mme Edouard Louvet et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur petit-fils, fils et frère, François-Xavier LOUVET.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le mercredi 8 septembre 1976. Le service d'enterrement aura lieu en l'église Saint-Jacques de Cognac. L'inhumation a été célébrée dans l'intimité familiale au cimetière de Cronin.

— Mme Jean Neviaski, son époux, M. et Mme Bernard Neviaski et leurs enfants, Mme Patricia Abille de Fonceville et ses enfants, M. et Mme François Neviaski et leurs enfants, M. et Mme Jean Hubert et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean NEVIASKI, notaire honoraire, décédé à Amiens, le 11 septembre 1976, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 14 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Martin, à Amiens. Cet avis tient lieu de faire-part. 103, rue Laurendieu, 80000 Amiens.

— M. Jules Grégoire, M. et Mme Olivier Dulong et leur fils Fabrice, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques PERROT, docteur en médecine, membre de la Société internationale de psychologie analytique, leur fils, épouse, mère et grand-mère, survenu accidentellement, à Villeneuve-sur-Lot, le 19 août 1976, dans sa cinquante-quatrième année. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, au cimetière de Saint-Nom - la - Breche (Tulle), le 20 août.

Un service sera célébré au temple protestant de Verneuil, 4, rue Hoche, le 19 septembre, à 11 heures. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Barthélemy-Antoine Taladoire, son époux, M. et Mme Jean-Marie Surun, M. et Mme Dominique Fagnaud, M. et Mme Eric Taladoire, ses enfants, M. et Mme Etienne Fucille, sa sœur et son beau-frère, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Barthélemy-Antoine TALADOIRE, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur honoraire de la faculté d'Aix-Marseille, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu le 11 septembre 1976 à son domicile.

L'inhumation aura lieu le mercredi 15 septembre à Toulon, « Villa Alfa », chemin de la Canolle, Notre-Dame-de-Routin, 83200 Toulon.

(Né à Toulon en 1907, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé et docteur en lettres, M. Barthélemy-Taladoire a été professeur à la faculté des lettres de Montpellier en 1940, puis à Aix-Marseille en 1954. Professeur honoraire de l'Université, il était l'auteur d'un « Essai sur le comique de Plaute » et de « Remarques sur la mimique du comédien romain ». Il publia aussi plusieurs ouvrages littéraires : « Un baron sur la branche », « Arlène », « Le Sentiment religieux dans l'œuvre de Frédéric Mistral » et « Mythologiques ».)

— Pierre Tourret, Jacqueline Tourret, font part du décès de leur mère, Mme Vve Lucien TOURRET. Un service religieux, à Saint-Pierre de Montmartre et l'inhumation au Raincy ont eu lieu le 9 septembre.

— D'Aix-en-Provence, on nous prie d'annoncer le décès de Mme Marcel WEL, née Gabrielle GILLARD, survenu le 30 juillet 1976. Selon la volonté de la défunte, les funérailles ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Remerciements

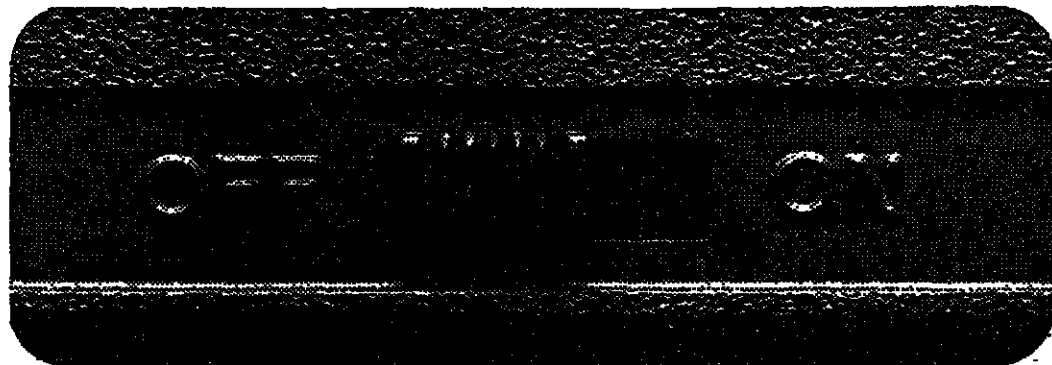
— Mme Paul Delarivière, M. Luc Delarivière, M. et Mme Jacques Cordonnier, très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de M. Paul DELARIVIERE, prient tous ceux qui se sont associés à leur deuil de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

— Pierre Gully, ses enfants, et toute la famille, ont été profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées à la suite du décès de M. GULLY.

Ils remercient vivement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine. 32, avenue Félix-Paure, 75015 Paris.

Le SCHWEPES Better Lemon : regardez descendre sa pulpe.

Il ne perd pas la mémoire!



(même lorsqu'il est éteint.)

Le HP-25C

La gamme unique Hewlett-Packard s'est enrichie d'un nouveau calculateur de poche scientifique et programmable.



Une mémoire permanente C-MOS permet de conserver les données dans les 8 registres de stockage et les programmes dans la mémoire programme, même lorsque le calculateur est éteint, pendant des semaines ou des mois. Vous pouvez ensuite les rappeler par simple pression de touches, les effacer ou les modifier.

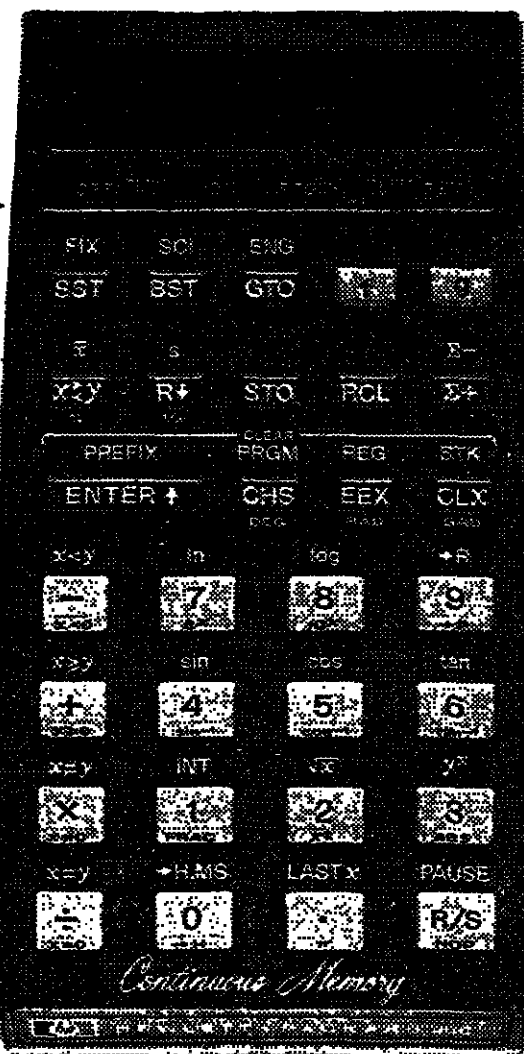
Les données et les programmes sont protégés lors du changement de la batterie.

Une programmation puissante

49 lignes de programme (chacune pouvant contenir jusqu'à trois pressions de touches) - branchements et tests conditionnels - touche de mise au point et de contrôle du programme - pause.

72 fonctions préprogrammées

- toutes les fonctions mathématiques et statistiques usuelles.
- 3 systèmes de notation : fixe, scientifique et ingénieur (scientifique avec exposant en multiple de trois).
- 13 registres de stockage : 8 adressables, 4 opérationnels (avec logique polonaise inverse) et 1 registre de mémorisation du dernier nombre affiché.



Le support dont vous avez besoin

Le HP-25C est livré avec un aide mémoire, un manuel d'utilisation de 120 pages qui est une véritable initiation à la



Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay Cedex. Tél.: 907 78 25

programmation, un fascicule de programmes d'applications, une batterie rechargeable, un chargeur/adaptateur et un étui souple. La garantie de 1 an est internationale.

La gamme unique

Le HP-25C est un HP-25 doté d'une mémoire non volatile. Ils font tous deux partie de la gamme unique Hewlett-Packard qui, avec ses onze calculateurs, permet à chacun d'acquies un modèle correspondant à ses besoins.

Mais ce n'est pas seulement en raison du choix qu'elle offre que cette gamme est unique. Elle l'est aussi pour ses hautes performances et ses qualités d'esthétique et de finition.

Pour faire plus ample connaissance avec le HP-25C - ou tout autre modèle de la gamme - rendez-vous chez un distributeur agréé Hewlett-Packard, ou renvoyez-nous le coupon ci-dessous.

Bon à découper et à adresser à Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf B.P. 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78 25.

Je désire recevoir votre documentation sur : le HP-25 ☐ la gamme ☐ le HP-25C ☐

Je désire recevoir la liste de vos distributeurs agréés

Nom
Fonction
Société
Adresse

Tél.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75421 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)

30 F 105 F 150 F 232 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

165 F 310 F 455 F 560 F

PAR VOIE NORMALE

115 F 210 F 307 F 408 F

ÉTRANGER

par messagerie

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

115 F 210 F 307 F 408 F

II. - TONISSE

125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements) vou-

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse défi-

nitifs ou provisoires (deux

semaines au plus), nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

caractères d'imprimerie.

كندا في الجزائر

EN ATTENDANT LE PLAN ANTI-INFLATION DE M. BARRE

Pas de retour possible à la stabilité sans réforme monétaire

par EMMANUEL DEVAUD

Dans un tel climat, le redressement d'une situation plus malsaine que mauvaise suppose la mise en œuvre de quelques idées simples, qu'on peut regrouper selon quatre axes principaux : les prix, l'impôt, la politique sociale, les actions dites structurelles.

Pour limiter la progression nominale des revenus, il faut d'abord casser la hausse des prix : préalable psychologique et rançon de l'indexation de fait de la quasi-totalité des rémunérations.

L'intervention doit être concentrée sur des points choisis, pour être efficace sans être trop onéreuse, ce qui écarte une baisse de la T.V.A., aux répercussions d'ailleurs incertaines. Les prix du secteur « concurrencé » évoluent de façon raisonnable et assez voisine des performances étrangères ; pour eux, il

On confirmerait ensuite cette décélération en ajustant en baisse les normes servant à la détermination de la politique monétaire et des prévisions du budget.

Pour contenir la demande interne, il faut opérer une ponction fiscale supplémentaire, mais limitée. Non que l'équilibre des finances publiques compte beaucoup dans la lutte contre l'inflation, sauf psychologiquement vis-à-vis de l'opinion interne et internationale ; aussi bien, nos résultats en ce domaine sont-ils « meilleurs » que ceux des Etats-Unis ou de la République fédérale d'Allemagne qui nous sont donnés en exemple.

Subsidiairement, les tarifs de l'essence pourraient être fortement relevés, son poids dans l'indice des prix, réduit au niveau de la consommation collectivement supportable et des compensations sociales instituées sur les transports publics.

Pour sensibiliser l'opinion, il vaut mieux définir les priorités sociales : l'une-de fond, la lutte contre la « pauvreté », l'autre de forme, la relance des négociations collectives.

Mais l'injection de pouvoir s'achète pour indemniser la sécheresse et, secondairement, pour revaloriser les bas revenus appelée une compensation 1. ne saurait être question d'incorporer dans les prix la charge correspondante, mais il faut le cas comme charge pendant la période de transition. L'emploi ne peut couvrir des dommages largement irréparables et serait plus utile au financement d'investissements productifs. On peut ouvrir l'évaluation des solutions de complément (dévaluation du franc, augmentation des prix, etc.) à l'égard des terroirs les plus pauvres, mais la solidarité nationale restera nécessaire. Et l'instrument normal de la solidarité, c'est l'impôt, sur le revenu ou la fortune. Face à la contestation, en partie démagogique, de l'impôt sur le revenu, pourquoi ne pas taxer exceptionnellement les signes extérieurs de prospérité : voitures de luxe, bijoux, etc. ? Les valeurs morales ? Cette réhabilitation d'une formule indicielle injustement décriée aurait au moins la vertu

Rien n'assure et personne n'a clairement mesuré que l'inflation naissait de l'inégalité ni même qu'elle l'aggravait : des exemples récents suggèrent plutôt que la réduction des inégalités atténue l'inflation sans amoindrir le « consensus » social. Quel qu'il en soit, tout resserrement de la discipline collective doit épargner les plus déshérités; donc il importe de clarifier les objectifs de la politique sociale et d'ajuster ses moyens. A cet égard, il est décevant de constater que, au moment où une politique de revalorisation des revenus est engagée, les plus faibles et les plus démunis subissent la hausse des salaires ouvriers et des prestations vieillesse et que les autres se réfèrent à un rapport de l'O.C.D.E. fondé sur des statistiques contestables de la fin des années 60 pour clore la société française au pilié de l'inégalité.

(Lire la suite page 19.)

L'UNITÉ CONCURRENTIELLE

A PRES un départ en débandade, marqué par des déclarations et des initiatives parfaitement divergentes, MM. Séguy et Maire retrouvent depuis quelques jours la voie de l'unité de ton en attendant celle de l'unité d'action. La C.G.T. dément avoir voulu, à travers son appel à une riposte à l'impôt-sécheresse, constituer « un front hérétique des mécontents » : la C.G.T. se veut au contraire faire le jeu du pouvoir en maintenant l'accent sur les problèmes de hiérarchie des salaires et des revenus. Pas plus désormais que la C.G.T., elle ne paraît se faire d'illusions sur la volonté et la capacité du nouveau gouvernement d'améliorer la justice sociale. Et pour bien montrer que ce n'est pas à l'horai Matignon qu'il entend rechercher des partenaires politiques, M. Maire vient de proposer au Conseil de la République de signer le programme commun et/ou P.S.R.

Si la C.G.T. comme la C.F.D.T. se remettent toutes deux sur le chemin de l'unité d'action en vue de préparer des manifestations en octobre, il ne faudrait pas croire que les divergences seront une fois encore mises entre parenthèses pour mieux s'opposer ensemble aux mesures d'austérité.

Les échéances électorales — dont chacun se défend de vouloir se soucier outre mesure — sont trop proches pour que chacun des deux partenaires n'ait pas la volonté, au cours des prochains mois, d'affirmer la spécificité de sa stratégie. La C.G.T. entend intensifier sa campagne de recrutement et, dans ce dessein comme dans celui d'affaiblir le syndicat de la droite, elle compte faire prendre en charge toutes les revendications qui s'expriment, de chercher à mobiliser toutes les oppositions à la politique du gouvernement qui se manifesteront. La C.F.D.T., plus habituée à l'offensive qu'à la défensive, s'est montrée moins à l'aise que la C.G.T. pendant toute la durée de la campagne électorale. Elle cherchera, au cours de la prochaine initiative, à montrer qu'elle n'a rien perdu de ses capacités de proposition et d'inspiration.

Convincre qu'il ne s'agit pas que la droite soit battue aux élections de 1978, mais qu'il faut que la gauche dispose d'une majorité décidée à appuyer des réformes économiques et sociales profondes, la C.F.D.T. ne manquera pas de retenir le débat sur des thèmes qui lui paraissent essentiels pour la construction d'une société socialiste : répartition de la richesse et des revenus, y compris des salaires, remise en cause du pouvoir hiérarchique dans l'entreprise et dans la société, transformation radicale des conditions de travail, etc. Sur tous ces points, les positions entre les deux confédérations sont loin d'être concordantes. Et si même par le passé la C.G.T. accepte le débat sur l'équité, elle reste convaincue qu'il y a encore beaucoup de confusionnisme dans les prolets de la C.F.D.T.

L'unité d'action entre les deux considérations, si elle reste irréversible — comme l'avait affirmé M Edmond Maire en accédant il y a cinq ans au secrétariat général de la C.F.D.T., n'est pas près d'être sans nuances.

par ANDRÉ FOURCANS (*)

Alors que le nouveau gouvernement semble fermement décidé à ramener l'économie sur le chemin de la stabilité, un examen attentif du système monétaire interne et de son rôle économique s'impose. S'il n'en est pas l'unique responsable, ce système se trouve au cœur des différentes crises que traverse la France depuis de nombreuses années. Personne ne niera que les problèmes de change, de balance des paiements, d'inflation et de chômage sont intimement liés aux mouvements spéculatifs dans notre pays. Un « examen de conscience économique » se révèle alors indispensable si l'on désire remonter à l'une des racines du mal. Dans cette perspective, et dans le cadre d'une politique de réformes économiques, les pouvoirs publics ne devraient pas manquer de remettre en cause le système et la politique monétaires français. On va le voir, ce système et cette politique ne sont pas susceptibles d'assurer une croissance soutenue dans la stabilité des prix. Deux alternatives s'offrent alors dans les choix de la politique monétaire, que dans les moyens de ses choix.

NÔTRE système monétaire est fondamentalement déstabilisateur, il contribue à amplifier les fluctuations économiques plutôt qu'à les atténuer. Son fonctionnement habituel et la politique qui l'accompagne provoquent des variations du stock de monnaie qui tendent à dérégler les mécanismes d'ajustement de la machine économique. Les surchauffes comme les refroidissements en sont alors exacerbés. Toute accélération de l'activité économique entraîne une croissance excessive de la masse monétaire; cette poussée elle-même renforce la déflation initiale qui, à son tour, accélère la croissance du stock de monnaie, etc. Sans des mesures d'une grande sévérité (plan de stabilisation, encadrement du crédit), les poussées inflationnistes sont continuelle-

ment renforcées. Au contraire, qu'une tendance au refroidissement se manifeste et le système intensifie la baisse d'activité. Le taux de croissance du stock de monnaie diminuera, diminution qui provoquera un nouveau freinage économique; à son tour ce freinage se répercutera sur l'évolution de la masse monétaire, etc. Sans des mesures de relance drakoniques, une dépression qui l'aurait été que passagère se transformera en une récession dramatique.

L'explication de ce comportement déstabilisateur exige une analyse à deux niveaux: au niveau du rôle supposé des mécanismes monétaires et au niveau de la politique qui découle de cette vision théorique.

On pense bien souvent que le rôle du système monétaire, est de fournir, les liquidités nécessaires à la satisfaction des « besoins légitimes des affaires », en particulier ceux relatifs au financement des entreprises : d'où l'existence de l'escompte bancaire et de la classification des papiers commerciaux en fonction de leur « qualité ». Selon cette théorie, tout l'évolution de la demande de crédits bancaires, crédits aux entreprises destinés à financer les stocks (ou même, sans faibles variations de cette dernière, la demande de biens et services), aucun excès de création monétaire ne deviendrait possible. Ayant toujours une contrepartie tangible, la monnaie ainsi créée ne représenterait aucun danger inflationniste, et le banquier prêteur ne prendrait tout risque très limité. Son prêt serait tout naturelle-

(*) Professeur d'économie et finances à l'ESSEC. Actuellement professeur visitant à l'université de Carnegie-Mellon (Etats-Unis).

ment remboursé avec les revenus de la vente du stock, ou des biens qu'il a permis de fabriquer.

Cette croyance en une régulation monétaire automatique est non seulement erronée, mais dangereuse. Elle est erronée dans la mesure où elle ne tient pas compte de l'infirmité des nombreux facteurs qui détruisent totalement l'apparente solidité, en particulier le montant des encaisses décaissées par les ménages et les entreprises ainsi que la longueur des processus de production. Elle est dangereuse car la poursuite d'une telle politique ne peut manquer d'exacerber les emballements et les refroidissements économiques.

(Lire la suite page 29.)

**Voir p. 22 l'économie chinoise
à la mode du président Mao**
par GILBERT ETIENNE

LA Sécurité sociale en péril ? Des mesures d'urgence et, dans les six mois à venir, des décisions importantes devront être prises pour sauver le régime général des salariés. Au prochain conseil des ministres, le 15 septembre, le ministre du travail devrait « faire une communication » et proposer des interventions limitées mais rapides de l'Etat. Dans un premier temps, il s'agit d'assu-

rer la trésorerie des régimes sociaux, c'est-à-dire de « trouver » 1 à 2 milliards de francs dès le 20 octobre et peut-être autant pour la fin décembre. Il s'agira ensuite, pour l'année 1977, de faire face à un déficit de l'ordre de 10 à 13 milliards de francs. Pour le patronat, qui depuis des mois étudie un projet de réforme, et pour les syndicats qui, au début de l'été, s'attendaient au pire, notamment

« Les mesures décidées par le gouvernement à la fin de l'année 1975, en vue de remédier au déficit prévu de la Sécurité sociale, ont été mises en œuvre. » Ce bilan que M. Michel Durafour a publié lorsqu'il a quitté le ministère du travail ne contient aucune allusion à la réapparition du déficit de la Sécurité sociale. Or, dès juin 1976,

4) Mais les prévisions 1977 sont alarmantes. Non Sécurité sociale ne dispose « matelas » ou du « crédit » avait auparavant (9 à 10 francs dans le passé ; 3 seulement au début de 1976), pense dépasseront de loin

Quatre séries de chiffres révèlent les apures
aujourd'hui l'urgence et la gravité du considérable
problème. Et peut-être

11. La trésorerie au jour le jour de la Sécurité sociale varie énormément en fonction des rentrées de cotisations. Mais, surtout des versements des prestations et des pensions, tant groupées que individuelles. On peut donc dire qu'à déjà l'on sait qu'il manquera 1 milliard à 2 milliards de francs vers le 20 octobre et 2,5 milliards à 3 milliards de francs vers le 20 décembre, quelle que soit l'évolution de l'économie et, en conséquence, du montant des cotisations versées. D'où l'urgence de faire intervenir les ministres des mesures d'urgence qui permettront d'éviter toute cessation de paiement, mesures techniques consistant à raclez les fonds de tiroirs et à scabotier les circuits financiers ; insertion dans le collectif budgétaire au titre de l'année 1976 de dépenses publiques qui permettront l'octroi de crédits pour le règlement des dettes, paradoxalement, en raison des dépenses énormes de celles qui pèsent sur les entreprises, les administrations et les collectivités locales.

[illegible]

à la promulgation d'ordonnances, ce n'est vraiment pas une surprise. Pour les salariés, qui se souviennent de l'augmentation des cotisations « janvier 1978 pour combler un trou de 10 milliards, la mauvaise nouvelle est difficile à comprendre. Comment en est-on arrivé là ? Et surtout comment pourra-t-on en sortir ?

catés et des partis de gauche. Mais en conservant aussi à l'esprit que la majorité actuelle s'est engagée à modifier cette année l'assiette des cotisations pour aider les entreprises de main-d'œuvre et, d'ici à 1978, à généraliser la Sécurité sociale et à harmoniser les systèmes existants, réformes qui les deux dernières au moins, impliquent

Economies ou recettes nouvelles ? Economie et recettes ? Il faudra, certes, trouver des milliards. Mais il ne s'agit pas uniquement de cela. En dépit de l'importance du déficit, de la masse énorme des dépenses que représente la Sécurité sociale, il ne faudrait pas tomber dans le piège des illusions. A tout moment où se posent des choix délicats.

« Il est nécessaire d'amorcer des actions et profondes », déclare le gouvernement en décembre 1975. Rien de sérieux n'a été fait. Aux mesures financières, il devient de plus en plus urgent d'ajouter des initiatives sur les structures et la gestion de la Sécurité sociale pour éviter les répartitions chroniques d'un déficit. Certes, l'Etat est loin d'être le seul responsable des difficultés financières de la Sécurité sociale, et il braille injuste de chercher ailleurs un bouc émissaire. Chez les mutualités, les fédérations, tant les raisons du déficit de la Sécurité sociale sont multiples et complexes.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 18.)

150

LE MONDE
IMPORTÉS
lebut de l'année

DE L'ÉCONOMIE

• • • LE MONDE — 14 septembre 1976 — Page 19

PAS DE RETOUR POSSIBLE A LA STABILITÉ SANS RÉFORME MONÉTAIRE ?

(Suite de la page 17.)

Une accélération de l'activité économique incite les entreprises à faire croître leurs stocks afin de faire face à un volume de ventes attendu plus élevé. Si cette augmentation des stocks est financée par le crédit bancaire, cette nouvelle création monétaire alimente la demande globale de biens et services, demande qui, elle-même, se traduit par un désir d'endettement plus élevé auprès des banques. Les moyens de paiement ainsi créés nourrissent de nouveau la demande globale, etc. Un processus cumulatif de surchauffe est déclenché, l'inflation s'alimente en permanence le feu inflationniste. Un exemple tragique de ce scénario : l'hyper-inflation catastrophique de la République de Weimar déclenchée par le nouveau déficit budgétaire et attisée en permanence par l'explosion du crédit. A l'inverse, des signes de refroidissement économique diminuent la demande de crédits bancaires et, par voie de conséquence, le taux de croissance du stock de monnaie. Cette diminution entraîne une contraction de la demande globale, contraction qui, elle-même, freine le désir d'endettement des ménages et des entreprises, etc. Un processus cumulatif de récession et de chômage est ainsi mis en branle, le manque de carburant monétaire étouffant complètement le sursaut économique dont l'ardeur n'avait fait que momentanément déchaîner. La grande crise de 1929 illustre parfaitement, et dramatiquement, ce scénario.

Bien sûr, cette présentation est quelque peu caricaturale. Il n'en reste pas moins qu'elle reflète fidèlement une caractéristique essentielle des mécanismes et de la politique monétaires français : le rôle prépondérant qu'on laisse jouer à la demande de crédits bancaires en tant que facteur déterminant des fluctuations monétaires. La passivité des pouvoirs publics devant cette demande n'étant plus aussi extrême que par le passé, la déstabilisation qui en résulte ne ressemble fort heureusement en rien aux épisodes dramatiques de l'hyper-inflation allemande ou de la crise de 1929. On peut toutefois montrer qu'elle n'est pas du tout étrangère aux périodes de surchauffe et de refroidissement qu'a connues l'économie française depuis l'après-guerre. Une politique et un système monétaires plus rationnels auraient très vraisemblablement permis d'atténuer, sinon d'éliminer, de nombreuses crises et en premier lieu celle que nous continuons de subir.

Jouer sur la trésorerie des banques

Alors, que faudrait-il faire ? Il s'agit d'empêcher que la production et les prix n'influent sur les variations du stock de monnaie. Ainsi, seule subsisterait l'influence de la masse monétaire sur l'activité économique. Le rôle du système et de la politique monétaire serait alors de faire croître la masse des liquidités à un rythme régulier et non inflationniste. La stabilité de la machine économique en serait fortement améliorée. Mais sans la mise en œuvre de réformes fondamentales, une telle politique ne sera pas possible.

On l'a dit, par l'intermédiaire des crédits octroyés par les banques, la masse monétaire est de nos jours fortement dépendante de l'activité économique. En effet, les banques ont très peu de raisons de ne pas prêter : elles savent que, de toute façon, si elles ne peuvent financer ces prêts elles-mêmes, l'institut d'émission le fera à leur place en leur rachetant les papiers commerciaux servant de support à ces crédits. Mais alors, pourquoi les autorités ne limitent-elles pas le montant des fonds qu'elles fournissent ainsi au système bancaire ? Parce que, implicitement, elles adhèrent à la vision théorique précédemment discutée selon laquelle le montant de « bons » crédits n'a aucune raison d'être limité ! Le contrôle du stock de monnaie, et par voie de conséquence de l'économie, en deviennent ainsi extrêmement difficiles. Seules des opérations « à chaud » et toujours douloureuses d'encadrement du crédit sont alors susceptibles d'une certaine efficacité.

Une politique plus efficace et moins coûteuse consisterait à jouer sur la trésorerie des banques, en s'attachant principalement à contrôler le volume de fonds qu'elles obtiennent auprès des autorités. Pour cela, les décideurs publics devraient renverser la règle qui gouverne leurs interventions sur le marché monétaire : non plus fixer le taux d'intérêt et laisser les banques décider de la quantité d'effets qu'elles désirent céder, mais déterminer le volume d'effets qu'elles désirent acheter ou vendre, au système bancaire et laisser le taux s'ajuster en conséquence. Cette politique donnerait alors au système de réserves obligatoires les moyens de remplir le rôle qui devrait être le sien : maîtriser l'évolution des trésoreries bancaires. A cet égard, le système actuel est manifestement déficient. L'institut d'émission enlève de la main gauche ce qu'il redonne de la droite dans la mesure où toute restriction des avances bancaires par augmentation des coefficients de réserves obligatoires est, en grande partie, compensée par une augmentation concomitante des refinancements (c'est-à-dire des fonds que les banques obtiennent auprès des autorités). En contrôlant le taux de l'intérêt sur le marché monétaire, et surtout en le maintenant à de faibles niveaux, les pouvoirs publics s'aliennent toute maîtrise efficace de la trésorerie des banques, et par voie de conséquence de la liquidité de l'économie.

Des formules de contrôle de l'endettement bancaire auprès des autorités doivent donc être élaborées. Dans un premier temps, et provisoirement, un système identique à celui des anciens plafonds de désacompte pourrait être mis en œuvre afin de limiter

le volume de fonds que l'institut d'émission fournit au système bancaire. Toutefois, si l'on ne veut pas compromettre le but même du contrôle, la procédure devrait être grandement simplifiée. En particulier, la discrimination selon les catégories d'effets (discrimination fondée en grande partie sur la croyance selon laquelle il existerait de « bons » crédits qui ne seraient pas inflationnistes) devrait être supprimée. Les plafonds pourraient alors être appliqués au volume global de refinancement, toutes catégories de papiers confondues. Il faut mentionner que ces changements impliquent une abolition progressive du système désuet de sélectivité du crédit, système en grande partie responsable du manque d'efficacité du contrôle monétaire dans la mesure où il empêche les pouvoirs publics de limiter le volume de crédits destinés aux secteurs privilégiés, et par voie de conséquence à l'ensemble de l'économie. Cette réforme implique bien entendu un changement assez fondamental de la politique traditionnelle en la matière.

Il faudrait de surcroît que la plage de liberté de la Banque de France, non seulement pour acheter mais aussi pour vendre des actifs financiers aux banques, soit élargie. En effet, de nos jours, les pouvoirs publics ne disposent pratiquement que d'un seul moyen de limiter les trésoreries bancaires : acheter moins ou, à la limite, stopper les achats de papiers commerciaux aux banques et attendre que, progressivement, celles-ci épuisent les trésoreries qu'elles possèdent puisqu'elles ne peuvent plus les reconstituer en cédant des effets à l'institut d'émission. Le système est lourd et ses effets sur le crédit sont longs à se faire sentir. En revanche, que les autorités vendent directement des actifs financiers aux banques, c'est-à-dire leur offrent ces actifs en échange de fonds, et ces dernières seraient immédia-

tement contraintes de freiner leurs crédits puisqu'elles ne possèderaient plus les fonds nécessaires aux opérations de prêt. Les pouvoirs publics auraient alors un moyen d'action puissamment épongeur (ou au contraire gonflant lorsque c'est nécessaire) les trésoreries bancaires afin de mieux maîtriser l'évolution du stock de monnaie. Dans cette perspective, un élargissement du portefeuille d'effets publics de la Banque de France faciliterait fortement la conduite d'une telle politique.

Mais cette réforme nécessite des modifications relativement profondes du système institutionnel. Elle ne peut donc être accomplie en un court laps de temps. Un effort et une volonté d'action dans cette direction paraissent toutefois indispensables si l'on souhaite éliminer le caractère de déstabilisation des mécanismes monétaires.

D'autres mesures, même si elles paraissent moins urgentes à entreprendre, amélioreraient l'efficacité du système tout en donnant aux pouvoirs publics les moyens de mieux le maîtriser : revoir la méthode de calcul des réserves obligatoires, éliminer les plafonds d'intérêts créditeurs, développer la coordination entre la politique budgétaire, la politique du taux de change et la politique monétaire (1).

Bien entendu, ces réformes devraient être réalisées d'une manière progressive. Le but n'est pas de prendre les banques à la gorge et de les rendre exsangues. Bien au contraire, il s'agit d'atténuer les conséquences néfastes du système monétaire actuel pour faciliter la gestion économique tant des pouvoirs publics que des banquiers et de l'ensemble des agents.

ANDRÉ FOURCANS.

(1) Pour une discussion élaborée de ces questions, le lecteur intéressé pourra se référer à André Fourcans, *La Politique de la monnaie : analyse et propositions*, Éditions Economica, Paris (1976).

(Suite de la page 17.)

Mieux vaudrait établir un bilan des résultats obtenus dans les quatre domaines d'intervention prioritaire sur lesquels existe un large accord national : le minimum vieillesse, les bas salaires, le travail manuel, le revenu des familles modestes. Puis de confirmer que ce cap est maintenu, de programmer, de prévoir le financement des actions nouvelles, notamment en ce qui concerne les familles pauvres et l'abaissement de l'âge de la retraite, qui reste, quel qu'on en ait la meilleure arme et la moins onéreuse contre le chômage.

Dans les sociétés industrielles réputées disciplinées, la politique des revenus est rarement imposée par l'État : le « consensus » si tant est qu'il existe, se réduit pratiquement toujours au seul jeu des négociations collectives. En France la liberté contractuelle reste une forme vide : le plus souvent la liberté de ne pas négocier ou de ne pas négocier sur l'essentiel.

Est-il vraiment impensable que nous nous rapprochions sur ce point de nos partenaires et voisins ? Ce qui pourrait amorcer un changement, c'est la coalition des intérêts. Or bon nombre de syndicats de travailleurs accepteraient probablement une négociation des salaires par branches, si elle portait sur les salaires réels. Et les entreprises ou fédérations professionnelles s'y risqueraient sans doute, si l'État faisait de ce renouveau des conventions collectives la condition du maintien de la liberté des prix et de la négociation des contrats de plan concernant le développement à moyen terme d'entreprises ou de secteurs. L'expérience du secteur public montre que le pluralisme syndical ne constitue pas en ce domaine un handicap insurmontable. Les risques de « dérapage » par rapport aux conventions, dus à des actions « sauvages » locales, ne semblent pas plus grands que dans le contexte actuel d'anarchie.

Il s'agit ainsi d'élargir le champ des conventions collectives aux rapports entre bailleurs et locataires et aux conditions de développement, dans de rémunération, sur moyenne période de la plupart des professions indépendantes opérant dans des secteurs préservés de la concurrence.

Pour assurer l'avenir, il faut enfin amorcer quelques actions « structurelles ». Sur les blocages supposés ou réels de la société française tout a été dit et l'on vient trop tard. Sans prétendre ni à l'exhaustivité ni à la pertinence, on peut du moins signaler trois champs de réformes utiles :

● Les transferts sociaux, dont la sélectivité est insuffisante, donc l'efficacité douteuse et le coût bientôt prohibitif. Les révisions devront sans doute porter en priorité sur l'aide aux familles, globalement considérée, et surtout sur la politique agricole, pour laquelle il paraît urgent d'opérer la même réforme que la commission Barre a proposée pour l'aide au logement ;

● Les phénomènes de pointes et d'encombrement, engorgements dans le temps et l'espace dont les coûts collectifs sont excessifs ;

● Les situations de rente, qu'il s'agisse des corporations abusivement fermées et surtout de la rente foncière, c'est-à-dire en fin de compte du prix des bureaux dans les grandes villes, donc de l'aménagement de la région parisienne.

On ne peut ignorer le long terme ni renoncer à rêver de lendemains meilleurs. Mais, parce que les réformes de structures coûtent toujours avant de porter fruit, dans la lutte contre l'inflation il n'y a finalement de remède véritable que conjoncturel et de succès ou d'échec que dans la courte période.

EMMANUEL DEVAUD.



"The difference between Chemical Bank and the other large U.S. international banks isn't money. It's personal service."



"Ce qui différencie la Chemical Bank des autres grandes banques américaines internationales, ce ne sont pas les capitaux. C'est le service personnalisé."

Bien plus que des capitaux. Dans toutes les langues. **CHEMICAL BANK**

Succursale à Paris : 85, Avenue Marceau, 75116 Paris - Tél. : 720.74.30.

Siège central : New York, N.Y., Bahrein, Les Bermudes, Beyrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Le Caire, Caracas, Chicago, Djakarta, Dubai, Edimbourg, Francfort, Hong Kong, Îles Anglo-Normandes, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Monrovia, Nassau, Paris, Rio de Janeiro, Rome, San Francisco, Sao Paulo, Singapour, Sydney, Taipei, Téhéran, Tokyo, Toronto, Vienne, Zurich.

LES BANQUES LIBANAISES CHANGENT D'ADRESSE

Poste restante : 75008 - Paris

La guerre civile au Liban a dix-sept mois, déjà ! Personne ne connaît réellement l'étendue des dégâts : Pour-tant le Liban dans la débâcle n'a pas cessé de jouer son rôle d'intermédiaire dans l'économie internationale. Les banques et les entreprises continuent à effectuer le même travail, souvent avec les mêmes employés — mais ailleurs !

Au fur et à mesure que le pays s'installe dans le chaos, l'activité économique se réduit à 30 % de son volume normal, et souvent moins. A peine une demi-douzaine de banques assurent encore aujourd'hui la marche des affaires à Beyrouth.

Beyrouth, paradis de toutes les finances, autrefois vitrine de la technologie occidentale, offrait au Proche-Orient un échantillon complet de biens et de services. Depuis 1973, la commerce triangulaire n'avait jamais été aussi florissant : le petit Liban était l'entremetteur du monde entier dans les relations avec les pays arabes. Le secteur bancaire, bénéficiaire des retombées des pétrodollars, doublait de volume, et le bilan global des soixante-huit banques libanaises représentait près de 11 milliards de livres libanaises (22 milliards de francs).

L'émigration massive de la population a été accompagnée — sinon précédée ! — par d'importants retraitements de capitaux. Ces capitaux libanais, dispersés dans le monde depuis avril 1975, dépassent 1,5 milliard de dollars. Que sont-ils devenus ? La France a certainement reçu une bonne partie de cet argent en quête d'abri : les achats d'appartements et de résidences secondaires, fort nombreux, en témoignent. Les émigrés libanais en France sont, en règle générale, plus aisés que leurs compatriotes

réfugiés à Chypre, en Syrie ou en Irak. Cette clientèle potentielle a provoqué la création de cinq banques libanaises inscrites en France depuis le début de l'année. Elles totalisent, à elles seules, plus de 1 milliard de francs en dépôts. Elles viennent s'ajouter à la succursale de la Banque libanaise pour le commerce, fondée en mars 1966, et qui envisage aussi de se transformer en S.A. française au capital de 10 millions de francs.

La rue Riad-Solh (rue des banques à Beyrouth) « suit » donc la nouvelle diaspora libanaise à Paris et se partage les affaires avec les grandes banques nationales. Le Crédit lyonnais autorise son associé du Liban, la Banque Trad, à poursuivre les affaires de sa clientèle à Paris ; La B.N.P. installe un département spécial à Paris et la Société générale utilise, boulevard Haussmann, les services de Sogéliban, qu'elle contrôle à 81 %, indépendamment de son service étranger.

Une ambiance méditerranéenne

Située dans des immeubles cossus du huitième arrondissement, ces filiales françaises se ressemblent presque toutes. Affable et courtois, un directeur vous accueille dans la grande salle de desk, et vous prie d'attendre, dans le vacarme des travaux d'aménagement. On est loin de l'atmosphère feutrée des banques belvédérées, où s'interrompt de table en table les ordres fusent et les garçons de bureau vont et viennent. Une ambiance méditerranéenne y règne : massée autour du bureau directeur, des hommes d'affaires s'agitent, utilisant une pléiade de téléphones disposés devant eux. Des télex circulent, et tout ce monde s'entretient à voix basse, se consulte en aparté, griffonne des chiffres sur des bouts de papier et des boîtes de cigarettes. On y travaille vite et longtemps : à 18 h. 30, les employés au complet s'affairent encore.

D'un air satisfait, le directeur commente ce « rendement » : « Nous avons gardé nos méthodes de travail, dit-il. Ce qui compte pour nous, c'est la confiance. Nos clients peuvent téléphoner de leur chambre d'hôtel pour nous demander telle ou telle opération, et nous l'effectuons. Ils ne trouveraient pas de telles facilités dans une banque française. Nous travaillons plus vite, et bien ! » En effet, la vitesse est l'élément principal de la stratégie de ces banques. Aux environs d'octobre 1975, elles installaient à Paris des délégations provisoires afin d'y poursuivre les affaires que la violence des combats perturbait. Dans un second temps, elles décidèrent, devant l'afflux des capitaux, d'établir un fond de commerce à Paris. Les premières demandes d'inscription sont déposées vers la fin de janvier 1976, suivies par une seconde vague en mars. Aujourd'hui encore, d'autres banques déposent leurs dossiers auprès du Conseil national du crédit.

Pourquoi avoir choisi la France, alors que le contrôle des changes y est plus strict qu'en Suisse, par exemple, et la législation bancaire plus rigide ? La réponse ne réside pas uniquement dans le fait que le Liban entretient, depuis toujours des relations privilégiées avec son ancien

mandataire. Certes, la langue française, qui est fort répandue au Liban, constituait à elle seule une raison suffisante. Mais il y a surtout que la France offrait l'avantage, par rapport aux autres pays, de tolérer un quota d'employés étrangers variant de 25 à 50 %. A ce sujet, la législation reste d'interprétation floue.

Ainsi les activités commerciales ont pu s'exercer rapidement, et de façon très diversifiée. A l'origine, il y a les ouvertures massives de comptes : la doyenne, la Banque libanaise pour le commerce, a vu le nombre de ses comptes pour la plupart bloqués tripler. Ils sont passés à près de trois mille. Quant aux nouvelles arrivantes, elles se sont constituées chacune une clientèle de mille à mille cinq cents dépôts environ. Elles fonctionnent comme le poumon de la communauté libanaise en exil : par exemple, la Banque libanaise pour le commerce assure 700 000 francs de découvert, et règle les fournisseurs de l'université libanaise en France. Les clients les plus désemparés sont « dépannés » de l'équivalent de 4 000 dollars, dans le cas Sogéliban, comme dans bien d'autres.

Autre exemple de service rendu : un couple de Libanais désire louer un appartement, mais la propriétaire soupçonneuse exige des références : sur un simple coup de téléphone, la banque offre sa garantie. A ce rôle de Bon Samaritain, s'ajoutent les activités commerciales, dans le cadre des échanges « triangulaires ». L'essentiel des transactions est constitué par le commerce alimentaire, et plus précisément celui des céréales. Le blé, en provenance du Canada ou de la Tchécoslovaquie, le sucre de Cuba ou du Mexique, sont destinés aux pays arabes socialistes comme la Syrie, l'Égypte et l'Irak. Les banques financent les importations des hommes d'affaires libanais qui disposent de « contacts » en Syrie ou en Égypte, auxquels ils prêtent contre la marchandise contre argent comptant, plutôt que de traiter avec l'Etat qui demande des facilités de paiement étalées sur dix-huit ou vingt-quatre mois. Il ne s'agit d'ailleurs, pas uniquement de clients libanais, mais de Syriens ou d'Iraqiens qui utilisent déjà la place de Beyrouth, et qui ont transféré, avec les banques, leurs activités en Europe.

Mais le commerce alimentaire est loin d'être leur seule activité. Les banques financent des achats de ciment en provenance des pays de l'Est et à destination du Caïre, des achats de camions américains pour l'Irak, et des voitures pour l'Arabie Saoudite. Elles se chargent même de servir d'intermédiaires entre, d'une part, les banques centrales des pays de l'Est demandeurs de capitaux, et d'autre part, les pays du Golfe fournisseurs. Récemment, le Koweït prêtait ainsi 25 millions de dollars à la Hongrie.

Du propre avec des responsables de ces banques, des transactions de 1 à 10 millions de dollars sont prises en charge couramment. Pour de plus grosses affaires, elles n'hésitent pas à s'associer entre elles, voire avec des consortiums financiers comme l'UBAF (qui regroupe le Crédit lyonnais, le B.F.C.E. et vingt-huit banques arabes). En un peu plus de trois mois, leurs activités ont touché une soixantaine de pays. La vitalité est payante : la libano-française présentait au 31 juillet un bilan de 345 millions de francs dont 180 millions étaient engagés et répartis sur près de deux cents dossiers. La Banque de la Méditerranée (France) espère déjà atteindre la taille d'une banque moyenne en fin d'exercice de 1976. Elle crée en outre une banque d'affaires au capital essentiellement saoudien et syrien de 50 millions de francs. Selon les prévisions de chaque banque, le volume de circulation fiduciaire pour l'année en cours variera entre 800 millions et 1 milliard de francs. Ces capitaux sont, pour la plupart, convertis en dollars, en marks ou en francs suisses.

Jusqu'à présent cet afflux d'argent n'a guère profité aux entreprises françaises : il se dirige plus volontiers vers des pays neutres comme le Canada, jugé « politiquement plus stable ». La marche française a plutôt bénéficié du savoir-faire de ces nouveaux intermédiaires, de leur connaissance profonde du Proche-Orient et de ses usages commerciaux. Néanmoins, des sociétés mixtes franco-libanaises se sont constituées, et des prises de participation, notamment dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, sont envisagées. Sont aussi à l'étude des projets de promotion immobilière. La Banque libano-française vient même d'investir dans ce domaine à Monaco.

Pour l'heure, les banquiers libanais s'accrochent des contraintes de la guerre civile. En créant des filiales françaises, ils se sont installés le mieux possible dans le provisoire, qu'ils ont cherché à organiser. D'autant qu'un grand nombre, parmi eux, pensent volontiers qu'une solution du conflit « offrant des garanties de paix suffisantes » s'accompagnerait aussitôt d'un boom dans les investissements au Liban. A quand la reconstruction ?

GEORGES GHOSN.

JAPON

UN APPAREIL DE PRODUCTION ADAPTÉ A LA DEMANDE MONDIALE

La libération progressive des échanges, à partir de 1958, a entraîné un développement très important du commerce mondial. Cependant, cet accroissement a varié selon les secteurs de l'activité. Il en va, en effet, des produits comme des biens vivants : ils naissent, croissent puis déclinent avant de disparaître. Comment les grands pays industrialisés ont-ils réagi devant ce phénomène ? Une étude du Groupe d'études prospectives internationales (GEPI), publiée par le Centre français du commerce extérieur (1), et dont certains éléments ont été analysés dans la revue de l'IN.S.E.E., « Economie et Statistique » (juillet-août 1976), permet de répondre à cette question. Il en ressort que, mieux que tous ses concurrents, le Japon a su adapter son appareil de production à l'évolution de la demande mondiale.

Pour mesurer la capacité d'adaptation des appareils de production des grands pays industrialisés à la demande mondiale, il était nécessaire de connaître l'évolution de cette dernière. Dans un premier temps, le GEPI a donc classé cinquante-quatre types de produits manufacturés en fonction de la croissance en volume de la demande mondiale calculée en taux moyens pendant la période 1960-1970. Six grandes catégories ont ainsi été répertoriées : fortement progressives (taux de progression annuel supérieur ou égal à 9,5 % par an) ; moyennement progressives (entre 7,5 et 9,4 %) ; faiblement progressives (entre 6,5 et 7,4 %) ; faiblement régressives (entre 4,8 et 6,4 %) ; moyennement régressives (entre 4 et 4,7 %) ; fortement régressives (moins de 4 %). Nous donnons dans le tableau ci-dessous le détail du classement de trois de ces catégories.

Fort de ce classement, le GEPI a ensuite analysé l'évolution du taux de couverture (exportations/importations) de chacun de ces produits pour tous les grands pays industrialisés, pendant la période 1964-1972. Cette analyse per-

met en fait d'apprécier dans quelle mesure les pays concernés ont su profiter du développement du marché de certains produits pour s'y placer ou y accroître leur part, et au contraire ont su désemparer le déclin de certains autres pour s'en dégager progressivement.

Dans ce tableau d'honneur de la mutation de l'appareil de production figurent les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale. Mais la palme revient au Japon dont le cas fait l'objet d'une étude particulière. Les résultats obtenus par les Japonais justifient cette attention. On constate en effet qu'en 1964, le Japon a réussi tout à la fois à conserver et même à améliorer ses positions dans l'optique, la photo, les composants électroniques ; à résorber son déficit et à devenir excédentaire dans les machines de bureau, l'informatique, la chimie organique de base, les moteurs, les turbines et pompes, les machines-outils, tous secteurs fortement ou moyennement progressifs, tout en se désengageant de la filature et du tissage de l'habillement et de la confection, des chaussures, des conserves de viande et de poisson, secteurs fortement régressifs.

Un langage commun

Certes, le pays du Soleil levant n'a pas réussi le saut facile dans sa reconversion. Il reste ainsi présent dans les cuir et les fourrures et a vu s'amorcer un déclin dans la bonneterie et la pharmacie. Mais il n'en reste pas moins que sa performance mérite d'être saluée et amène à s'interroger — ce que ne fait pas le GEPI — sur les raisons de ce succès.

Réussir une telle opération suppose des idées et des moyens. Encore faut-il que les uns et les autres ne soient pas trop dispersés. C'est le cas au Japon. « Industriels et pouvoirs publics japonais ont un langage commun, ce qui leur permet de mener des actions cohérentes sur les marchés extérieurs en s'appuyant sur un marché intérieur très protégé », constatait récemment un grand patron français. Reste que cette détermination n'aurait été sans effet si les Japonais n'étaient également parvenus à modifier leur outil de production pour le faire mieux coller à la demande mondiale. La présence de grands trusts exerçant leurs activités dans des domaines proches mais divers et appuyés sur des groupes financiers puissants a sans aucun doute facilité cette reconversion, de même que la densité du tissu industriel japonais et l'existence de réseaux commerciaux, qui ne se contentent pas de vendre mais informent les industriels de l'évolution des marchés et de la demande. Enfin, on ne saurait négliger l'importance des moteurs sociaux bien particuliers qui assurent des rapports plus serrés entre employeurs et salariés au Japon.

Et la France ? Sa performance apparaît médiocre bien que supérieure à celle des États-Unis, des pays de l'Europe méditerranéenne et de la Grande-Bretagne, cette dernière occupant largement la dernière place. En fait, on ne saurait dire que l'évolution de la demande de base, optique, articles en matière plastique, machines-outils, électronique grand public, pour ne citer que l'essentiel.

Sur la période étudiée, conclut le GEPI, évolutions favorables et défavorables se sont pratiquement compensées, ce qui signifie que l'économie française est loin d'avoir bénéficié de toutes les opportunités offertes par l'ouverture de ses frontières.

Faire le procès des industriels français à cette occasion est tentant et il est vrai que dans certains secteurs, la machine-outil par exemple, leur responsabilité est lourde. Toutefois, les échecs des uns ne doivent pas faire oublier les réussites des autres, et il serait injuste de faire porter le chapeau aux seuls chefs d'entreprise. L'industrie française s'est développée relativement tard et ses structures — concentrations récentes, localisation de la production — se prêtent moins facilement qu'ailleurs aux reconversions. Modifier en profondeur un appareil de production suppose que toutes les parties prenantes : pouvoirs publics, industriels et travailleurs soient convaincus de l'ampleur de l'enjeu et tirent dans le même sens. C'est là aussi affaire de consensus. Car l'enjeu est important. La spécialisation influe,

en effet, directement sur la croissance et les taux de change. Comme l'écrit justement le GEPI : « Dans le cas de l'évolution de l'appareil de production (d'un pays) n'est pas bien adaptée à celle de la demande mondiale, son solide commercial tend à se dégrader (...) puisque si les parts de marché du pays considérées restent constantes, le volume de ses exportations — composées principalement de produits régressifs — tend à croître moins vite que celui de ses importations — composées principalement de produits progressifs. Les contraintes d'équilibre externe conduisent donc un tel pays à choisir entre un ralentissement de la croissance en volume et une dévaluation de la monnaie nationale. Inversement lorsque le processus de spécialisation est favorable, le pays considéré a la choix entre une accélération de sa croissance en volume et une dévaluation. » L'exemple du Japon dont la croissance a très fortement augmenté, et de l'Allemagne fédérale qui a vu sa monnaie s'apprécier continuellement, viennent à l'appui de cette thèse.

PHILIPPE LABARDE.

CATÉGORIES	Taux (%)
FORTEMENT PROGRESSIVES	de croissance annuel moyen
1. Machines de bureau, informatique (1)	12,4
2. Articles en matière plastique	12,5
3. Composants électroniques (1)	12,3
4. Optique, appareils photo et cinéma	11,6
5. Chimie organique de base (1)	11,4
6. Plastiques, fibres synthétiques et artificielles (1)	11,4
7. Appareils de maintenance et de R.T.P.	10,2
8. Bonneterie	9,6
9. Bonneterie	9,5
CATÉGORIES MOYENNEMENT PROGRESSIVES	
10. Machines pour industries spécialisées	9,3
11. Appareils et fournitures électriques	9,1
12. Produits pharmaceutiques	9
13. Moteurs, turbines, pompes	8,5
14. Électronique grand public	8,4
15. Machines-outils	8,3
16. Appareils électroménagers	8,2
17. Grasse chimie organique ..	8,2
18. Peintures, colorants	7,9
CATÉGORIES FORTEMENT RÉGRESSIVES	
19. Produits de toilette, détergents	3,9
20. Sucres, confiserie	3,6
21. Filature et tissage	3,5
22. Conserves de viande et poissons	3,5
23. Chaussures	3,1
24. Habillement, confection	2,6
25. Produits à base de céramiques	2,2
26. Corps gras animaux et végétaux	1,6
27. Cuir et peaux, fourrures	0,3

(*) Ce classement est fondé sur la « véritable » demande mondiale, c'est-à-dire la somme des productions nationales. Elle ne se confond pas avec la demande « apparente » découlant du seul commerce international.

(1) Produits à forte intensité capitaliste et technologie élevée.

Les banques libanaises à Paris

Voici la liste provisoire des banques libanaises inscrites sur la liste de l'Association française des banques (A.F.B.) :

— Banque libanaise pour le commerce (capital : 5 millions de francs), créée en mars 1966, succursale de la Banque libanaise pour le commerce-Liban ;

— Banque libano-française (capital : 10 millions), contrôlée par Suez à 70 %, créée en mars 1976 ;

— Banque européenne pour le Moyen-Orient, France (capital : 12 millions), créée en mars 1976. Fait partie d'un holding du Crédit libanais, situé au Luxembourg ;

— Banque de la Méditerranée, France (capital : 5 millions), créée en avril 1976, contrôlée par la Fidelity Bank à 55 % et Méditerranée-Liban ;

— Banque de l'Orient arabe et de l'outre-mer (capital : 10 millions), contrôlée par la Banque du Liban et d'outre-mer à 50 % ;

— Banque d'affaires franco-arabe (capital : 50 millions de francs), créée en juillet 1976.

En instance et sous toutes réserves :

— Libanese Arab Bank.

— Middle East Arab Bank.

République algérienne démocratique et populaire

MINISTÈRE DU COMMERCE

L'Institut National Algérien du Commerce Extérieur (COMEX), organisme de promotion des échanges extérieurs créé par ordonnance du 24 juillet 1975, informe ses correspondants que, à la suite du rattachement de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Alger à l'Institut National Algérien du Commerce Extérieur (COMEX), son siège social précédemment situé au 40, 42, rue Larbi-Ben-M'hidi, ALGER, a été transféré au 6, boulevard Anatole-France à ALGER - Téléphone : 62-70-44 à 47 - Téléc : 52768 CENACCA.

MELUN

5^e Salon

16-21 SEPTEMBRE 1976

ÉCONOMIES et CHAUFFAGE

MAROC

Les arboriculteurs veulent relancer la production et les exportations d'agrumes

SUR une face des billets marocains de 10 dirhams, une femme est en train de trier des oranges. Les agrumes — secteur qui emploie plus de cinquante mille personnes — sont, en effet, la troisième richesse du pays, après les phosphates et les gains de l'émigration. Cette année, les arboriculteurs marocains ont quelques inquiétudes : les exportations, qui représentent pour

une campagne normale quelque 500 à 550 millions de dirhams (1), ont diminué de 80 millions en raison des conditions climatiques. L'Association des producteurs d'agrumes marocains (ASPAM), qui a tenu cet été son assemblée générale à Agadir, a étudié un plan destiné à relancer la production et les exportations d'agrumes, de clémentines et de pamplemousses.

De notre envoyé spécial

Agadir. — A peine posons-nous le pied sur l'aéroport d'Agadir que nos hôtes nous font remarquer : « Vous voyez, tout est calme, on ne tire pas de coups de feu. Il n'y a pas de guerre. » En effet !

La ville neuve, toute blanche, baigne tranquillement dans une brume moite. Le vent du large ramène par bouffées l'odeur des sardines déchargées dans le port. Il règne, dans la zone des grands hôtels en front de mer, le calme des stations balnéaires en fin de saison : les touristes ne se sont pas risqués dans cette région. Crainte de la guérilla avec les sahraouis (Le Monde des 6, 7 et 8-9 août) ?

Très vite un autobus au confort sommaire nous conduit dans la vallée du Sous, entre le Haut-Atlas (Nord), l'Anti-Atlas (sud) et le Djebel Siroua (est). Dernière des huit régions productives d'agrumes du Maroc, la plus au sud, la plus exposée à la sécheresse et au chergel, ce vent chaud des sables qui fait tomber les fruits.

Les agrumes sont cultivés ici depuis 1830. Sur 100 hectares d'abord, sur 17 000 hectares aujourd'hui. Moitié clémentines, moitié oranges et mandarines, et quelques hectares de pamplemousses. Un problème majeur : l'eau. Les nappes phréatiques s'épuisent. Il faut creuser des puits de plus en plus nombreux, de plus en plus profonds. Les agrumes sont « exigeants » : il faut 12 000 à 15 000 mètres cubes par hectare chaque année.

Premier arrêt : une exploitation de quelque 90 hectares à Anzou, dans le Cercle d'Oued Tamez, à une quarantaine de kilomètres d'Agadir. La plantation a appartenu à un colon français ; elle est gérée, depuis la nationalisation, par une société d'Etat, la SOEDA (Société de développement agricole). Vision étonnante au milieu des terres calcaires, sur le sol d'un long rectangle de verdure où, sur une pelouse, grasse, poussent en rangs réguliers des clémentines et des oranges aspergées grâce à une tuyauterie compliquée. L'eau provient de six puits profonds de 38 à 44 mètres.

A peine le car est-il arrêté, qu'une sous-vente de humeurs se dispersent dans les arbres, comment la taille des branches, retournent les feuilles, tâtent le sol. Les responsables de l'exploitation n'ont pas le temps de répondre à un flot de questions sur l'indicateur « annulaire » des clémentines, les plans de fumure, le « surpassement » des arbres. La voir la plus étonnante au milieu de ce brouhaha est celle d'une vieille femme : front et menton tatoués de bleu, enroulée dans une multitude de voiles blancs et roses, épinglée de médailles de culte, elle questionne sur la richesse en phosphate du sol — il en regorge — sur la chlorose ferrugineuse (la maladie des sols calcaires) importante dans cette région. On nous la présente avec fierté : « Elle possède, nous dit-elle, une quinzaine d'hectares dans la région de Fès, et elle fait si bien travailler ses hommes que le taux d'écart de triage (fruits de calibre trop petit) est trois fois inférieur à celui des grandes exploitations. »

La plus grande usine de jus de fruit

Il faut que le chauffeur du car donne de grands coups de trompe pour décider tout ce monde à partir. Une trentaine de kilomètres encore dans un paysage de terre crue traversé par des canaux, plantés d'arbres épineux. La route passe à proximité de gourdins entourés d'étoffes qui jouent. En, dernière, un bouquet de lauriers roses, une usine. La plus importante usine de jus de fruit de tout le bassin méditerranéen, nous assure-t-on : « Même en Israël, même en Espagne, ils n'en ont pas comme ça. » Pendant les récoltes, elle traite environ 80 000 tonnes d'agrumes, 10 000 tonnes de pamplemousses, 4 000 à 5 000 tonnes de clémentines. Des fruits de petite calibre inappropriés à l'exportation. C'est un enchevêtrement de tubes, d'écus, de tapis roulants, pressoirs, autoclaves, qui ne laissent quasiment rien échapper du fruit : ici, une tour de tubulures récupère les parfums qui serviront à « faire le goût » des jus synthétiques ; là, des

appareillages couverts de cadrans et de manomètres, des réservoirs où les écorces et la pulpe deviennent des aliments pour le bétail ; presque aussi riches que l'orge ; enfin, les pressoirs, les embouteilleuses, les cuves de concentration, les tunnels de congélation où le jus est fait et conservé. La production de cet établissement on le retrouve sous des étiquettes connues : Joker, Pampryl, Pam-Pam, Orangina... Impressionnant secteur qui réalise 25 millions de dirhams de chiffre d'affaires par an, et dont l'activité est désormais coordonnée avec les autres usines de transformation du pays pour que, en éliminant la concurrence, chacune puisse tourner à plein pendant toute la campagne.

Ce réseau d'usines permet ainsi aux producteurs de ne pas perdre la production de petit calibre : on leur paye ces fruits 0,10 dirham le kilo.

Le président de l'entreprise, M. Kabhage Abbes, se taille un beau succès en faisant visiter les congélateurs où, au milieu de ce semi-désert, les jus sont stockés par moins quarante degrés. Après « un jus d'orange d'orange », M. Kabhage Abbes, qui préside une douzaine de conseils d'administration dans la commerce ou l'hôtellerie, nous conduit sur une de ses exploitations dans la région de Taroudant, à environ 80 kilomètres d'Agadir. C'est une ferme à la californienne : plus de 300 ha, dont 180 ha plantés en arbres fruitiers, cent soixante salariés permanents « dressés », c'est le mot qu'il emploie — à toutes les tâches. Ils font tout, en effet, sur l'exploitation : de l'installation des puits, des moteurs de pompes, des canalisations, au tri et au conditionnement des fruits. Une centaine de vaches et autant de moutons donnent le fumier dont le sol instable a besoin. Bien que triviale, cette visite vous laisse penser que M. Kabhage Abbes mène ses affaires à la fois comme un prince féodal — les ouvriers le saluent avec des marques de respect presque craintives — et comme un « manager » averti — un agent de

De nouveaux débouchés

L'ASPAM a élaboré un plan de relance des cultures. L'Office du commerce extérieur (OCE), qui se charge de toutes les exportations d'agrumes, a fait de même après une étude du marché mondial montrant que la demande est loin d'être saturée. On nous a indiqué à gros traits que ces deux projets tendaient à réduire les frais d'approche dans les ports européens pour améliorer la compétitivité des produits. En effet, un kilogramme d'agrumes qui vaut par exemple 1 dirham à son départ du Maroc, coûte 5 dirhams à son arrivée dans un port français. En outre, il est prévu d'importer des investissements pour le stockage des fruits et un renouvellement des plantations en faisant appel à des variétés qui ne soient pas concurrencées par celles d'Espagne et d'Italie. Enfin, les agrumiculteurs pensent pouvoir trouver de nouveaux débouchés et notamment en Union soviétique : l'U.R.S.S. conclut un contrat pour la livraison de 220 000 tonnes au cours de la campagne en cours.

Reste à savoir quelle sera la fortune de ces projets. D'abord en raison des conditions climatiques et notamment du manque d'eau de plus en plus sensible dans le sud du Maroc. Le président de l'ASPAM relève bien ces difficultés dans son rapport, mais ne paraît pas en tirer de relations « écologiques » avec la baisse de production ou sa médiocrité. Or, n'est-il pas risqué de « forcer » une production dans ces conditions ? D'autant qu'il note lui-même la très rapide augmentation des coûts de production et notamment des salaires.

Ensuite parce qu'en cas de mévente

change paierait l'accompagnement. Retour à Agadir pour un spectacle de danse et de chant, sur la plage, éclairé par d'immenses brasiers.

A l'assemblée générale de l'Association des producteurs d'agrumes (ASPAM) étaient venus cinq cents arboriculteurs de toutes les régions productives. Ils étaient sagement assis dans le grand salon de la mairie sous les regards tristes du roi placardé aux quatre murs. Le gouverneur de la région est là, ainsi que le directeur des domaines du roi, le directeur de l'Office du commerce extérieur (OCE) allongés sur une estrade avec le président et les vice-présidents de l'ASPAM. Scène banale, comme calquée sur un comice d'Auvergne ou de Bretagne. Elle nous paraît insolite devant cet auditoire d'hommes en robes blanches, blanches ou rayées. Poils de l'usage. Et le président de l'ASPAM, M. Ahmed Nejjaï, fait le bilan de l'année écoulée. La production ? Beaucoup de petits calibres, en raison d'un manque d'eau en été et à l'automne suivi de trop fortes pluies, de vent et de gel en hiver. Certes, le tonnage, 680 000 t, a été supérieur à l'année précédente, 580 000 t. Mais les exportations ? Plus faibles : 460 000 t en 1975-1976 contre 484 000 t en 1974-1975. La baisse est encore plus impressionnante par rapport à 1972-1973 où les ventes à l'étranger atteignent 712 000 t. Cette évolution est d'autant plus grave que les agrumes sont la troisième ressource du Maroc, après le phosphore et les transferts des travailleurs émigrés.

Comment l'explique-t-on ? Vieillesse des plantations qui favorise le développement de certaines maladies des agrumes ; faiblesse des recettes de production au cours des années passées qui n'ont pas encouragé les producteurs à faire de nouvelles plantations ; « forçage » à l'exportation des vergers par les colons avant la nationalisation ; absence d'un plan précis de reconversion des variétés ; organisation des pépinières ; augmentation des coûts de production ; faiblesse de l'encadrement technique des producteurs dans un secteur où l'intervention de l'Etat est presque inexistante.

sur les marchés extérieurs, pour quelques raisons que ce soit, le marché de la consommation intérieure n'est pas capable actuellement d'absorber ce surplus. La capacité de transformation des usines est de 130 000 tonnes environ. Mais plus des 2/3 des jus et concentrés sont eux-mêmes destinés à être exportés. Reste donc la consommation de bouche locale. Elle n'a représenté que 35 000 tonnes l'an passé. M. Ahmed Nejjaï se plaint amèrement qu'il n'existe pas une politique de développement de la consommation et de celui payé au producteur pour les fruits vendus à l'intérieur est particulièrement aberrant et dénote d'un profond manque de vision. Les fruits qui nous voyons empliés dans le souk d'Agadir se vendent en effet de 1,5 à 3 dirhams le kilogramme alors que les producteurs touchent à peine 0,20 à 0,45 dirham. Une organisation de consommateurs européenne en aurait fait le fièvre. D'autant que dans cette ambiance magique des marchés africains il faut discuter au centime.

(1) 1 dirham = 110 F.

ALAIN GIRAUD.

● L'Association française de sciences économiques tiendra du 22 au 24 septembre à Toulouse un colloque sur le thème « Comportements d'épargne et de consommation ». Secrétaire du colloque : Université des sciences sociales de Toulouse, place Anatole-France, 31070 Toulouse, Cedex.

PRÉPARÉ À LA DEMANDE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Un rapport d'« experts » dénonce les causes structurelles de l'inflation

De notre correspondant

Bruxelles. — L'inflation dans les pays du Marché commun serait essentiellement structurelle, même si son accélération est en partie due à des causes conjoncturelles. Aussi faudrait-il procéder, si l'on veut l'enrayer, à des réformes de structures permettant d'orienter vers un nouveau type de croissance. Tel quel, le modèle libéral des économies européennes serait incapable de combattre l'inflation ; la poursuite des techniques traditionnelles de lutte contre l'inflation ne pourrait qu'entraîner une succession de crises économiques, sociales et politiques, chaque fois plus brutales et profondes.

Telles sont les principales conclusions du rapport établi à la demande de la Commission de Bruxelles par un groupe d'experts européens, présidé par M. Madaïa, commissaire belge au Plan, et dont faisait notamment partie M. Delors, ancien conseiller de M. Chaban-Delmas, aujourd'hui membre du brain-trust de M. Mitterrand. Ce groupe avait présenté en juillet 1975 un rapport intérimaire ; malgré les réactions négatives à cette première version de M. Haferkamp, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, le groupe Madaïa a repris dans son rapport final, dans un style abrupt, il est vrai, ses conclusions initiales. M. Haferkamp a, contrairement à la coutume, bloqué sa diffusion. Cependant, à la suite des « fuites » diverses (notamment par l'hebdomadaire belge « Notre Temps »), qui a publié le texte intégral, la Commission de Bruxelles l'a rendu public, en cherchant toutefois à en atténuer l'importance. Ses conclusions sont d'ailleurs contestables : les pays qui font plus confiance aux thérapies classiques et au jeu du marché — l'Allemagne fédérale et la Suisse — ne sont-ils pas aussi ceux qui ont combattu l'inflation le plus efficacement ?

La Commission ne pouvait le garder secret plus longtemps, puisque M. Delors, secrétaire de la F.G.T.B. (syndicats belges) et président du groupe des travailleurs au sein du Comité économique et social de la C.E.E., avait demandé à M. Ortoli, président de la Commission de Bruxelles, d'engager un débat sur le thème de l'inflation dans le Marché commun, à partir du rapport Madaïa. Pour les auteurs du rapport, le modèle de développement des économies européennes qui, dans l'après-guerre, leur a assuré la croissance et le plein emploi débouche maintenant sur l'aggravation simultanée de l'inflation et du chômage. Aussi est-il nécessaire de définir un nouveau type de croissance, dont les principaux objectifs soient le rétablissement du plein emploi, la réduction des inégalités (grâce à une réforme de la fiscalité), le développement des pratiques démocratiques dans les collectivités sociales et politiques, l'amélioration de la qualité de la vie et la protection de l'environnement.

Le rapport ne se prononce pas sur le contenu et les modalités de réalisation de ces objectifs : il ne se prononce en exergue la nécessité d'une part de mieux appréhender et mesurer les aspirations et les besoins des citoyens ; d'autre part, de faire en sorte que les citoyens et les groupes sociaux adoptent une autre manière « de compter et de raisonner ». Ils soulignent à ce sujet le besoin impérieux de substituer à la notion de « revenu personnel » — dont l'amélioration était jusqu'à présent la principale revendication des salariés — celle de « revenu social », celui-ci prenant en compte la consommation aussi bien que l'épargne traditionnelle des ménages, les biens et services fournis à prix réduits ou gratuitement aux ménages par la collectivité (médicaments, logements sociaux), l'usage des équipements collectifs, la satisfaction tirée de l'organisation de la vie et notamment du travail (loisir, participation aux décisions). En bref, ce que l'on appelle en France la « consommation élargie » des ménages, concept qui a conduit à la révision récente de la comptabilité nationale.

Pour atteindre ces objectifs, il faut, pensent les rapporteurs, s'attaquer aux causes profondes de l'inflation, au premier rang desquelles figure la politique des sociétés multinationales. Il est symptomatique que, dans le rapport intérimaire, le groupe Madaïa ait relevé en premier lieu parmi les facteurs inflationnistes « la multiplication et le développement d'entreprises monopolistiques multinationales ».

Contrairement aux petites et moyennes entreprises, les multinationales, compte tenu de leur faible part dans le chiffre d'affaires d'un secteur donné (en France, 22 % de la métallurgie, 80 % de l'extraction et de la préparation des métaux, 77 % de la sidérurgie, 65 % de la construction aéronautique), échappent aux schémas classiques de la formation concurrentielle des prix et de la flexibilité de l'offre et de la demande. Pour le groupe Madaïa, le développement de ces firmes a pour conséquence directe d'empêcher une baisse des prix à la consommation. Elles fixent généralement, précise-t-il, leurs prix en fonction des entreprises marginales. « Il en résulte une sorte de « price umbrella » (parapluie des prix) pour les petites entreprises, que les grandes firmes, ou les pouvoirs publics, entendent maintenir sur le marché. Cette politique permet de maintenir sur le marché des concurrents de tailles très différentes et procure aux entreprises plus rentables des positions de rente qui conditionnent leur expansion et leur puissance ultérieures. »

Le rapport analyse les effets des techniques utilisées par ces firmes dans leurs échanges avec leurs filiales ; elles peuvent ainsi aggraver l'inflation d'un pays en élevant presque impunément les prix de ses importations en provenance de leurs filiales étrangères. De telles pratiques ont finalement pour effet, contrairement aux objectifs de la concurrence, d'aligner de façon permanente les prix vers le haut et de ralentir le processus de modernisation de l'appareil de production ; cette dernière conséquence réduit les possibilités ultérieures d'abaissement des prix.

La concurrence que se livrent les multinationales, précise le rapport, s'exprime le plus souvent par des dif-

férences et des sophistication artificielles de produits, qui débouchent sur des hausses de prix, ou qui freinent des baisses rendues possibles par le progrès technique. Aussi, les auteurs du rapport préconisent-ils, en priorité, une action au niveau des Etats membres et de la C.E.E. afin d'encadrer l'activité des multinationales. Ce contrôle devrait prendre, selon eux, trois formes :

● Améliorer l'information sur ces firmes, en assurant le secret statistique et fiscal afin de connaître, de façon précise leur chiffre d'affaires et la structure de leurs coûts de production ;

● Accroître le contrôle des concentrations, grâce à l'obligation, pour les multinationales, de solliciter une autorisation préalable pour toute opération de ce type ;

● Négocier des contrats de programme entre chaque entreprise, les pouvoirs publics et les syndicats, comportant des normes et des orientations en liaison directe avec l'inflation (prix, salaires, avantages sociaux, profits), des mesures de modernisation et de reconstruction (notamment en matière d'emplois et d'investissements), une liste des avantages accordés par les pouvoirs publics à l'entreprise et, en contrepartie, les obligations que contracte celle-ci à l'égard de l'Etat.

Une consommation non inflationniste

La mise en place d'un nouveau mode de développement doit s'accompagner également d'un changement de type de consommation, souligne le rapport des experts. Pour infléchir le mode de consommation actuel — « souvent futile, ostentatoire ou tout au moins peu essentiel », — les auteurs préconisent, même s'ils sont conscients des difficultés en raison de la pesanteur des mentalités — la mise en œuvre de quatre actions majeures :

● Élargir la gamme des besoins à satisfaire, afin d'améliorer la qualité de la vie et de mettre un frein aux revendications purement quantitatives ;

● Réduire la hiérarchie des revenus ;

● Protéger le consommateur en lui donnant les moyens de déceler les innovations purement fictives, les différenciations artificielles des produits et les hausses de prix injustifiées ;

● Combattre le gaspillage en favorisant la production de biens plus durables, en donnant la priorité aux transferts collectifs et en permettant d'économiser l'énergie.

Contrairement à la technique classique de compression des dépenses publiques en périodes de poussée inflationniste, le rapport Madaïa préconise enfin un recours accru aux budgets nationaux afin d'aménager le cadre de vie collective, donc de lutter contre les différentes formes d'inégalité. Il dénonce d'ailleurs les réductions de dépenses qui portent sur les investissements publics, contrariant le développement des biens et services collectifs indispensables à une régression progressive des injustices.

Les auteurs du rapport ne cachent cependant pas qu'un accroissement des dépenses publiques pose un dilemme, si l'on n'est pas prêt simultanément à augmenter la ponction fiscale ou à privatiser certaines fonctions collectives. Pour le résoudre, ils se prononcent en faveur d'un renforcement de la sélectivité et de l'efficacité des dépenses publiques. C'est ainsi qu'ils suggèrent une révision des exemptions fiscales, prévoyant remplacer cette forme de subventions indirectes par des subventions directes plus transparentes.

Cette réorientation des dépenses publiques — ainsi que diverses actions complémentaires dans d'autres secteurs, ne peut cependant se faire, selon les rapporteurs, sans un renforcement de la planification. Elle ne doit plus être seulement un cadre prévisionnel, mais devenir un instrument d'intervention, pouvant même agir directement là où la concurrence est défaillante. Les plans nationaux — « rigoureux, démocratiques et adaptables annuellement » — devraient à l'avenir comporter obligatoirement les dépenses publiques prioritaires, concluent les auteurs. (Interim.)

Collection « Relations sociales »

(Économie et Humanisme)

Françoise HOLT-BONNEAU.

DÉJOUER LA PUBLICITÉ

POUR DES CONSOMMATEURS CONSCIENTS

La consommation n'est pas un acte neutre et la publicité n'est pas un simple divertissement. Attention ! Danger !

Un volume de 176 pages - 13,5 x 21 32

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES - PARIS

parlez ANGLAIS ...

LOGOS

centre privé de formation
4 Villa Orsano 75018
PARIS Tél. 855.09.05

TOURS Tél. 80.23.21
NANTES Tél. 87.70.90
ORLÉANS Tél. 68.24.20

L'agriculture est un atout essentiel de l'économie française. Le Crédit agricole apporte un appui décisif à sa modernisation



Le Crédit agricole aujourd'hui / 2

Depuis 1945 notamment, le Crédit agricole a largement contribué à transformer l'agriculture en France. En l'aidant à moderniser ses structures, à s'équiper, à mieux contrôler la transformation et la commercialisation de ses produits, il en a fait l'un des fondements de notre économie. Il travaille désormais à lui donner aussi l'environnement qu'elle mérite.

Du seul point de vue de notre balance commerciale, l'agriculture constitue désormais un atout national. Encore déficitaire il y a 10 ans, la France est aujourd'hui, en valeur, après les États-Unis, le 2^e exportateur mondial de produits agricoles et alimentaires. En 1974, avec 38,4 milliards de F de produits exportés, l'agriculture a contribué pour près de 18 % au total de nos exportations. Ses excédents ont fortement participé au réajustement de nos échanges internationaux : à eux seuls, ils ont couvert le cinquième du déficit commercial résultant de nos importations d'énergie. Et malgré le fléchissement enregistré en 1975, les objectifs fixés par le VII^e Plan soulignent le caractère dynamique que ce secteur doit continuer à revêtir pour l'ensemble de notre économie.

Une mutation en trente années

Ce poids acquis par l'agriculture est le résultat de 30 années d'efforts soutenus pour s'équiper, moderniser ses structures, organiser la transformation industrielle et la commercialisation des produits agricoles. Cette mutation spectaculaire, l'agriculture n'a pu l'accomplir depuis 1945 que parce qu'elle disposait déjà d'un instrument financier spécifique : le Crédit agricole mutualiste. Mais ceci est une longue histoire.

Le Crédit agricole est né — Caisse locale : 1894, Caisse régionale : 1899 — parce qu'à la fin du 19^e siècle, les agriculteurs français ne pouvaient trouver auprès des banques, pourtant en plein développement mais tournées surtout vers l'industrie, les

financements dont ils avaient besoin pour faire face à l'irruption du machinisme, des engrais et à une crise née de l'accroissement des échanges internationaux de denrées agricoles.

L'agriculture « industrie lourde » A la terre, le besoin de capitaux à long terme est une donnée permanente. Le foncier coûte cher. Sa mise en valeur exige de lourds investissements en bâtiments, en aménagements des sols, en outillage, en cheptel. Aujourd'hui encore, le capital foncier représente 56 % de l'actif du bilan de l'agriculture.

En proportion de son chiffre d'affaires, l'agriculture moderne exige 4 fois plus de capital que la sidérurgie et 8 fois plus que l'industrie alimentaire. Pour produire 1 F de valeur ajoutée, elle utilise

7 fois plus de capital net que la moyenne des autres secteurs. En outre, parce qu'elle est tributaire des facteurs naturels — il faut 5 ans pour commencer à récolter une vigne ou un verger —, parce qu'elle est soumise aux aléas du temps, des saisons et des rendements, elle ne peut vivre et se moderniser qu'en disposant d'un crédit approprié, plus long, plus souple et moins cher que celui consenti par les banques.

1900 : la recherche d'un financement adapté

Aidés par l'État, les agriculteurs et leurs syndicats créent donc, sur un mode mutualiste et coopératif, leur propre banque agricole. En 1900 la France compte déjà 2 000 Caisse locales et 170 000 sociétaires du Crédit agricole.

La priorité agricole Parce qu'ils doivent investir plus qu'ils ne peuvent écouler, les agriculteurs ont besoin de ressources collectives en dehors de l'agriculture. A l'heure actuelle, l'agriculture ne fournit que le quart des ressources d'énergie du Crédit agricole. Elle reçoit cependant plus de la moitié de l'ensemble des prêts attribués.

Certes, l'institution dispose déjà de structures professionnelles et mutualistes bien adaptées : décentralisées, les Caisse locales et régionales restent proches des emprunteurs et peuvent assurer une solidarité financière entre leurs membres, mais l'insuffisance de leurs capitaux propres les empêche de financer certains investissements à long terme. L'État, qui a dès 1897 « doté » le Crédit agricole de 40 millions de francs or et d'une redevance annuelle de la Banque de France, s'attaque au problème fondamental : les prêts à long terme. En 1906 le Crédit agricole est autorisé à accorder des prêts à long terme aux coopératives, puis en 1910, des prêts à long terme pour les exploitants.

1920 : la création de la Caisse nationale

Mais seul un organisme à l'échelon national peut à la fois coordonner et compenser l'action de toutes les Caisse régionales en France, et surtout assumer cette fonction vitale : le financement à long terme de l'économie agricole et sa répartition nationale. La création en 1920 d'un organisme juridique « inédit » superposant un établissement de droit public — Office national du Crédit agricole — en 1920, devenu en 1926 Caisse nationale de Crédit agricole — à des sociétés coopératives de droit privé, les Caisse locales et régionales, donne au Crédit agricole une structure originale qui, à l'usage, devait se révéler particulièrement efficace. En 1942, la Caisse nationale est autorisée à émettre des bons à

5 ans et en 1946 des bons à 3 ans. En 1950, elle lance son premier emprunt à long terme.

1966 : l'autonomie financière

En 1966, une réforme décisive lui accorde l'autonomie financière. Désormais, la Caisse nationale est en mesure de gérer librement la totalité de ses ressources monétaires et d'épargne. Cette autonomie lui permet de déployer une politique financière plus efficace et plus équilibrée, par une redistribution mieux pondérée des ressources aux Caisse régionales, selon leurs besoins, soit par région soit par secteur agricole.

1971 : de nouvelles missions

Aujourd'hui, avec 110 milliards de chiffre d'affaires, l'agriculture ne serait plus l'équivalent des branches « automobile » et « chimie » récentes, et, depuis 1944, pour reconstruire et moderniser l'agriculture, le Crédit agricole n'avait pu accéder avec l'aide de l'État des prêts à bas taux d'intérêt aux agriculteurs, aux artisans ruraux et aux coopératives. Dès le début de cette décennie, c'est encore pour aider l'agriculture à atteindre sa taille de pleine efficacité que le Crédit agricole va désormais se consacrer, directement ou par l'intermédiaire de ses filiales spécialisées, à trois missions prioritaires : amélioration des structures, création d'une industrie agro-alimentaire compétitive, « désenclavement » des zones rurales par la création d'activités d'appoint et d'aval dynamiques et la protection du milieu naturel.

La « réforme » de 1971, en ouvrant le Crédit agricole à de nouveaux sociétaires : artisans ruraux autres

L'investissement et le progrès agricole

Actuellement, l'investissement d'exploitants — bâtiments, matériels, cheptel, plantations, etc. — représente les 4/5 du total des capitaux investis dans l'agriculture, y compris le foncier. Ces investissements, en grande partie financés par le Crédit agricole, accroissent les importations de produits de l'agriculture qui ont été, au cours des dix dernières années, supérieures à ceux des autres secteurs d'activité.

que ceux travaillant pour l'agriculture, professions libérales exercées en milieu rural, propriétaires, salariés, retraités ou associations en milieu rural, a confirmé cette orientation. De 1969 à 1974, le nombre des sociétaires du Crédit agricole s'est accru de 300 000. Le Crédit agricole est désormais en mesure de mener, dans le prolongement de son rôle de « banque de l'agriculture », une politique rurale qui vise à donner aux agriculteurs, à leurs coopératives et à l'ensemble des habitants des zones rurales l'environnement social, technique et de loisirs auquel ils aspirent.

Le bond en avant de la production chinoise

par GILBERT ETIENNE

CONTRASTE étonnant : Mao Tse-tung hérite, en 1949, d'une économie délabrée par la guerre, rongée par l'inflation et par les injustices sociales. Aujourd'hui, il laisse un pays en pleine expansion, des structures économiques à la fois rigoureuses et délicates, un appareil toujours plus diversifié de production.

Arrêtons-nous aux dernières étapes de cette longue marche de l'économie.

Ces dernières années, la hausse de la production alimentaire ne fait pas de doute, malgré l'incertitude des estimations. Plus sûr indicateur : la baisse sensible des importations de blé ; le maintien d'exportations de riz, qui se situent autour de 1 million de tonnes par an, sinon plus.

Le paysage rural se transforme, comme les moyens de production. Grands travaux hydrauliques, combinant les forces de manœuvre, la brousse, les calculs de l'ingénieur, les gros engins de chantier, le béton armé, les équipements électriques.

Puits tubés à pompe en Chine du Nord, pompes au bord des rivières, dans le Sud, renforcent les rendements des terres. La consommation des engrais chimiques augmente, même si les doses moyennes à l'hectare restent assez faibles, sauf dans les communes d'avant-garde. Les engrais organiques sont recueillis avec encore plus de soin que par le passé. Le tracteur et le motoculteur ne sont plus des objets insolites, comme dans les années 50.

Dans cette chaîne, un maillon important reste fragile, la recherche fondamentale, la mise au point de

nouvelles semences, tâche aussi impérative que la progression des engrais et de l'irrigation.

Tout ce mouvement exige une planification beaucoup plus élaborée que par le passé, depuis les ministères centraux à Pékin jusqu'aux bureaux des districts et des communes, et c'est là où des faibles, en partie mal évitables, apparaissent. Lors de la conférence nationale sur l'agriculture (automne 1975), M. Huo Kuofeng (à l'époque ministre de la sécurité, aujourd'hui premier ministre) soulignait le besoin de renforcer à la fois la ferveur idéologique et l'efficacité pratique des cadres. Il dénonçait, entre autres, le laisser-aller, la paresse de certains fonctionnaires, critiques dont on retrouve des échos dans la presse et à la radio. Celles-ci évaluent aussi des cas de corruption et autres abus. En même temps un gros effort est demandé aux cadres des districts pour améliorer la planification.

Non moins délicate est la lutte contre les risques de déviation. Le secteur privé (lopins de légumes, porcs, volailles) correspond à 20 et 30 % du revenu collectif du paysan. Pour celui-ci, la tentation reste latente ou ouverte de s'occuper plus de ses porcs et porcelains que des travaux collectifs. Il faut cependant souligner la grande lucidité des dirigeants dans leur souci d'éviter les trop vifs antagonismes entre intérêts privés et collectifs, de même que les soins pris à ne pas écarter les paysans par des prélèvements excessifs de grains au profit de l'État.

Nouvelles usines

Les petites cimenteries, usines d'engrais chimiques, de moteurs, de pompes, continuent à se multiplier au niveau des districts et des villes de province, mais les Chinois mesurent aussi les limites des technologies intermédiaires.

Ces dernières années, les commandes à l'étranger d'usines clés en main totalisent 2 milliards de dollars, souvent selon des formules de paiement différé (cinq ans, 6 %). Ainsi, treize grands complexes d'armement synthétique et d'engrais azotés (500 000 tonnes d'engrais par an) sont en construction avec la collaboration de firmes néerlandaises-américaines, japonaises, françaises. Signales d'autres usines dans la pétrochimie : fibres synthétiques, maté-

riels plastiques, et de grosses commandes d'équipement sidérurgique à l'Allemagne fédérale et au Japon.

La création de ces nouvelles usines entraîne la présence en Chine de plusieurs équipes d'ingénieurs et techniciens étrangers (phénomène devenu rare entre 1960 et 1970) et d'efforts accrus dans la formation des cadres chinois. Or les remous répétés dans les universités créent des complications évidentes. On notera, par ailleurs, l'envoi de stagiaires chinois à l'étranger : deux cent cinquante d'entre eux sont, par exemple, en formation à Houston (Texas) dans une grande société américaine, dont la filiale hollandaise est en train de monter huit des grandes fabriques d'engrais azotés.

Le pétrole et les infrastructures

La production de pétrole atteint 80 millions de tonnes en 1975, on parle de 100 millions pour cette année. De sérieux obstacles restent à surmonter dans l'infrastructure. Le premier obstacle est entré en fonction, ce qui ne représente qu'un début. L'agrandissement des ports avance, mais ceux-ci ne peuvent encore accueillir que des tankers et autres bateaux ne dépassant pas 50 000 à 100 000 tonnes. Ici aussi la politique économique devient complexe, d'autant plus qu'il faut tenir compte du marché mondial. Ainsi, diverses difficultés sont survenues entre Tokyo et Pékin, au point que les importations japonaises de pétrole chinois sont pour le moment en baisse.

Ce vaste processus, qui s'accompagne de l'utilisation croissante du pétrole dans l'industrie et les transports, met aussi à rude épreuve l'appareil de planification.

Nets progrès également dans les transports et voies de communication. L'asphalte commence à marquer les campagnes, les camions se font moins rares. De nouvelles voies ferrées sont ouvertes. La rentabilité du réseau s'améliore.

Malgré ce mouvement, les transports restent un secteur délicat, au moment où l'industrie connaît un taux annuel de croissance d'environ 8 à 10 %.

Après les mauvaises expériences faites avec les Soviétiques, les Chinois, pendant plusieurs années, se sont fixés pour règle d'équilibre leurs échanges extérieurs. Mesurant, après la révolution culturelle, la nécessité de plus fortes importations pour accélérer leur expansion, ils ont assoupli, avec beaucoup de réticence, la doctrine restant de ne compter que sur ses propres forces. Les importations de produits industriels (engrais chimiques, acier) augmentent en même temps que les commandes d'usines et d'autres biens d'équipement, ce qui se traduit par un déficit de la balance commerciale qui s'est d'ailleurs beaucoup réduit en 1975. De plus, la Chine devrait être en mesure de poursuivre l'accroissement de ses exportations de pétrole.

Ce slogan résume la ligne générale : la question n'est d'oublier, au nom de la ferveur révolutionnaire, les contingences pratiques, ni de céder à l'économisme, au primat des technocrates... Vieux conflit entre rouge et expert, qui rebondit après la mort de Chou En-lai.

Indigènes. Dans quelle mesure ces discussions et polémiques vont-elles influencer les échanges avec l'extérieur ?

Autre débat beaucoup plus délicat : les stimulants matériels et la hausse des revenus. De longue date les Chinois, et Mao Tse-tung le tout premier, ont cherché à atténuer les disparités de revenu entre villes et campagnes.

Dans les secondes, les paysans sont directement intéressés à augmenter la production. Les équipes (unité de base, dernier échelon de la commune populaire) consistent en dix à quinze familles, responsables de leurs profits comme de leurs pertes. La hausse de la production et des ventes à l'État se traduit par l'augmentation du revenu collectif. A force d'habileté, le paysan dispose aussi d'une marge de manœuvre dans sa production privée, vendant une partie à l'État ou dans le cadre du petit négoce privé.

Situation très différente dans l'industrie. Au moment où celle-ci connaît une forte croissance, les salaires n'augmentent guère (sauf la hausse des catégories inférieures en 1972). Les rémunérations de certains cadres supérieurs ont même été réduites. Les primes à la production sont condamnées depuis la révolution culturelle. Il n'est pas rare non plus que les ouvriers fassent des heures supplémentaires non payées. Toutes ces mesures nous mènent au cœur du conflit entre la pureté idéologique et les tendances déviatoires comme révisionnistes. Des troubles graves et autres incidents avaient éclaté dans différentes villes au cours de ces dernières années. La presse et la radio en ont signalé de nouveaux depuis quelques mois.

Ces divers foyers de tension n'ont pas ou jusqu'à maintenant d'effet majeur sur l'économie. Il est clair, néanmoins que le souci des autorités de renforcer l'ordre public ne répond pas seulement à des préoccupations d'ordre politique.

L'économie chinoise devient toujours plus délicate à manier. Le calcul économique joue un rôle croissant, quelles que soient les options idéologiques. De multiples problèmes de coordination surgissent entre les secteurs, entre le pouvoir central, les provinces, les districts, les communes rurales. Tout faux pas majeur, toute grave erreur de jugement, auraient aujourd'hui des conséquences beaucoup plus graves pour le niveau de vie chinois que dans l'économie encore rustique des années 1960-1970. Enfin, malgré les dires de certains voyageurs étrangers, n'oublions pas la croissance démographique. Les dirigeants ne cachent pas que la prévention des naissances avance à des rythmes très variables, surtout dans les campagnes où vivent près de 85 % de la population. La production peut continuer à dépasser de manière sensible la courbe démographique, mais la lutte va rester serrée, quelle que soit l'orientation choisie par les successeurs du président Mao.

QUELQUES CHIFFRES

SUPERFICIE : 9,54 millions de kilomètres carrés.

POPULATION (1975) :

● 800 millions + 2 % par an (d'après les déclarations officielles) ;
● 980 millions sur la base du recensement de 1953. Plus 2 % par an.

AGRICULTURE

PRODUCTION ALIMENTAIRE DE BASE : céréales et tubercules :

1962 (+)	1970	1975
154	240	275 à 285

IMPORTATIONS DE GRAINS : blé, parfois maïs :

1962 à 1966	1967 à 1970	1971	1975
5,9 par an	4,3 par an	7,7	3,3

EXPORTATIONS DE RIZ : 1 à 1,5 million de tonnes par an, 1973-1975.

Surfaces cultivées nettes en millions d'hectares : 198 115 à 120

Surfaces irriguées (millions d'hectares) : 21 58 à 60

CONSOMMATION D'ENGRAIS CHIMIQUES (matières actives N.P.K.) :

1957	1970	1975
427 000 tonnes	4 millions 280 000 t.	6 millions 480 000 t.

INDUSTRIE

(en millions de tonnes) : 1952 (1) 1970 1975

Charbon	66	310	425 à 435
Acier en lingot	1,35	18	25
Engrais chimiques (matières actives N.P.K.)	0,04	2,6	4,8 à 5
Pétrole brut	0,40	25	30
Ciment	2,86	29	37
Électricité (en milliards de K.W.H.)	7,3	60	121
Votes ferrées	24 508	41 000	44 000

COMMERCE EXTÉRIEUR : (milliards de dollars) : 1971 1974 1975

Exportations	2,36	6,30	7,28
Importations	2,24	7,40	7,43

Ces chiffres ont été établis à partir des sources officielles chinoises ; il s'agit de la Joint Economic Committee U.S. Congress, China, A Reassessment of the economy, Washington 1975 ; Current Scene 1949-1974, Paris P.U.F., coll. « Idées », 1974, etc.

(1) 1952, année de base, fin de la période de restructuration.

الجمهورية العربية السورية

L'ECONOMIE
vant
chinoise

150

JUSTICE

L'AFFAIRE DE VATHAIRE

COINCIDENCES

Pent-il rappeler que l'affaire de Vathaire n'a été révélée que deux mois après la disparition du fondateur de l'entreprise, M. Marcel Dassault ? On apprend aujourd'hui que le mystérieux dossier constitué par M. de Vathaire sur certaines opérations financières du groupe Dassault indique notamment que le constructeur d'avions a financé une feuille électorale diffusée dans la circonscription de M. Jacques Chirac. Lorsque la police judiciaire a confirmé, le 3 septembre, la fuite de M. de Vathaire, M. Chirac venait de quitter quelques jours plus tôt l'hôtel Matignon. La coïncidence de ces deux événements est troublante.

Cependant, comme le déclare M. Dassault lui-même, le fait d'être un parti politique auquel on appartient, M. Dassault est député U.D.R. de l'Oise « n'entraîne pas a priori une culpabilité, tant s'en faut. Mais la « chose » est-elle aussi « innocente » que l'affirme M. Dassault ? La réponse devrait être contenue dans le dossier établi par M. de Vathaire, qui se trouve actuellement sur le bureau du juge d'instruction. En l'occurrence, la question est de savoir si les moyens de faire paraître des journaux à un parti politique ou à des organismes affiliés ne se transmettent pas par des opérations délicieuses ou abusives.

Plus grave est l'accusation de fraude fiscale qui ressortit des documents accumulés par M. de

Vathaire à propos des activités de certaines sociétés du groupe Dassault. Plusieurs « hauts fonctionnaires » seraient impliqués dans ce cas. Leur complicité n'était-elle pas nécessaire, précisément pour dissimuler des opérations financières ayant une destination « électorale » ou plus généralement « politique » ? Dans l'ignorance du contenu exact du dossier emporté par M. de Vathaire, certains milieux parlementaires semblent le craindre.

« Un préjudice léger »

Dans de nouvelles déclarations, le 12 septembre, M. Dassault a tenté, comme il l'avait déjà fait le 9 septembre, de réduire la portée de cette affaire. D'ordinaire très économe de ses propos, M. Dassault a de nouveau en quelques jours estimé nécessaire de faire part de son opinion. Bien qu'il paraisse considérer que les développements de cette affaire sont relativement limités, il laisse entendre qu'il pourra être amené à « expliquer » en temps voulu sur certains points.

D'autre part, on remarque que l'industriel continue de faire bien peu de cas des 8 millions qui lui ont été dérobés le 6 juillet par son fils, le 11 septembre, il affirme que, finalement, le préjudice subi a été « léger ». Il convient toutefois de noter que la somme d'argent détournée représente près de 8 % du bénéfice déclaré en 1975 pour l'ensemble du secteur aéronautique du groupe Dassault (104,3 millions de francs).

M. Dassault, à ce propos, réaffirme qu'il ne voit pas pourquoi il renouvelerait la plainte qu'il avait déposée contre M. de Vathaire et qu'il avait subitement retirée le 10 août. Il a déjà indiqué que ce retrait avait été motivé par l'« émotion » qu'il avait ressentie à la lecture d'une lettre des parents de M. de Vathaire sollicitant son indulgence. Les mobiles qui ont dicté cette lettre ne sont pas aussi clairs que le dit M. Dassault et l'on peut se demander pourquoi ce message était très attendu par certains collaborateurs de M. Dassault.

Après avoir déclaré que les renseignements réunis par M. de Vathaire étaient sans rapport avec les activités de son groupe dans le secteur aéronautique, semblait écarter ainsi l'hypothèse d'une nouvelle affaire Lockheed. M. Dassault vient de se féliciter qu'à la lumière des dernières révélations cette affaire n'ait pas de « portée internationale ». Il apparaît, en effet, si les suppositions contenues dans le dossier sont vérifiées, que pour le moment l'affaire de Vathaire prend un caractère tout à fait « national ».

FRANCIS CORNU.

COMMENT LES ENTREPRISES PEUVENT AIDER LES PARTIS

Les partis politiques ont un double problème financier à résoudre : s'assurer des rentrées d'argent régulières et, lors des périodes électorales, disposer de temps des fonds importants.

L'une des méthodes les plus courantes pour résoudre ce problème est celle de solliciter régulièrement les caisses du parti et celle des bureaux d'études. Les municipalités sont amenées à passer d'importantes commandes de matériel, de locaux, de véhicules, etc. Les entreprises privées, l'existence de bureaux d'études, le plus souvent fictifs — ne se limitent en fait à aucune étude, mais consacrent un personnel précieux — permet aux partis d'obtenir les municipalités d'effectuer des travaux importants. Ce système présente l'avantage pour les industriels de ne pas les conduire à pratiquer le démarchage des portes — les sommes versées sont destinées à régler le monde dans la comptabilité publique sont le plus souvent justifiées par des factures des bureaux d'études en question.

Autre méthode : le contrôle de firmes. Le parti socialiste s'y est essayé sans grand succès. Le parti communiste, lui, a mis en œuvre un système remarquable — permet aux partis d'obtenir les municipalités d'effectuer des travaux importants. Ce système présente l'avantage pour les industriels de ne pas les conduire à pratiquer le démarchage des portes — les sommes versées sont destinées à régler le monde dans la comptabilité publique sont le plus souvent justifiées par des factures des bureaux d'études en question.

« Je ne vois pas de rebondissement »

A R.T.L., M. Dassault a déclaré : « Il n'y a aucune fraude fiscale à l'horizon. Des hauts fonctionnaires des finances, je n'en connais pas. Je ne sais pas de quoi il parle au juste ».

M. Dassault a ajouté : « J'ai dit que, dans le dossier que je n'ai pas vu, mais dont j'ai parlé l'ami de Vathaire, il y avait une critique de certaines opérations financières qui s'élevaient au moment venu. Là-dessus, il n'y a rien de nouveau ».

A la question de savoir « s'il ne craignait rien et si ce rebondissement n'était qu'un jeu de mots », M. Dassault a répondu : « Qu'est-ce que vous voulez que je craigne ? Non, je ne vois pas de rebondissement. J'ai dit que dans le dossier il y avait certaines choses qui n'étaient rien à faire avec l'aviation et que, sur ce qu'il y avait, je m'expliquerais le moment venu. Or, pour le moment, on ne m'a rien demandé ».

Comme on lui demandait s'il n'avait pas l'impression « qu'on assistait, sur le plan international, à une sorte d'offensive contre l'industrie », il a répondu : « Non, je n'ai pas du tout cette impression ».

Quant à ce qu'il dirait à M. de Vathaire s'il se trouvait devant lui, le constructeur aéronautique a déclaré : « On ne peut pas passer son temps à pleurer ni à vouloir se venger. Il est entre les mains de la justice et la justice doit suivre son cours ».

« L'ESSOR DU LIMOUSIN »

Dans le but de soutenir l'effort de la région U.D.R. dans le Limousin pour les élections législatives de 1981, M. Marcel Dassault avait fondé en 1965 un hebdomadaire régional, l'« Eclair du Limousin », pour lequel il a engagé des journalistes, tous des bureaux et pris une participation dans une imprimerie de Limoges.

L'animation du journal avait été confiée à M. Jean Charbonnel, député de Brive et Jacques Chirac, candidat à Ussel. L'« Eclair du Limousin » a publié plusieurs éditions hebdomadaires pour les candidats U.D.R. comme M. Mazaud à Limoges, Damand et Pons dans la Lozère, dans la Creuse et dans la Dordogne. Des élections locales ont été créées. Il ne subsiste guère aujourd'hui que l'édition hebdomadaire de l'« Eclair du Limousin », qu'on ne voit plus.

M. Marcel Dassault : cette accusation de fraude fiscale ne repose sur rien

Voici le texte des déclarations faites par M. Marcel Dassault, d'une part à R.T.L., le dimanche 12 septembre, après les accusations portées contre lui par M. Hervé de Vathaire, publiées dans l'hebdomadaire « le Point ».

A France-Inter, M. Dassault a déclaré : « Je trouve que le Point, en publiant cette information, a bien fait, parce que, justement, on suppose toutes sortes de choses, une affaire de porte internationale dans ce dossier. D'autre part, des divulgations de secrets de la défense nationale. Là, on sait que c'est de Vathaire qui pose une question de fraude fiscale. En bien, c'est une chose claire, cela sort de la fraude fiscale, on ne peut pas dire que les suppositions sur toutes sortes de choses ».

Après la mort de trois personnes dans un hôtel de travailleurs immigrés

UNE INFORMATION JUDICIAIRE EST OUVERTE POUR INCENDIE VOLONTAIRE

L'enquête ouverte après l'incendie de l'hôtel de travailleurs immigrés, 28, rue Lippin, à Paris, dans le quinzième arrondissement (le Monde du 11-12 septembre) — au cours duquel trois personnes ont été mortellement brûlées et quatre autres blessées — semble s'orienter vers une hypothèse criminelle. Une information contre X... a été ouverte par le parquet de Paris pour incendie volontaire et confiée à M. Emile Cabré, juge d'instruction.

Les premières constatations, en effet, permirent de relever sur une canalisation de gaz, une fente longitudinale qui pourrait avoir été volontairement pratiquée. Des outils inconnus du tenancier de l'hôtel ont été trouvés sur les lieux. L'existence d'un court-circuit est d'autre part écartée par les enquêteurs car l'installation électrique de l'établissement, refaite à neuf, avait été réceptionnée à la fin du mois d'août. L'installation de gaz était, elle aussi, récente dans cet établissement d'autre part bien entretenu.

[L'été a été marqué par une inquiétante recrudescence d'accidents d'origine suspecte ou même ouvertement criminelle, sans qu'une des enquêtes ouvertes après chacun de ces sinistres ait jamais abouti. Le plus grave de ces accidents a eu lieu le 11 août dans l'hôtel d'Amérique, 4, rue Bonaparte (9^e arrondissement), après une explosion : treize personnes — pour la plupart des immigrés — y trouvèrent la mort. Apprenant, le 13 juin, deux touristes hollandais, mar, et a été intoxiqués par l'oxyde de carbone, dans un hôtel de la rue Broca (9^e arrondissement).

Le 27 juillet, l'incendie d'un hôtel de travailleurs immigrés, rue des Petites-Maisons (19^e arrondissement), causait la mort de deux clients et blessait quatre autres. Le 1^{er} août, rue Fajol (18^e arrondissement), une personne est tuée en sautant par la fenêtre pour échapper à un incendie suspect ayant pris naissance dans l'hôtel situé au numéro 44 de cette rue.]

CHIFFRES

LA SITUATION EN CORSE

- Trois nouvelles personnes arrêtées après l'attentat contre l'appareil d'Air France
- Un commando armé fait sauter une villa près de Cargèse

L'enquête menée par les services de police après l'attentat commis le 7 septembre sur l'appareil d'Air France contre un appareil de la compagnie nationale Air France a connu, le samedi 11 septembre, un nouveau rebondissement. Trois personnes ont été arrêtées et transférées à Marseille et elles ont été incarcérées à la prison des Baumettes, où se trouvent donc désormais dix-sept personnes impliquées dans les manifestations de la semaine dernière. Il s'agit de MM. Pierre-Antoine Murati, soixante et un ans, retraité de l'enseignement, secrétaire fédéral du P.S.U. pour la Corse et porte-parole du comité antirégionaliste ; Paul Curtiachi, restaurateur à Ajaccio, et Antoine Astolfi, chauffeur routier.

Ces trois personnes ont été inculpées par M. Léandri, juge d'instruction à Ajaccio, d'une participation volontaire à l'attentat, d'une action ouverte et concertée par un groupe, action au cours de laquelle des dégradations ou destructions

ont été commises (application de la loi « anticasseurs »). Le samedi dans la matinée, une vingtaine de personnes avaient été entendues par les services de police.

D'autre part, un commando de cinq hommes armés et masqués ont fait exploser, dans la nuit de samedi à dimanche, une charge de plastique dans une résidence d'un lotissement situé à Cargèse.

Enfin, réunis en assemblée générale, le lundi 13 septembre, les marins C.G.T. de la Société nationale Corse-Méditerranée, en grève depuis une semaine, ont décidé de reprendre le travail immédiatement, mais de continuer leur action sous des formes nouvelles et d'engager des discussions avec la direction de la S.N.C.M. afin d'obtenir le maintien ou le remplacement de l'Ile-de-Beauté.

En outre, le parti communiste a annoncé la venue de M. Georges Marchais, le 30 septembre, dans l'île pour y animer un meeting.

« Pour votre sécurité, veuillez nous suivre »

Ajaccio. — Une « marina » en cours de construction sur la côte sauvage, le caractère symbolique de l'objectif choisi par le commando du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) était évident. Situé en bordure du golfe de Sagone, à quelques kilomètres de Cargèse, l'ensemble résidentiel dans lequel ont opéré les plasticiens comprend une vingtaine de villas appartenant à deux à cinq pièces. Toit en tuiles romaines, façade de pierres sèches, arcades, terrasses en balcon sur la mer : la conception en est soignée et l'on ne s'attend pas de lire, sur un panneau de chantier, qu'elle est due à l'un des ateliers de l'architecture écologiste Jacques Costella. Une seule villa particulière est intégrée à la « marina ». Récentement achetée, elle est habitée par un ingénieur parisien, M. Courtigagne et sa famille.

22 h. 40, samedi soir. La famille Courtigagne, que sont venus rejoindre des amis, se trouve dans la maison — achève une soirée de vacances Soudain, cinq hommes

armés et masqués font irruption par une baie donnant sur une terrasse : « Ne craignez rien, dit un des membres du commando. Nous sommes le F.L.N.C. et nous allons faire sauter une charge dans le bâtiment à côté. Pour votre sécurité, veuillez nous suivre ».

Les occupants de la villa sont emmenés à environ 200 mètres de la « marina », près du rivage. « Là, raconte M. Courtigagne, le commando a tiré les pelotes des trois hommes de notre groupe, probablement pour nous faire perdre du temps avant que nous ne donnions l'alerte. Ils nous ont également joliment informés, dans le même but, qu'une seconde explosion pourrait avoir lieu une demi-heure après celle que nous entendrions tout d'abord ».

Sans avoir voulu répondre aux questions qui leur étaient posées, et sans autres contraintes, les hommes du F.L.N.C. disparurent dans la nuit. Dix minutes plus tard, une forte explosion retentissait. Les charges avaient été placées dans l'appartement numéro 9, choisis, semble-t-il, pour sa situation presque au centre de l'ensemble d'habitation actuellement réalisé. Trois appartements ont été détruits, et plusieurs autres fléchissent. Montant des dégâts : environ 2 millions de francs.

GUY PORTE.

CATASTROPHES

DES CYCLONES FONT DE NOMBREUSES VICTIMES DANS LE SUD-EST ASIATIQUE

Au Japon, en Inde et en Thaïlande, des typhons ont causé samedi 12 et dimanche 13 septembre la mort de nombreuses personnes. Lundi matin, alors que le typhon « Fran », le dix-septième de l'année, perdait de sa violence, les autorités publiaient un premier bilan des dégâts : quatre-vingt-deux morts, quarante-trois disparus, deux cent quatre blessés et deux cent dix-sept mille personnes sans abri. « Fran », qui a ravagé surtout le sud du pays, a provoqué l'inondation d'une centaine de milliers d'hectares et la destruction de deux cents ponts.

En Inde, dans le golfe du Bengale, près de deux cents pêcheurs ont trouvé la mort samedi 11 et dimanche 12 septembre dans un autre cyclone. Une trentaine de bateaux de la région de Basalors ont fait naufrage. Sur la côte, les chutes d'arbres et les effondrements de toitures ont tué une dizaine de personnes.

En Thaïlande, dans la nuit de samedi à dimanche, de fortes inondations ont provoqué la mort de vingt-cinq personnes et endommagé un groupe de villages dans la province de Petchabun, à 500 kilomètres

RÉACTIONS

Le comité de liaison pour l'action régionale et locale estime, dans une déclaration publiée dimanche 12 septembre : « Si demain le gouvernement comprenait que la solution du problème corse passe par l'instauration d'une véritable décentralisation, il rendrait un immense service au pays tout entier. (...) Le fait-cotidien a fait son temps. Il appartient au gouvernement de dire à quel prix il acceptera de le résoudre ».

CLAR, 3, rue Chaveau-Lagarde, 2005 Paris.

Le P.S.U. a protesté, samedi 11 septembre, contre l'arrestation en Corse, à l'occasion de l'enquête de la F.L.N.C., de son secrétaire fédéral, M. Antoine Murati, porte-parole du comité antirégionaliste de l'île. Le P.S.U. « appelle tous ses adhérents à combiner la prison d'un délit français, à réaliser avec les organisations ouvrières et celles des minorités nationales une protestation de masse ».

AUX ENTRETIENS DE NANTERRE

Les « petits minables » et les « gros méchants »

Les Entretiens de Nanterre, organisés par l'Association nationale des avocats, se sont achevés, samedi 11 septembre, par un débat qui portait sur les nouvelles orientations du droit pénal.

Ces orientations donnent au juge un pouvoir accru qui se traduit par l'existence d'un large éventail de possibilités au niveau de la sanction, du délit et de son application. L'ensemble des dispositions de la loi constitue en soi une réforme, en ce sens qu'elle se concrétise par un recul de la prison en tant que solution et qu'elle substitue des « libertés » à l'emprisonnement, qui n'est plus dès lors considéré comme la seule sanction possible.

Une telle réforme, devait souligner le professeur Boulou, rapporteur, a comme objectif essentiel de faciliter l'aménagement et la réinsertion sociale du délinquant primaire en évitant de l'envoyer en prison, lorsqu'on sait combien la prison peut avoir une action pathogène.

Le juge peut donc, en sanctionnant un délit, soit surseoir à l'application de la peine en imposant ainsi une mise à l'épreuve du délinquant, qui échappera à la peine si le P.U. échappe à la prison, soit, au contraire, le condamner à la prison afin de permettre au délinquant de réparer le préjudice qu'il a causé en lui permettant de travailler et de percevoir un salaire.

En Italie

NOUVEAUX SEISMES A UDINE

(De notre correspondant)

Rome. — La région du Frioul, déjà atteinte par un catastrophique tremblement de terre en mai dernier (un millier de victimes), a subi pendant le dernier week-end plusieurs secousses telluriques assez vives. Une cinquantaine de personnes ont été blessées, tandis qu'un septuagénaire a trouvé la mort en essayant de fuir sa maison.

Il ne s'agit pas des secousses habituelles qui sont ressenties, pratiquement chaque jour, dans la région niustre depuis quatre mois. Cette fois, l'intensité a atteint le huitième degré de l'échelle italienne de Mercalli. Des lignes électriques sont tombées et des édifices se sont effondrés. La première secousse de samedi soir 11 septembre a été fortement ressentie à Udine ou des cloches se sont mises à sonner toutes seules, et jusqu'à Venise. Les experts y voient « une anomalie dans le processus de stabilisation qui intervient après un séisme » et s'attendent à d'autres mouvements.

Il n'en fallait pas plus pour affoler et décourager la population locale. La commission parlementaire, qui devait se rendre sur les lieux ce lundi 13 septembre, risque d'être encore plus mal accueillie que le président du conseil, au début du mois, auquel avaient été reprochés les retards et les incohérences de la reconstruction. — R. S.

« Rungis : ouverture d'une information judiciaire. — M. Jean Madré, juge d'instruction à Paris, a été chargé d'une information ouverte pour homicides et blessures volontaires contre un motocycliste âgé de vingt ans, M. Tony Castetto, qui, dans la soirée du 3 septembre, a perdu le contrôle de son engin dans un virage sur le circuit de Rungis et a provoqué la mort de deux spectateurs, Mlle Evelynne Feuilles, dix-neuf ans, et M. Valère Delmonte, vingt-deux ans ; un troisième spectateur, M. Jean-Marie Renard, âgé de dix-neuf ans, a été lui-même gravement blessé.

BONNES FEUILLES

« LE SECRET DES FICHIERS », de Françoise Gallouédec-Genuys et Herbert Maisl

Le secret bancaire

Il pèse sur le banquier une obligation de secret à laquelle toutefois de multiples dérogations ont été apportées.

A. — L'OBLIGATION DE SECRET.

Cette obligation est certes incontestable. Il faut toutefois faire état d'un débat portant sur sa nature. Pour nombre d'auteurs, il s'agit d'un secret qui trouve son fondement dans l'article 378 du code pénal. Même si le banquier n'est pas mentionné dans cette disposition, il est devenu, à l'évidence, un « confident nécessaire » : la banque s'apparente désormais à un service public. Par ailleurs, la loi du 2 décembre 1966 (art. 16) impose le secret à « tous ceux qui, à un titre quelconque, participent soit à la direction, à l'administration ou au contrôle des banques nationales », soit au contrôle des banques non nationales. Ne peut-on en tirer argument en faveur de la généralisation de l'application de l'article 378 ? Il faut toutefois noter l'absence d'arrêt en ce sens de la Cour de cassation. Il est, au contraire, incontestable que le banquier est tenu à une obligation de discrétion sanctionnée par une responsabilité civile ; certains estiment qu'elle repose sur l'article 1382 du code civil, d'autres qu'elle est de nature contractuelle. Quel qu'il en soit, cette responsabilité ne peut être engagée à n'importe quelle condition. Un banquier est fondé à répondre aux questions des commerçants s'il se borne à communiquer des indications générales et mesurées ou à rapporter, comme on dit, « l'opinion de la place » ; il viole l'obligation de discrétion s'il fournit des renseignements précis sans l'autorisation du client qui en subit un préjudice. Des informations générales sont fournies sur le crédit d'un commerçant ; également, des « listes noires » peuvent circuler entre banques, afin de compléter les données fournies par la centrale des risques de la Banque de France ; elles ne sont pas illicites si les renseignements collectés sont exacts et ne visent pas à nuire.

B. — LES DEROGATIONS.

Cependant, de nombreux textes ont apporté des dérogations à cette obligation de secret ; ils concernent surtout l'administration, mais également les particuliers. Le secret bancaire est d'abord lié au profit de l'administration fiscale. Toute ouverture ou clôture de compte lui est déclarée. Elle a tout pouvoir d'investigation pour la vérification de toutes les catégories d'imposition ; elle a accès à toutes les pièces mais ne dispose pas du droit de saisie. Ce pouvoir est attribué à tout agent ayant au moins le grade d'inspecteur ; celui-ci se fera, maître des documents à sa disposition sur place ; il en prendra des relevés, des extraits. Il lui est demandé d'exercer ce contrôle avec « discrétion et tact ». De même, l'administration des douanes est fondée à réclamer certaines informations en cas d'infraction à la législation et à la réglementation des changes. Également, les autorités monétaires, économiques ou financières peuvent se faire livrer certaines informations. C'est d'abord le cas de la Commission de contrôle des banques, qui peut réclamer tout document ou information à peine d'astreinte. Le Conseil national du crédit, de son côté, peut collecter tout renseignement et document comptable. Enfin, le Service central des risques bancaires, créé en 1946 à la Banque de France, recense tous les crédits accordés et utilisés ; il est, par conséquent, en mesure de fournir à une banque des indications sur les engagements de son client (le chiffre des encours bancaires sera communiqué, mais pas l'origine du financement). Quant à l'INSEE, il est en droit de réclamer des informations concernant l'entreprise bancaire, mais pas la situation individuelle de tel ou tel client. Devant les juridictions, il est à noter que le secret bancaire ne peut être opposé à la juridiction pénale, alors que le banquier peut garder le silence devant la juridiction civile. Enfin, la Sécurité sociale n'est pas fondée à faire lever le secret bancaire.

En conclusion, le droit du secret bancaire conjugue aux traditions de la profession constituée un verrou sérieux à la diffusion des données détenues par le banquier ; ce verrou, parfois sauté, notamment au profit de la puissance publique. Il faut ajouter également que la nécessité de se prémunir de tout incident a conduit à la création de fichiers interbancaires ; ceux-ci, gérés par la Banque de France sur support manuel ou informatique, portent sur des objets divers : risques, chèques impayés, incidents de paiement, interdictions judiciaires d'émettre des chèques, etc.

Certains de ceux-ci — pas tous — ont un fondement législatif. C'est le cas du fichier des chèques impayés prévu par la loi du 3 janvier 1975 et du 3 janvier 1974. La récente loi du 3 janvier 1976 et son décret d'application mettent au point un système de centralisation par la Banque de France des incidents de paiement de chèques. Celle-ci est désormais informée non seulement des incidents de paiement, mais également des vic-

lations des interdictions d'émettre des chèques prononcées par les banques ; à son tour, elle informe d'office chaque mois la procureur de la République et à leur demande les magistrats et officiers de police judiciaire ; elle répond également aux demandes des banquiers qui, avant d'ouvrir un compte, viennent prendre leurs renseignements. La nouvelle loi se caractérise par l'idée de professionnalisation : il revient désormais aux banquiers d'assurer leur propre police.

L'administration fiscale

UN EXEMPLE DE « CIRCUIT » DES INFORMATIONS : LE FICHER « IMPOTS SUR LE REVENU (I.R.) ».

Sans doute pour le fichier magnétique I.R., comme pour d'autres d'ailleurs, il ne peut être cité aucun texte qui en serait expressément le fondement juridique. Toutefois, il convient de noter d'abord que le code général des impôts dans ses premiers articles détermine, en matière d'I.R.P.P., les personnes imposables, le lieu d'imposition et le revenu imposable ; dans son annexe III (art. 42-46) pris en application de l'article 173, il indique même le contenu et la présentation des déclarations à remplir. En outre, le législateur assigne une mission à la direction générale des impôts et, chaque année, à l'occasion du vote de la loi de finances, il lui attribue des moyens. C'est dans ce contexte qu'il appartiendrait à la D.G.I. de s'organiser au mieux, par exemple, en recourant à des techniques comme l'informatique.

Diverses indications sont portées sur la déclaration : état civil, numéro national d'identification, profession, situation et charges de famille, éléments de train de vie, éléments de revenus, charges à déduire. Ces données ne sont pas toutes portées sur ordinateur qui

Malgré son titre, le *Secret des Fichiers* (éditions Cujas) n'apportera pas de révélations scandaleuses à ses lecteurs, car le propos des deux auteurs, Mme Françoise Gallouédec-Genuys, du C.N.R.S., et M. Herbert Maisl, doyen de la faculté de droit et de sciences économiques de l'université d'Orléans, est avant tout scientifique : « Aux politiques d'en tirer les conclusions pratiques », écrit celui qui en a signé la préface, M. Bernard Chenot, vice-président du Conseil d'Etat, qui ajoute : « Le fichier est une nécessité sociale dans sa jurisprudence la plus récente, pourtant imprégnée de libéralisme. Le Conseil d'Etat vient d'affirmer que les autorités de police avaient non seulement le droit, mais encore le devoir de tenir des fichiers. Dans une société aux activités de plus en plus diversifiées, ceux-ci forment le support de toutes actions économiques et sociales. Ils sont l'instrument de travail de ce temps. » « Savoir pour agir », conclut M. Chenot, tel est sans doute le premier impératif de notre civilisation. »

Deux ans et demi après la rédaction dans le *Monde* du 21 mars 1974, du projet « Sajari » (Système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus), l'étude de Mme Gallouédec-Genuys et de M. Maisl, élaborée sous l'égide de l'Institut français des sciences administratives, devrait, sinon apaiser les inquiétudes soulevées par ce projet, du moins fournir un éclairage très précis sur la façon dont le secret est actuellement pratiqué en France. Nous en publions ci-dessous des extraits en conservant les titres-titres et les sous-titres des auteurs.

ne reprend que ce qui est mentionné dans la partie « cadre réservé à l'administration ». Le contribuable lui-même est la source de l'information ; cependant, l'administration fiscale, en utilisant son droit de communication (cf. art. 1967 à 1974, C.G.I.), peut compléter son information. Ce droit de communication s'exerce auprès des administrations publiques de l'Etat, des départements et des communes, auprès des entreprises concédées ou contrôlées, également, pour tout document professionnel, après de l'importe quelle entreprise privée. C'est ainsi que les employeurs déclarent auprès des directeurs des contributions directes le montant des sommes versées à leurs salariés. La Sécurité sociale, de son côté, établit un relevé récapitulatif par patron et dénonce les infractions fiscales. On sait que le secret bancaire cède devant l'ad-

ministration fiscale. En revanche, les données médicales sont exclues de ces communications ; sont exceptés également les renseignements individuels recueillis au cours d'enquêtes statistiques. Toute la documentation manuelle est rassemblée au centre départemental des impôts, section ordre et documentation (O.D.). La pièce maîtresse de cette documentation est constituée par le dossier individuel unique dit : « 204 » ; il centralise tous les renseignements relatifs aux travaux d'assiette et de contrôle des taxes sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur le revenu. Dans le cas d'un salarié ordinaire, le dossier se compose d'une chemise de renseignements permanents dans laquelle on trouve les bulletins marqués établis par le C.R.I. au vu des déclarations, les doubles de cartes grises, les déclarations de ressources à l'appui d'une de-

mande de boules, les bulletins d'imposition à l'impôt sur le revenu et à la taxe complémentaire ; il comporte également une chemise de renseignements patrimoniaux, des doubles d'actes sous séing privé, des extraits d'actes, les déclarations de succession, les bulletins de renseignements concernant les mutations de propriété, les doubles de l'acte de mariage, le bulletin récapitulatif des impositions perçues au fil des années et de la correspondance importante échangée avec le contribuable. La consultation de ces documents par les services en fait un outil vivant indispensable pour l'assiette et le contrôle des impositions.

Seule une partie du contenu de la déclaration est adressée au C.R.I. Dans un premier temps, les services d'assiette reportent manuellement les bases d'impositions tirées des déclarations souscrites par les contribuables sur un bulletin matriciel préidentifié à partir d'un fichier magnétique des contribuables ; c'est au moyen de ce document intermédiaire que la prise en charge était assurée. En 1970, a été mise en place une procédure dite de revenus nets : les déclarations sont spécialement aménagées pour opérer une saisie d'informations directement ; depuis 1973, cette technique est automatisée ; peu à peu le contribuable reçoit sa déclaration à domicile, il ne fait aucun calcul ni report (procédure dite des revenus bruts).

A l'arrivée au C.R.I., la déclaration est reçue par la section de préparation ; celle-ci commence alors une série d'opérations : comptage et enregistrement des documents, constitution de liasses de travail, établissement d'un bon de travail, identification chaque liste est destinée à accompagner celle-ci tout au long du circuit d'exploitation, contrôle formel des documents. Ensuite, la section de prise en charge des données crée les supports magnétiques du traitement de l'information qui sont vérifiés à un second poste de travail.

3) L'exploitation du fichier. — L'atelier d'ordinateur exploite ensuite ces données en utilisant les programmes prévus à cet effet. Pendant le traitement, l'ordinateur détecte des erreurs qui figurent sur les documents de base ; de listes d'anomalies sont alors transmises au service de préparation, voire aux services de base. Ces contrôles formels, ces contrôles de cohérence peuvent être encore davantage précisés : les contradictions entre plusieurs lignes de la déclaration sont susceptibles d'être repérées ; un système de « ciliquants » est en voie de constitution. Ce projet Proselec, expérimenté à l'heure actuelle dans quelques départements tend, par l'application d'un certain nombre de critères combinant plusieurs éléments d'une même déclaration, à permettre l'identification automatique de déclarations susceptibles de contenir certaines anomalies ; la liste en est alors fournie aux services locaux compétents pour que soient effectués des vérifications et, éventuellement, des redressements.

Des règles de sécurité ont, d'autre part, été définies à l'attention du contrôle pour application dans tous les centres : elles sont reprises dans le guide du directeur divisionnaire, elles restent secrètes. Elles portent sur l'inséabilité et les agressions de l'extérieur ; elles sont complétées par des dispositions propres à l'atelier d'ordinateur et à son accès :

3) Les utilisations. — Les documents imprimés qui sortent de l'ordinateur, après un contrôle au fond et en la forme, parviennent au service final ; celui-ci procède alors aux opérations de mise en forme (délivrance et déchargement, coupe imprimé par imprimé, reliure) ainsi qu'aux opérations préparatoires à leur expédition (mise sous enveloppe, confection des paquets, etc.).

En matière d'impôt sur le revenu, le traitement sur ordinateur comporte : l'établissement des rôles, des relevés de restitution et des états de dégrèvement d'office ; celui des avertissements, des chèques de restitution et des avis de décision de dégrèvements au contribuable ; celui des comptes provisionnels et des différents états statistiques ; il donne lieu aussi à la mise à jour du fichier des contribuables et des fichiers numériques préexistants.

En ce qui concerne l'avertissement de l'impôt sur le revenu, certains le considèrent comme un modèle de restitution automatique des documents des informations dont on dispose sur lui.

L'OBJET DU SECRET

Le secret des fichiers est, dans certains cas, une de ces conditions, mais on ne saurait dire que le fait qu'il garantisse une liberté publique influe directement sur sa pratique. Les choses sont plus complexes. La protection d'une liberté publique, de certains droits essentiels, n'est pas en soi un facteur de rigueur. Les agences de voyages ne sont pas contrôlées par le respect de la liberté d'aller et venir ; les organismes publics et privés qui recherchent des clients ne songent pas non plus aux exigences de la liberté du domicile. Mais certaines libertés publiques sont, à un moment donné, dans un cadre donné, tenues pour menacées par quelque transgression ou par des réactions. Dès lors, l'ouverture ou non des fichiers, leur contenu même, apparaissent essentiels et l'intérêt des personnes fichées paraît être clair. Aujourd'hui, en France, alors que la liberté d'aller et venir des Français, si l'on excepte les prostituées, ne soulève pas de problèmes aigus, la liberté d'opinion, la liberté du travail, suscitent des craintes et des mesures particulières de secret. Ainsi les documents des sondages politiques sont gardés à part et leur accès mieux protégé ; les entreprises de vente par correspondance ne gardent pas les titres des livres vendus. Les opinions politiques sont, en principe, exclues des fichiers de personnel.

La sensibilité s'accroît également autour du droit à l'intimité et des droits de la personnalité. Le respect de la vie privée, le droit au nom, la liberté du domicile, sont ainsi rappelés et redoublés, en raison de la multiplication à leur endroit de ce que d'auteurs n'hésitent pas à appeler des violations ou des agressions. Certains fichiers de personnes sont les complices ou les conséquences de ces actes répréhensibles par presque un quart des Français et, pour cela, attaqués : les annuaires, les fichiers d'adresses qualifiées, les fichiers de renseignements encore plus personnalisés, utilisés principalement pour la prospection commerciale, mais constitués pour d'autres fins ; les fichiers du recensement ou ceux des entreprises qui réunissent les résultats d'études nominatives sur une population plus ou moins large ; l'intérêt des personnes fichées des mécontents du moins, et pour quoi pas, au dire de certains, des inconscients, justifierait peut-être, dans ces cas, la renommée à ces usages ou l'adoption forcée de l'anonymat, c'est-à-dire d'une pratique beaucoup plus étroite du secret.

Une autre raison d'aimer notre style: son prix.



Quinzaine des robes

A gauche :
Robe droite tricot,
haut en jacquard
68 % laine,
26 % acrylique,
6 % polyamide
100f.

A droite :
Robe droite tricot,
bouteonnée sur l'épaule,
25 % laine et chlorofibre,
75 % acrylique
100f.

Galerias Lafayette

Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

سكنى في المثل

RADIO-TÉLÉVISION

« IN CORPORE SANO »

Pour assaisonner une salade, vous prenez une botte de fromage blanc à 0% de matières grasses, vous ajoutez un jus de citron, une cuillerée de moutarde sans sel, deux autres d'huile de paraffine, une demi-cuillerée d'huile de noix... C'est une recette de Jacques Manière, l'un des huit ou dix grands chefs de la nouvelle cuisine française, la cuisine allégée, simplifiée, moins riche sinon moins chère que l'ancienne. Il l'a exécutée devant nous « Vendredi », en conclusion d'une excellente émission sur les Français et la table. La table, on l'adore et on la redoute. Comme le lit, elle s'entoure de fantômes, de transferts, de vœux pieux et d'idées reçues. Il sort un livre de cuisine par semaine, dont celui de Ginette Mathiot, qui s'est vendu à un million d'exemplaires; les magazines féminins, les journaux à sensation, multiplient au même rythme les conseils, suggèrent des menus, des cures, des régimes-miracles; quatre millions cinq cent mille femmes désirent maigrir. Elles le reconnaissent; les hommes, eux, n'avaient pas. Il y a un moyen très simple pour cela. Manger moins, moins sucré, moins salé et moins gras. Difficile à obtenir. Les travailleurs de force, les esclaves des « trois huit » — Jean Peyzieux nous en a présenté un, un fondeur — n'ont rien à envier sur ce plan aux sédentaires. Ils mangent trop de pain, trop de graisse, pas assez de poisson, de céréales et de fruits. Le Nord, l'Alsace et curieusement la Bretagne, nous disait-il ce propos le docteur Escoffier-Lambiotte, détiennent le record de la suralimentation. Et c'est aux

CLAUDE SARRAUTE.

ANTIMILITARISME SUR FRANCE-MUSIQUE : JACQUES ERWAN INTERDIT D'ANTENNE

● Jacques Erwan, ancien rédacteur à Libération et coproducteur avec Marc Legras de l'émission « La chanson » (diffusée à la mi-journée sur France-Musique), est interdit d'antenne à Radio-France pour avoir programmé, le 14 juillet dernier, des chansons antimilitaristes (en particulier le Porc-chuiste, de Maxime Le Forestier, et L'arçat 75), assorties de citations de Boris Vian et de M. Chabrol.

Cette interdiction a été notifiée à la direction de France-Musique par Mme Jacqueline Bandrier, président-directeur général de Radio-France. Il semble qu'elle ait été provoquée par quelques lignes de l'éditorial de José Van Den Bosch paru dans l'Aurore du 15 juillet et accusant Jacques Erwan d'incitation à la désertion ainsi que par de très nombreuses lettres adressées à France-Musique par des associations d'anciens combattants.

Alertés avec deux mois de retard en raison des vacances scolaires, techniciens et de producteurs ont publié un communiqué commun pour protester contre cette sanction qu'ils estiment « assimilable à un acte de censure ».

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 13 SEPTEMBRE

— M. Fred Zeller, ancien grand maître du Grand-Orient, est invité de Pierre Lescure sur Europe 1, à 18 h.

— L'écrivain Jean Cau s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h.

MARDI 14 SEPTEMBRE

— La parti féministe s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h.

— Les catholiques, l'Eglise et la foi s'expriment à la tribune libre de FR 3, à 19 h.

— « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, vers 21 heures.

Expositions

Les Aztèques et leur histoire en images

(Suite de la première page.)

Grâce à leurs généalogies, à leurs « histoires », à leurs copies de manuscrits, une chronologie, réputée difficile en raison de recommandations déconcertantes des fameux cycles à catastrophes, se dessine. L'ensemble, réuni à la Nationale, est à cet égard singulièrement stimulant. Ce n'est donc pas par hasard que la présentation coïncide avec la célébration du centenaire de l'active société des américanistes, à l'heure du quarantième Congrès international.

Ceux du Colibri

La présentation comporte quatre sections : la découverte d'un nouveau monde, les annales historiques, les croyances religieuses et rituelles, la vie culturelle et la vie sociale. Il va sans dire que les trois dernières sont fortement liées entre elles.

La première salle situe dans l'espace des Américains, les « Mexicos », tribu barbare chichimèque venue du Nord-Ouest, descendus d'une région située à 3 000 mètres, riche en lacs, où se trouve l'île légendaire d'Aztlán, vers le pays des Toltèques où ils arrivèrent, après des étapes aux « Sept-Cavernes », à l'isthme du lac Texcoco où ils fondèrent alors Tenochtitlan, l'actuel Mexico. Guidés par leur divinité tribale Huitzilopochtli, qui symbolise l'oiseau colibri, ils s'installèrent là où ils trouvèrent un climat propice à la culture de maïs et de cacao, et un serpent. Si la légende ne dit pas d'où venaient les Aztèques avant cette migration commencée vers le

début du douzième siècle, le globe en bois, sphère terrestre manuscrite de 1535, montre que l'Amérique et l'Asie ne constituaient alors qu'un seul continent, ce qui facilite l'hypothèse d'un peuplement d'origine asiatique passant par le détroit de Bering.

Parmi les cartes anciennes des Etats du Mexique et de la vallée de Mexico où les itinéraires sont tracés comme des pistes ponctuées d'empreintes de pas, signalons la Mapa de Cuauhtitlan, manuscrit, figuratif, en beaux bruns et ocres, avec ses palais à créneaux, ses représentations de montagnes en nuages harmonieux et ses caciques en groupes. Un hommage est rendu aux premiers chercheurs ou Espagnols qui, dès le milieu du seizième siècle, entreprirent la transmutation ou la traduction de documents hiéroglyphiques. De Sahagun et Ixtlilxochitl à Benaducci et Gama, la diffusion des connaissances progressa peu. Mais elle commence avec un Humboldt (1769-1858) et Kingsborough, un peu gâté par la vieille hypothèse tenace d'une origine hébraïque de la civilisation du Mexique. On voyait le déluge dans toute image de lac.

On quitte à regret l'espace pour le temps, la salle géographique pour l'histoire qui console vite avec la prestigieuse série de manuscrits, dont la composition, elle aussi très spatiale, est du reste fréquemment la même que celle des cartes. Les récits se déroulent souvent en linéaires. A moins qu'en l'absence générale de toute perspective, les représentants ne s'alignent en regis-

tres parallèles superposés : en haut, la ligne des rois et leur emblème, au-dessous, les années. Généralement le récit circule comme dans le superbe Codex Xolotl sur papier d'agave, l'un des plus beaux, reliant toute l'histoire de l'empire chichimèque. Autre vedette : la Mapa Tlotzin sur peau de cerf tannée, avec ses cavernes abritant le roi Tlotzin, la reine et leur enfant suspendu dans son berceau, ses scènes de chasse et de la vie quotidienne où le lapin et le serpent grillent, embrochés.

La Mapa Quinatzin, qui pratique, à la manière des bandes dessinées, les « bulles » et nous détaille le plan des services administratifs ; le Codex Azcatlan, bourré d'informations avec ses vingt-cinq feuillets est très vivant, puisqu'il montre le couronnement d'un empereur ou la traversée des montagnes par les Aztèques. Comme c'est souvent le cas, il est assorti de sa copie ancienne (dix-huitième siècle), présentée immédiatement au-dessous. Il faut souligner que les copies, réalisées alors que les originaux étaient encore en bon état, sont naturellement d'un secours inestimable pour combler nombre d'actuelles lacunes dans les manuscrits.

Les trois trésors

Le Tonalamatl Aubin, dit Codex Borbonicus (bibliothèque Assemblée nationale), est à la fois une brillante peinture, ce qui n'est pas toujours le cas d'autres manuscrits, un document important par sa taille exceptionnelle et une œuvre passionnante par son contenu. C'est un calendrier et un panthéon. Il est encore enrichi de scènes décrivant la célébration de fêtes ou la construction du calendrier. Composée en quadrillages puissants, d'une densité et d'une tension impressionnantes, il ne pouvait manquer de figurer ici comme un monument de l'art aztèque.

Nous avons déjà signalé la présence au cœur de l'exposition du si délicat Persepolis. Toute la différence entre l'art maya et l'art aztèque est avec lui sensible. Partir parvenu à l'art, minutieusement illustré, il contient un fragment du calendrier très soigné, au soir, des Indiens du Chiapas. Onze feuillets encore couverts d'une écriture hiératique où fut placée la somme d'une science avancée.

C'est la somme d'une religion complexe que nous livre le troisième trésor, le Codex du soleil. Usé et mutilé, ce document exceptionnel ayant appartenu à Benaducci, a bien besoin de la copie qu'en fit au dix-huitième siècle Léon de Gama. Il conserve pourtant la présence rayonnante de son soleil central, l'admirable ponctuation des cycles de cinquante-deux ans et l'ordonnance des indications astrologiques, divinatoires, topographiques (division du calendrier) et cosmographiques. Les rapports avec les conceptions de la Chine qui ne peuvent manquer de venir à l'esprit à propos de ce Codex du culte rendu à Tonalituh sont précisés par divers documents (calendriers circulaires, boussoles chinoises, etc.), tandis que les exemples précis du Musée de l'homme illustrent les rites bien connus qui pour une seule fête sacrifièrent, au soir, vingt mille victimes humaines. Curieux Aztèques qui placent au sommet du temple de Tenochtitlan tant de crânes humains que surmontent quelques papillons.

PAULE-MARIE GRAND.

* 58, rue de Richelieu, jusqu'au 7 novembre.

LUNDI 13 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

Pyjamas jusqu'à 16 ans?
Absorba. Tout simplement.
absorba

20 h. 30 (R.) (N.). La caméra du lundi (hommage à Raimu). « L'homme au chapeau rond », film de Pierre Verrier (1946), avec Raimu, A. Claron, G. Casadesu, L. Valour.

Un pouf, portant un chapeau rond, pourrit d'une femme feroce un ancien amant de sa femme, avec lequel il fût un feu moribond.

MAURICE PERISSET

RAIMU

mis en images par ANDRE BERNARD

Un magnifique album

68 PHOTOS

SOLAR

22 h. 10. Portrait de Raimu, par S. Peter.
23 h. 35. Journal.

CHAÎNE II : A 2

PAUL GUIMARD
Le mauvais temps
roman denoël

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes.
21 h. 55. Documentaire : L'art sur la vie, prod. F. Breugnot, réal. D. Page (La formation artistique des enfants). 22 h. 45. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Prestige du cinéma : « Virages », de J. Goldstein (1969).
21 h. 30. Documentaire : L'art sur la vie, prod. F. Breugnot, réal. D. Page (La formation artistique des enfants). 22 h. 45. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. Carte blanche : « Cinoche », de S. Steinberg, avec R. Blass, J. Duby, C. Nicot, réalisation H. Soubeiran ; 21 h. 5. L'autre scène ou les vivants et les morts, par C. Mera et P. Nemo ; 22 h. 5. Entrées, avec Ephraïm Grenada, par A. Prevost ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Concours international de guitare : 20 h. 20. Présentation du concert : 20 h. 20. Semaine Mozart : Festival international de concert : 20 h. 20. Chœurs et Chœurs de Radio-France, direction J. Elot Gardiner ; « Litanies du Saint Sacrement à la Vierge » (Mozart) ; Harmonie, messe en si bémol majeur (Haydn) ; 23 h. Entre les pavés, l'œuvre : La musique populaire dans la correspondance de George Sand ; 24 h. Concerto pour pianiste.

MARDI 14 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu... à 13 h. 45. Restez donc avec nous.
20 h. 30. Variétés : Jean Sablon ; 21 h. 30. Le sens de l'histoire (La féminité), de J. Aurel et J. Laurent ; 22 h. 30. Sur la gravure : Ombre et lumière (Hans Hartung) ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu... à 18 h. 20. Aujourd'hui magazine.
20 h. 35. Les dossiers de l'écran : « Le Visiteur », de J. Gold (1973), avec T. Howard, M. Sheen, C. Cusack, A. Keir.
Vers la fin du XX^e siècle, un jeune prêtre est envoyé dans une île d'Irlande, pour enseigner à se soumettre à Rome des moines qui continuent de dire la messe en latin et repoussent les instructions de l'Église.

Vers 22 h. Débat : Les catholiques, l'Eglise et la foi.
Avec MM. Maurice Clavel, André Frossard, Georges Hovard, (fondateur de la Vie catholique), le Père René Berthier (de la Fédération des organisations de communication

sociale), Mme Françoise Lucrot, animatrice nationale des Siliences de l'Église, Jean Robert Armogathe (prêtre, vingt-cinq ans), Jacques Renaudie (curé de la paroisse Notre-Dame de l'Assomption, à Paris) et, sous réserve, M. Leleux.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures : « L'Attaque de la mallo-poste », de H. Hathaway (1950), avec T. Power, S. Hayward, H. Marlowe, D. Jagger (N.).

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. Dialogues : la culpabilisation chrétienne, avec P. Solignac et J.-F. Six ; 21 h. 20. XIP Festival d'art contemporain de Royan ; récital de J. Méfano, poésie (Consol), Koehn, Faïta, Fimisty).

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert : 21 h. En direct des Symphonies musicales de Berlin 1976. Concert en mémoire de B. Walter : l'Orchestre philharmonique de Berlin, direction K. Boehm, interprète les symphonies n° 39, 40 et 41 de Mozart ; 22 h. 25. Musique traditionnelle italienne ; 24 h. L'opéra sauvage.

(Publié)

SUPER SEARCH

PEUT VOUS AIDER
A TROUVER UN EMPLOI
AUX U.S.A.

Ecrire à : Super Search Dépt BE
R.P. 169 07 - 75326 PARIS (7).

Louez votre TV couleur pour 133 F/s
(146 F par mois et 12 mois gratuits - option d'achat facultative -)

60 points de service dans la région parisienne
tél. 739.33.75

NOVA-TEL
739.40.40
la couleur et le noir et blanc large choix de portables design

Variétés

Nicole Croisille à l'Olympia

Certes, c'est détestable : « Tu es l'homme, tu es le guide... je suis la femme, je ne suis rien... » dit d'un côté lui, « je suis une femme quand il s'agit d'aimer et de l'autre, de l'autre elle, qui, pour la première fois s'est « enfuie sans femme » avec lui. Mais l'homme qui dit qu'il aime une femme, c'est, sans doute, avec son amour qui est sa « seule liberté ». Ce n'est pas engageant, c'est le thème majeur de son répertoire, c'est ce que l'on connaît de Nicole Croisille et qui la voue au succès.

La voici consacrée vedette. Elle a son nom en grandes lettres rouges que l'on voit de loin, boulevard des Capucines : elle passe à l'Olympia. On découvre avec plaisir qu'elle a un vrai public fidèle, assez jeune, assez sage. Alors que la télévision n'a jamais donné d'elle qu'une série d'images rétroscopées sans lui découvrir une personnalité, la scène révèle une fragilité vaguement sophistiquée puis une énergie folle, exubérante, ponctuée par la voix. Elle chante de toutes ses forces, se débale d'une œuvre à l'autre, donne dans la performance. L'échange, c'est qu'elle ose à peine chanter ce qu'elle dit avoir aimé un coup de foudre, comme Bidouille, de Baden-Powell et Nougues. Elle hésite à revenir une dernière fois, il le faut bien, les gens l'exigent, et offre alors le meilleur moment de la soirée, le plus émouvant.

D'ailleurs, son album de souvenirs, elle le feuillète trop rapidement, elle ne veut pas abuser, glisse un couplet ou deux de Vieux pour vieux et d'Un homme et ses femmes, tandis qu'à contretemps des images des deux films défilent derrière elle. C'est là, à côté de son répertoire, sans le faire exprès, qu'elle donne ce pour quoi on peut aller la voir. — C. D.

■ Un Roumain de vingt-neuf ans, Ion Ivanovescu, a remporté le premier prix du deuxième Concours international de harpe de Jérusalem. Le deuxième prix a été attribué à la Française Frédéric Cambréling.

■ Le danseur britannique Paul Clarke, membre depuis trois ans du Festival Ballet, a vient de mourir à Londres d'une crise cardiaque. Il était âgé de vingt-huit ans.



BARRY LYNDON

un film de STANLEY KUBRICK

BAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES
BAUMONT RIVE GAUCHE et IMPÉRIAL
14 h - 17 h 25 - 21 h
BAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES
11 h 30 - 14 h 55 - 16 h 30 - 21 h 45
DIMANCHE : 14 h 30 - 18 h - 21 h 30

An Théâtre Fontaine, chaque soir à 20 h. 45 (sauf jeudi), dimanche 2 matinées : 15 h. et 18 h. 30

« COMME AVANT »

de Pascal Jardin, d'après « Collaborateurs » de John Mortimer, avec Jean-Pierre Cassol, Tanya Lajert, Marion Laran, Jean-François Balmer.

Mise en scène d'André Voutsinas, décor Robert Moulouy. Location au théâtre, 10, rue Fontaine, 014-74-40 et toutes agences.

Au Théâtre EDOUARD VII, première le 16 septembre de :

DIS-MOI BLAISE...

de Blaise Cendrars, avec Jean DESAILLY et Simone VALÈRE. Location au théâtre (073-67-90) et dans les agences.

AMNESTY INTERNATIONAL organise du 13 septembre au 4 octobre prochain, dans les locaux du THÉÂTRE D'ORSAY, une exposition-vente de dessins originaux d'illustrateurs et d'auteurs de bandes dessinées.

L'accueil sera par AMNESTY INTERNATIONAL auprès de ces auteurs devrait permettre de rassembler au moins 80 œuvres, et les principaux noms de la bande dessinée française seront représentés : Brecher, Wolinski, Reiser, Giraud, Sempé, Sini, Gourmaud, Pichard, etc. Un seul prix : 1 000 francs.

FESTIVAL FESTIVAL

Dir. BERNARD BONALDI JEAN-LOUIS PETIT

MOZART - LITANIES À LA VIERGE

NOP et Chœurs Radio-France dir. J.-E. Gardiner.

Lundi 13 Sept., 20 h. 30, Saint-Séverin.

SCHUTZ - CONCERTS SPIRITUELS

Mardi 14, 18 h. 30 et 20 h. 30, Sainte-Chapelle.

ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA

Mercr. 15, 20 h. 30, Pleyel; jeudi 16, 20 h. 30, Saint-Séverin.

ORCHESTRE NATIONAL BELGE

vendredi 17, 20 h. 30, Saint-Germain-des-Près.

OSQUE ET CIVILES

samedi 18, 20 h. 30, Saint-Germain-des-Près.

EXPOSITION PAGES

tous les jours, à la GALLERIE CHEVALIER, 27, rue de la Ferronnerie (1^{er}).

PIANO RENCONTRES

avec Alain Motard, Martine Joste et André Gorog.

les 13, 15, 17, 19, 20 et 22, à 18 h. 30 - Pleyel.

Renseignements-Location : 4, r. des Prêtres-Saint-Séverin, 5. Tél. : 633-61-77.

La Femme 100 têtes

MAX ERNST

La Femme 100 têtes

MAX ERNST

« La Femme 100 têtes » est un roman de Max Ernst, illustré par lui-même. C'est une œuvre majeure de l'art surréaliste. Le livre est publié en 1929, à Paris, chez Grasset.

La Femme 100 têtes est une œuvre majeure de l'art surréaliste. Le livre est publié en 1929, à Paris, chez Grasset.

BIENTOT

DUELLE

JACQUES RIVETTE

SPECTACLES

théâtres

Les salles couvertes

Antoine, 20 h. 30 : Le Tube.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Danton, 21 h. : Monsieur Masure.
Fontaine, 20 h. 45 : Comme avant.
Hachette, 20 h. 45 : Le Capitaine Corcoran.
Madelaine, 20 h. 30 : Feu de paille.
Midi, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : Voyage avec la drogue.
Théâtre d'Édgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Histoire d'amour.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Teatro Campesino.

Les cafés-théâtres

Au Sec fil, 21 h. 15 : T'es comme toi; 22 h. 30 : Nadine Mon.
Au Vrai Café parisien, 20 h. 45 : Festival permanent de la chanson inconnue.
Blanc-Manteau, 20 h. 30 : Le Mors aux dents; 21 h. 30 : Les Jeunes; 22 h. 45 : Les Clergés de l'après.
Café d'Édgar, salle 1, 22 h. 30 : Magomédia. — Salle 2, 22 h. 15 : Deux Sultans au-dessus de tout soupçon.
Cope-Chou, 20 h. 30 : Je m'imagine pas ma vie demain; 22 h. : Pourquoi pas moi.
Cœur des Miracles, 20 h. 45 : Pierre et la poubelle; 22 h. 30 : J.-C. Montali.

Festival festival

Bateau-Musique, 18 h. 30 : Quintette Guy Tournon.
Salle Pleyel, 18 h. 30 : A. Motard, piano (R. Chumak, D. Debussé, Bartok).
Salle Saint-Séverin, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de chœurs de Radio-France, dir. J.-E. Gardiner (Mozart, Haydn).

Le music-hall

Concert Mayol, 21 h. 15 : Nu à l'âge 76.
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'été.
Moulin-Rouge, 22 h. 30 : Follement Olympia, 21 h. 30 : Nicole Croisille.

Vidéo

Vidéostore, permanent à partir de 13 h. 30 : Around the Stones.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 13 septembre

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : La Vengeance aux deux visages, de M. Brando; 18 h. 30 : Les Pérolles de la Claire-Louise, de J. Tourneur; 20 h. 30 : Cat Ballou, d'E. Silverstein; 22 h. 30 : La Caravane de l'enfer (première partie), de W. Wicher; 0 h. 30 : La Caravane de l'enfer (deuxième partie).

Les exclusivités

ACTES DE MARIUS (Max, v.o.) (*) : Quintette, 9 (033-39-40); Elysée-Lincoln, 9 (359-36-14); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

A NOUS LES PETITES ANGLAISES (Fr.) : Marignan, 9 (359-32-82); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

L'APPRENTISSAGE DE DUDU (Fr.) : Marignan, 9 (359-32-82); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

L'ARGENT DE POCHES (Fr.) : Cinéma Saint-Germain, 9 (033-39-40); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

BURYS MALONE (A. v.o.) : Saint-Germain, 9 (033-39-40); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

MAISON (A. v.o.) : Saint-Germain, 9 (033-39-40); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

LES EXCLUSIVITÉS (L. v.o.) : Saint-Germain, 9 (033-39-40); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

bientôt!



DRACULA PERE ET FILS

Les films nouveaux

L'APACHE (Am. v.o.) : U.C.C. Odéon, 9 (323-71-08); Emile, 9 (323-71-08); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

LA FEMME FIDÈLE (Fr.) : Capri, 9 (508-11-69); Publicis-St-Germain, 9 (222-72-80); Emile, 9 (323-71-08); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

UN TYPE COMME MOI NE DEVIENDRA JAMAIS MOUTON (Fr.) : St-Germain, 9 (033-39-40); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

LA FEMME FIDÈLE (Fr.) : Capri, 9 (508-11-69); Publicis-St-Germain, 9 (222-72-80); Emile, 9 (323-71-08); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

Les grandes reprises

ALEXANDRE LE BIENBENUEUX (Fr.) : Studio Raspail, 19 (328-38-88).

L'AMOUR FOU (Fr.) : Olympia, 19 (723-57-42).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.o.) : Diderot, 12 (342-19-29).

2001 L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A. v.o.) : Contrepoint, 9 (323-76-37); 14-Juillet, 19 (377-90-81); Olympia, 19 (723-57-42).

DANCING LADY (A. v.o.) : Action-Christine, 9 (323-65-78) jours pairs.

MONTE-CARLO (v.o.) : ELYSÉE-LINCOLN (v.o.) : QUARTIER LATIN (v.o.) : DRAGON (v.o.) : MAYFAIR (v.o.) : FRANCAIS (v.o.) : NATION (v.o.) : MONTFARNAIS-PATHÉ (v.o.) : SAINT-LAZARE-PASQUIER (v.o.) : CONVENTION-GAUMONT (v.o.) : CARAVELLE-PATHÉ (v.o.) : BELLE-ÉPINE : MULTICINE Champigny - TRICITY Asnières - GAMMA Argenteuil - VELIZY 2 - GAUMONT Évy - CYRANO Versailles.

sans aucun doute le film le plus drôle de mémoire de spectateur

LA PREUVE:

à mourir de rire. LE CANARD ENCHANÉ

on rit beaucoup à ce film loufoque et tendre

une gamme de rires et d'émotions

souvent cruel, toujours drôle

le rire, ici, est férocement telévisé

à sangloter de rire LAURE

Mes Chers Amis

LE 15 SEPTEMBRE

L'INNOCENT

une merveilleuse histoire d'amour

l'ultime chef-d'œuvre de LUCHINO VISCONTI

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,78

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

MEMOREX

EUROPE - MIDDLE EAST - AFRICA

The continued expansion of our markets and product lines requires us to fill these positions rapidly. Our Senior Management will be interviewing in London, Paris and Brussels. Please call for an appointment or just come in.

Marketing. Senior European Headquarters Marketing positions with significant international responsibilities. Considerable data processing industry experience is a pre-requisite for most of these positions: □ program manager, computer flexible media □ program manager, telecommunications equipment □ program manager, add-on memories □ program manager, rotating memories □ business planning manager □ contracts manager.

Sales. Our rapid growth means that we are always interested in well qualified, experienced D.P. Sales Personnel. We have specific opportunities in the following positions: □ European service sales manager □ European sales training manager □ O.E.M. sales executives.

Technical services. At the European level we have several critical openings. Extensive data processing experience is required: □ field service planning manager □ field service training manager □ field service trainers.

Systems. We are looking for Senior Staff with Systems Engineering experience to support Europe-wide marketing of peripheral equipment, particularly to large data base installations. Communication network experience would be a strong advantage. Opportunities are available in: □ memory products □ telecommunications products □ small systems peripherals.

If you cannot come at these times, please write to: Christopher Mill, Director of Industrial Relations, Memorex Europe, Middle East, Africa, Hauts-Sarts, B-4400 Herstal, Belgium, phone (041) 64.45.40.

Interviews

Paris
SEPTEMBER 16 9 am till 730 pm
Hôtel Lott, 7 rue Castiglione,
75001 Paris. ☎ 260.37.34

Brussels
SEPTEMBER 17 10 am till 8 pm
Hôtel Hilton, bd de Waterloo 38,
1000 Brussels. ☎ 513.89.70
SEPTEMBER 18 9 am till 5 pm
Hôtel Hilton, bd de Waterloo 38,
1000 Brussels. ☎ 513.89.70

London
SEPTEMBER 22 10 am till 8 pm
Royal Garden Hotel,
Kensington High Street,
London W8 4PT. ☎ 937.80.00
SEPTEMBER 23 10 am till 8 pm
Royal Garden Hotel,
Kensington High Street,
London W8 4PT. ☎ 937.80.00

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BELGE D'ENTREPRISES THERMIQUES

recherche

pour ses chantiers en Belgique et son développement ultérieur dans le Nord de la France d'une part, et au Moyen-Orient d'autre part.

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS SUPÉRIEURS

ayant au minimum 5 ans d'expérience en ingénierie et création d'installations de conditionnement d'air.

Les candidats retenus devront en tout état de cause effectuer un stage de 1 à 2 ans à Bruxelles.

Ecrire avec C.V., références professionnelles et photo sous n° 461.287 M. à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmettra.



le centre d'études de prévention

recherche pour détachement à l'étranger (contrat français)

DES INGÉNIEURS DIPLOMÉS

HAUT NIVEAU

minimum 2 ans d'expérience dans le domaine de la construction, notamment spécialistes charpentes métalliques, structure béton, assainissement et V.R.D.

Envoyer C.V. en indiquant prétentions, importance de la famille à déplacer et date de disponibilité au :

Service du Personnel
C.E.P. - 34, rue Rennequin
75017 PARIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)

recherche

UN CADRE BUDGÉTAIRE

chargé au sein de filiales étrangères de la mise en place et du suivi de leur contrôle budgétaire.

- Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce
- Bonne connaissance de comptabilité (D.E.C.S. souhaité)
- Expérience de quelques années au moins du contrôle budgétaire et des problèmes de financement et d'emprunt.

Très bonne connaissance de l'anglais.

Après une période relativement brève de formation au siège, ce cadre serait appelé à s'expatrier.

Ecrire sous réf. No 73521 avec C.V., et photo, Sté Nationale ELF AQUITAINE (Production) Département Développement Formation 7, rue Nélaton 75739 Paris Cedex 15.

DIRECTEUR D'USINE

Électrometallurgie - VENEZUELA

Dans le cadre de son développement international, BOZEL-ELCTROMETALLURGIE cherche à pourvoir le poste de Directeur d'usine pour sa filiale au Venezuela.

L'usine, située dans la zone industrielle de Matanzas, et dans la banlieue d'une ville de deux cent mille habitants, produit l'alu ferro-allium dans deux fours de 30.000 KVA.

Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école possédant dix ans d'expérience en production et/ou entretien acquis en électrometallurgie ou sidérurgie. La connaissance de l'espagnol et une expérience antérieure d'expatriation sont souhaitables.

Un contrat français est assuré, et des perspectives de carrière sont largement ouvertes tant en France qu'à l'étranger pour un candidat de valeur.



Env. lettre man. C.V. détaillée, photo récente et résum. envisagé, à réf. M 181 A, à NOBEL BOZEL Département Recrutement, Tour Roussel-Nobel, Cedex 3, 92080 PARIS - LA DEFENSE.

CONSEILS

EN ORGANISATION AFRIQUE DU NORD

Un Cabinet international recherche des spécialistes en gestion et en organisation financière. Ces professionnels de haut niveau seront intégrés à des équipes menant des missions importantes en Afrique du Nord. Les candidats retenus devront avoir une formation universitaire supérieure et une expérience professionnelle de cinq ans minimum. Une bonne connaissance des systèmes comptables et de contrôle ainsi qu'une pratique approfondie de la comptabilité analytique sont indispensables. Pour certains des postes à pourvoir une excellente formation technique, type expertise-comptable, ainsi qu'une expérience d'une dizaine d'années seront des atouts supplémentaires. Une parfaite maîtrise de la langue française est indispensable. Env. C.V. et photos à : 74, rue COFFREY, 75001 Paris, 20, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

La Faculté d'économie et sciences sociales - Université de Coimbra accepte candidatures

PROFESSEURS/ASSISTANTS

plusieurs domaines Economie Sciences sociales

Préf. candidats portugais ou ayant bon comm. langue port. Candidatures adressées Faculté de Economie e Ciências Sociais-Universidade de Coimbra PORTUGAL

POUR L'ALGERIE

INVENTORY CONTROL

INSPECTOR

exp. magas. ou admin. Parl. angl. Libre rep. T. 25-19-76, 10 - 15 heures.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINÉRAIS

Division Zaïre

Nous recherchons actuellement, pour l'une des premières sociétés minières et métallurgiques du monde (35.000 agents), établie dans une région au climat particulièrement favorisé de la République du Zaïre (Shaba), des

ingénieurs diplômés de grandes écoles ou ENSI

(âgés de 25 ans au moins)

ayant au moins 4 ans d'expérience effective dans l'un des domaines suivants:

électromécanique

- Direction, entretien et montage du matériel électrique et mécanique fond et surface dans un important siège minier (réf. KHI/4010).
- Organisation et animation d'un service assurant la gestion du matériel moyen et lourd dans une mine fortement mécanisée (réf. KTO/10.000).
- Direction technique et administrative du service électromécanique d'une grande carrière à ciel ouvert (réf. KVE/7010).
- Chef d'un service d'études: rentabilité des investissements en machines, améliorations du matériel et des matériaux (réf. LUJ/5140).
- Responsable du fonctionnement et de l'entretien d'un important concentrateur (réf. SKC/3010).

électricité

- Etude et réalisation de nouvelles installations électriques (réf. EC/6010).

mécanique

- Chef du service technique d'une importante minoterie (réf. MNK).

mines (ou constructions civiles)

- Chef du service d'organisation d'une mine souterraine: étude de projets, planification (PERT), budgétisation d'exploitation (réf. KHI/8010).
- Direction et animation d'un service "Chargement - transport", coordonnant toutes les activités d'une mine (réf. KTO/13001).
- Direction et animation du service "Infrastructure" regroupant la purge-boulonnage, le gunitage, le génie civil, ainsi que la règle et l'entretien du puits (réf. KTO/14001).

métallurgie/chimie

- Direction d'un groupe de travail chargé des études relatives à l'exploitation d'un important concentrateur (réf. SKC/2020).
- Responsabilité de plusieurs sections hydrométallurgiques ou thermiques, impliquant, outre la conduite du personnel, le contrôle des processus, l'étude du flow sheet de remplacement, l'établissement de programmes d'entretien (réf. US/2010).
- Direction d'une usine de production d'acide sulfurique (réf. US/10100).

Tous ces emplois offrent de larges possibilités d'initiatives et de responsabilités, au sein d'une grande entreprise en constante expansion. Ils sont assortis de conditions matérielles intéressantes.

Veuillez bien adresser vos offres de services, accompagnées d'un bref curriculum vitae et en mentionnant la référence de l'emploi postulé, ainsi que le nom de ce journal, à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINÉRAIS/DIVISION ZAÏRE, rue du Marais 37 à 1000 Bruxelles (Belgique). Une réponse rapide et la plus absolue discrétion sont assurées à chaque candidat.



IMPORTANTES SM T.P. RECHERCHE POUR CHANTIER AU GABON

INGÉNIEUR MÉCANICIEN DES SOLS

- Ayant quelques années d'expérience dans les études géotechniques de tracé de routes et voies ferrées;
- Il sera intégré au bureau d'études d'entreprise basé sur le chantier et chargé de faire la reconnaissance géologique du tracé, d'interpréter les données géotechniques fournies par l'administration, d'établir en collaboration avec l'ingénieur du tracé le projet d'exécution.

Ce poste conviendrait à un ingénieur DYNAMIQUE, MÉCANIQUE, AZANT ESPRIT D'ÉQUIPE

Envoyer C.V. détaillé manuscrit à 2^e T. 82147 M. REGIE-PRESSE, 85 bis rue Réaumur, Paris-2^e, qui transmettra.

Société d'économie mixte liée au Groupe PECHINEY-UGINE-KUHLMANN recherche pour son usine située en AFRIQUE DE L'OUEST

2 animateurs de formation

• L'un de niveau ingénieur très confirmé, pour assurer des sections de formation continue (collectives et individuelles) auprès des cadres et de la maîtrise en place, dans les domaines suivants : gestion d'atelier, organisation, méthodologie, relation communication.

• L'autre de niveau cadre, pour prendre en charge la conception, l'organisation et une part importante de l'animation d'un cycle long de formation de futurs agents de maîtrise.

Pour ces deux postes on recherche des animateurs ayant une solide expérience industrielle dans des postes opérationnels, doublée d'une expérience concrète de formateurs.

- Sont offerts :
- rémunération élevée
- logement gratuit
- 2 mois de congés pour 10 mois de séjour.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 7155 à :

organisation et publicité
21, rue MARCO 75001 PARIS/OUTRANSMETTRA

SOCIÉTÉ DE SERVICES et CONSEILS EN INFORMATIQUE recherche

Pour participer au développement d'un grand système de gestion au MOYEN-ORIENT

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

4 à 6 ans d'expérience en informatique de gestion. Connaissance du matériel IBM (IBM 2 et 3). Saura adjoint au chef de projet.

DES INGÉNIEURS

Débutants. Formation d'ingénieurs ou maîtrise d'informatique pour s'intégrer dans une équipe importante. Formation assurée.

Tous ces postes sont à pourvoir rapidement. Connaissance de la langue anglaise indispensable. Durée de séjour 18 mois.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions se référant à NAM (numéro-annonce) à EMPLOIS ET CARRIÈRES 30, rue Vernet 75001 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GLAENZER SPICER
SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
(2.200 personnes)
Filiale d'un très important groupe international
(120.000 personnes)
dans le but de renforcer la progression continue
de son développement recherche pour son
Usine du MANS (1.300 personnes)

UN INGÉNIEUR MÉTHODES
DIPLOME ARTS ET MÉTIERS
OU ÉQUIVALENT.
ayant un minimum de 4 ans d'expérience
pour le poste de :

**RESPONSABLE DES TECHNIQUES
DE FABRICATION**
(création de poste)

Il secondera le chef de service particulièrement
dans les domaines suivants : rationalisation des
techniques et procédés d'usinage, études des
temps, outils de coupe et lubrifiants traitements
thermiques.

Très bon niveau de rémunération.
Situation stable et d'avenir.

Adresser lettre man. avec C.V. détaillé, photo
et prétentions sous la réf. T.F. à Direction du
Personnel, B.P. No 60 - 78301 POISSY Cedex.

**UNE FILIALE DU COMITÉ INTERPROFESSIONNEL
DU LOGEMENT D'ILLE-ET-VILAINE**
recherche

**UN DIRECTEUR DES ÉTUDES
"MAISONS INDIVIDUELLES"**
De formation E.S.T.P., A.M., E.C.P.,...

Il aura pour mission d'assurer le développe-
ment de ce secteur d'activité sous tous ses
aspects : analyse des besoins, mise au point
des programmes, négociation et gestion des
marchés, suivi des travaux...
Une expérience réussie dans ce domaine est
indispensable.

Écrire avec C.V., prétentions, photo
sous référence 69.132 à :

GANIDE
19, rue de Montmorency - 75003 PARIS
94, rue Le Darcq - 59100 RENNES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
leader dans sa branche
plusieurs Établissements en Province
fabrication petits matériels
moyennes séries
recherche

deux directeurs
unité de production
1° RÉGION MIDI-PYRÉNÉES
effectif 800 personnes
2° 100 km SUD PARIS
effectif 1.100 personnes

mission :
gestion générale et adaptation de l'organisation de l'unité
dans un souci constant des prix de revient et des délais ;

qualités requises :
formation diplôme ingénieur,
10 ans au moins d'expérience industrielle avec réussite
prouvée dans un poste similaire,
forte personnalité ayant qualités certaines d'organisation
et de coordination.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant établissement
souhaité sous référence HEVE (mentionnée sur enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

L'UNION MUTUALISTE
SOCIALE AGRICOLE
DE L'OUEST
recherche

**UN ANIMATEUR
DE FORMATION**
ayant une expérience d'animation
en milieu agricole, connaissant
les organisations professionnelles
agricoles. Age de 40 ans minimum.
Adresser candidature avec C.V.
à S.A.S.A.O. S.P. 11,
3240 CHATEAUGIRON.

Importante société de l'
OUEST
Recherche

**DOCTEUR ou LICENCIÉ
EN DROIT**
Spécialité Droit Social.
Formation assurée.
Écrire avec C.V. et photo
à S.A.S.A.O. S.P. 11,
Colombier, 35100 RENNES.

CABLES ÉLECTRIQUES
Importance Société
(500 personnes)
Installée 100 km Sud Paris
offre situation à

JEUNE INGÉNIEUR
A.M. ou équivalent
Ce poste conviendrait à
l'INGÉNIEUR ayant de préférence
quelques années d'expérience
industrielles.
Le candidat choisi prendra après
formation poste sur Fabrication
et Mécatronique.
responsabilités.

Emploi disponible immédiatement
ou entrée en fonction à convenir.
Il sera répondu à lettre
manuscrite accompagnée d'un
C.V. détaillé adressée à
(rue. 4.201), 3, rue de
Téhéran, 75008 PARIS.
DISCRETION ASSURÉE.

GLAENZER SPICER
SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
(2.200 personnes)
Filiale d'un très important groupe international
(120.000 personnes)
pour renforcer la progression continue de son
développement recherche pour son usine
du MANS (1.300 personnes)

**RESPONSABLE D'UNE UNITÉ
DE FABRICATION**
(500 personnes environ)
(création de poste)

Ayant un minimum de 4 ans d'expérience
en traitement thermique et usinage (moyennes
et grandes séries).
Outre l'aspect technique, la fonction comporte
la responsabilité de gestion humaine et écono-
mique de l'unité.

Très bon niveau de rémunération.
Situation stable et d'avenir.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé,
photo et prétentions sous réf. R.U. à Direction
du Personnel B.P. No 60, 78301 POISSY Cedex.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE ÉLECTRONIQUE
Province région Ouest, recherche

CONTROLEUR DE GESTION
Formation supérieure H.E.C., E.S.S.E.C.
Sup. de Co.

Connaissances informatiques, ayant déjà exercé
fonction similaire plusieurs années
35 ans minimum

Écrire sous le n° 74875 à CONTEXTE Publicité,
20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

CHEF de SERVICE
ENTRETIEN/MAINTENANCE

Cette unité du
Groupe (1800 p. en
2 x 8) est neuve,
et produit des pièces
usées en grandes
séries. Pour que l'outi-
lisation soit la maximum de souplesse et d'efficacité,
l'ingénieur retenu pour ce poste aura l'expérience de la
fonction et de ses exigences : sens du service en temps
réel et du coût des arrêts, systématisation de la préven-
tion dans le respect de la priorité de fabrication, relation
budgétaire, motivation par l'engagement de soi
des 80 agents du service, solidarité avec toutes
les parties prenantes. Convocation
des candidats retenus avant le
30.9.76. Prière d'adresser
S/N° 654, C.V. complet,
avec références et photo.

ANJOU
90-100.000 F

CEIP
Conseil d'Entreprises
56270 PLOEMEUR

BESANCON V.P.C.
IMPORTANTE SOCIÉTÉ VENTE PAR CORRES-
PONDANCE

en très forte expansion
leader dans sa branche crée poste

**DIRECTEUR
COMMERCIAL
GÉNÉRAL**

EN COLLABORATION DIRECTE AVEC LE P.D.G.
IL EST MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION.
IL DEVRA :

- Définir la politique commerciale.
- Maîtriser l'expansion dans le cadre d'une
optimisation des résultats.
- Posséder, si possible, des connaissances en
publicité.
- Améliorer la qualité du service clients.
- Coordonner, et animer les fonctions qui
concourent à l'application de la politique
commerciale (cadres commerciaux à forte
personnalité) ;
- Services produits - études commerciales -
Promo vente et publicité - Catalogue - Fi-
chiers - Statistiques commerciales - Rela-
tions clientèle - Studio.

Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre
supérieur, 40 ans environ, pouvant justifier
expérience commerciale.

NOUS OFFRONS :

- forte rémunération,
- situation intéressante, d'avenir pour candidat
large envergure,
- ambiance travail agréable et dynamique.

Envoyer, urgent, C.V. détaillé, photo (si
possible), rémunération actuelle, prétentions, à
HAYAS BESANCON sous numéro 430. Dis-
crétion assurée, pour entrée immédiate ou à
convenir.



emplois internationaux

WRANGLER
cherche des
**directeurs
administratifs**

pour ses opérations internatio-
nales.

Les candidats auront les qualités
suivantes :

- âgé de 25 à min et éventuel-
lement prêt à habiter une région
d'Europe à définir ;
- 3 ans d'expérience dans une
fonction administrative ;
- une expérience en Production et
Magasins serait un avantage ;
- une expérience en système
E.D.P. ;
- un degré universitaire en Admi-
nistration ou équivalent ;
- une bonne connaissance de
l'anglais et d'autres langues
européennes.

Si vous correspondez à ces cri-
tères, envoyez votre curriculum
vital à :

BLUE BELL EUROPE, B. Dzialak,
Employment Manager Europe,
rue de Brabant 62, 1030 Bru-
xelles, Belgique.

Wrangler

**Groupe International
de Distribution**
recherche

pour sa filiale au **GABON**

**Cadre Administratif
et Comptable**

Il aura la charge :

- de la tenue complète de la comptabilité,
de l'élaboration des informations de ges-
tion ;
- du contrôle des opérations administra-
tives.

NOUS SOUHAITONS :

- formation D.E.S. ou B.P. ancien régime ;
- 2 à 3 ans d'expérience dans une moyenne
entreprise.

Adresser C.V. et prétentions, sous le n° 73.383
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

**Société de tout premier plan
dans le domaine pétrolier**
recherche pour ses
Établissements en **TUNISIE**

**UN CHEF DE PERSONNEL
EXPÉRIMENTÉ**

De nationalité Tunisienne, dépositaire des obligations
militaires.
Chargé de mettre en place les systèmes de gestion
administrative hebdomadaire et d'élaborer la politique
prévisionnelle pour la meilleure utilisation des res-
sources humaines.

Salaires attractifs.

Écrire avec C.V. et prétentions, sous le n° 73.383
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Groupe Industriel et forestier
COTE D'IVOIRE
recherche

DIRECTEUR D'USINE
POUR EXPLOITATION EN BOURSE
SCIAGE et CONTRÉPLAQUE - 750 personnes
Expérience outre-mer souhaitable et possible dans
même domaine d'activité.

Adresser C.V. à n° 7.382

COFAP
40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

LES BOUGIES MARCHAL
(filiale Groupe français important)
rech pour usine 300 Personnes HAUTE-SAVOIE
(30 kilomètres Genève et Chambéry)
en cours de développement

**CHEF DU SERVICE
ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Le poste est à créer dans le cadre de l'expansion
de l'usine. Il conviendrait à un cadre de 35 ans
minimum de formation supérieure, soit admi-
nistrative (type SUP. de CO.), soit Ingénieur.

AYANT UN GOUT MARQUE
ET UNE BONNE EXPÉRIENCE DE LA GESTION
(comptabilité industrielle, prix de revient)

Priorité est donnée à la compétence, au caractère
et à la valeur personnelle du candidat.
Évolution possible pour candidats de valeur.

Écrire avec C.V. et Prétentions sous réf. 2.233 à
S.A. Services Industriels,
PARIS-18^e,
Discretion absolue.

CORT

**gestion
budgétaire
commerciale**

BSN-Gervais-Danone recherche un jeune
diplômé ESC ou Sc. Eco pour l'Adminis-
tration des Ventes de Kronenbourg,
à Strasbourg.

Chargé de la gestion budgétaire
commerciale, il doit en consolider la mise en
place dans les Directions Régionales de
Vente. Il est responsable de la fiabilité de cet
outil de gestion et de la qualité des
informations fournies. Il réalise des études
de rentabilité commerciale.

Ce poste, qui nécessite de bonnes
connaissances comptables, conviendrait
à un candidat disposant d'une première
expérience de gestion budgétaire,
de préférence en liaison avec les ventes.

Adresser curriculum vitae détaillé,
sous réf. D 08, à Daniel HARDOUIN,
BSN-Gervais-Danone,
125-130, rue J.-Guesde
92302 LEVALLOIS-PERRET.

bsn.gervais danone

ORGANISME DE RETRAITE ET PRÉVOYANCE
recherche pour sa DIVISION
ORGANISATION ET INFORMATIQUE

**UN COLLABORATEUR
de haut niveau**

pour rationaliser, dans un premier temps,
les tâches de son Service Informatique.

Le candidat retenu :

- sera diplômé d'enseignement supérieur ;
- aura deux ans au moins d'expérience
en informatique.

Pratique de l'organisation.
Maîtrise d'une méthode de programmation
structurée.

Connaissance d'un système d'exploitation
et du télétraitement sera appréciée.

Nombreux avantages sociaux.

Lieu de travail : Val-de-Loire.

Envoyer C.V. et photo sous référence 5.274 à
SIPEP
3, rue de Choiseul, 75002 Paris,
qui transmettra.

**IMPORTANT CONSTRUCTEUR
DE CLASSE INTERNATIONALE**
recherche

**INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**

pour la vente de PÉRIPHÉRIQUES D'ORDINATEURS

Cet ingénieur doit avoir une expérience technique
de 2 à 3 ans et parler couramment l'allemand

Lieu de travail : région de STUTTGART

Adresser C.V., photo et prétentions au n° 73.383
CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
75008 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Groupe Britannique équipement automobiles
PREMIER DANS SA BRANCHE
RECHERCHE POUR SA FILIALE DE CALAIS

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- DIPLOME grande école de commerce ou diplôme
comptable ou équivalent, parlant ANGLAIS.
- Expérience dans industrie souhaitée.
- Rémunération suivant expérience et capacité.

Env. C.V. LUCAS, 11, rue Lord-Byron, PARIS-8^e.

Cherchons avec connaissances souhaitées
transports internationaux.

DIRECTEUR

Pour fonctions direction commerciale,
administrative, gestion.

Avec connaissances anglaise courant.

Écrire n° 7484 à "Le Monde" Pub.
5, rue des Halles, 75001 PARIS-01.

Je paye 1.500

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

MATRA

recherche pour ses services achats

INGENIEUR
diplômé ou équivalent

- Il a de bonnes connaissances en électronique pour représenter la Société dans des négociations internationales concernant des achats de haute technicité réalisés en commun par plusieurs Sociétés.
- Il a plus de 30 ans et est capable de s'imposer techniquement dans les négociations. Une bonne connaissance des composants électroniques de toute nature est souhaitable.
- Il a une bonne pratique de l'anglais.

Adresser lecture manuscrite CV et rémunération souhaitée en indiquant la référence NK 162

MATRA Monsieur KORFAN
B.P. n° 1 - 78140 VELIZY.

LE CREDIT CHIMIQUE
BANQUE PRIVEE

recherche

auditeur interne

pour son Service

CONTROLE INSPECTION

Sa mission :

- vérification des procédures réglementaires et comptables,
- contrôle des existants et de la régularité des opérations.

La connaissance des techniques bancaires est absolument indispensable.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et prétentions pour réf. AUM à B. AMELOT.

CREDIT CHIMIQUE
20, rue Tréhard - 75008 Paris

L'UN DES PREMIERS GROUPES FRANCAIS DE LA DISTRIBUTION

(C.A. de l'ordre de 3 milliards de francs)

recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier et Comptable, le contrôleur de gestion anime et développe le contrôle de gestion, étend le système dans le groupe, participe à la conception et à la mise en œuvre des méthodes et procédures, apporte son concours aux études de gestion demandées par la Direction Générale.

PROFIL IDEAL :

- formation supérieure - Université ou Grandes Ecoles,
- 5 ans minimum d'expérience professionnelle réussie comme contrôleur de gestion, si possible dans les biens de consommation, avec une connaissance confirmée de la comptabilité analytique, des méthodes comptables et une pratique suffisante de l'informatique de gestion,
- résidence : PARIS.

Ecrire lettre manuscrite, C.V., photo à No 73.926 CONTESSÉ PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
crée un poste de :

CHEF DE SERVICE EXPLOITATION

Sous l'autorité du Directeur du département, il assurera de manière autonome la gestion de l'exploitation et la responsabilité du système.

Pour réussir dans ce poste, il faut :

- une bonne connaissance du système IBM DOS/VSE 370-115
- une expérience de programmeur système est indispensable, et une bonne aptitude à la communication et aux relations humaines.

Ce poste est à pourvoir dès que possible, dans une grande ville universitaire de l'Ouest.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 73.922 CONTESSÉ PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

Société Appareils d'Eclairage

Silège et Usine 40 kms Sud d'Orléans

FILIALE d'un IMPORTANT GROUPE de CONSTRUCTION ELECTRIQUE

recherche pour sa

Direction Financière

Cadre Comptable

28 ans minimum, possédant une FORMATION SUPERIEURE (minimum DECS) et une bonne expérience de la comptabilité générale et analytique, acquise de préférence en milieu industriel. Il sera chargé personnellement de superviser les services comptables (9 personnes) et assistera le Directeur Financier dans ses tâches de contrôle budgétaire et de Gestion.

Les dossiers de candidatures : sous réf. M. 1218 à préciser sur l'enveloppe - seront très confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

GROUPES INDUSTRIEL
recherche pour l'une de ses filiales située en HAUTE-SAVOIE

UN RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMPTABILITE

Il aura pour mission :

- Gestion du personnel (300 personnes) ;
- Comptabilité générale ;
- Contrôle gestion (budget et compt. analytiques) ;
- Prévisions de trésorerie ;
- Organisation administrative.

Une expérience de plusieurs années dans une entreprise industrielle serait appréciée.

Ecrire avec C.V. et prétentions au n° 461.589, Régie-Presses, 85 bis r. Réaumur, Paris-2, qui tr.

LE GROUPE REDOUTE
recherche un

AUDITEUR INTERNE

pour prendre en charge la révision des procédures et systèmes de contrôle de différents secteurs de l'entreprise. Cet Auditeur opérationnel proposera les solutions qu'il jugera les plus adaptées aux besoins.

Il sera rattaché au Directeur de l'Audit. Une expérience de la fonction serait appréciée, mais non indispensable. Par contre, l'information intervenant à de nombreux niveaux dans la Société, il est indispensable d'avoir de bonnes connaissances en matière, et un sens marqué de l'économie d'entreprise pour prétendre au poste.

La mission amènera le Titulaire à avoir de nombreux contacts dans toutes les Filiales en France et à l'Etranger. Le poste est à pourvoir à Roubaix.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 6-19-06M à

La Redoute Division Cadres
57, rue de Blanchemaison
59100 ROUBAIX

CENTRE REGIONAL D'INFORMATIQUE HOSPITALIERE DE PICARDIE
recherche

1) **INGENIEURS-ANALYSTES**
possédant deux ans d'expérience en informatique de gestion.

2) **INGENIEUR-ANALYSTE**
orienté mini-informatique.

3) **ANALYSTES**
niveau ingénieur.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :

CENTRE REGIONAL D'INFORMATIQUE HOSPITALIERE DE PICARDIE
1, boulevard Mathurin-Laferrrière,
80000 AMIENS.

BANQUE PRIVEE
SUD-OUEST

recherche

SPÉCIALISTE TITRES

POSTE DE RESPONSABILITE

Envoyer curriculum vitae à
HAVAS BORDEAUX
P. 8.797

CHEF DE SERVICE COMPTABILITE

Fabrique des instruments de navigation aérienne, la Société (2500 n° 300 M de CA) recherche pour son établissement de CHATELERAULT un chef de service dirigeant la comptabilité générale et la comptabilité analytique.

Le poste convient à un homme de plus de 30 ans, de niveau DECS, possédant une expérience dans ces deux domaines acquise dans des établissements industriels où il a pu participer à la gestion de production et à l'information.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera sera note d'information et de renseignements de la candidature sur demande. Réf 602 M.

SON CHEF D'AGENCE

- Il devra avoir une expérience certaine dans la branche.
- Son anglais de préférence sera parfait.
- Il devra avoir l'âme d'un patron.

Ecrire à Pierre VERNET Réf. 5414-0
C.V. manuscrit avec prétentions et photo.

433 Bd. Michelet
13009 MARSEILLE
ou 23, rue des Mathurins
75006 PARIS

ORES
Groupe ROSSARD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
recherche d'urgence, pour GRENOBLE

JEUNE INGENIEUR
chargé d'études de transports collectifs et de plans de circulation.

Ad. C.V. et prét. : DIRECTION DE L'EQUIPEMENT, G.E.P. - 45 X - 38000 GRENOBLE - CEDEX.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN
recherche

un CADRE confirmé pour créer, puis gérer, un OBSERVATOIRE INDUSTRIEL.

Ce service sera chargé de la constitution et de l'actualisation d'une documentation complète sur la structure de l'industrie régionale, d'études de conjoncture et de la préparation des éléments de la politique industrielle de la Chambre.

Le candidat devra être titulaire d'études supérieures à caractère économique et avoir déjà une certaine expérience professionnelle des études économiques.

Adresser toutes candidatures à La Chambre de commerce et d'industrie de Rouen, 40, Quai de la Bourse, B.P. 641, 76007 Rouen Cedex.

Société Région Côte-d'Or
recherche pour compléter son service

UN PROGRAMME ANALYSTE
COBOL, ANS

Connaissances solides de données sociales.

Adresser candidatures manuscrites avec C.V. et prétentions, Réf. N° 7.208 à la Société « Publi-Service », 75402 Paris-12.

Le Maître d'Angoulême
(Charente)
recrute les 14 et 15 octobre 1976

DEUX PROFESSEURS PLASTICIENS
l'un à prédominance peinture, l'autre à prédominance gravure et moyen de reproduction.

Conditions de recrutement : arrondissement d'Angoulême (interieur) ou le Havre 198.

Enseignement technique 16 h. Echelle indiciaire brute 40 - 755, traitement mensuel net de 755.

Les candidats doivent adresser à M. le Maître d'Angoulême, Bureau du Personnel, 4, rue de la République, 17000 Angoulême, le 4 octobre 1976, dernier délai.

ECOLE ARCHITECTURE RECRUTE

ARCHITECTE
Poste assistant contractuel, temps plein, rémunération à l'année, 5 ans d'expérience professionnelle exigés.

2 ans d'expérience en dessin architectural. Envoyer C.V. détaillé et photo à l'U.P.A.M., rue Jussieu, 4400 NANTES.

Ville du Havre recrute

LABORANTIN (E)
traitement net mensuel de 2.300 F. Adresser C.V. et photo à M. le Maître, Bureau du Personnel.

ADMINISTRATEUR DE BIENS C.A.A.B.
recherche

PRINCIPAL
20 ans environ, expérimenté, très au courant des procédures, ayant exercé même fonctions cabinet ministériel. Ecr. Service n° 21 Boite postale Mr de MAZET 186-75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Importante Société produits chimiques recherche :

LABOR COMMERCIAL
Formaliste biomédical diplômé de préférence option Industrie ou Génie Industriel. La société a pourvoir à Paris, Implication de nombreux déplacements. Adr. C.V. (photo requise) et prét. sous réf. 409 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75004 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Promoteur immobilier rech. Comptable de éch. titre très rapid. Ecr. avec C.V. et prét. Cabinet Guillemin, 60, rue Lafayette, Paris-9.

IMPORT. SOCIÉTÉ DE T.P.
recherche pour son siège social PARIS-13

RESPONSABLE GESTION TRESORERIE

Le candidat doit :
- être un cadre comptable de niveau BP ou DECS, ayant quelques années de travail dans fonction similaire, de préférence une expérience bancaire ou comptable (au moins 10).
- Le poste dépend directement du Directeur Financier. Il comporte les responsabilités :

- Bonne utilisation des possibilités de crédit de la Sté.
- Relations avec les banques.
- Recouvrement créances des clients.
- Situation et plans de trésorerie.
- Préparation, dossiers de crédit.
- Connaissance de l'exportation.

Adresser let. manuscrite, photo et prét. à SWEERTS, BP 75044 Paris Cedex 01 (réf. 41).

IMP. STE Franco-Suisse
Rech. Correspondant niv. Bac min. 21 pr. dipl. produit financier. Rémun. Imp. Ecr. C.V. GAUTRON, 29, r. Rodier-4° 2885.

IBM

La jeune Division des Systèmes de Grande Diffusion recherche pour faire face à un marché en forte expansion, à PARIS et dans les grandes villes de Province des

ingénieurs commerciaux

Hommes ou Femmes

titulaires :

- soit d'un diplôme d'une Grande Ecole
- soit d'un diplôme Universitaire à partir de la licence dans les domaines scientifique, technique ou de gestion.

Ils doivent avoir le goût de l'autonomie, une grande curiosité d'esprit, l'audace de se mesurer à des objectifs de travail.

Nous leur proposons, après une période de formation rémunérée, de faire une carrière riche sur le plan intellectuel et matériel.

Si vous voulez saisir cette opportunité, envoyez votre CV détaillé sous la référence DSGD à Andree Bertholio

IBM FRANCE 2, rue Marengo 75001 PARIS

INFORMATIQUE

DES ORGANISMES DE RADIO ET DE TELEVISION (EX DRT)

POSSÉDANT UN IBM 370/158

recherche pour son

EXPLOITATION

analyste

POUR ORGANISATION ET IMPLANTATION DES CHAINES EN EXPLOITATION

responsable du contrôle

POUR CONTRÔLE ET SUIVI DES APPLICATIONS EN EXPLOITATION

(Licence, maîtrise, ou équivalent, compétences équivalentes, expérience professionnelle requise, mais formation complémentaire assurée.)

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 6/238 à M. le Chef du Service Exploitation Service du Personnel 3, rue Jean d'Arc 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

CGT

COORDINATEUR transports et activités connexes

Le titulaire du poste devra avoir une expérience confirmée dans le domaine du transport de marchandises en France et à l'Etranger.

Il sera chargé d'organiser, gérer, optimiser et contrôler les transports de marchandises de la Société et les activités connexes : dédouanements, affrètements, etc...

La connaissance de l'anglais sera très appréciée.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. No 15, CIE GENERALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES Service du Personnel 251, rue de Valenciennes 75740 PARIS CEDEX 15.

SFENA-DSI

DIVISION DES SYSTEMES INFORMATIQUES

Recherche, dans le cadre du développement rapide de son activité terminaux et télétransmission en cours de regroupement dans ses nouvelles installations de VELIZY :

1° RESPONSABLE DES ETUDES LOGICIEL

Ce poste s'adresse à des candidats âgés de 30 ans minimum diplômés grandes écoles scientifiques ou équivalent ayant déjà eu la responsabilité d'un groupe de concepteurs en logiciel.

Les candidats devront posséder des connaissances approfondies en logiciel de base mini-ordinateurs et en logiciel de télécommunications.

2° INGENIEUR COMMERCIAL

Disposant de 3 à 5 années d'expérience de la vente dans la profession informatique (ordinateurs, terminaux, mini-ordinateurs ou SSI) et connaissant bien les applications du télétransmission.

Le candidat retenu sera responsable des ventes de terminaux de traitement par lots et de pré-traitement dans plusieurs secteurs d'activité économique de Paris et Région parisienne.

Rémunération offerte en rapport avec formation et expérience - Voiture fournie.

Lieu de travail : VELIZY.

Ecrire : S.F.E.N.A. B.P. n° 59 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY avec curriculum-vitae et photo

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
Grande halle Nord de Paris, recherche

UN INGENIEUR EN FABRICATION MECANIQUE

pour travailler dans une équipe chargée d'entretien et d'opération dans le domaine des machines et des fabrications mécaniques.

Connaissances en informatique indispensables et dans l'un des domaines suivants appréciées :

- Méthode de fabrication, gammes, temps ;
- Exploitation des machines à commande numérique ;
- Utilisation de langage de commande numérique ;
- Utilisation du fortan ou du basic de préférence sur ordinateur de bureau.

Anglais souhaité.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions n° 74579, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-16, qui tr.

SATEK

SITUATION STABLE à : UN VENDEUR EXPERIMENTE. REVENDUEURS MECANOGRAP.

Fsa, frais de route, voiture fournie, avantages sociaux. Tél. pr. r.d.v. 69-06-05.

offres d'emploi

manager audit interne

FRANCE - 130 000 +

Un grand groupe multinational dans un secteur industriel de haute technologie, recherche un Auditeur Interne expérimenté pour lui confier le contrôle de ses opérations en France (plusieurs unités de fabrication et de vente) et de ses filiales de vente en Europe.

Sous l'autorité du Directeur de l'Audit Interne, qui relève de la Direction Générale Américaine du Groupe, il dirigera l'équipe d'auditeurs et sera responsable du programme d'audit des filiales.

Ce poste requiert une formation supérieure (Grande Ecole ou équivalente), au moins 5 ans d'expérience d'Audit Interne et/ou Extérieur et une pratique courante de l'anglais. Le poste est situé à Paris. (Ref. 1011/M)

contrôleur PARIS - 130 000

La filiale française d'un Groupe Multinational commercialise des produits et équipements industriels. Son volume d'affaires, de l'ordre de 80 millions de francs, est en progression constante.

Elle recherche un Contrôleur pour assurer la gestion financière et administrative de la Société, sous l'autorité du Directeur Général.

Le poste s'adresse à un cadre expérimenté, de formation supérieure, possédant une pratique courante de l'anglais et ayant une expérience d'au moins 5 ans de responsabilités dans le domaine comptable et financier dans une filiale d'un groupe multinational. (Ref. 1012/M)

contrôleur de gestion PARIS - 100 000

La filiale de vente d'un groupe multinational est en mesure de prendre la première place de son marché de produits Grand Public et Professionnels de haute qualité.

Le Directeur Financier cherche un Adjoint pour l'assister dans le contrôle financier de cette expansion, l'amélioration des procédures et pour, à terme, le remplacer.

Le poste est à créer. Il exige une formation supérieure, une expérience d'au moins 3 ans, du dynamisme et de l'ambition. L'anglais est indispensable. Une expérience de gestion de Personnel serait un atout supplémentaire. (Ref. 1013/M)

Ecrire sous référence correspondante à Mamrègies qui transmettra. Les candidatures seront traitées confidentiellement par un Consultant garantissant réponse et discrétion.

mamrègies

3, rue d'Hautville - 75010 Paris

RANK XEROX recherche AUDIT INFORMATIQUE

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole, âgé de 28 ans environ avec 5 à 7 ans d'expérience informatique (dont au moins 3 ans dans la fonction d'analyste, 2 ans d'organisation et méthodes, et au plus 2 ans de chef de projet).

Vous connaissez bien l'environnement IBM 370 haut de gamme.

Nous vous proposons d'élargir votre champ d'action au sein d'une équipe performante en prenant la responsabilité des Audits dans le domaine informatique (Hard, Soft, Développement) et, si vous le désirez, en participant aux Audits des fonctions de l'entreprise. La qualité de vos travaux vous fera évoluer vers une fonction de manager.

Lieu de travail: 50% à Aulnay-sous-Bois, 50% à Milan, Madrid, Londres. Anglais indispensable, Italien et Espagnol souhaités.

Merci de faire parvenir votre candidature avec CV sous référence C16 à Catherine Riccone.

RANK XEROX Service Recrutement BP 63 - 93602 Aulnay-sous-Bois

GROUPEMENT PROFESSIONNEL D'INTERET PUBLIC gérant un important budget de promotion RECHERCHE

le chef de son département publicité

LE POSTE :
• Participer à l'élaboration des programmes et des plans
• Négocier les conditions d'exécution avec les agences et les médias
• Suivre la réalisation pratique des campagnes.

LE CANDIDAT :
• Solide formation générale (Sciences Po, Sup de Co, ou équivalent)
• Expérience de 5 ou 10 ans comme chef de publicité d'annonceur ou d'agence
• Connaissance approfondie des techniques publicitaires.

Env. manuscrit avec photo sous réf. 6866 à

Organisation et publicité
25, rue d'Hauteville - 75010 Paris

offres d'emploi

bernard julhiet conseils

Les entreprises qui ont une confiance réelle en leur conseil ont compris qu'une période difficile est une raison supplémentaire de faire appel à ses compétences. C'est pourquoi notre expansion se poursuit, et nous conduits à rechercher cinq nouveaux collaborateurs pour compléter notre équipe pluridisciplinaire. Tous ont, hommes ou femmes, ont une formation supérieure, 25 ans au moins et une expérience opérationnelle en entreprise.

Un(e) responsable comptabilité et gestion administrative 70-85.000

Notre futur(e) responsable administratif et comptable, dont nous créons le poste aujourd'hui, supervisera et coordonnera, au niveau des six sociétés de conseils qui composent notre groupe, les fonctions comptables et administratives. Le DECS et une solide expérience d'établissement de bilans, de comptes d'exploitation et de gestion de trésorerie sont nécessaires, des connaissances juridiques et administratives appréciées, tant sur le plan interne qu'en vue de missions ponctuelles de conseils en entreprises. (Ref. 5062/M)

L'assistante personnelle du président 50-60.000

Pour son assistant, Bruno Julhiet souhaite une jeune femme ayant la pratique du secrétariat personnel d'un dirigeant, et parlant l'anglais. Il lui confiera l'organisation de son activité (un tiers du temps), la préparation et le compte-rendu de réunions directionnelles, les relations avec les six sociétés du groupe, ainsi que des missions particulières internes ou externes: études, relations publiques, gestion, statistiques, planification au niveau de l'ensemble du groupe. (Ref. 5061/M)

trois conseils en commercialisation

ayant une expérience hiérarchique en entreprise. Leur activité sera partagée entre le conseil, l'animation de formation et la recherche, ainsi que le développement de leur portefeuille de clientèle.

Un conseil en stratégie commerciale 110-130.000

Rompant aux contacts avec les plus hauts niveaux, où il dispose de relations professionnelles et personnelles, ce consultant a acquis son expérience dans des entreprises de produits industriels, biens d'équipement ou services. Il y a assumé des responsabilités de conception, et a possible également de réalisation, au niveau du plan et des orientations. Anglais nécessaire. (Ref. 5063/M)

Un(e) conseil en promotion et stimulation 90-110.000

L'expérience hiérarchique a pu être acquise dans une direction régionale, une direction des ventes ou une direction commerciale; la compétence spécifique soit dans ces fonctions, soit en tant que responsable de la promotion, ou encore dans une agence. (Ref. 5064/M)

Un conseil en produits de grande diffusion 90-110.000

Des connaissances précises, pratiques, complètes et actualisées sur les circuits de distribution traditionnels et modernes, le marketing et le merchandising dans le domaine de la grande consommation, auront été acquises en tant que chef de produit, directeur des ventes ou responsable dans la distribution, deux de ces trois expériences étant demandées. (Ref. 5064/M)

C'est à l'une de nos sociétés, **bernard julhiet psycom** que nous confions ces recherches. Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature, avec lettre personnelle de motivation et de réponse, à Jacqueline Sigot, 93, av. Charles de Gaulle 92200 Neuilly, en précisant la Réf. du poste.

Banque Populaire

Chambre Syndicale des Banques Populaires recherche

ORGANISATEUR- FORMATEUR

- Pour conseiller les banques du Groupe en organisation commerciale, en formation d'exploitation.
- Pour animer des séminaires de formation destinés aux exploitants.

NOUS DEMANDONS :

- une formation supérieure économique, juridique ou commerciale;
- une expérience bancaire (4 à 5 ans minimum) d'exploitation avec une pratique des engagements;
- une expérience d'animation des hommes.

Le poste, basé à Paris, implique de très fréquents déplacements en province.

Envoyer curriculum vitae, photo et présentations, sous la référence 422, au Service du Personnel, CREUSOT-LOIRE, DES BANQUES POPULAIRES, 131, avenue de Wagram, 75017 PARIS, Cedex 17.

CREUSOT-LOIRE

DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES recherche

JURISTE droit social

Il aura pour mission d'assister et de conseiller les établissements de la société et les filiales du groupe en matière d'application de la législation sociale.

Il sera également chargé de l'étude et du suivi de certains problèmes de rémunérations.

Le poste, à pourvoir à Paris, nécessite :
• une connaissance approfondie du droit social
• le goût des problèmes quantitatifs.

Possibilités intéressantes d'évolution de carrière pour candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. et présentations CREUSOT-LOIRE
Soe Recrutement des Cadres
15, rue Pasquier,
75363 PARIS Cedex 08

service informatique

Importante entreprise recherche pour son Service Informatique CADRE CHARGE DU TELETRAIEMENT.

Rôle : conception et réalisation des études et responsabilités de la programmation et l'encadrement des applications.

Profil du candidat recherché : niveau minimum DUT Informatique et plusieurs années d'expérience du télétraiement « M.I.A.E. » ou équivalent.

Ce poste important exige une réelle aptitude aux contacts et le goût du travail en équipe.

Adresser curriculum vitae et présentations sous réf. 5087/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 Paris

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

JACQUET

Le Patin Jacquet est l'un des leaders du marché - 3 unités 1000 personnes - un taux d'expansion annuel de 30% recherche pour son siège à BEZONS (95)

son chef du service personnel

Dépendant directement du secrétaire général, il sera chargé de :

- la gestion administrative des dossiers de l'ensemble du personnel non cadres,
- la gestion de la paie traitée mécanographiquement,
- les relations avec les organismes sociaux,
- la mise à jour et la diffusion des procédures administratives, juridiques et sociales auprès des responsables des différentes unités.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat de formation juridique rompu aux techniques de gestion de personnel qu'il aurait acquises au cours d'une première expérience dans une fonction similaire.

Ecrire avec C.V., détaillé et rémunération actuelle au Service RH03 M.
plein emploi 10 rue du mail Paris 2e

ingénieur d'affaires

AMENAGEMENT AGRICOLE

La fonction couvre l'ensemble des opérations concourant aux études et à la supervision de grands aménagements :

- la recherche des affaires,
- leur préparation et leur négociation,
- le suivi de leur déroulement.

Elle exige donc une très solide expérience des études et travaux d'aménagement agricole, une bonne connaissance des organismes internationaux spécialisés dans ce type d'aménagement et une certaine autonomie d'action. Elle implique, en outre, de courts déplacements en France et à l'étranger et requiert la maîtrise de l'anglais.

Elle offre la chance de responsabilités importantes, l'intérêt d'un travail actif et diversifié et l'avantage d'une résidence agréable. Les Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP examineront confidentiellement votre candidature. Ecrivez-leur sous réf. 50321-M.

EUREQUIP
B.P. 30 - 92420 Vincennes

IMPORTANT SOCIÉTÉ recherche POUR PARIS (18°) CHEF DE SECTION COMPTABILITÉ STOCK ET FOURNISSEURS

IL S'ERA CHARGÉ :

- D'ORGANISER et de contrôler le travail de quatre personnes ;
- De mettre au point les procédures de contrôle des stocks et des achats ;
- D'assurer en ce domaine les liaisons avec l'informaticien et le bureau des commandes ;
- De tenir les tableaux de gestion et d'analyse.

POSTE A POURVOIR IMMÉDIATEMENT DANS UNE DIVISION DE DISTRIBUTION

POSSIBILITÉ DE PROMOTION POUR CANDIDAT DE VALEUR. IL LUI EST DEMANDÉ :

- D.E.C.S. ou équivalent ;
- Expérience de la comptabilité analytique dans un système informatique ;
- SAISIE EN FONCTION DE L'EXPERIENCE

Adressez C.V. détaillé et présentations à : M. HERRELLON, 1, avenue Louis-Pasteur, 92228 BAGNOLUX

IMPORTANT EDEUR

D'OUVRIERS SCOLAIRES ET DE LITTÉRATURE GÉNÉRALE souhaite confier à UN

Jeune enseignant

désireux de s'orienter vers une carrière commerciale ou à UN

Jeune cadre marketing

déjà familiarisé avec la promotion de PRODUITS CULTURELS, le poste de

ATTACHE DE PROMOTION EXPORT

notamment en : ALLEMAGNE, AUTRICHE, BELGIQUE, LUXEMBOURG, SUISSE

Sous la responsabilité du Directeur Marketing export, il établit les contacts avec les principaux libraires, les établissements d'enseignement, les organismes officiels, prépare et négocie les contrats, met en place les promotions.

Simultanément, il étudie les besoins du marché et contribue à la définition des produits nouveaux.

Cette fonction comporte de fréquents déplacements (70% du temps). Elle nécessite des intérêts à la fois culturels et commerciaux servis par des qualités personnelles de dynamisme, de curiosité et d'initiative.

Parfaitement bilingue FRANÇAIS-ALLEMAND indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et présentations au Service 10.974 M à

plein emploi 10, rue du mail PARIS 2ème

médecin rédacteur

de préférence ancien Interne des Hôpitaux, pour SECRETARIAT DE REDACTION REVUE MEDICALE.

Il est indispensable de savoir rédiger facilement, d'avoir une bonne culture scientifique et de lire couramment l'anglais.

Travail : 5 demi-journées par semaine (14 h 30 - 18 h 30). Emploi stable, candidatures pour poste intérimaire non souhaitées.

Envoyer C.V. détaillé, présentations photo à HAVAS Contact 156, bd Haussmann, 75009 Paris. Réf. n° 48525 Discretion assurée et documents retournés.

ORGANISME PROFESSIONNEL PARIS

chargé promotionnel secteur industriel (biens de consommation) en France et l'étranger, étudie ses structures et recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Mission :

- Gestion personnelle (45 personnes),
- Gestion Administrative et Juridique,
- Préparation procès-verbaux et suivi de réunions professionnelles,
- Rédaction de rapports et notes économiques destinées aux Adhérents et aux Administrateurs.

Pour réussir, il faut une formation juridique ou économique, et une expérience minimum de 5 ans est souhaitable.

Poste évolutif pour candidat désireux investir personnellement dans la vie professionnelle.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 2438 M. (à mentionner sur l'enveloppe) à J.-P. VIELLA.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS cedex 06

150

offres d'emploi



compagnie générale d'informatique

société de conseil en informatique de gestion

offre carrière

analyste-programmeur

- à débutants
 - ayant au moins 2 années d'études scientifiques après le baccalauréat
 - libérés de leurs obligations militaires
- les candidats engagés recevront une formation aux techniques de la CGI (COBOL, PAC)

envoyer C.V., photo à madame Janet
cgl, 84 rue de grenelle 75007 Paris



LA SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

Premier groupe français du BATIMENT
10.000 personnes - 2.500.000.000 Chiffre d'Affaires

recherche

POUR FILIALE PARISIENNE

JEUNES INGENIEURS TRAVAUX

diplômés ESTP - Centrale - ENPC - A.M. ...
Déchargés des obligations militaires.
Affectés sur un de nos chantiers, vous vous familiariserez dans un premier temps avec les différents aspects de la conduite des travaux (gros œuvre, pilotage, gestion) pour, à court terme, assumer la responsabilité d'un chantier. Les possibilités d'évolution au sein de notre Groupe vous permettront en fonction de vos aspirations d'orienter votre carrière vers des activités commerciales ou de gestion en France ou à l'étranger.

Si vous avez le goût des postes opérationnels adressez votre candidature sous référence D.I.



Service du Personnel
32, avenue de New-York,
75784 Paris Cedex 16

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
grande banlieue Nord Paris
recherche pour tout le rôle de
Correspondant informatique
dans une équipe de calcul de structure
sur ordinateur

UN INGENIEUR MECANICIEN

Intégré dans une équipe d'ingénieurs faisant des développements et des applications en calcul de structures par l'intermédiaire d'un système CDC 7600 en télécalcul, il sera chargé de :

- définir l'organisation et la structure des nouveaux programmes ;
- définir les procédures d'utilisation et le matériel informatique nécessaire ;
- assurer la maintenance des programmes existants ;
- assister les membres de l'équipe pour tous les problèmes informatiques.

Pour ce poste le candidat doit avoir acquis une expérience pratique en mécanique du solide, en calcul scientifique (méthodes des éléments finis, dessin automatique) et en informatique (programmation fortran et assembleur, bonnes connaissances de l'utilisation des fichiers, des systèmes d'exploitation).

Env. lettre man. C.V., photo, prêt., ss n° 74.521, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

INGENIEUR CHIMISTE

TECHNIQUE-COMMERCIAL

(GENIC Nancy, Toulouse ou équiv.)

- Etablissement des offres techniques et Commerciales.
- Appui à la force de vente.
- Suivi des affaires.

Ce poste peut convenir à candidat ayant le goût des responsabilités et disponible pour déplacements occasionnels à l'étranger.

ANGLAIS indispensable.
ALLEMAND très souhaitable.

Une expérience de 2 à 4 ans dans domaine Génie Chimique est nécessaire (chimie, procédés, génie chimique, B.E. ou fabrication équipement...).

POSSIBILITES D'EVOLUTION à des fonctions plus larges par la suite.

Ref. 418
Adresser C.V., photo et présent. sous n° 9.598 à SPERAR, 12, rue J.-Jaurès, 92087 PUTEAUX, qui tr.

Entière discrétion assurée

ADJOINT AU SECRETAIRE GENERAL

PARIS

Nous sommes l'organisme professe d'une branche industrielle. Nous avons besoin d'un homme jeune, capable d'assumer notre gestion administrative, (organisation et suivi des réunions professionnelles) et l'entretien de nos subordonnés dans les domaines juridiques, financiers, sociaux...

Une formation juridique, une exp. similaire de 2 à 5 ans allées à de réelles qualités de pragmatisme sont recommandées.

Poste évolutif pour un candidat de valeur
Env. C.V., photo récente et résum. act. sous la référence 2.528/M (à mentionner sur l'enveloppe) à : P. VELLA
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS cedex 08

offres d'emploi



UN GROUPE DE SOCIÉTÉS DE SERVICE EN INFORMATIQUE

(800 personnes) présent en France et dans plusieurs pays du monde Implanté sur un marché en pleine expansion.

Banques, Administrations, Grandes Entreprises, P.M.E.

CADRES COMMERCIAUX

Postes à pourvoir : PARIS ET PROVINCE.
La diversité de nos services et de nos produits, l'étendue de notre marché nécessitent des profils variés.

UN DÉNOMINATEUR COMMUN :
Expérience de la vente et de l'informatique. Goût pour la prospection. Aptitude pour la négociation commerciale.

AUTRES CRITÈRES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES :
Habititude des contacts, à haut niveau notamment dans l'administration et les services publics.

Expérience de la vente d'ordinateurs ou de services.

Adresser candidatures avec C.V. et photo à :
SG2 - Référence M.B. 12, av. Vion Whitcomb - 75016 Paris

PR DEVELOPPER NOTRE ACTIVITE DE CONSEIL ET ASSISTANCE EN INFORMATIQUE nous recherchons un :

JEUNE

INGENIEUR INFORMATICIEN

- Diplômé d'une grande Ecole (ENSAE, INSA) et ayant occupé un poste d'analyste-programmeur pendant 2 à 3 ans.
- Le candidat devra compléter une solide petite équipe qui conseille et intervient auprès d'entreprises de toutes activités depuis 8 ans.
- Il participera à la conception et à la mise en place de systèmes de gestion complète ainsi qu'à des études générales, audits, études d'opportunités.

Env. C.V. et photo, à CIREOEN, 104, rue Lafayette, 75010 PARIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

(proche Banlieue Ouest)
leader dans sa branche, recherche :

Un ORGANISATEUR Confirmé

dans le domaine de l'organisation administrative

LE CANDIDAT :
— devra posséder une bonne connaissance de l'informatique (sans être un informaticien).

QUALITÉS SOUHAITÉES :
— esprit d'analyse et de synthèse ;
— précision, ordre et logique ;
— bons contacts humains.

STATUT CADRE
Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions à n° 74.711, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}



Division « communications privées »

ANALYSTES - SYSTÈMES

CHARGES EN PARTICULIER :

- de l'analyse des circuits d'information des procédures existantes et de l'identification des besoins ;
- de la conception et la mise en place de nouveaux systèmes de traitement (automatisés ou non) et méthodes de travail ;
- de la formation et l'assistance aux utilisateurs.

Une première expérience dans une fonction similaire, assortie d'une connaissance des outils informatiques, constitue une base de départ à toute candidature.

Env. avec curriculum vitae photo et prétentions sous référence D.I. à : C.G.C.T. - 38, rue de la Escluse, 92280 FONTENAY-AUX-ROSES.

JEUNES TITULAIRES d'un D.U.T. INFORMATIQUE

commencer votre carrière informatique par un métier d'exploitation.

Un poste :

D'OPÉRATEUR-PUPIPREUR

sur IBM 370/145 OS/MFT passage à V.S.I. (vous serez proposé dans un ÉTABLISSEMENT FINANCIER de 1^{er} PLAN.

- Formation et promotion Horaires d'urgence 4x5
- Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à n° 7.229, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

Pour classes préparatoires aux ÉCOLES NATIONALES VÉTÉRINAIRES, diabolis enseigner. Prév. recherche PROF. AGREGÉ SC. PHYS. Ecr. avec C.V. à Equivalences, 105, r. Mirameuil, 75005 Paris.

BUREAU

spécialisés dans l'étude des problèmes de classement des entreprises

recherchons pour notre agence de PARIS

DELEGUES CCIAUX

Capables de prendre responsabilité agences rapidement. Dynamisme certain, jeunes, expérience matériel de bureau souh.

Fixe X13 - prime - frais. Libre rapidement.

Adresser C.V. et photo à : SYSTEMAT 139, bd St. Denis - 92400 Courbevoie Tél. : 788.46.68

Région Parisienne

Impte Sté de VENTE par CORRESPONDANCE en forte expansion

recherche pour son service

ADMINISTRATION DES VENTES et EXPÉDITIONS

30 ans minimum

Qui sera particulièrement chargé :

- de la mise à jour des procédures ;
- des élaborations nouvelles ;
- de coordonner et contrôler quantitativement et qualitativement la production en relation permanente avec le service informatique.

Anglais obligatoire - Formation O.S.T. appréciée.

Adresser C.V. dét. manuscrit, photo, présent. à n° 74.744, Conscience Publicité, 20, avenue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra. Réponse assurée à tout candidat ayant fourni un dossier complet.

Entreprise de vente par correspondance en très forte expansion filiale groupe multi-national recrute pour son service marketing

référence A1

1. UN RESPONSABLE des fonctions statistiques et étude de marché, formation licence sciences Eco ou équival.

référence A2

2. CHIEF DE PUBLICITE débutant qui sera formé aux techniques de la vente par correspondance. Formation : Enseignement supérieur.

Pour ces deux postes nécessité absolue bonne connaissance de l'anglais. Lien de travail avec Antony. Echanger C.V. + lettre sous réf. A1 ou A2 à Deguire, 40, av. Voltaire, 17^{ème} Malmaison. Tél. 822-51-80

SM S.E.E.E., 71, rue Diderot, 93131 Les-Moulineaux

rech. AT 7^{ème} électrochimie bonne connaissance en circuits électroniques, électr. gén. Tél. 64-51-77, poste 303.

CONTRÔLEUR DE GESTION

Nous sommes une Société de Distribution de Combustibles qui exerce certaines activités de diversification et dont le Chiffre d'Affaires dépasse le milliard de francs.

Notre Directeur Général recherche son CONTRÔLEUR DE GESTION responsable de l'établissement et du suivi du Budget, qui participera en outre à la gestion d'ensemble de l'entreprise.

Le candidat retenu sera un homme de caractère ayant le sens du contact, possédant le goût de la précision et de l'analyse.

— 28 ans (minimum). Formation Grande Ecole Commerciale.

— Expérience similaire ou équivalente dans une Société Commerciale (souhaitée).

Ecrire avec C.V. + photo à HAVAS CONTACT, 156 bd Haussmann, 75008 PARIS, sous réf. 31013, qui transmettra.

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

IMPTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Secteur Tertiaire

leader de l'expansion sur le marché français et international, veut confirmer et poursuivre son développement.

Parmi les diplômés de l'enseignement supérieur ou de formation équivalente, elle accueille

des CADRES d'EXPLOITATIONS

Le contenu de leurs tâches fera appel à leurs aptitudes de gestionnaires rigoureux et à leurs qualités d'animateurs d'hommes.

Une formation et une expérience de la restauration seraient appréciées.

La pratique d'une langue étrangère est un atout certain pour l'avenir.

Postes en Province et à Paris.
Salaire annuel : 55.000 F. +.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à No 73.137 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Discrétion et réponses assurées.

COFLEXIP

Equipements de haute technicité destinés à l'exploitation du pétrole off-shore.

INGENIEURS technico commerciaux

Les candidats, âgés de 20 ans minimum, diplômés de grandes écoles à dominante mécanique, auront une excellente pratique de l'Anglais, le goût des contacts commerciaux, de préférence l'expérience des chantiers pétroliers et de la réduction des propositions.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Informations-Carière

SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. Référence R33

65, avenue de Wagram 75017 PARIS

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Premier fabricant mondial semi-conducteurs recherche pour OCCUPER LES FONCTIONS :

d'INGENIEURS COMMERCIAUX

DES CANDIDATS DYNAMIQUES, AMBITEUX, TRÈS MOTIVÉS PAR LA VENTE

Ces postes conviendront à des ingénieurs électroniciens ou de formation générale et ayant de bonnes connaissances en électronique.

Ils auront des responsabilités de clients importants chez lesquels ils auront à :

- Assurer les contacts à tous les niveaux hiérarchiques pour mener à bien les négociations commerciales.
- Définir et promouvoir les produits nouveaux.
- Développer les stratégies commerciales.
- Stabiliser les prévisions de vente à court et moyen terme.

Les candidatures des ingénieurs débutants ne seront pas acceptées.

Anglais souhaité - Permis de conduire exigé. Ces postes sont à pourvoir à Paris.

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., prétentions, photo et date de disponibilité, sous la référence S.C.M. 13-2-76-73 à Mme J.E. QUIST, T.I.P. Boîte postale 5, 06270 Villelaure-Loubet

1 INGENIEUR SYSTEME

Ayant une expérience des mini-ordinateurs temps réel (moniteurs, compilateurs, gestion de fichiers) acquise même dans des applications industrielles, une compétence hardware ou télécommunications ou microprocesseurs sera appréciée.

Anglais parlé souhaité.

3 INFORMATIENS d'application

— Grande école ou Université.

— Ayant 1 à 3 ans d'expérience en analyse et programmation d'applications de gestion, dont 1 partie sur mini-ordinateurs.

— Ayant le goût et l'habitude des contacts avec les utilisateurs.

— Anglais la indispensable.

Adresser CV + photo et prétentions à SOTRAM S.A. 22, avenue de Saint-Mandé 75012 - PARIS ou tél. : 3.45.40.40 (Jean MOURAJM)

Société des Huiles YACCO

recherche

ADJOINT AU CHEF DE LA COMPTABILITÉ

ON DEMANDE :
— 3 ans d'expérience.
— Diplôme B.T.S. ou équivalent.
— Connaissances fiscales et procédures informatiques.
Rémunération annuelle 50 000 F minimum
POSITION CADRE.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à YACCO, 42, av. Grande-Armée, PARIS-17^{ème}.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX C/P	9,00	10,33
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,85
Basile insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,85

REPRODUCTION INTERDITE

ACOME

Fabrique de câbles de distribution d'énergie et de signaux, 600 personnes, 200.000.000 F de chiffre d'affaires avec une croissance rapide, crée le poste d'

ingénieur responsable du développement commercial "produits nouveaux"

Rattaché au D.D.O., en liaison avec le Service de Recherches et le Service Commercial de la Société, il assurera le contact avec les Services d'Etudes des Administrations et des grandes Entreprises industrielles pour la définition, l'introduction et l'adoption de nos produits nouveaux.

De formation Grande Ecole (X, SUPÉLEC...), âgé d'environ 35 ans, il aura une expérience de la mise au point ou de la production de produits de haute technicité (physique, chimie, électrique) et l'habitude des relations et négociations - pratique courante de l'anglais nécessaire (missions d'études et de prospection à l'étranger).

Rémunération très ouverte en fonction de l'expérience du candidat.

Notre Société est de forme coopérative et pratique une participation aux résultats. Le personnel et les cadres sont conscients de leur responsabilité collective dans le développement de l'entreprise.

Écrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle au Service IL076 à

plein emploi 10, rue du mail PARIS 2

CEP

le centre d'études de prévention

Département «SECURITE»

Offre DANS SA DIRECTION TECHNIQUE A PARIS

Situation d'avenir à

INGENIEURS

ARTS ET METIERS ou équivalent.

ELECTROMECANICIENS ayant une bonne expérience du matériel de levage, acquise dans l'industrie ou les travaux publics.

Les postes à pourvoir nécessitent :

- des excellents contacts humains à tous les niveaux,
- des qualités d'animateur dans les actions de formation,
- des aptitudes à la rédaction des notes techniques.

Adresser C.V. détaillé et présentations au Service du Personnel du C.E.P., sous référence : DS 34, rue Rennequin 75017 PARIS. Direction assurée.

legrand

PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN D'APPAREILLAGE ELECTRIQUE D'INSTALLATIONS recherche

JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EEIP, EEMI, ESME...

Intégré dans l'équipe de vente il sera plus particulièrement responsable des négociations avec la clientèle industrielle. Basé à Paris il est appelé à se déplacer fréquemment. Le Groupe LEGRAND assure à ses jeunes cadres technico-commerciaux une formation aux méthodes modernes de vente et des possibilités intéressantes de promotion.

Adresser C.V. et prêt sous réf. 122 M 040 30, rue de Mogador 75009 PARIS

SI2

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Pour informatique de gestion et développement de gros systèmes.

Adresser C.V. et présentations sous référence P.H.T. 1404

SG2 12, avenue Vion Whitcomb, 75016 Paris

BALLESTER MARECHAL Consultants recherche:

DIRECTEUR D'ETUDES pour développer le secteur "biens de grande consommation"

CHARGE (E) D'ETUDES Département agricole

- réelle expérience des études
- bonne aptitude à la rédaction
- connaissance du milieu agricole souhaitée.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photo et présentations à M. BALLESTER BM Consultants, 2, Impasse du Mont-Tonnerre 75015 PARIS

LES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS recrutent par concours

30 ANALYSTES et 30 PROGRAMMEURS SYSTEME

- Formation rémunérée
- Possibilité de poursuivre études universitaires
- Avantages indemnitaires
- Accès aux emplois supérieurs

Epreuves écrites les 25-26-27 octobre 1976

INSCRIPTION JUSQU'AU 20 SEPTEMBRE

Paris
DIRECTION DES POSTES DE PARIS
140, boulevard du Montparnasse
75675 PARIS CEDEX 14

Province
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES POSTES
au chef-lieu du département de résidence

ROUSSELOT S.A.

Firme française à vocation internationale leader mondial en production de gélatine

directeur adjoint recherche et développement

INGENIEUR CHIMISTE ORGANICIEN

32 ans min. Bilingue Anglais et diplômé de l'une des toutes premières écoles de chimie, il est destiné à prendre à terme la direction du département recherche et développement et à devenir l'un des premiers experts mondiaux en matière de gélatine.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h30 - 13h30 à 18h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Référence 846.

65, avenue de Wagram 75017 Paris

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS

spécialisée dans les installations électriques industrielles recherche

RESPONSABLE IMMEUBLES ET PARC

possédant de sérieuses connaissances tant sur la plan technique que financier en immeubles (bureaux, locaux industriels, etc.) et en matériels (véhicules, engins, outillage).

Il élaborera, pour la direction générale, la politique d'investissements dans ces deux domaines. Il sera, en outre, chargé de la gestion (approvisionnement, travaux neufs, coordination) au niveau Société et du contrôle des établissements décentralisés avec extension possible aux autres Sociétés du Groupe.

Un diplôme d'Ingénieur militaire (Service matériel et bâtiment ou analogue) ou civil (S.T.P., E.C.A.M., A.R.S. ET METIERS est exigé).

Une expérience de plusieurs années dans un poste similaire, et si possible dans les travaux publics, est souhaitable.

L'âge du titulaire doit être d'au moins 40 ans.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo récente et présentations n° 38155 P.A. S.V.P. 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

S.E.I.T.A.

recherche

CHEF DE PROJET PRODUITS

Formation E.S.A.E.C., E.E.C., S.A.C.F. possédant une expérience d'au moins 7 ANS pour lui confier la création, la conception et la détermination de nouveaux produits, les liaisons avec les agences de publicité et les tests de marché.

Solides connaissances en matière de packaging indispensables.

Poste à PARIS.

Envoyer C.V. à la Direction du Personnel, 23, quai d'Orsay - 75004 PARIS CEDEX 07.

Université Paris, dominante littéraire, rech. maître-assist. ou doc. et doc. pour confier. 1er cycle, DEJEP, 13, rue Samuël, 75005 PARIS.

Secrétaire commercial - administration dossiers - sténodactylo - recrutement clients - permis V.L. - excellent contact - psychologue - si profil non conforme s'abstenir. Envoyer C.V. Ecr. N° 7.077 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7.

ASSURUR CONSEIL

formateur futur collaborateur, minimum 30 ans, excellent, dactylo vive et organisée, salaire début 27.000 F x 13, 5 mois à 1. Env. C.V. à M. J.P.A. - 46, r. Talbott, 75009 PARIS.

Cabinet Immobilier F.N.A.I.M. rech. NEGOCIATEUR (TRICE) possédant culture personnelle. Sanchez Rén. 31 bis, av. de Tsingou, 75014 Paris. Tél. : 973-2240.

Importante société de biens d'équipement industriel (C.A. 120 MF - 25% à l'exportation) recherche

pour son siège parisien Ouest Paris

CHEF DU SERVICE EXPORT

En lien direct avec le Directeur Commercial, il participera à l'élaboration des budgets, fixe et contrôle les objectifs de vente.

- il anime le réseau de filiales et d'agences
- il collabore au lancement de produits nouveaux, informe la Direction sur l'évolution des marchés étrangers et prévoit les implantations nouvelles.

Pour réussir dans cette fonction, il faut une bonne formation de base électromécanique et une expérience d'animation commerciale et exportation.

Trilingue anglais-allemand nécessaire.

Salaire de départ de l'ordre de 100.000 F +

Ecrire avec cv. détaillé à

plein emploi

Service IL093 - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

COMPOSANTS MECANICIENS DE PRECISION

Pilule française d'une Société Suisse leader dans la branche, recherche collaborateur

TECHNICO-COMMERCIAL

responsable d'un Secteur Paris-Provence

Ses missions : Vente et Assistance technique auprès de la clientèle (construct. mécanique et industriel de travail).

Dévelop. du marché par la recherche de nouveaux débouchés et applications.

Conditions : Age minimum : 28 ans. Niveau Ing. ou B.T.S. mécan. Expérience B.E. et Industrie. Habitude des contacts commerciaux.

Rémunération : 60 à 70.000 F/an selon qualif. + frais de déplacement et avantages sociaux.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser une lettre man. avec C.V. et photo, au réf. 7.091 B à

25, boul. Malesherbes 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION

recherche

un cadre pour assurer les fonctions de

juriste d'entreprise rattaché au secrétaire général

Le candidat devra avoir 5 à 10 ans d'expérience dans les domaines du Droit Social, de l'élaboration d'accords industriels et du Droit Commercial, bien connaître l'anglais et être excellent rédacteur.

Ecrire en indiquant rémunération souhaitée à

STÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION

Tour Nobel - Cedex 3.

92080 PARIS-14 DÉFENSE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

PARIS SUD, recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

DE FORMATION INGENIEUR ELECTRONICIEN

Possédant au moins 5 années d'expérience technique dans le domaine des radio-communications (P.E. - Satellites) intéressé par intégration dans une importante équipe commerciale ou il serait responsable de la définition et des applications des produits en liaison avec les départements d'études.

- Excellents contacts.
- Anglais indispensable.

Adr. C.V., présent, et photo, sous le n° 74.481, à : CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-16.

steria

Dans le cadre de ses activités en FRANCE et à l'ÉTRANGER recherche des

INGENIEURS GRANDE ÉCOLE

ayant une expérience minimum de 3 ans en Informatique.

Les postes à pourvoir concernent en particulier la réalisation de systèmes informatiques autonomes couvrant une très large gamme d'applications aussi bien dans le domaine de la gestion que dans celui du process industriel.

Ceci motive l'intérêt que nous portons à une connaissance pratique des mini-ordinateurs et à la maîtrise de la programmation en assembleur.

Un des candidats retenus aura également à développer et à animer des stages de formation sur les systèmes d'exploitation des bases de données et la mise en œuvre de la téléinformatique.

Envoyer CV photo et prêt à

steria 26, avenue de l'Europe 78140 - VELIZY

Un des plus importants Groupes d'Assurances, siège Paris 9, recherche

ingénieur système

Diplômé Grande Ecole (Sup. Elec., Mines...) ou Universitaire, minimum 26 ans, ayant quelques années d'expérience dans la fonction, une bonne connaissance DOS/VS, DLI et CICS/VS pour l'apporter à son équipe système et lui confier une fonction intéressante au sein d'un Département Informatique important (200 personnes) qui lui permettra de mettre en évidence ses qualités de dynamisme et de contact.

chef de poste

Pour son Département Informatique en appui du Chef d'Unité, minimum 28 ans, à qui sera confié l'encadrement d'une équipe de programmeurs et d'opérateurs.

Goût du commandement et habitude de dialoguer avec de jeunes programmeurs recherchés.

Connaissance du matériel IBM 370, du DOS/VS, de CICS/VS et Power/VS indispensable.

Adresser lettre de candidature avec CV en précisant la rémunération souhaitée au service 1109 M - Havas Contact - 156, bd Haussmann 75008 Paris.

STÉ FRANÇAISE LEADER DANS SON DOMAINE

recrute pour son département

RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT

INGENIEUR ÉLECTRONICIEN

EXPERIMENTÉ

Connaissances particulières en circuits bas niveau et informatique microprocesseur appréciées.

INGENIEUR MÉCANICIEN

Quelques années d'exp., bonnes connaissances en physique générale et mécanique de précision.

INGENIEUR MÉCANICIEN

Début, ou quelques années d'expérience pour étude de transports de produits sur convoyeurs à bande.

DESSINATEURS

NIVEAU PROJETEUR ET ÉTUDES II

Formation BTS ou DUT.

AT2 ÉLECTRONICIEN

formation BTS ou DUT.

Ecr. avec C.V. sous le numéro 73.948, CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

MARTINI

recherche pour étoffer ses structures administratives

un assistant au contrôleur de gestion

Il participera à diverses missions d'audit à l'intérieur de notre Société et de ses filiales.

Il collaborera à différentes études économiques.

Il possèdera une formation supérieure (Grandes Ecoles commerciales, I.S.G., E.S.C., ...) et si possible une courte expérience professionnelle.

Il aura le sens du travail en équipe, le goût des contacts et manifestera une réelle force de caractère.

Il recevra un complément de formation spécialisé.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. à Service du Personnel et des Relations Humaines - MARTINI ET ROSSI - 19, av. Michodet 93404 St-Ouen

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Nous sommes une filiale importante d'un groupe international, dans ce contexte, notre fonction logistique évolue et accroît son équipe de haut niveau spécialisée en :

ETUDES ET SYSTEMES

Nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une grande école ayant une expérience d'au moins trois ans de l'organisation physique et administrative.

Dans un premier temps, le candidat retenu assurera la mise en place de systèmes automatisés de gestion des stocks et de distribution.

Ulérieurement, il définira et appliquera des stratégies informatiques afin d'adapter à nos objectifs commerciaux et financiers la planification, la gestion et le contrôle de nos ressources logistiques. Une réelle pratique de l'anglais courant et une disponibilité pour des voyages de courtes durées sont indispensables.

Lieu de travail : nord de la région parisienne.

Adresser votre candidature s/réf. 1584 à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS L'INGÉNIERIE D'EQUIPEMENTS THERMIQUES (pétrole, pétrochimie, chimie), siège à PARIS recherche UN

ingénieur projet vente

diplômé Grande Ecole, auquel il sera confié l'ETUDE et la NEGOCIATION des nouveaux projets.

Cet ingénieur sera directement rattaché au Responsable général des Ventes.

Une expérience de l'ingénierie serait appréciée.

Etant donné les nombreux contacts internationaux, une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable. Déplacements fréquents mais de courte durée.

Veuillez écrire, sous référence 11.098 M

INTERCARRIÈRES

SOCIÉTÉ DE CONSEIL PROBLÈMES IMMOBILIERS (à l'exclusion de la promotion) en forte évolution, recherche :

SECRÉTAIRE GENERAL

25 ans minimum. Ayant formation juridique supérieure et quelques années d'expérience gestion immobilière, acquise dans étude notariale, cabinet d'administrateur de biens (ou d'immobilier), ou service immobilier d'une grande entreprise.

Fonction : — Secrétaire du Directeur Général à tous les niveaux :

- coordination des divers services spécialisés : contentieux, juridique, fiscal, assurances, technique et travaux, etc. ;
- relations extérieures, en particulier avec médias, journalistes et parlementaires ;
- participation à la gestion.

Par ailleurs, ce collaborateur participera dès sa prise de fonction à l'étude et la mise en place d'une filiale dont il doit être à même de prendre ultérieurement la direction.

Adresser C.V., photo et présentations s/réf. 2.335 à CORT, 65, Avenue Kléber, PARIS-16, Discretion assurée.

PARIS

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL

Dans le cadre de la mise en place d'un système de gestion automatisé dans ses centres de Paris et Province, recherche :

RESPONSABLE DE FORMATION

Sera chargé :

- de créer et coordonner des équipes de formateurs,
- d'animer des sessions de formation
- de contribuer à la mise au point des outils pédagogiques.

Ce poste implique :

- une expérience de 3 ou 4 ans en Entreprise,
- une disponibilité pour déplacements de courtes durées,
- si possible, une initiation à l'informatique.

Adresser C.V. et présent. sous référence 1224067 30, rue de Mogador 75009 PARIS

Centre de psychologie appliquée

UN IMPORTANT ORGANISME ADMINISTRATIF recherche dans le cadre du développement de son informatique de gestion comportant d'importants projets (base de données et 124-informatique) des ingénieurs de formation ENSI, INSA, MIA, libérés des obligations militaires, dont :

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS « SYSTÈME »

1 INGÉNIEUR DÉBUTANT intéressé par l'organisation

3 ANALYSTES PROGRAMMEURS ayant 2 ans d'expérience de programmation

2 ANALYSTES débutants

Système C II et langage Socrate appréciés. Formation assurée. Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre man. et C.V. dét. à M. CLERGE, Réf. 73360/M SELE-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92130 Suresnes, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.



HOECHST FRANCE

recherche pour sa DIVISION MATIÈRES PLASTIQUES

UN INGÉNIEUR de formation mécanique

Ce collaborateur connaissant l'allemand et ayant à son actif une bonne expérience de la fabrication des matières plastiques, sera chargé de la PROMOTION des résines thermoplastiques en clientèle industrielle.

Adr. CV et présentations Département du Personnel, Tour Bousquet Nobel Cédex 3-92080 Paris-La Défense.

Jeune cadre fonction personnel

Notre Groupe (électronique - électro-technique)

- recherche un cadre débutant diplômé d'enseignement supérieur (droit, économie, psychologie) désireux de faire carrière dans la fonction personnel

- Offre un plan de formation demandant une mobilité pour des affectations tant à Paris qu'en Province.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 371 à GENOD 60, rue Caumartin 75009 PARIS.

SI VOUS AVEZ

- 30 ans minimum
- une formation supérieure
- une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine des assurances
- une excellente connaissance de tous les aspects de la fonction personnel
- une grande autorité naturelle
- un goût des contacts sociaux et de l'animation

alors, votre candidature nous intéresse !

Nous sommes une Société d'ASSURANCES, située dans la banlieue NORD-OUEST qui recherchons notre

chef du personnel

Directement rattaché à la Direction Générale, il sera chargé de mettre en oeuvre la politique de personnel de la Société, d'animer et gérer l'embauche, la formation, la gestion du personnel et l'information.

Adresser votre C.V. manuscrit avec photo récente sous la référence 74.707 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

FLOQUET MONOPOLE A POISSY

Société spécialisée dans la fabrication et la vente de pièces moteurs recherche un ingénieur diplômé.

Rattaché au Directeur du service exportation, il aura pour mission d'assurer le contact suivi avec les services techniques et commerciaux des constructeurs de moteurs essence ou diesel, dans les pays d'expression allemande.

Le poste nécessite de résider en région parisienne, de se déplacer à l'étranger 2 semaines sur 3, d'avoir le goût des contacts et le sens commercial.

Le candidat devra être âgé d'au moins 30 ans, posséder déjà une bonne expérience des moteurs, être parfaitement bilingue Français-Allemand parlé et écrit. Connaissance Anglaise appréciée.

Env. correspondance et C.V. à 75011 Potey, B.P. 31.

Importante Société Banlieue Sud recherche

ANALYSTE ORGANIQUE de haut niveau

pour encadrement de projets.

- Formation supérieure.
- Expérience minimum : 3 années dans la fonction exigée (temps réel apprécié).
- Sécurité d'emploi assurée.
- Nombreux avantages sociaux.

Transmettre CV manuscrit et photo s/réf 2229 à P. LICHOU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour service EXPORTATION ASSISTANT même DÉBUTANT

- Anglais obligatoire ;
- 24 ans minimum.

Env. C.V. man., photo identité, prêt, s/n 74.715, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-16, qui tr.

GenRad (EX. GENERAL RADIO)

Leader mondial en fabrication de systèmes de tests automatisés de cartes logiques et analogiques recherche :

INGÉNIEUR D'APPLICATION

niveau B.T.S. ou équivalent.

30 ans minimum

solide expérience dans un service d'études des circuits logiques et analogiques (qualification AT3-ATP).

Goût des contacts humains.

Responsable de :

- L'étude des problèmes de tests posés par les utilisateurs potentiels.
- La réalisation de programmes d'essais
- Le support logiciel des utilisateurs de systèmes GenRad.

Anglais courant nécessaire.

Env. C.V. photo à M.C.A. GenRad 96 rue Orfila 75020 Paris

Optilas

Société française de distribution d'équipements électro-optiques (lasers, périphériques...) recrute :

pour son département technique

UN INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL

la fonction :

- commerciale : prise en charge d'une gamme de produits marketing, vente, après-vente, relation fournisseurs
- technique : réception technique des équipements, installation, première intervention de maintenance

le profil : il faut impérativement

- un goût des contacts humains et l'acceptation de déplacements fréquents
- une connaissance technique de base
- une bonne pratique de la langue anglaise
- une expérience acquise dans un poste similaire

pour son département industriel

UN INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL

même fonction, même profil que le poste ci-dessus, cependant les candidats ayant expérience et introduction dans le milieu industriel seront retenus de préférence.

envoyer C.V. complet avec références et photo à :

OPTILAS c.a. n° 1422, 91019 EVRY Cedex

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS

très introduite grands magasins et grandes surfaces recherche

ACHETEUSE Fillette/Baby

ayant parfaite connaissance du marché.

Indispensable : plus de 5 ans références activités similaires, sens de la gestion et des responsabilités, capable établir collection et superviser achèvement des commandes.

Aptitudes à direction de personnel.

Env. avec C.V. manuscrit, photo (retournée) et prêt à CLAIR, 38, rue des Mathurins - 75006 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE de dimension Européenne recherche pour l'une de ses usines situées à COLOMBES

L'ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

chargé au départ de missions ponctuelles, il verra ses responsabilités s'accroître dans les domaines de :

- l'administration et la gestion du personnel ;
- la paie ;
- la législation du travail.

Il supervisera à terme une équipe d'une dizaine de personnes.

Ce jeune diplômé d'Etudes Supérieures devra être très motivé par la fonction « Personnel ».

Une première expérience de 2 à 3 ans constitue un atout supplémentaire.

De réelles perspectives d'évolution au sein du groupe sont offertes.

Pour faire acte de candidature, adresser lettre man., C.V., photo, prêt, sous la réf. 2.200.

21, rue de la République 75002 PARIS qui transmettra

Une des plus importantes firmes françaises de constructions mécaniques destinées à l'aéronautique, leader européen dans sa spécialité recherche

pour son siège Sud de Paris

le chef du département des affaires économiques et financières

Ce poste s'adresse à des candidats ayant une double formation ingénieur grande école et de gestionnaire de production, enrichie d'au moins 5 années d'expérience des coûts industriels, dans le secteur de la mécanique de précision. Possibilité de carrière particulièrement intéressante pour un candidat de haute valeur.

Adresser C.V. présentations sous réf. 613

Serge BAILLY CONSEIL

40, avenue Hoche 75008 PARIS

ingénieur gestionnaire

30 ans minimum.

Ingénieur diplômé d'une grande école vers la mécanique de série, et ayant une réelle expérience en gestion de production, il aura la responsabilité de la gestion des stocks, des programmes de fabrication et de la définition des sites techniques, en liaison avec le département informatique du siège.

Toutes informations aux offres adressées à :

confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h12h30-13h30 à 18h19h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Référence 812.

65, avenue de Wagram 75017 Paris

Information Carrière SVP 11.11

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

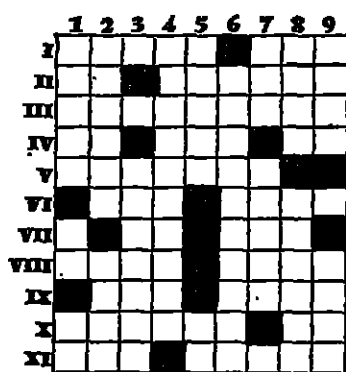
65, avenue de Wagram 75017 Paris

65, avenue de Wagram 75017 Paris

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS MÉTÉOROLOGIE

PROBLEME N° 1560



HORIZONTALEMENT

I. A souvent le chair de poule : l'Unité de toute prudence progressive. — II. Il devrait être pénible de le regarder les yeux dans les yeux. — III. Une simple blouse suffit à lui faire tourner la tête. — IV. Front partie du folklore : ville étrangère. On les a toujours dans les jambes. — V. Paraissent longues quand elles sont vides. — VI. Fut quelque peu trompé par sa découverte. Ne se laisse pas couler. — VII. Finit étrangement. — VIII. A donc supporté une forte température. — IX. Crie d'une certaine manière. — X. Gai par tempérament. — XI. Mesures. Créatures.

VERTICALEMENT

1. Un avec qui les vaches étaient bien gardées. — 2. Vous abandonnez quand on déménage. — 3. David lui prit sa femme. — 4. D'une certaine manière. — 5. Flamme de courte durée. — 6. Bonne à être ramassée. Points opposés. — 7. Vident les lieux. — 8. Dans le nom d'une pâtisserie. — 9. S'exprime avec gravité. — 10. Dans l'Orne. Bien pesées avant d'être décriées.

Solution du problème n° 1559

Horizontalement

I. Lesbiens. II. Opération. — III. TN. RN. EN. V. 76. — Rincée. — V. Nues. — VI. Loupal. — VII. Ré. Tées. — VIII. Dus. Rola. — IX. Portières. — X. El. — XI. Tors. Aria.

Verticalement

1. Louvel. — 2. Epte. — 3. Se. — 4. Tuer. — 5. BRRR. — 6. Peste. — 7. Ixina. — 8. Et. — 9. Nuitée. — 10. Nices. — 11. BOR. — 12. Nones. — 13. Elém. — 14. Enée. — 15. Sésia.

GUY BROUTY.

Transports

Le service d'hiver de la S.N.C.F.

Voici les grandes nouveautés du service d'hiver de la S.N.C.F. qui entrera en vigueur le dimanche 26 septembre, en même temps que le changement d'heure légale.

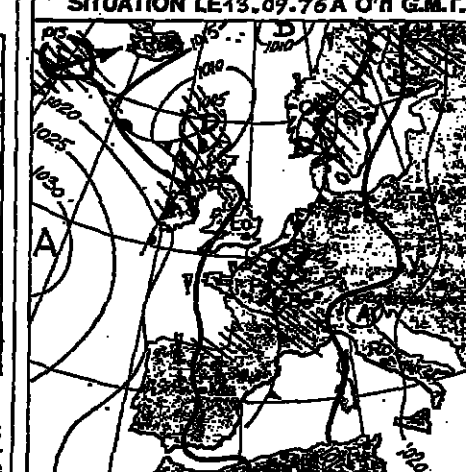
● **Sur Paris-Nevers-Clermont-Ferrand** : la desserte sera profondément modifiée et les services connaîtront des améliorations importantes. Trois trains : le Bourbonnais, le Thermal et l'Arverne, constitués de voitures Corail, relieront Paris à Clermont-Ferrand en trois heures quarante-cinq minutes (au lieu de quatre heures sept minutes) à vitesse moyenne 112 km/h. Paris à Clermont 131 km/h. Paris à Nevers — et deux autres trains en moins de quatre heures. Ces cinq trains rapides desserviront Nevers, Moulins, Saint-Germain-des-Fossés, Vichy et Riom. Les gains de temps réalisés interviendront également dans la desserte de la section Montargis-Nevers sera remaniée et assurée par cinq trains ou autorails express.

● **Sur Paris-Lyon** : le T.E.E. le Lyonnais est remplacé par un train Corail de 1^{re} et 2^e classes, avec un horaire identique de Paris à Lyon et dans un horaire nouveau de Lyon (départ 17 h. 10) à Paris (arrivée 22 h. 56) : vitesse moyenne 136 km/h. Un nouveau train Corail le Rhône-Alpes, sera spécialisé dans la desserte Paris (départ 18 h. 16) Lyon (arrivée 22 h. 04) Saint-Etienne (arrivée 22 h. 10) et Grenoble (arrivée 22 h. 45).

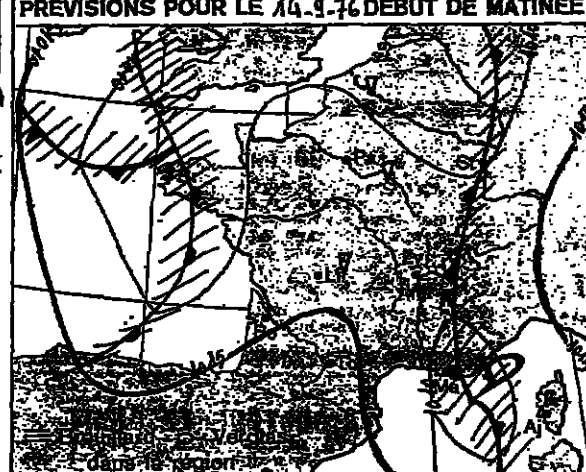
● **Sur Paris-Marseille et la Côte d'Azur** : création d'un train rapide Corail de 1^{re} et 2^e classes : Paris (départ 6 h. 45) Marseille (arrivée 15 h. 30), soit un temps de parcours équivalent à celui du Mistral (128 km/h de vitesse moyenne). Dans le sens province-Paris, ce nouveau rapide des deux classes se substitue au Mistral actuel entre Marseille (départ 16 h. 54) Lyon (départ 19 h. 40) Paris (arrivée 23 h. 35). De Nice à Paris, le Mistral circulera dans un horaire nouveau : Nice, départ 13 h. 15 (au lieu de 14 h. 30), Marseille, départ 15 h. 37, Lyon, départ 18 h. 30, Paris, arrivée 22 h. 16 (au lieu de 23 h. 35). Enfin, plusieurs trains reliant Paris à Marseille et Nice sont accélérés.

● **Sur Paris-Montpellier** : un train rapide 1^{re} et 2^e classes aller et retour est créé pour améliorer la desserte de villes du Languedoc : gain de temps de l'ordre de

SITUATION LE 13.09.76 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 14.9.76 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige / averse / orage / Sens de la marche des fronts

Front chaud / Front froid / Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 13 septembre à 0 heures et le mardi 14 septembre à 24 heures :

Au cours de ces deux jours, le temps restera médiocre en France. La perturbation, située lundi matin sur notre pays, ne se décalera que très lentement vers l'est, tandis qu'une autre perturbation venant de l'ouest s'installe, dans la journée de mardi, nos régions de l'Ouest. Mardi 14 septembre, de la Corse aux Alpes, à l'Alsace et à la Lorraine, le temps sera très nuageux ou couvert avec des pluies et quelques orages. De la Bretagne aux Pyrénées, il sera très nuageux et passagèrement pluvieux. Sur les autres régions, le ciel sera plus variable. Il y aura des éclaircies localement belles, mais aussi des nuages et parfois des averses. Les vents seront modérés, de sud-ouest à ouest, de la Bretagne à l'Aquitaine, très variable ailleurs. Les températures varieront peu par rapport à celles de lundi.

Lundi 13 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris - Le Bourget, de 1008,1 millibars, soit 736,1 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 septembre, le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Ajaccio, 31 et 19 degrés ; Biarritz, 15 et 10 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Brest, 13 et 10 ; Caen, 10 et 10 ; Clermont, 15 et 12 ; Clermont-Ferrand, 12 et 10 ; Dijon, 15 et 10 ; Grenoble, 16 et 12 ; Lille, 15 et 12 ; Lyon, 17 et 14 ; Marseille, 24 et 17 ; Nancy, 15 et 10 ; Nantes, 17 et 6 ; Nice, 21 et 17 ; Paris - Le Bourget, 18 et 12 ; Pau, 15 et 10 ; Perpignan, 23 et 13 ; Rennes, 16 et 10 ; Strasbourg, 18 et 12 ; Tours, 16 et 8 ; Toulouse, 18 et 12 ; Poitiers-Poitou, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 19 degrés ; Amsterdam, 19 et 7 ; Athènes, 28 et 18 ; Berlin, 24 et 11 ; Bonn, 19 et 12 ; Bruxelles, 19 et 12 ; Casablanca, 24 et 23 ; Copenhague, 18 et 11 ; Genève, 14 et 10 ; Lisbonne, 23 et 12 ; Londres, 17 et 11 ; Madrid, 19 et 10 ; Moscou, 22 et 9 ; New-York, 23 et 19 ; Palma-de-Majorque, 27 et 17 ; Rome, 28 et 20 ; Stockholm, 14 et 8 ; Téhéran, 32 et 22.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 13 septembre 1976 :

DES DECRETS

- Relatif aux chambres interdépartementales et interrégionales d'huissiers de justice ;
- Portant création du certificat de moniteur cadre et de masse-kinésithérapie ;
- Portant création des allocations de recherche.

Visites, conférences

MARDI 14 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES : Classe nationale des monuments historiques, 15 h. 6, rue Vivienne, Mme Legros : « Du passage Vivienne au passage Victor-Dumas par les galeries du Palais-Royal » — 15 h. entrée de l'église, rue Victor, Mme Penne : « Œuvres d'art de Saint-Nicolas-du-Chardonnet et tombeau de Le Brun » — 14 h. 30, Versailles, 7, rue des Réservoirs : « Quartier du vieux Versailles » (Syndicat d'initiative). — 15 h. face au 1^{er} rue Saint-Louis-en-l'Île : « Les hôtels de Mlle de Launay » (A travers Paris). — 15 h. 15, rue de la Falsanderie : « Le Musée de la comédie » — 15 h. place du Fuite-de-l'Ermitte : « La mosquée et le café maure » (Paris et son histoire).

PRESSE

Quatrième procédure judiciaire engagée par les journalistes de « France-soir »

L'Union des fondateurs et collaborateurs de France-Soir (U.F.C.), vient d'initier une quatrième procédure judiciaire dans laquelle elle demande « la nomination d'un administrateur de la FEF (France éditions et publications) et d'un contrôleur de gestion de France-Soir ».

Cette affaire qui, selon M. Varaut, avocat de l'U.F.C., a le soutien de la société des rédacteurs de France-Soir et de l'intersyndicale des journalistes de la rue Réaumur, sera plaidée, toujours selon M. Varaut, jeudi 16 septembre, devant le tribunal de Paris. Compte tenu des autres actions judiciaires engagées au sujet des conditions de vente de France-Soir et pour empêcher la dispersion de cet actif avant le règlement du fond, l'U.F.C. demande en particulier qu'il soit « suris à la levée de l'option sur les immeubles, qui devait intervenir avant le 30 septembre ».

Une assemblée générale des journalistes de France-Soir s'est tenue le vendredi 10 septembre à l'appel de l'intersyndicale et a déclaré dans la motion finale, qu'« une nouvelle étape de la mainmise sur le journal est en train de se réaliser avec l'installation dans les locaux de la rue Réaumur de cinq personnes jusqu'ici étrangères à l'entreprise ».

dont le créateur du groupe Harzani » (il s'agit de la mise en place à France-Soir d'une nouvelle direction administrative annoncée dans le Monde du 10 septembre).

Constatant « qu'à aucun moment le personnel, ni en particulier la rédaction, n'a été informé de l'existence », les représentants de la rédaction « décident de réunir à nouveau l'assemblée générale de la rédaction le vendredi 17 septembre ».

« Prenant acte des associations ouvertes le 9 septembre avec M. Désiré Goddyn, ajoute la motion, les représentants de la rédaction de France-Soir :

1. — Demandent la prolongation de la période durant laquelle la direction s'engage à faire droit à la clause de confiance ;

2. — S'opposent à toute nouvelle embauche alors que tout poste éventuellement vacant peut être pourvu par des mutations et des promotions ».

● **La Biennale internationale de l'information** aura lieu du 20 au 22 octobre au palais du Sénat, à Paris. Le programme des conférences sera le suivant :

— Mercredi 20 octobre, 17 h. : « Une information neuve pour un monde nouveau », par M. Maurice Bujon, président de la Fédération nationale de la presse française ;

— Jeudi 21, à 16 h. : « Violence et défaut de communication », par M. Jacques Leauté, directeur de l'Institut de criminologie de Paris ; à 17 h. 30 : « Que faisons-nous de l'information ? », par M. Jean Fourastié, membre de l'Institut ;

— Vendredi 22, à 15 h. : « Une politique de l'information », par M. Johannes Binkowski, président de la Fédération de la presse allemande ; à 17 h. 30 : « L'information est-elle un spectacle ? », par M. Jean Carène, membre de l'Institut, président de TF 1.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Créants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde, 5, r. des Vallées, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57407.

IBM Service Bureau. L'ordinateur au bout du fil.

IBM Service Bureau. Si vous avez le téléphone, vous pouvez faire de l'informatique.

Au Service Bureau IBM, nous ne vendons pas d'ordinateurs, mais nous vous louons les services des nôtres dont la puissance est pratiquement illimitée.

Quelle que soit votre localisation géographique, un simple terminal chez vous adapté à vos besoins, une ligne téléphonique et c'est là toute l'installation.

Vous employez des programmes de gestion et de calculs scientifiques "tout-prêts" que nous adaptons à vos besoins spécifiques, si vous le désirez. Vous profitez de tous les programmes généraux de la très importante bibliothèque IBM. Vous bénéficiez donc d'une considérable puissance de traitement avec investissement minimum. Vous ne payez ensuite que ce que vous consommez.

Cet accès rapide et peu coûteux à l'informatique vous intéresse bien entendu si vous n'avez pas d'ordinateur.

Il vous intéresse tout autant si vous avez votre propre matériel. Car il y a toujours des situations auxquelles vous ne pouvez faire face, comme d'anticiper sur une extension de votre ordinateur, par exemple, ou des traitements complexes, spéciaux ou exceptionnels qui échappent aux possibilités de votre équipement.

Voilà. Vous savez presque tout sur le Service Bureau IBM. Si vous croyez à son intérêt pour votre entreprise, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Etienne Robert ou téléphonez-lui au 637.62.00. Votre Ingénieur Commercial est prêt à étudier votre problème sans engagement de votre part.

IBM Service Bureau.

IBM Service Bureau, 116, An. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly. Tél. (1) 637.62.00.

Journal de 1976

LA VIE ÉCONOMIQUE

LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE

Les malheurs d'un agriculteur non syndiqué

M. Jacques de Valpignon est agriculteur à Villers-Bocage, dans le Calvados. Ses prés ne sont pas épargnés par la sécheresse ; il a besoin de paille pour nourrir ses vaches jusqu'au printemps. En juillet, avec une dizaine d'exploitants de son village, il en sollicite en Seine-et-Marne. Le gouvernement accorde alors une subvention de 35 % sur les frais de transport de fourrage.

Les wagons apportant la paille arrivent à la gare de Caen début septembre. Le 8, M. de Valpignon reçoit une lettre à l'adresse de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Calvados (F.D.S.E.A.C.). Le texte n'est pas très long. Il veut être cité intégralement :

« Monsieur,
« Nous sommes avisés par l'Agence commerciale S.N.C.F. de Caen de l'expédition de paille à votre adresse.
« Nous attirons votre attention sur le fait que la paille est livrée par le S.N.C.F. pour le transport de la paille résulte d'un accord passé entre elle et la F.D.S.E.A.C. pour ses adhérents. Or le ou les wagons qui vous sont adressés ne portent pas la mention obligatoire : « M. de Valpignon Jacques, Exploitant ».

« n'y a-t-il pas un problème de responsabilité ? Les responsables syndicaux locaux le disent à M. de Valpignon. Il ne le croit pas : aurait-on installé sur l'adhésion et la cotisation nécessaire pour bénéficier de la subvention ? Il pense qu'il s'agit d'une « ségrégation déplorable ».

« Y a-t-il donc deux catégories de paysans ? L'impôt sécheresse va-t-il être levé au seul profit des adhérents à la F.D.S.E.A.C. ? demande M. de Valpignon. Il n'est sans doute pas le seul agriculteur à avoir besoin d'éclaircissements à ce sujet. » A. G.

« Une maladresse regrettable, cette lettre ? Les responsables syndicaux locaux le disent à M. de Valpignon. Il ne le croit pas : aurait-on installé sur l'adhésion et la cotisation nécessaire pour bénéficier de la subvention ? Il pense qu'il s'agit d'une « ségrégation déplorable ».

« Y a-t-il donc deux catégories de paysans ? L'impôt sécheresse va-t-il être levé au seul profit des adhérents à la F.D.S.E.A.C. ? demande M. de Valpignon. Il n'est sans doute pas le seul agriculteur à avoir besoin d'éclaircissements à ce sujet. » A. G.

Un révélateur

(Suite de la première page.)

Ils ont assuré la sécurité de l'approvisionnement des consommateurs et concouru, par leurs exportations, à régler jusqu'ici la facture du pétrole, sans dommages majeurs pour notre économie.

Gardiens du sol, ils ont aidé les citadins à satisfaire leur soif de détente, notamment dans les zones montagneuses.

Quant au soutien qui leur a été apporté depuis quelques années, il trouve son fondement dans l'insuffisance des prix agricoles fixés à Bruxelles à un niveau proche du taux d'inflation de l'Allemagne fédérale, et que le gouvernement s'est refusé, comme l'ont fait d'autres États membres, à corriger par des facilités empoussiérées du glissement de la monnaie.

Ce n'est certes pas pour autant que l'agriculture, qui, dans sa légitime fierté, préférerait un niveau de prix en rapport avec ses charges, représente un coût anormal pour la France. Il existe, pour tout pays industrialisé, un coût de la fonction agricole. Il est, aux États-Unis, du même ordre de ce qu'il est en Europe, à cette différence près qu'il s'applique à un nombre d'exploitants inférieurs des deux tiers à ce qu'il est dans la Communauté.

Et nous souffrons trop de la dépendance dans laquelle nous nous trouvons sur le plan énergétique pour refuser l'effort qui pèse sur notre indépendance alimentaire.

Face à une calamité exceptionnelle, un devoir de solidarité s'impose, en fonction d'impératifs d'ordre économique et financier, certes, mais aussi d'ordre moral et politique.

Ce que les Français sont en droit d'attendre, c'est que la plus grande équité préside à la mise en jeu de l'effort qui s'impose. A cet égard, le gouvernement ne devrait pas une aspiration aussi solidement fondée. L'équité ne doit pas commander le sacrifice du choix de la ressource. Elle doit présider aussi à la répartition de l'aide.

L'engagement du président de

la République, qui s'attache au maintien, en 1976, du revenu 1975, doit s'entendre du revenu global. Il est, en effet, impossible matériellement de cerner le revenu de chacun. Par ailleurs, des considérations touchant à la justice comme à l'intérêt national appellent une aide platonique (dont seront exclus ceux qui sont susceptibles de se tirer d'affaire eux-mêmes) et sélective.

A ce titre, une préoccupation de continuité dans les politiques de l'élevage et de l'installation des jeunes agriculteurs inspirera les décisions gouvernementales. Excessives aux yeux des contribuables, elles pèseront insuffisamment à beaucoup. Une comparaison avec ce qui a été ou sera fait par d'autres pays dans les régions les plus atteintes par le fléau conviendrait alors tous les hommes de bonne foi de l'ampleur de l'effort consenti.

Il ne sera pas seulement demandé aux agriculteurs au bénéfice desquels s'exercera la solidarité de garder le sens du possible. Ils devront veiller jalousement à leur image de marque en renonçant à certains comportements et en s'engageant, eux aussi, dans la voie des réformes. Qu'ils ne se trompent pas : les Français acceptent finalement d'aider leur agriculture à faire face à une circonstance exceptionnelle et d'autant plus que cette contribution, fondée sur l'équité, ne touchera vraiment que les plus favorisés d'entre eux.

Les exploitants, qui se sentent isolés face à la grogne fiscale, ne le seraient en réalité que s'ils devaient encore sacrifier, sur les routes et ailleurs, à des comportements irresponsables dont la principale conséquence est de gêner, à Paris, et plus encore à Bruxelles, l'action de celui qui a pour mission de défendre leur cause.

Quant aux réformes à mettre en œuvre dans le cadre de la concertation qui fait la loi des rapports entre pouvoirs publics et dirigeants agricoles, elles devront porter essentiellement sur la renonciation à un traitement différencié de l'ensemble des exploitants, sur un effort de réflexion sur le crédit et sur des progrès dans la connaissance des revenus.

Le mythe d'une agriculture une et homogène s'estompe. Il existe en fait une agriculture qui, se rapprochant de plus en plus de l'entreprise industrielle, est susceptible de l'insaturation progressive de régimes de crédit, de fiscalité et de protection sociale de droit commun.

La disparition de la rente de situation des plus aisés au bénéfice de la collectivité elle-même permettra un effort plus grand en faveur d'un soutien, de caractère social, à apporter au secteur de l'agriculture en subsistance. Entre l'agriculture industrielle et l'agriculture de subsistance se situe la grande majorité des exploitations, justiciable, elle, du soutien économique qu'appelle le triple souci de la sécurité des approvisionnements, de l'équilibre de la balance et de l'aménagement du territoire.

Ainsi la sécheresse aura-t-elle joué, dans le monde agricole, le rôle d'un révélateur, et, pour les états qui en soient nécessairement marqués dans le temps les étapes, 1976 marquera le point de départ de réformes en profondeur de notre politique agricole. Dans la mesure où la justice le dispute à l'efficacité, elles ont déjà l'assentiment de la très grande majorité des intéressés. Ceux-ci sont, en contrepartie, en droit d'attendre des autres groupes sociaux que la sécheresse du cœur ne vienne pas aggraver la sécheresse du sol.

CHRISTIAN BONNET.

CALENDRIER DE L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS

- 1^{er} SEPTEMBRE : échéance des cotisations d'août (plus de 5 salaires).
- 15 SEPTEMBRE : exigibilité des cotisations d'août.
- 1^{er} OCTOBRE : échéance des cotisations de septembre (plus de 5 salaires) et des cotisations du 3^e trimestre (moins de 5 salaires).

Les chèques bancaires ou postaux doivent être libellés au nom de l'Agent Comptable de l'U.R.S.S.A.F. 75-10.

La législation concernant le paiement des cotisations de Sécurité Sociale est applicable aux travailleurs de nationalité étrangère ; il est nécessaire pour ceux-ci d'appliquer toutes les règles en vigueur en cas d'emploi étranger.

ANGLAIS

« English House »

- Dans le cadre de la Formation Permanente
- Bourses pour étudiants

ESPAGNOL

« Centro Autodidactico del Colegio de España »

COMPAGNIE EUROPEENNE DE FORMATION PERMANENTE

9, boulevard de Reims-Nouvelle
75002 PARIS - Tél. : 235-47-05

48, rue du Parc-Montclair
75016 PARIS - Tél. : 71-43-64

ESPAGNOL-ANGLAIS

LES HUITRES SONT MEILLEURES ET MOINS CHÈRES

En raison de la sécheresse de l'été les ostréiculteurs du bassin d'Arcachon (Charente-Maritime) ont constaté une amélioration notable de la qualité de leur produit. Ces conditions climatiques favorables et une meilleure organisation de la profession devraient permettre aux

consommateurs d'acheter les huitres à des prix nettement inférieurs à ceux pratiqués la saison dernière.

Les ostréiculteurs de Marennes-Oléron (50 % de la production française) ont, en effet, décidé une baisse de 20 % par rapport à leurs prix d'expédition de septembre 1975. Ainsi, la douzaine de coquilles de taille moyenne (n° 3) est vendue, au départ du bassin, 6 francs contre 7,20 francs il y a un an.

Les ostréiculteurs de la baie d'Arcachon, qui fournissent 20 % des huitres commercialisées en France — ont décidé, pour leur part, une baisse de 33 % par rapport aux prix de septembre 1975. La douzaine de numéro 3 est vendue 4,50 francs contre 6,75 francs il y a un an. Les professionnels souhaitent que ces baisses soient répercutées au niveau des consommateurs.

MÉDECINE

au congrès des internes des hôpitaux des régions sanitaires

Il faut veiller à l'équilibre entre spécialistes et omnipraticiens

rappelle Mme Simone Veil

De notre correspondant

Dinard. — La réforme de l'internat, dont il est question depuis de nombreuses années, a été, cette année encore, au cœur des débats du congrès de la Fédération nationale des internes et anciens internes des hôpitaux des régions sanitaires (F.N.I.A.I.H.R.S.), qui a réuni trois cents personnes du 9 au 12 septembre, à Dinard, autour du thème : « L'interne, une espèce en voie de mutation ». La présence samedi 11 septembre de Mme Simone Veil, ministre de la santé, faisait espérer quelques précisions et assurances sur l'avenir de l'internat des régions sanitaires dans le cadre d'une réforme globale. Le ministre de la santé s'est cependant limité à des déclarations d'ordre général.

Mme Veil a souligné le rôle des hôpitaux des régions sanitaires, qui, au nombre de trois cents, accueillent trois mille deux cents internes. Elle a mis en relief le danger d'une trop grande spécialisation : « L'on ne s'interroge pas, a-t-elle déclaré, médecine spécialisée et médecine générale sont complémentaires. L'objectif d'une politique de santé n'est pas de s'interroger sur cette double nécessité, mais de veiller au maintien d'un bon équilibre entre spécialistes et omnipraticiens. »

Pour former ou reconvertir la jeunesse actuelle, il faut donc, à son avis, révaloriser la formation et l'exercice des généralistes.

Cette analyse ne pouvait que convenir aux congressistes, puisque 60 % des internes des hôpitaux des régions sanitaires se destinent à la médecine générale. Les internes de ces hôpitaux non universitaires craignent toutefois que le projet de réforme de l'internat ne supprime l'originalité de leur formation : « Il est fondamentalement, disent-ils, d'éviter une réforme

qui aurait pour résultat de rendre le fonctionnement des services hospitaliers dépendant des critères de formation universitaires. » Ce serait, selon leur analyse, une déviation intolérable de la fonction première de l'internat, qui demeure une fonction de soins.

Sur un plan plus général, les internes des hôpitaux de régions sanitaires estiment qu'il existe une identité de fonction entre les internes des centres hospitaliers universitaires et les internes des hôpitaux des régions sanitaires. Ils demandent l'uniformisation du concours d'internat ainsi que la suppression de la distinction faite entre les hôpitaux de la région sanitaire de Paris et ceux de province, notamment en ce qui concerne les rémunérations. Ils jugent enfin nécessaire que soit portée à quatre années la durée de l'internat, le titre étant acquis dès la troisième.

DANIEL MORNET.

• Cinq cents chiens sont attendus de la rive dans la seule ville de New-Delhi, où ils présentent un grave danger pour la population, estimant les services officiels indiens. Ces cinq cents chiens représentent 1 % de la population canine de la capitale, qui compte cinquante mille chiens domestiques et sauvages pour une agglomération de quatre millions d'habitants. Les autorités ont procédé chaque semaine à plusieurs rafles de chiens errants. Depuis le mois de novembre 1975, la lutte contre les chiens errants a été intensifiée et plus de cinquante mille chiens ont été tués sur l'ensemble du territoire. — (A.F.P.)

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mâchères, le mardi 21 septembre 1976, à 14 h.

UN APPARTEMENT
avec cave et parking
à GRIGNY II (91)
3, rue Lefebvre, Bât. Y 2^e étage
MISE A PRIX : 30.000 FRANCS
Consignat. indispens. pour enchérir.
Renseignements : M^{rs} THUXILLO et AKOUN, avocats, 51, rue Champollain à Corbeil-Essonnes, tél. 495-30-26 et 495-14-18.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le jeudi 30 septembre 1976, à 14 h.

QUATRE CHAMBRES
Paris (17^e), 25, rue Arthur-Rosier
1) DEUX CHAMBRES n° 19 et 20
2) DEUX CHAMBRES n° 21 et 22
M. à prix pr chaque lot : 10.000 F
Pour tous renseignements s'adresser à : M^{rs} JACQUES TALON, avoc. au Barreau de Paris, 20, quai de la Mégisserie, Paris (1^{er}), tél. 236-59-25.

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance à Versailles, au Palais de Justice, le mercredi 29 septembre 1976, à 10 heures.

D'une importante PROPRIÉTÉ à MONTFORT-L'AMAURY
Versailles
7, CHEMIN RURAL - Dîc de Château-Gaillard
MISE A PRIX : 130.000 FRANCS
Pour tous renseignements s'adresser à M^{rs} GUELLIERES, avocats, 21, rue des Etats-Généralx, tél. 850-32-42, et à tous autres avocats à Versailles.

Vente au Palais de Justice à Nanterre, le mercredi 8 octobre 1976, à 14 h.

UN PAVILLON sis à BOULOGNE
(Hauts-de-Seine)
14, rue Rieux (5 Villa des Foyères)
4 pièces principales - MISE A PRIX : 100.000 F
S'adresser : M^{rs} G. S. DESROGERS, avocats, 1, rue Anatole-France, Paris (7^e), tél. 551-31-60, et à tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente aux enchères publiques sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance à Versailles, au Palais de Justice, 3, place Louis-Barthou, le mercredi 29 septembre 1976, à 10 heures.

UN ENSEMBLE IMMOBILIER sis à VERSAILLES
Département des Yvelines
6 et 6 bis, rue de Mouchy
Composé de TROIS CORPS DE BATIMENT A USAGE DE GARAGE.
MISE A PRIX : 1.250.000 F
Pour tous renseignements s'adresser à M^{rs} JOHANNET, avocats à la Cour de Versailles, demeurant dite ville, 21, rue des Etats-Généralx, 950-03-25, et à tous avocats à Versailles.

Adjudicat. sur surenchère du 1/10, à la requête de la Banque de la Réunion, le mercredi 22 septembre 1976, à 10 heures.

UN APPARTEMENT
au 5^e étage
Bâtiment sis au PEGQ (78)
14, rue Victor-Hugo
(Lot n° 39 du cahier des charges, compr. une entrée, une salle de séjour, une chambre, une salle de bains, un w.c., une cuisine, 2 balcons, terrasse)
NOUVELLE MISE A PRIX : 137.500 FRANCS
M^{rs} G. S. DESROGERS, avocats, 1, rue Anatole-France, Paris (7^e), tél. 551-31-60, et à tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente au Palais de Justice à Paris, sur SAISIE IMMOBILIERE, le jeudi 30 septembre 1976, à 14 heures.

à VITRY-SUR SEINE (94)
1) UNE PROPRIÉTÉ BATIE, 4, rue Marcel-Laurent
MISE A PRIX : 60.000 FRANCS
2) UNE MAISON, 4, avenue Gambetta
MISE A PRIX : 60.000 FRANCS
Pour tous renseignements s'adresser à M^{rs} JACQUES TALON, avocat au Barreau de Paris, 20, quai de la Mégisserie à Paris (1^{er}), tél. 236-59-25.

Vente au Palais de Justice à Nanterre, merc. 29 septembre 1976 à 13 h. 30

HOTEL PARTICULIER NEUILLY-SUR-SEINE
18, rue du Bois-de-Boulogne
Paraissant libre de location
MISE A PRIX : 290.000 F
S'adresser : M^{rs} DE SARRAC, avocats à Paris, 34, rue de Bassano ; M^{rs} HORN et LECURER, notaires.

M^{rs} HUAUME, avocat à ARGENTAN (Orne), 8, place Mahe, pourrivaux ; M^{rs} DULY, avocat à ARGENTAN (Orne), 8, rue Laitour-Labroin.

VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME
le lundi 4 octobre 1976, à 14 h., de

DOMAINE DE VILLEBADIN
Commune de VILLEBADIN (Orne)

Château Louis XIII et Grand Parc
Ecurie, étable et grange Louis XIV, maison de régisseur
Corps de ferme : Maison d'habitation, étables, écuries, maison de gardiens

et 103 hectares d'herbages d'un seul tenant
MISE A PRIX : 2.772.000 francs
LIBRE DE LOCATION
Signé : M. HUAUME, avocat.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 23 septembre 1976, à 14 heures.

PROPRIÉTÉ-VILLEJUIF (94)
53, rue de la CHAPELLE et 21, rue Eugène-Felléau, comprenant :
ATELIERS - BUREAUX SUR TERRAIN (4.929 m² env.) suiv. cad.
MISE A PRIX 1.287.000 F s'ad. cab. M^{rs} JALLES
avocat admin., 34, rue des Petites-Champs, Paris (7^e), tél. 551-31-60 ; M^{rs} LESOUARD-DISSFORDGES, avocats, Paris, 21, quai Anatole-France, Tél. 551-31-60 ; M^{rs} NICOLAS, av., Paris, 9, rue Moncey, Tél. 874-46-38 ; M^{rs} KINON, syndic, 18, rue de l'Abbe-de-la-Peche, Paris.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Le sort de 500 familles dépend du choix des héritiers Morael-Dambriecourt

Bien que bénéficiaire, une cartonnerie est menacée de liquidation judiciaire

Dunkerque. — L'attention, à Dunkerque, se concentre, ce lundi 13 septembre, sur les personnalités qui franchiront le seuil d'un hôtel aménagé dans la plus haute tour de la ville, le Reuze. Le sort de plus de cinq cents familles va se jouer cette fois d'une façon ou d'une autre dans une salle de conférence de l'hôtel où une seule famille va décider de tout : les Morael-Dambriecourt.

Juridiquement, ce doit être le dénouement d'une « ténébreuse affaire », qu'il n'est même pas besoin de romancer pour la rendre digne de la Comédie humaine et de son monde balzacien. Le mois dernier un pointage effectué à l'entrée du même hôtel où était convoquée l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires des Cartonneries mécaniques de Gravelines, propriétés des Morael-Dambriecourt et Cie, n'avait guère laissé subsister d'illusions sur le règlement de l'affaire. De quoi s'agissait-il ? De répondre à une proposition de rachat de l'entreprise mise en règlement judiciaire, offre émanant d'une filiale du groupe Saint-Gobain - Pont-à-Mousson. Pour les salariés c'est l'ultime possibilité de lever l'échéance de la liquidation des biens et du licenciement collectif. Mais le quorum n'a pas été atteint.

Cette fois il faudra bien qu'une décision résulte de ce nouveau concubinage familial dont le personnel attend une fumée blanche. Montera-t-elle du brasier de ces lettres de licenciement prêtes à être postées le soir même, au cas où le quorum ne serait pas encore atteint ou en cas de rejet de l'offre de rachat ? A 20 kilomètres de la tour du Reuze, l'activité des Cartonneries de Gravelines, seule industrie locale subsistant au bord du nouvel ensemble portuaire dunkerquois, est suspendue à cet ultime affrontement des intérêts d'héritiers et héritières s'entre-déchirant à belles dents.

Une majorité introuvable

Le quorum, voilà bien le fond d'un problème d'une inextricable complexité. Les hommes de loi, les juges du tribunal de commerce, ne s'y retrouvent pas eux-mêmes, dans la recherche d'une majorité introuvable. Les fondateurs de cette dynastie des Forsyte grave-lindes sont, en 1925, un coupleur maritime de Dunkerque, M. Morael, et M. Dambriecourt, qui exploitait la Papeterie de l'As. Il s'agissait alors de prendre le contrôle d'une entreprise grave-lindes gérée par les fils du fondateur, qui ont été lâchés par Béghin. L'alliance Morael-Dambriecourt est scellée par un autre homme d'affaires maritimes de Dunkerque, M. Schipman, le maître de Malo-les-Bains, qui devient aussi actionnaire de la société. Elle est complétée, au plan familial, par le mariage de M. Dambriecourt avec la fille de Morael, ce dernier étant également père de trois fils : Jean, Gustave et Guy.

Les fondateurs étant décédés, les principaux actionnaires sont aujourd'hui M. Guy Morael et son neveu M. Alexandre Dambriecourt, dans une mesure moindre, M. Gustave Morael, retiré à Nice : la fille de Jean Morael récemment décédé, et les sept sœurs d'Alexandre. Mais la dispersion des actions défile l'inventaire. On en trouve dans des indivisions de biens transmis par héritage, d'au-

De notre correspondant

tres dans les actifs de sociétés qui ont fait faillite : les Chocolats Vinay, les Laiteries du Maine, etc. Mille cinq cents actions se valent même éparpillées dans la nature. Cela ne serait encore rien si une véritable guerre de clans ne sévissait entre les Capulets-Morael et les Montagues-Dambriecourt, voire au sein de chaque branche de la famille, les alliances se faisant et se défont au gré des circonstances, dans le cadre de la gestion.

Il y a deux ans, Mme Dambriecourt-Morael, mère décédée d'Alexandre, a été remplacée à la présidence du conseil d'administration de l'entreprise par le comte de Clermont-Tonnerre, qui a épousé la fille de Jean Morael, châtelain d'Esquelbecq, ancien conseiller général du Nord. L'entreprise étant sous la coup d'une mesure de règlement judiciaire, M. de Clermont-Tonnerre déclare s'être assuré de concours financiers suffisants pour assainir la situation en désintéressant les créanciers. Le tribunal de commerce de Dunkerque n'en maintient pas moins la mesure de règlement judiciaire de l'entreprise et sa gestion par un syndic nommé par ses soins.

A l'approche de l'échéance de la liquidation de biens, c'est l'offre de rachat émanant de la Société continentale de carton ondulé, filiale de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, qui ayant des usines partout en France, sauf dans le Nord, désire s'y implanter. Mais voilà que, sous le contrôle du syndic, la situation de l'usine s'est redressée. Les deux principaux actionnaires, MM. Guy Morael et Alexandre Dambriecourt, s'entendent pour exprimer leur hostilité à la vente de l'entreprise. Guy Morael est conseillé par un avocat parisien bien connu, M. Lemarchand.

Mais comment raisonnent les autres membres de la dynastie, notamment les frères Dambriecourt ? Ils ne peuvent ignorer que la procédure engagée localement aboutit inévitablement à la liquidation des biens de la société, à moins d'un rachat dans l'avenir immédiat.

Une guerre de procédure

Or la situation se complique du fait que les principaux actionnaires ont fait appel, auprès de la Cour de cassation, de la mesure de règlement judiciaire, sachant parfaitement que seule la cession des biens à une autre entreprise peut éviter la liquidation de l'entreprise avant le jugement de cette juridiction. Autrement dit, l'offre du groupe Saint-Gobain - Pont-à-Mousson est à prendre aujourd'hui ou à laisser, avec les conséquences immédiates que cela comporterait. Le député socialiste

Comprendre et calculer

L'IMPOT DES PLUS-VALUES

Une série de tableaux comparatifs clés est explicitée dans le numéro de septembre du mensuel « LES AFFAIRES »

La revue pratique de gestion des entreprises et des patrimoines. Abonnement 1 an 45 F à l'Espresso-Documenta, 61, r. de Malte, Paris.

banque JORDAAN
conseil en placements
et gestion de patrimoine
Raymond Jourdan tel 280 83 45
répondra à vos questions
siège central Paris
316 rue St Georges
succursales
à Lille et Nice

de Dunkerque, M. Denvens, dont Gravelines est le fief, s'est efforcé de convaincre les principaux héritiers. La législation est ainsi faite que rien ne pourrait empêcher le licenciement des salariés d'une entreprise qui vient pourtant de faire la preuve de sa rentabilité. Une procédure d'urgence en matière de cession n'est pas attendue de l'appareil judiciaire, si grave puisse être la conjoncture sociale.

Aux arguments des actionnaires hostiles à l'opération de vente, qui certifient que la cession à un groupe multinationnel équivalait à l'élimination à terme de la firme, les tenants de l'autre thèse opposent l'essorissement technique de l'entreprise, la nécessité d'une injection de capitaux pour renouveler le matériel et surtout les dangers du retour aux errements passés de la gestion familiale.

Jean Morael est mort il y a quinze jours. La levée du corps a eu lieu au château d'Esquelbecq. Le président des Cartonneries de Gravelines, M. de Clermont-Tonnerre, conduisait le deuil. Autour du cercueil, les Morael. Mais certains vides étaient constatés dans les premiers rangs de la famille. Rad-ce l'acte de décès de l'entreprise qui va être rédigé, cette fois dans une salle de la tour du Reuze ? Après les déclarations des syndicats annonçant de vives réactions, les pouvoirs publics n'ignorent pas qu'une telle situation peut porter en germe une nouvelle affaire Lip.

MARC BURNOD.

SYNDICATS

Sans être hostiles à un resserrement des salaires

Les cadres C.G.T. ne veulent pas prêter le flanc

à la tentative de politique des revenus

Après la prise de position de l'Union confédérale des cadres (U.C.C.) de la C.F.P.D.T. sur la réduction des inégalités (le Monde du 8 septembre), M. René Le Guen, secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (U.G.I.C.T.) de la C.G.T., critique les propositions chiffrées des cégétistes, tout en estimant qu'une action commune est possible.

L'U.G.I.C.T., qui propose une rencontre avec l'U.C.C., rappelle « qu'elle a toujours affirmé qu'elle ne considérait pas les écarts de salaires entre catégories comme immuables : mieux, qu'elle était indispensable de les modifier par un resserrement, tout en respectant, pour tous les salariés, le maintien du pouvoir d'achat et son amélioration dans une proportion variable ». Avancer arbitrairement et uniformément un seuil de 13 000 F comme point

maximum où serait respecté le maximum du pouvoir d'achat, ajoute M. Le Guen en se référant à la suggestion C.F.P.D.T., c'est certes prendre un chiffre voisin des maximums découverts dans des conventions collectives ou des statuts. Mais c'est dans le même temps prêter le flanc à la tentative de politique de revenus et de transferts que veut réaliser le gouvernement. (.)

« Une telle démarche est dangereuse, car elle favorise la politique patronale d'individualisation des rémunérations des cadres supérieurs. (.) Par ailleurs, proposer un seuil de 20 000 F par mois pour l'impôt, par référence à un hypothétique impôt sur le capital, c'est admettre qu'il doit y avoir un seuil et s'exposer à en négocier le niveau dans un cadre économique et politique où nous n'en avons pas les moyens. »

FAITS ET CHIFFRES

Énergie

● UN IMPORTANT GISEMENT DE PÉTROLE AURAIT ÉTÉ DÉCOUVERT EN ISRAËL. Un gisement de pétrole aurait été découvert à Ashdod, au sud de Tel-Aviv. Selon les experts il s'agirait de la découverte la plus importante depuis celle du gisement d'El-Etzel. La compagnie israélienne Hannah (société de prospection et de financement du pétrole), qui se refuse à faire preuve de trop d'optimisme, va cependant intensifier son programme de forage. — (A.F.P.)

Étranger

● EN ITALIE, LA BALANCE COMMERCIALE a été excédentaire en juillet pour la première fois depuis août 1975. Le surplus s'est élevé à 105 milliards de lire (610 millions de francs), comparé à un déficit de 487 milliards en juin. Pour les sept premiers mois de

1976, la balance est déficitaire de 994 milliards de lire (17 390 millions de francs) contre 1 046 milliards durant la même période de 1975. — (A.F.P.)

Social

● LES BANQUES AMÉRICAINES comptent, à la fin de 1975, sept cent soixante-deux filiales à l'étranger, soit 30 % de plus qu'en 1974. Les actifs de ces filiales s'élevaient à 163 milliards de dollars, en augmentation de 15 %, indique un rapport du Système fédéral de réserve. — (Agf.)

Pour louer une voiture en France ou ailleurs, réservez chez **europcar** 645.21.25

A L'ÉTRANGER

LES SYNDICATS DEVRAIENT PARTAGER LES RESPONSABILITÉS AVEC LA DIRECTION

déclare le président de la Fiat

Les syndicats devraient partager les responsabilités avec la direction au sein de l'entreprise dans le nouveau type de relations qui pourrait apparaître, a déclaré M. Giovanni Agnelli, président de Fiat, à la cérémonie d'ouverture de la dix-huitième session de l'institut européen d'administration des affaires (I.N.S.E.A.D.), dont le siège est à Fontainebleau. « Le rejet de la notion traditionnelle d'efficacité et de rendement, l'exigence de participer à l'élaboration des décisions, les conflits sociaux et l'absentéisme grandissant préfigurent de profonds changements. La tendance vers une augmentation des pouvoirs

de la base et une diminution de ceux de la direction, devient de plus en plus forte dans chaque pays. Si les syndicats acceptent de prendre une part de responsabilité dans la gestion des affaires, cela entraînera une réorganisation complète du commandement. »

M. Agnelli a également pronostiqué une pénurie de capitaux dans les prochaines années, entraînée à la fois par une forte augmentation du coût des nouvelles usines en raison de l'inflation, et par la diminution sensible des possibilités traditionnelles de financement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES (C.F.P.)

Résultats (mois-mars) du 1^{er} semestre 1976

Le chiffre d'affaires de la C.F.P. s'est élevé à 8,3 milliards de francs pour le premier semestre de 1976, contre 8,5 milliards de francs au cours de la période correspondante de 1975. Il est rappelé qu'il représente les seules opérations commerciales traitées directement par le maison mère et ses succursales, à l'exclusion de celles qui sont réalisées par les filiales spécialisées dans la commercialisation du brut et des produits : l'ensemble des tonnages commercialisés par le groupe au cours des six premiers mois de l'année s'élève à 36,3 millions de tonnes contre 32,2 millions de tonnes pour le premier semestre 1975.

La marge brute d'auto-financement est de 150 millions de francs, en baisse d'environ 30 % par rapport à celle du premier semestre 1975, et le résultat net provisoire au 30-6-1976 s'élève à 28 millions de francs, contre 173 millions de francs au 30-6-1975. Cette évolution des résultats s'explique comme suit :

— Le résultat commercial du premier semestre 1976 est plus élevé que celui enregistré pendant la même période de 1975 :

— Mais l'exercice 1975 avait bénéficié de profits exceptionnels particuliers :

— En outre, la poursuite d'un effort d'investissement très important, essentiellement consacré au développement de gisements d'hydrocarbures dont la production est maintenant très proche, a nécessité, compte tenu de l'insuffisance des moyens d'auto-financement, le recours à un endettement très accru, qui se traduit par des charges financières beaucoup plus lourdes qu'en 1975.

On peut noter d'autre part que le résultat semestriel ne tient compte que des dividendes effectivement reçus au 30 juin, ce qui, à la différence des années précédentes, sont très in-

L'ALIMENT ESSENTIEL

La situation provisoire au 30 juin 1976 fait apparaître un bénéfice de 10,43 millions de francs.

Ce résultat comprend un bénéfice d'exploitation de 2,51 millions de francs et des plus-values de cession s'élevant à 7,92 millions de francs et provenant de la vente des biens immobiliers situés à Nanterre.

Au 30 juin, le bénéfice d'exploitation s'élève à 1,74 million de francs.

On rappelle que l'ensemble des revenus financiers et immobiliers de l'Aliment Essentiel s'élève pour le 1^{er} semestre 1976, à 4,32 millions de francs et que, d'autre part, le chiffre d'affaires consolidé de la filiale Céréalimont-Lin-Brun s'élève, pour la même période, à 400 millions de francs.

GIMIXTE

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Le « GIMIXTE » a contribué, depuis son origine, à financer 42 Sociétés d'Economie Mixte, réalisant des programmes d'intérêt général dans le domaine de l'aménagement urbain, de la construction, de la rénovation.

427.600.000 francs
d'emprunts lancés depuis 1975
ASSORTIS DE LA GARANTIE
DES COLLECTIVITÉS LOCALES

GIMIXTE

12, rue de Castiglione, 75001 PARIS - Tél. 260-38-54

UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE FINANCEMENT A LONG TERME A LA DISPOSITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES POUR LEURS SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Horizon :

A 300 m du Pont-de-Neuilly (métro et 14 lignes d'autobus), vous êtes face à la Seine et votre horizon, c'est Paris. Les bureaux, qui sont tous en premier jour, sont cloisonnés. Vous disposez d'un standard très efficace (1.100 postes / 110 lignes extérieures), d'un restaurant, d'une cafétéria et de parkings souterrains.

1.950 m² sont actuellement disponibles par niveaux de 650 m².

BUREAUX A LOUER. 522.12.00

pour tous renseignements :

U.F. TRANSACTIONS
37, rue de Rome
75008 Paris
522.91.72

سكراة الجاهل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
 - Après la mort de Mao Tse-toung, un signe ne laisse prévoir une mise en sourdine de la politique sino-soviétique.
- 2-3. DIPLOMATIE
 - YUGOSLAVIE : l'agence Tass annonce que le président Tito a une maladie aiguë du foie.
 - ESPAGNE : la loi électorale fera l'objet de conversations avec l'opposition.
5. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : la guerre civile.
 - IRAK : le gouvernement s'emploierait à déplacer des populations en vue d'arrêter le Kurdistan.
- 6-7. AMERIQUES
 - CHILI : les militaires cherchent à institutionnaliser le régime.
- 8-9. POLITIQUE
 - Les relations P.C.-P.S.
 - La fête de « l'Humanité » à La Courneuve.
10. RELIGION
 - L'entretien de Paul VI avec Mgr Lefebvre.
11. EDUCATION
 - Le projet socialiste d'éducation.
 - Reentrée scolaire : M. Haby estime que des actions revendicatives seraient injustifiées.
11. SOCIÉTÉ
 - L'entente de Paul VI avec Mgr Lefebvre.
12. SPORTS
 - AUTOMOBILISME : Niki Lauda a tout à fait réussi son retour à la compétition.
14. LA REGION PARISIENNE
 - Saint-Cloud remis en ordre.
 - La bataille du péage.
15. EQUIPEMENT ET REGIONS
 - A PROPOS DE... : les rumeurs de séparation entre la poste et les télécommunications.

LE MONDE DE L'ECONOMIE

- Pages 17 à 22
- Idées simples pour réduire la dévaluation de fait du franc.
 - Pas de retour possible à la stabilité sans réforme monétaire.
 - La répartition du déficit de la sécurité sociale pose un problème de société.
 - Le bond en avant de la production chinoise.
 - Les banques libanaises changent d'adresse.

LA SITUATION EN CORSE

- trois nouvelles arrestations après l'attentat contre l'opérateur d'Air France ; un commando armé fait sauter une ville.

BONNES FEUILLES

- Le Secret des fichiers de Gollouédec-Geny et K. Moïs.

ARTS ET SPECTACLES

- Musique : Tardieu à Genève.

MEDICINE

- Au congrès des internes à Dinard.

LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

- AFFAIRES : le sort de cinq cents familles dépend du choix des héritiers Morcel-Dambourcq.
- AGRICULTURE : les malheurs d'un agriculteur non syndiqué.

LIRE EGALEMENT

- Annonces classées (27 à 35) ; Aujourd'hui (36) ; Carat (16) ; Journal officiel (38) ; Médiocratie (39) ; Mots croisés (39) ; Bouze (39).

Aujourd'hui et jours suivants

Galerie de l'Assemblée

solde

- BAHUT, TABLES, CANAPÉS, PETITS MEUBLES ET SIÈGES DIVERS

style - contemporain - rotin

9, PLACE DU PALAIS-BOURBON PARIS (7^e) 705-13-30

A B C D E F G

Le dialogue Nord-Sud reprend à Paris

Les délégués des pays du tiers-monde, réunis au sein du groupe dit des « 77 », se retrouvent, ce lundi 13 septembre, à Mexico, pour tenter de renouer leur coopération et de mieux coordonner leurs actions dans le domaine économique. Simultanément, à Paris, les représentants des dix-neuf pays en voie de développement participant à la conférence pour la coopération économique internationale (Nations Unies) ont commencé à se réunir pour discuter de leur coopération et de leur développement. Les pays industrialisés sont, eux, parvenus à faire admettre que l'étude de ces problèmes et les solutions qui seront envisagées en commissions ne seront pas la Conférence, comme l'indique le texte figurant en préambule au programme de travail. Il s'agit de deux mois de discussions conformément aux accords conclus à la réunion à haut niveau du mois de juillet dernier. Il ne s'agit pas de résoudre les problèmes de la conférence. De nouvelles propositions peuvent être introduites par les délégations jusqu'au 31 octobre prochain, en considération d'opportunités qui naîtront en cours de travail des commissions.

Par ce compromis de procédure, aux formules suffisamment vagues et ambiguës pour ne gêner ni les uns ni les autres, pays en voie de développement et nations industrialisées ont montré qu'ils préféraient cette conférence au néant. Mais leur détermination à poursuivre les commissions vint entraver la phase active de leurs travaux. Jusqu'à une prochaine crise ? B. D.

Au Canada M. SHARP SE RETIRE DU GOUVERNEMENT

Ottawa (A.F.P.). — M. Mitchell Sharp, président du conseil privé de la reine, a remis sa démission, dimanche 12 septembre, au premier ministre du Canada, M. Trudeau. Il a affirmé que son départ n'était motivé par aucun désaccord avec la politique gouvernementale.

Né en 1911, M. Mitchell Sharp a commencé sa carrière politique dans le gouvernement fédéral, où il occupa les fonctions de ministre de l'Industrie et du Commerce, puis de ministre des Finances, en avril 1963, comme député libéral de Toronto-Eglinton.

Ministre des Finances en décembre 1965, il contribua largement, grâce à sa forte personnalité et à son intelligence, à la victoire de la coalition libérale-conservatrice en 1968. M. Pierre Elliott Trudeau, qui le nomma, la même année, ministre des Affaires étrangères, le nomma également ministre de l'Industrie et du Commerce en avril 1969. Durant les six années passées à ce poste, M. Sharp a imprimé à la politique étrangère canadienne une orientation nouvelle, s'efforçant de prendre ses distances à l'égard des États-Unis, notamment à propos du conflit vietnamien et de la participation du Canada à l'OTAN.

M. Sharp est resté, depuis la nomination ministérielle d'avril 1974, les fonctions de président du conseil privé de la reine, fonctions essentiellement honorifiques. Il assumait également l'intérim du premier ministre.

Se démissionnant, il a surpris nombre d'observateurs à Ottawa, surpris dans une période particulièrement délicate pour le gouvernement Trudeau, déjà divisé sur la politique à suivre en matière de bilinguisme et de lutte contre l'inflation.

PRIX SPECIAUX PENDANT TRAVAUX

Pour compenser la gêne inévitable occasionnée par les considérables travaux effectués dans nos magasins, nous vous offrons, pendant la durée de ces travaux, des prix exceptionnels sur de très nombreux tissus d'ameublement.

VELOURS, IMPRIMES, JACQUARDS, TOILES, TAPISSERIES, SATINS, ETC.

NOUVELLES COLLECTIONS TISSUS "COUTURE"

AUTOMNE-HIVER 1976-77

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

du 15 Septembre au 9 Octobre

offre spéciale d'avant-saison

NICOLL

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle 850 F

avec gilet 950 F

NICOLL, LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN

23, RUE TRONCHET / PARIS 8^e

M. Sanford semble avoir retrouvé son siège de député dès le premier tour de scrutin

Les résultats de l'élection législative partielle qui s'est déroulée dimanche 12 septembre en Polynésie n'étaient pas encore définitivement connus lundi en fin de matinée. Il semble néanmoins que le député sortant, M. Francis Sanford (Union Rénouveau), retrouve son siège dès le premier tour de scrutin. Il obtiendrait 53 à 54 % des suffrages contre 27 à 28 % pour M. Gaston Fosse (U.D.R.), président de l'Assemblée territoriale. 7 % à M. Tania, président de la Fédération des syndicats, et 15 % à M. Charles Ching, parti- san de l'indépendance de la Polynésie française.

RECUL DE LA LIVRE INDÉCISION SUR L'OR

La livre sterling a fléchi sur les marchés des changes en dépit de l'ajournement de la grève des gens de mer, annoncé pendant le week-end, et du relèvement massif du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre, porté vendredi de 11,5 % à 12 % et qui avait provoqué une remontée de la monnaie britannique au niveau de 1,76 dollar contre 1,74 dollar précédemment : lundi matin, elle est retombée à 1,745 dollar.

Pour le marché de l'or, les rumeurs selon lesquelles les réserves de l'Allemagne fédérale seraient insuffisantes pour couvrir la demande de monnaie d'appoint ont entraîné un recul du cours de l'once, qui revient à 119,85 dollars sur le marché de Londres contre 120,70 dollars vendredi après-midi.

NOUVELLES BRÈVES

● Le Front progressiste (gauchistes d'extrême gauche) a élu dimanche 12 septembre, une déclaration dans laquelle il affirme : « Mao Tse-toung restera dans l'histoire du peuple chinois comme un héros qui a mené victorieusement la lutte contre le fascisme et le colonialisme, et qui a su donner à une Chine indépendante un développement et une prospérité sans précédent. »

● Les autorités sud-africaines ont indiqué dimanche, qu'elles avaient l'intention de faire passer la destruction au-dessus du territoire du Mozambique appartenant à l'aviation civile rhodésienne. L'agence soviétique, citant l'agence d'information mozambicaine, avait affirmé samedi que l'avion était immatriculé en Afrique du Sud, et qu'il avait été abattu parce qu'il avait violé l'espace aérien du Mozambique venant de Rhodesie. — (A.F.P.)

● Illich Ramirez Sanchez, connu sous le nom de « Carlos », se trouvait à Bagdad, qu'il préférait avec un commando une nouvelle opération en Europe occidentale, pour répondre au raid israélien réprimé d'Amman, déclaré-t-on dans les milieux londoniens de renseignement cités par la presse britannique de ce lundi 13 septembre. « Carlos » serait arrivé en Yougoslavie il y a cinq jours, en provenance d'Algérie, où il se tenait coté depuis décembre dernier, en compagnie d'un de ses lieutenants, un certain Hans-Joachim Klein, lié un moment au groupe ouest-allemand Baader-Meinhof. — (A.P.)

DALE CARNEGIE

Dale Carnegie, fondateur

Le numéro du « Monde » daté 12-13 septembre 1976 a été tiré à 528 642 exemplaires.

Sachez parler en public en 14 soirées

EXPRIMEZ VOS IDÉES. Développez assurance et facilité de contacts. Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 38 pays.

Des anciens du Cours Dale Carnegie vous guideront dans la formation d'information gratuite.

Mercredi 15 sept. à 19 h.

Salons de l'Etoile, 38, avenue de Friedland, Paris-8^e (métro Etoile).

Autres sessions : Agen, Avignon, Bayonne, Bergerac, Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nice, Nîmes, Pau, St-Etienne, Tarbes, Toulon, Toulouse, Tours, ainsi que Bruxelles.

Renseignements : G. Weyna. Tél. : 954-51-06 et 954-62-32.

une nouvelle façon de s'habiller à 30 ans

LATREILLE nouvelle boutique

53, rue saint-andré-des-arts 75006 Paris tél. 033-50.12

une nouvelle façon de s'habiller à 30 ans

LATREILLE nouvelle boutique

53, rue saint-andré-des-arts 75006 Paris tél. 033-50.12

une nouvelle façon de s'habiller à 30 ans

LATREILLE nouvelle boutique

53, rue saint-andré-des-arts 75006 Paris tél. 033-50.12

une nouvelle façon de s'habiller à 30 ans

LATREILLE nouvelle boutique

53, rue saint-andré-des-arts 75006 Paris tél. 033-50.12

une nouvelle façon de s'habiller à 30 ans

LATREILLE nouvelle boutique

53, rue saint-andré-des-arts 75006 Paris tél. 033-50.12

une nouvelle façon de s'habiller à 30 ans

LATREILLE nouvelle boutique

53, rue saint-andré-des-arts 75006 Paris tél. 033-50.12

une nouvelle façon de s'habiller à 30 ans

LATREILLE nouvelle boutique

53, rue saint-andré-des-arts 75006 Paris tél. 033-50.12

M. CHIRAC LANCE UN APPEL POUR LES ELECTIONS DE 1978

M. Jacques Chirac a fait publier lundi matin 13 septembre le communiqué suivant :

« Dans les dix-huit mois qui viennent, les Français devront choisir leur destin. Bien rarement des élections législatives auront comporté un tel enjeu : our entrée à notre pays l'aventure et les contraintes du collectivisme, toutes celles et tous ceux qui sont attachés à notre société de liberté et de progrès doivent unir leurs volontés et, par-delà les partis, se rassembler en oubliant les querelles du passé.

« Quant à moi, libre de toute charge gouvernementale, fidèle à nos institutions dont le chef de l'Etat est le garant et à la majorité qui les soutient, je suis résolu à consacrer toutes mes forces au succès de cette entreprise. Pour ce faire, je prendrai prochainement les initiatives nécessaires. »

M. YVES GUÉNA : pas de guerre larvée contre le gouvernement.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., prenant la parole à Auch (Gers) samedi 11 septembre, a déclaré :

« Les événements qui viennent de se dérouler auront été une épreuve pour l'U.D.R. Le départ d'un premier ministre, qui était issu de nos rangs, et l'entrée de plusieurs de nos députés dans le nouveau gouvernement posaient de graves questions à nos militants. Nous les avons résolues dans l'unité et sans discordances. Nous avons ainsi fait la preuve que nous sommes un mouvement politique majeur, cohérent, discipliné, et avec lequel il faut vraiment compter.

« Nous allons bientôt aborder la session parlementaire. Notre attitude a été clairement définie par les organes dirigeants du mouvement et du groupe à l'Assemblée. Nous n'avons nullement l'intention de mener une guerre larvée contre le gouvernement ou de marchander notre soutien dans les grands débats politiques et économiques. Nous prendrons nos responsabilités et nous ferons preuve de discipline dès lors qu'il en ira de l'intérêt du pays.

« Aux autres formations politiques qui soutiennent le gouvernement nous disons que le temps et la mode des « petites phrases » et des agressions dominicales, que nous avons toujours reprochées, sont révolus ; le temps, parce que toutes nos forces doivent être tournées en direction de nos adversaires, les coalisés du programme commun ; la mode, parce que, dans notre régime, on appartient ou non à la majorité, on y demeure ou on y quitte, on l'accepte telle qu'elle est ou on la refuse, mais on ne joue pas au jeu des rééquilibrages et des dosages. »

NOUVEAUX DIPLOMES

pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter, parallèlement à leurs activités présentes, leur formation par un des diplômes suivants :

— Diplôme des Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables à toute formation du commerce et des affaires ;

— Brevets de Technicien Supérieur Traducteur-Interprète attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;

— Diplôme de l'Université de Cambridge (anglais) : cartulaire de l'information, tourisme, hôtellerie.

Etudiants, secrétaires, représentants, comptables, techniciens, ingénieurs, cadres et directeurs commerciaux, etc., auront tiré profit de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leur qualification.

Le département Information-Orientation de Langues et Affaires, 47, rue de la Harpe, 75005 Paris, envoie sur demande une documentation gratuite sur ces diplômes (préparation et débouchés). Tél. 270-51-88 (organ. privé).

A. MEYSSIGNAC

DESSEIN - EXPOSE FABRIQUE - RESTAURE DECORE - INSTALLE

tapiserie ébénisterie

Meubles - Boiserie

Rangements - Eléments

Meubles-lits

Sièges et Canapés

Lits Classiques

Canapés-lits

Tendres murales

Rideaux - Décor de fenêtres

Les Travaux

Styles et contemporains

ATELIER-MAGASIN BUREAU D'ETUDES

CAMP NOUVEAUX 2500 M

42-44, FAUBOURG ST-AUTOME PARIS 12 - BASTILLE

PARKING

CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS

343-96-31 21 JOURS

343-96-31 21 JOURS